

107792

107792

BEAUGÉ BERCY

LES PÉRIPÉTIES
D'UNE
DÉMOCRATIE

LIBRAIRIE L. RODSTEIN

17, RUE CUJAS

PARIS

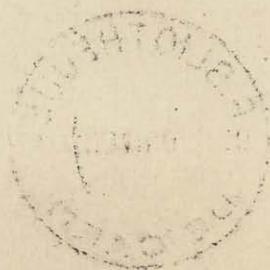
—
1941

a M. le Professeur
Hommage et souvenirs -

Beaugé Bercy

M. de ...
Honnorable ...

...



107792

107792

BEAUGÉ BERCY

11
LES PÉRIPÉTIES
D'UNE
DÉMOCRATIE



LIBRAIRIE L. RODSTEIN
17, RUE CUJAS
PARIS
—
1941

B.U. CAEN - DROIT-LETTERS



D

006 140857 7

PRÉFACE

Le livre que nous avons l'honneur de présenter au public a pour objet d'exposer les faits qui ont trait à la vie haïtienne en ce qui concerne son organisation sociale, politique et économique, d'étudier ses relations avec ses voisins, particulièrement avec les Etats-Unis d'Amérique, et de faire connaître ses possibilités quant à l'avenir.

Haïti est un pays qui a un passé glorieux.

On n'a qu'à se pencher sur ses pages historiques pour se rendre compte de ses luttes héroïques, luttes soutenues pendant de longues années pour la liberté à laquelle ce peuple, jadis opprimé, s'attache fortement.

Nous n'avons pas la prétention d'écrire un livre littéraire comme cela s'est produit plusieurs fois dans nos milieux, de faire du parlage, de remplir nos trompettes de sons et de vent; nous voulons tout simplement exposer notre point de vue général sur l'ensemble de l'évolution du pays, de suggérer des remèdes aux problèmes qui sont posés à Haïti et qui restent jusqu'ici sans solution.

Nous avons analysé les divers aspects et les causes profondes de guerres civiles à Haïti, nous avons critiqué les gouvernements à la tête desquels étaient placés des gens incapables, et dont la préparation politique, à tous égards, laissait beaucoup à désirer.

Nous avons effleuré l'intervention Nord-Américaine en 1915, dans les affaires intérieures du Pays et nous avons exposé notre point de vue sur ce problème en toute franchise.

Nous avons le sentiment et la conviction qu'il est encore

possible de donner à Haïti une autre physionomie, une autre orientation, de nouvelles méthodes, en ce qui concerne sa politique intérieure et extérieure, de nouvelles directives pour la tirer de la routine, de l'improduction et de la maladie du sommeil.

Cette œuvre est à la base des activités nouvelles des jeunes et des hommes de bonne volonté. Il n'est point possible que ce pays puisse survivre s'il renie son origine et son histoire.

Au lendemain de l'indépendance d'Haïti, après la lutte qui consacra la victoire du peuple sur l'oppression, il fallait orienter la vie de la nation vers des chantiers nouveaux, en s'appuyant sur la masse, l'élément de construction, sans lequel aucune œuvre sérieuse n'est possible.

Rares furent ceux qui décelèrent les tares du colonat aboli par les armes de nos vaillants aïeux et découvrirent qu'il portait en lui-même les germes pernicioeux du retardement.

Il s'agit de savoir si Haïti, longtemps dupée par les opportunistes et par les cavaliers de la bonne aventure, réussira à faire le point; si elle mesure exactement les folles erreurs que ses maîtres incapables lui firent commettre; et si elle veut réussir et se ressaisir.

Or, si notre pays entend prendre place dans le cortège des nations qui marchent la tête haute vers l'avenir, il doit renoncer à ses mauvaises habitudes et adopter une autre ligne de conduite. Il faut qu'elle soit fondée sur le respect du travail, sur l'esprit de sacrifice et de discipline.

Nous essayons de dégonfler les baudruches que la tempête des faux enthousiasmes avait porté au pouvoir. Ces faux bergers, une fois haut perchés, ont fait circuler un grand nombre de formules vagues qui sont devenues d'un usage courant.

Que le ciel nous préserve des vanités et de leurs formules enveloppantes. Nous revendiquons, entre autre chose, le droit du peuple à la vie heureuse, car nous concevons que le bonheur d'être maître chez soi, n'appartient qu'aux peuples qui luttent et qui savent vaincre.

La vraie liberté n'est pas l'œuvre de politiciens qui aiment à vociférer dans les meetings et à intriguer dans les coulisses. Nous avons l'expérience de ce que nous a coûté la démagogie.

voire le paradoxe des Sancho Pança, de Don Quichotte et des fils d'affranchis.

Si les maîtres d'Haïti avaient été sincères, ils auraient dû opposer l'esprit de la révolution de 1804 aux besoins de la politique nationale, et ils n'auraient pas dû, au contraire, détruire cet esprit pour le remplacer par des formules réactionnaires; ils auraient dû unir les revendications de la masse à celles du pays tout entier. Ils auraient dû comprendre que l'ennemi à combattre, c'étaient la caste avec ses moyens de torsion, l'infiltration de l'ennemi d'hier, réinstallé dans le pays par des moyens divers et détournés, les bazars, les exploitateurs sans scrupules, les incapables et les voleurs des péculats publics.

Pour la clarté du grand débat qui s'ouvre entre la mort lente d'Haïti et ses besoins nouveaux d'orientation, nous essayons de signaler les erreurs du passé pour corriger celles du présent et de l'avenir. Car la victoire du vrai travail accompli par les aïeux ne sera complète que le jour où les trafiquants sans scrupules de la classe ouvrière et paysanne auront rejoint dans le désastre et le déshonneur les négriers européens. Haïti a besoin d'une justice sociale qui ne doive rien aux clans, ni au jésuitisme, ni aux maquignons de l'opportunité. A voir se conclure l'alliance monstrueuse pseudo-révolutionnaire sous les gouttes de goupillons, les cloches à toute volée et tous les égoïsmes qui sont sous le coup de défaite; accablantes, tant dans le domaine politique que dans le domaine économique et social, on se demande si ces hommes n'avaient vraiment pas à la pensée d'appeler à leur secours l'anarchie et le désordre, afin de sauver les privilèges encore régnants.

On a pu juger, par les faits exposés, de leur bonne foi et de leurs buts particuliers.

Pour barrer la route aux vérités nouvelles, les derniers dirigeants d'Haïti, ces chefs indignes, en qui trop de gens naïfs ont placé leur foi et leur suprême espoir, se portent au secours de l'ennemi qui, froidement, a massacré plusieurs milliers de Haïtiens en 1937.

La reconstruction d'Haïti a commencé en 1804, elle fut arrêtée en 1806 par une contre-révolution mal à propos et dépourvue de buts réels. Depuis cette époque, toutes les forces se

sont conjurées pour anéantir, point par point, ce que les aïeux avaient réalisé.

Le résultat de cette politique néfaste, menée par des clans inconscients, a conduit Haïti à l'humiliation de 1915, et a failli compromettre son indépendance.

Maintenant, cette politique ne paraît réalisable que quand il y aura un changement dans la mentalité du peuple et dans son éducation.

Nous voulons avoir le privilège de défendre le patrimoine sacré que nos pères nous ont légué après une lutte victorieuse et acharnée qui fit l'admiration du monde; nous voulons, par les moyens dont nous disposons, très modestes, certes, apporter une collaboration à la grandeur et aux besoins généraux du peuple.

Actuellement, nous nous trouvons en face d'une grande confusion des esprits; il faut éclairer ces esprits, les orienter et les éduquer.

Rien ne pourra mieux servir la cause nationale que ceux qui s'arrogent le droit d'être les seuls qualifiés pour diriger la nation, se rendent compte qu'il faut absolument qu'il y ait un redressement général dans tous les domaines et qu'une nouvelle orientation, basée sur une politique réaliste, se fasse jour.

Il n'est plus temps de s'accrocher au pouvoir dans le seul but de ramasser des fortunes, de favoriser un clan et de se foutre du reste. Cette politique nous a donné assez de sursauts et d'angoisse, par les défaites sanglantes qu'on nous a infligées tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, pour que nous demandions sa continuation.

Nous sommes de ceux qui pensent qu'il faudra absolument qu'il se produise un changement dans les affaires de Haïti. Le temps n'est plus aux discours, aux vœux formulés, qui restent toujours sans suite; mais c'est le temps où les forces doivent travailler, où l'élément vital donne son plein rendement. Nous avons écrit ce livre dans le but de réveiller les esprits, de parler à l'âme nationale de l'Haïtien, d'insuffler à la jeunesse un nouvel élan, sans lequel rien n'est possible.

Nous prévenons le lecteur qu'il trouvera, à travers les pages de ce livre, des répétitions, mais ces répétitions sont d'autant plus nécessaires que nous voulons que nos paroles soient comprises

et entendues par ceux auxquelles elles sont adressées. Le meilleur moyen, dit Napoléon, de se faire comprendre, c'est la répétition. Il l'attribuait même au meilleur moyen de rhétorique.

L'homme est un enfant gâté, donc, il faut répéter aussi et nos lecteurs trouveront que nous nous répétons sur beaucoup de choses.

Haïti a subi de profonds bouleversements dont elle ignore la limite possible. Il faut en provoquer d'autres qui ne s'arrêteront pas seulement aux modifications de frontières, mais qui annoncent à la fois des réformes de structure et un climat différent dans les rapports meilleurs entre ses citoyens, et entre ses frères de race.

Notre Révolution, qui connut un essor prodigieux sous Toussaint Louverture, a reçu des coups dont, pour peu, il aurait été difficile de se relever. Nous avons assisté au renversement des valeurs nationales, à l'assoupissement de nos énergies.

C'est pourquoi, mesurant cette énormité, aimant notre race et croyant en ses possibilités de progrès, nous traçons ces lignes.

L'AUTEUR.

CHAPITRE PREMIER

Il y a des étapes glorieuses dans l'histoire d'Haïti.

Le préambule de notre mouvement national en est la caractéristique. Cordiaux et généreux, les Haïtiens, à l'instauration de leur régime de liberté, invitaient tout le monde à la réconciliation et au labeur commun.

Ni les divisions, ni les haines n'étaient éteintes; les ruines fumaient encore. Mais, parmi les ombres confuses, apparaissait l'image émouvante de la patrie. Après avoir guéri les effroyables troubles, confusions, désordres, égarements, au début de notre vie émancipatrice, on déclarait qu'on voulait instaurer un royaume de concorde pour tout le monde, en mettant en œuvre ce qui était juste et équitable; mais les programmes politiques, la plupart conçus dans une idée de clans, se sont raidis dans la tourmente et dans l'anarchie.

On dit que les peuples se constituent dans l'unique dessein de sauvegarder la liberté, la paix sociale, le progrès, la sécurité individuelle, de faire comprendre à leurs gouvernés combien l'observance des lois établies est indispensable aux bons rapports qui doivent exister entre les hommes; mais, à tout prendre, nous devons constater que les principes pour lesquels nos aïeux ont pris les armes pour combattre la tyrannie, régnante alors, n'ont jamais pu triompher. On sent ardemment la liberté en Haïti. On veut à tout prix en jouir, mais les clans faussent ses principes. Le principal fondement de l'union, de la concorde, de la tranquillité, de la paix et du rétablissement de l'autorité de l'Etat, en sa première splendeur, opulence et force, n'a pas été établi sur des bases permettant l'équilibre.

Nous avons dans notre histoire des pages honteuses.

On ne peut les contempler sans rougir. Les erreurs et les aberrations de certains gouvernements haïtiens qui ont prétendu être de bons nochers, mais qui ont renié par leur conduite l'essentiel de l'existence de l'Etat, ont fait jour partout.

Depuis un siècle un quart, il semble qu'une loi de la destinée ait tenu Haïti à genoux, comme une victime condamnée à la mort.

Voué à l'ostracisme, le pays devait donc périr irrémédiablement sous le poids écrasant des événements.

Un siècle d'histoire continue a tissé cependant entre la nation et ses bons sujets, des liens si forts, que tout ce qui l'affecte, les touche au plus profond du cœur.

Malheureusement, ces sentiments, essentiels pour jeter les bases d'une vie ordonnée, sous l'épreuve douloureuse des clans, ont été tellement affaiblis, par des menées subversives, que les Yankee foulèrent le sol sacré qui a bu le sang généreux de nos aïeux. Depuis que nos dirigeants ont cru trouver dans les régimes du personnalisme le gage de leur bonheur, les chemins de progrès et de paix sociale nous ont été systématiquement barrés.

Certes, Haïti a connu des heures tristes et douloureuses.

Un moment donné, on aurait cru que le drapeau bicolore que les héros de l'indépendance nous ont légué, allait disparaître de la carte géographique du monde.

Les pionniers des malheurs accumulés qui ont accablé le pays, agissant sous l'esprit de groupements sans programme, dans une attitude incohérente, ont maltraité les libertés haïtiennes et ont conduit le pays au bord de l'abîme.

En 1915, enfin, au moment où l'humanité européenne passait par des déchirements sanglants et poignants, au moment, répétons-le, où le canon proclamait son règne ténébreux, les Etats-Unis, sous prétexte de nous protéger contre une possible invasion allemande, débarquèrent leurs troupes dans les principaux ports haïtiens, dans des conditions dramatiques.

Ils hissèrent leur drapeau étoilé au faite du mât du palais national, à Port-au-Prince, et en descendirent le nôtre.

Le pays entier fut alors soumis à une dictature étrangère qui dura pendant 19 ans. Ce fut ensuite le désarroi des esprits,

la confusion des idées, la crise économique avec ses conséquences tragiques et ses cortèges de misère.

La vie de la nation languissait sous la menace des étrangers arrogants qui la gouvernaient sans loi et sans principe.

L'existence même d'Haïti était en cause. C'était une période de grand danger pour sa liberté et ses prérogatives nationales.

A qui imputer ces grands malheurs ?

Aux Haïtiens dirigeants eux-mêmes. C'est grâce à leur maladresse que les Américains ont pris possession de notre sol en maîtres absolus. En effet, dans les circonstances d'alors, le pays ne pouvait certes pas continuer de vivre dans ce perpétuel désordre auquel on l'avait voué. Le mal qui l'affaiblissait ne tenait certainement pas à un défaut permanent de la race haïtienne, comme on s'efforce de le démontrer par ailleurs, mais à un atavisme de clans.

Ces hommes auxquels nous faisons allusion, toutes proportions gardées, allaient tout le temps, par les rues, habillés en redingote, toujours prêts à prononcer des discours platoniques, mais incapables d'entreprendre une action susceptible de relever la nation. Ils ont fait preuve de leurs vertus et de leur capacité.

Haïti était, à cette époque, un corps sans organes, un édifice sans pilier. Les régimes de dictature, établis par le personnelisme acerbe, soutenus par des parvenus sans mœurs, tombaient les uns après les autres, parce que leurs principes ne visaient jamais à l'organisation de l'Etat; ce sont ces régimes improvisés qui ont préparé les relais de l'occupation de notre territoire par des troupes étrangères. Après les tempêtes de guerres civiles, si réputées à cette époque, le tremblement de terre venait secouer l'édifice national dont les colonnes étaient profondément atteintes.

De ce fait, les Yankee, devenus maîtres absolus de l'administration du pays, s'empressèrent alors, non sans morgue, de forcer les Haïtiens à signer avec eux les mêmes conventions qu'ils avaient déjà imposées aux autres républiques américaines, occupées par leurs troupes.

Selon l'esprit de ces conventions arbitraires, les occupants

avaient le droit d'intervenir dans les luttes politiques de ces pays, sous prétexte d'imposer l'ordre.

Les clans paresseux qui avaient conduit le pays à ce point confus, acceptèrent, résignés, le mandat de colonisation que les Etats-Unis essayèrent de placer sur Haïti. Cette intervention dans les affaires intérieures d'Haïti finit à la longue par créer une ambiance d'animosités et d'agitations politiques dans tout le pays.

Certains secteurs, certes, très montés contre les brutalités des soldats américains, prirent enfin les armes contre eux.

Ces vaillantes cohortes, révoltées contre l'oppression, furent balayées par la bouche de la mitrailleuse.

Le peuple haïtien souffrit, tout en s'agitant, toutes sortes d'humiliations et vexations, jusqu'à l'arrivée de M. Roosevelt au pouvoir. C'est lui, grand politique, homme averti, qui a substitué aux traités arbitraires d'autres conventions, par lesquelles, il a mis fin à l'ingérence de Washington dans les affaires intérieures des autres Etats voisins.

C'est un fait historique que nul ne saurait laisser passer inaperçu.

Grâce à M. Roosevelt, qui est un homme prévoyant et qui comprend mieux que personne les aspirations légitimes des républiques américaines, Haïti a repris sa place d'honneur parmi les peuples souverains et libres.

Heureusement, les réalités foncièrement vives de la position internationale des Etats-Unis dans le continent, ont enfin fait pencher la balance du côté de la justice et du droit.

L'indignation de la foule contre l'intervention ne s'était pas seulement manifestée en Haïti, mais dans tout le continent.

Les Américains étaient amenés, par la force des choses, à avoir de vives inquiétudes sur la politique du dollar dans le Nouveau Monde.

M. Roosevelt, diplomate averti, en prenant les rênes du pouvoir, a demandé *sine die* le retrait des troupes d'occupation, malgré la vive hostilité des milieux de Wall Street.

Le continent entier applaudit à ce geste.

Ce rappel de troupes a éclairci en partie l'atmosphère étouffante que l'intervention brutale et militaire de la République

étoilée avait provoquée dans tout l'hémisphère du Nouveau Monde.

Cette mise au point était d'ailleurs nécessaire d'autant plus que les rapports de bon voisinage, entre elle et les autres Etats, était empoisonnés du fait de cette ingérence.

Le commerce des Etats-Unis d'Amérique en était directement affecté, menacé par surcroît par les réactions violentes des masses et des intellectuels des pays occupés, arrivés, évidemment, à bout de patience. Les démocrates américains ont bien compris la gravité de la situation. Il a donc fallu s'orienter vers une nouvelle politique de respect et de bon voisinage vis-à-vis des autres Etats qui se partagent le continent, et éviter, autant que possible, de bafouer leurs droits souverains.

En ce moment encore, malgré les efforts qu'a réalisés M. Roosevelt, efforts appréciables et humains, pour établir des relations fermes et amicales entre son pays et ses voisins, il y a encore des colères justement soulevées qu'il faudra donc apaiser.

Les relations de cette grande puissance avec le reste du continent sont peu satisfaisantes. La politique du dollar, la plus dangereuse de toutes, est encore puissante dans le domaine commercial.

M. Roosevelt a mis un terme aux errements des banquiers yankee et a freiné l'ambition de ce petit clan qui a voulu échanger des vies humaines contre des puits de pétrole.

Il est le seul président des Etats-Unis qui puisse dire, avec orgueil, qu'il n'a été que de loin prisonnier de Wall Street.

Les autres présidents de l'Union, presque tous, ont été, sans exagérer, des instruments dociles entre les mains des rois du pétrole et autres. Grâce aux sacrifices et à la constance de certains Haïtiens, grâce à leur courage, à leur dévouement, à dénoncer à l'opinion internationale les brutalités des soldats américains en Haïti, nous avons recouvré notre liberté première, quoique nos finances soient encore sous le contrôle des banquiers new-yorkais. Parmi ces bons citoyens, nous pouvons citer Jolibois, Péralte, Price Mars, Sténio Vincent, Pradel et autres.

Malheureusement, Jolibois, qui jouissait d'une grande réputation dans tout le pays, paya de sa vie pour satisfaire et apai-

ser la colère du dieu de la haine. Parmi ceux qui ont lutté pour la libération du territoire national, c'est lui qui a déployé le plus d'énergie et exposé, plus que tout autre, sa vie.

Nous le regrettons sincèrement. Honte pour les auteurs de cette mort lente et cruelle! Maintenant, Haïti est libre. La question qui se pose, c'est : « Que vont faire ses enfants? Voient-ils ses problèmes? Vont-ils changer de système? Ont-ils la véritable vision de l'avenir? Voient-ils les grands besoins de la masse haïtienne? »

Nous nous empressons de poser encore cette autre question : « Tomberons-nous de nouveau dans les errements du passé? Devons-nous tirer de cette grande leçon, toute récente, des conclusions de sagesse qui nous aident à nous orienter vers d'autres directions, susceptibles de sauvegarder la liberté et la souveraineté de notre peuple? »

Nous le croyons du moins. Il est vrai que les détracteurs de notre existence travaillent en silence dans le but de nous enlever le patrimoine de liberté que nous avons reçu de nos pères; nous savons par surcroît qu'ils reviendront à la charge et qu'ils feront un suprême effort pour nous donner le coup de grâce; mais c'est à nous qu'il incombe de faire taire ces voix méchante et d'arracher Haïti à la léthargie, à la misère, à l'inorganisation et au chantage des clans. Si nous n'avions pas perdu les principes de dignité que nos aïeux nous ont légués, les Américains ne seraient pas venus nous courber sous leurs baïonnettes despotiques. Nos détracteurs sont multiples. Nous les connaissons. Ils ont tout fait pour nous faire passer pour ce que nous ne sommes pas. Ils ont lancé des flèches insidieuses, des amorces empoisonnées, des dards meurtriers contre notre existence et contre la race que nous incarnons. Derrière ces calomnieux, il y a des chancelleries, des nations, des préjugés, intéressés à faire croire au monde que nous sommes incapables de nous gouverner nous-mêmes.

Haïti a soutenu des luttes gigantesques, à travers sa courte vie, pour maintenir son rang de nation parmi les autres peuples souverains. Le but de cette campagne inique est de créer des prétextes, de manière à affaiblir notre prestige et à réduire

enfin notre force morale à l'impuissance dans les milieux internationaux.

Il convient que nous fassions taire cette presse injuste qui harcèle Haïti avec une méchanceté sans borne.

Nous voulons bien croire que nos dirigeants, tenant compte de cette réalité, vont réagir énergiquement, pour éviter par tous moyens qu'il se produise une autre intervention qui nous serait certainement funeste.

Nous ne devons jamais désirer que l'étranger, pour d'autres motifs semblables, foule encore notre sol.

Nous avons devant nous une œuvre historique à faire, à laquelle, nous n'avons pas encore mis la main; faut-il que nous la contemplions sans l'accomplir? Nous nous proposons de peindre les maux qui ont affligé notre pays pendant les années ténébreuses que nous avons vécues avant l'arrivée des Yankee, de façon à ce que nos lecteurs puissent avoir une idée des circonstances atténuantes qui ont conduit Haïti à cette humiliation.

Nous allons nous en expliquer en toute franchise. La campagne qu'on a déclenchée contre le peuple haïtien, avec l'appui dissimulé des chancelleries qui conspirent contre les Etats faibles, tend à faire croire au monde entier à une incapacité des Haïtiens à se gouverner eux-mêmes. Ainsi, le pays fut guetté pendant plusieurs années par les adversaires de l'évolution de la race noire, et tomba enfin sous la puissance des Etats-Unis d'Amérique.

La proie convoitée est tombée enfin en 1915 sous les griffes des Nord-Américains, dont le but, proprement parlant, n'était pas de coloniser, mais d'imposer, par la force brutale, leur commerce et leurs caprices aux peuples faibles du continent. Pour qu'une entente cordiale s'établisse entre les Etats-Unis et les autres peuples américains, il faut, au préalable, que la politique de M. Roosevelt soit la ligne de conduite des autres gouvernements qui lui succéderont. Il faut que le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, avec le respect qu'il comporte, trouve des adeptes fervents à la Maison Blanche. Il importe de connaître très exactement l'attitude que prendraient les adversaires de M. Roosevelt, le jour où ils seraient appelés à prendre le pouvoir. Le moment est venu de sortir des géné-

ralités, de laisser de côté les formules trop vagues dont s'alimentent les défenseurs du dollar, pour préciser en termes clairs et précis ce qu'ils pensent des libertés de leurs voisins.

Le premier contact avec la nouvelle politique de M. Roosevelt tend à établir le droit sur des bases fermes entre bons voisins, et continue à donner des résultats excellents.

Tout le problème est de savoir ce qu'on fera le jour où les démocrates cesseront d'être les dirigeants de la politique internationale de Washington. Ce qui explique l'attitude des Etats-Unis devant le problème de l'intervention, c'est le danger de coalition de forces dans le continent, et hors du continent, contre Washington.

D'ailleurs et surtout, cette ingérence ruinerait en fait le Panaméricanisme, qui constitue une sorte de Société de nations pour l'Amérique. En intervenant dans les affaires des autres pays, les Yankee ont violé les lois les plus élémentaires du droit de chaque nation à disposer d'elle-même. Or, le Panaméricanisme protège les libertés des peuples libres et souverains et reconnaît, par le fait, l'indépendance et l'intégrité de tous dans le cadre du droit international.

Mais c'est là un aspect particulier de la question, et cela ne veut pas dire que l'on ne doive pas surveiller et être vigilant pour ce qui peut arriver dans la suite. Nous vivons dans un temps où le droit souffre d'une paralysie générale; c'est la force qui prime.

Elle est devenue la fille gâtée des grandes puissances qui prêchent la démocratie et pratiquent la démagogie. On les voit en proie aux appétits désordonnés qui chatouillent leurs ambitions demesurées, les poings serrés, avides de victimes, toutes prêtes à dévorer les petits. Les Américains du Nord feront bien de prendre au sérieux la protestation unanime de vingt Etats, menacés dans leurs droits universellement reconnus. Tout le monde a horreur de la brutalité. Tous les peuples, quels qu'ils soient, ont eu, dans leur lente évolution, à surmonter des difficultés sans borne pour parvenir à une certaine stabilité politique et sociale. Il n'y a aucune raison qui justifie l'intervention d'un Etat dans les affaires d'un autre Etat. Toutefois, nous nous

efforçons de comprendre la politique de Washington vis-à-vis des autres peuples du Nouveau Monde.

Leur but est celui de commercer, mais par la force. C'est une colonisation tout de même. Si c'est là le vrai but de nos voisins, nous croyons leur dire qu'ils gagneraient davantage s'ils s'entendaient avec nous par des traités réguliers.

Les Yankee se sont rendu compte, peut-être, à temps, que leurs menées d'intervention militaire dans les affaires des autres Etats qui se partagent le continent, les avaient rendus antipathiques aux yeux des habitants des pays menacés. Cette conduite arrogante pourrait avoir des conséquences des plus graves dans le domaine international.

Haïti n'était pas le seul pays de l'Amérique à subir les effets de l'humiliation de la politique du dollar. Ses détracteurs, qui se trouvent un peu partout, n'ont pas manqué de préparer l'ambiance pour une intervention étrangère. Ils suivent un programme systématique en accord avec leurs nations respectives. C'est dans le but de dénigrer la race noire, dont nous sommes les descendants, que cette campagne est menée avec méthode. Ils ont agi avec une singulière complaisance pour tout ce qui peut servir à faire ressortir le mauvais côté de la politique de notre pays. Cependant, à en juger par les données de leur propre vie politique, on se demande s'ils sont appelés à nous donner des exemples ou des leçons!

On ne peut s'étonner, dans ces conditions, que l'on se demande si cette campagne souterraine ne relève pas des conciliabules de certaines nations colonisatrices qui travaillent, en définitif, à l'enchaînement de la race noire. Les puissances colonisatrices font tout pour diminuer la portée nationale des Etats noirs proprement dits.

Que signifiaient autrement ces manifestations d'un état d'esprit dont l'amertume frappe tout observateur impartial?

Un peuple légalement constitué qui cherche comme tout le monde, tout en tâtonnant, sa route d'évolution à travers la brume humaine, mérite qu'on le laisse en paix et qu'il s'organise comme bon lui semble. Il faut voir, dans la persévérance de ceux qui nous font passer pour ce que nous ne sommes pas, un état d'esprit malveillant, poursuivant des buts déterminés,

dans l'espoir d'affaiblir pour dominer. Le décriement dont nous avons été l'objet a des visées de domination, car il se fait avec des calculs propres à empêcher l'établissement d'autres Etats dits noirs ou de couleur. Ces messieurs mercenaires fomentent eux-mêmes ces campagnes tendancieuses pour ensuite avoir des motifs, selon eux légitimes, d'intervenir dans nos mêlées politiques.

C'est l'évolution en cours dans certains milieux colonisateurs, qui ont cherché et cherchent, à la Société des Nations, à étouffer les autres peuples de couleur noire. L'Ethiopis est un exemple frappant. Une campagne farouche fut organisée sous les auspices des grandes puissances européennes contre l'Ethiopie et le Libéria, sous prétexte qu'ils pratiquaient chez eux l'esclavage, que les nations occidentales de l'Europe, créatrices de ce trafic odieux, étaient appelées à abolir, considérant que c'était un affront pour la civilisation, qui en a fait de si belles affaires! Ces milieux en question, inspirés par un même esprit, ont envoyé leurs écrivains, leurs romanciers, leurs reporters, dans ces pays, dans le but, bien entendu, de peindre des coutumes atroces, des barbaries fantaisistes, d'accord avec l'état de préjugés dont ils sont animés à l'avance, afin de préparer la route aux fers séculaires que leurs pays respectifs ont inventés pour entraver les peuples faibles. Ils s'intéressent surtout à ces campagnes de presse, pour mieux exploiter la situation et trouver par contre un prétexte quelconque pour agir en conséquence.

Ceux qui en sont les artisans les plus actifs cherchent à justifier leurs sottises en exploitant systématiquement des faiblesses qui se produisent non seulement chez les peuples dits arriérés, mais aussi chez les civilisés prétentieux qui, n'était-ce leur force mécanique, ont besoin qu'on vienne leur apprendre beaucoup de choses!

Nous accueillons ces inventions infâmes avec toute l'ironie qu'elles méritent. Ce sont des malveillances déguisées, des individus sans moralité, n'ayant aucune notion de la dignité humaine; ce sont des mercenaires, à la solde d'une classe d'exploiteurs, gens mécréants n'usant de leur liberté que pour faire du mal aux autres.

Ils vendent leur talent au plus offrant, ils agissent sans scrupules, ils bafouent le droit des autres avec un cynisme sans borne.

Nous considérons ces menées comme attentatoires aux droits des gens. Nous y voyons un instrument de mauvaise foi, une méthode démagogique qui tend à dominer autant que possible les peuples dits de couleur.

Nos pères, par leur héroïsme, ont su briser les fers que leurs tyrans leur avaient imposés, pour fonder une liberté durable pour leurs enfants; leur esprit de liberté n'a jamais été compris par certains hommes amollis par le venin de classe et d'origine. Ce sont ces hommes qui ont appelé les Américains en Haïti. Ce sont eux qui, se disant noirs, devant, par rapport à notre situation internationale, penser à rendre inviolables nos libertés acquises, ont livré le pays aux étrangers.

Heureusement que les Yankee ont compris, dès l'arrivée de M. Roosevelt au pouvoir, que leur rôle était d'entretenir des relations de bon voisinage avec les peuples indépendants de l'Amérique. Car, par le temps qui court, il se pourrait bien qu'ils se trouvent isolés au point de vue international. Or, un bloc de vingt Etats pourrait en l'occurrence se former contre la politique du dollar, et affaiblir ainsi l'influence des Etats-Unis dans le monde entier.

Cependant, malgré le retrait des troupes d'occupation, il ne faut pas que les Haïtiens dorment. Il faut tenir toujours présentes les leçons apprises du grand Colosse étoilé. Wall Street ne sommeille pas. Il trouvera toujours des traîtres qui, pour des gains mesquins, se disposent à favoriser sa politique d'absorption.

Sa tactique consiste à créer, dans les pays jadis occupés et dont le commerce est déjà escompté, un état de guerre civile et de désordres politiques, afin d'intervenir par la force brutale dont il dispose auprès du gouvernement de Washington, afin de contrôler tout le commerce du continent.

Cette politique a réussi en partie dans certaines républiques américaines, grâce aux hommes bas de conception et de dignité et qui mettent, au-dessus de la collectivité à laquelle ils appartiennent, leurs propres intérêts personnels, pour s'assu-

rer des avantages économiques qui leur sont offerts par les hommes d'affaires des Etats-Unis.

On verra revenir à la mode cette tactique si les gouvernements, ou pour mieux dire les peuples, vrais garants de leur propre dignité, ne parviennent pas à arrêter cette fâcheuse propagande, afin de sauvegarder à tout prix leur indépendance et leurs caractéristiques nationales. L'œuvre que nous impose la nécessité est donc de première importance. En ce qui concerne l'ordre politique haïtien, nous n'en viendrons à bout que par des efforts unis et persévérants.

La conduite politique suivie par la plupart des gouvernements d'Haïti a été d'une inaction capitale et n'a conduit qu'à des brigandages regrettables, et à la démoralisation de nos institutions démocratiques. Tous les Haïtiens, aujourd'hui, éprouvent une grande satisfaction de voir leur territoire libéré des troupes étrangères, accompagnée du relâchement du contrôle financier; cela doit nous conduire à être plus vigilants, moins insoucians et plus pondérés. Maintenant, il nous incombe de faire une politique de prestige et de réforme générale.

Le spectacle qu'avait offert, au prime abord, la politique américaine dans les affaires des autres pays, sous prétexte de sauvegarder les intérêts des Etats-Unis, avait sans doute ému le monde. Un pays qui caresse les principes démocratiques doit avoir un saint respect pour l'indépendance d'autrui; cette vérité doit suffire à tracer une ligne de conduite en matière de politique internationale, à ceux qui ne l'ont pas.

Les nations impérialistes se basent sur leur propre force matérielle pour violer impunément les préceptes de bon voisinage, et se permettent d'interpréter à leur sens, le droit des autres, sans se soucier de leur liberté nationale.

Haïti à des motifs profonds pour rejeter, de quelque part qu'elle vienne, toute ingérence étrangère. Les Yankee ont voulu créer dans notre pays une société capable de soutenir leur politique d'absorption, se basant sur des griefs et des préjugés que les colons avaient semés un peu partout, pour mieux maintenir leurs privilèges économiques; mais l'ambiance, quoi qu'on dise, n'était guère favorable à ces moyens d'exploitation systématique.

Le racisme haïtien, s'il en existe — et on a le droit de se demander pourquoi ne doit-il pas en exister comme ailleurs, — a un logique et une raison d'être. Ce racisme doit exister dans la conscience de chaque peuple. On peut le considérer comme une sorte de mystique qui forge l'âme d'une nation. Ici, nous n'entendons pas parler d'un racisme outrageant qui s'enferme dans des illogismes téméraires et qui s'efforce d'empiéter sur les autres, sous la prétention de supériorité raciale ou collective; non, nous entendons par racisme ce qu'on peut à juste titre appeler mystique nationale.

Les Américains n'ont pas pu, malgré les intrigues et les bassesses de certains groupes, marchant à la remorque de misérables traditions coloniales, établir la politique de marchandage qu'ils rêvaient pour la réussite de leurs plans de domination. Il semble que quelques Haïtiens qui communient encore avec les chimères de caste, le seul héritage qu'ils ont eu de leurs pères, les colons, aient pu réfléchir sur les conséquences d'une telle conduite coupable.

D'ailleurs, les Yankee font très peu de distinction entre mulâtres et noirs proprement dits. Tout était traité à la base d'une même règle. Haïti a une devise : former une masse noire avec une mystique raciale.

La fusion est déjà faite, rien ne pourra l'arrêter. Nous ne souhaitons aucune nouvelle division au sein de notre société, déjà si affaiblie par les luttes politiques mal comprises et stériles! Ce n'est pas ce dont le pays a besoin. Les problèmes de la nation haïtienne comportent d'autres nécessités d'ordre politique, social, économique, culturel et moral. Favoriser ainsi l'arrivée d'un groupe de parasites, suceurs inconscients de la vitalité de notre collectivité, ce serait une exploitation infâme contre laquelle tous les hommes libres devraient protester.

Le préjugé de couleur fut inventé par les négriers, dans le but de maintenir l'esclavage dont ils faisaient de si belles affaires. Mais, aujourd'hui, nous ne sommes plus sous le joug de cet odieux régime; ainsi, le préjugé de race, le considérant dans ses détails, nous paraît, à tous égards, ridicule. S'il y a un pays qui a besoin de faire son unité, ethnique et politique, c'est Haïti.

Les chimères de race ne peuvent trouver écho que chez les

maquereaux de la nation. Car aucun homme conscient, qui a des attaches aux traditions de notre histoire et qui possède quelques notions du passé, ne saurait tolérer semblables idées dans son cœur. C'est cette politique de clans inconscients qui a conduit notre pays à l'humiliation de 1915.

Il faut changer de système en toute hâte; autrement, nous périrons. Les Américains, qui sont venus en Haïti avec leurs préjugés séculaires, ont échoué. Ils ont essayé de rassembler tout autour d'eux une petite minorité de gens aux traits blanchis par le contact du blanc et du noir, dans le but de trouver parmi eux des serviteurs fidèles pour une politique devant servir de base à une domination de longue haleine; mais ils se sont heurtés à l'ambiance et à la timidité des autres.

Or, la plupart de ces messieurs blanchis faiblement par le contact de l'Européen et du Noir, savent parfaitement bien qu'ils ne seraient pas mieux traités sous le régime de leurs oppresseurs qu'ils ne l'ont été, aux temps de l'esclavage. L'égalité de droits politiques, grâce à l'union que Toussaint Louverture avait prêchée et qu'on était obligé de forger en toute hâte pour sauver la liberté en danger, doit demeurer, à la rigueur, l'élément essentiel de la vie haïtienne.

Sans l'union qui fit la force de Haïti, rien ne peut exister. Les nourrisseurs d'intrigues doivent le comprendre. Qu'ils laissent de côté les intrigues de caste pour contribuer à l'organisation du pays, à sa grandeur et à sa gloire.

Plus que jamais nous devons penser à notre avenir encore confus. C'est par une œuvre d'ensemble et une contribution de tous nos éléments de valeur que nous parviendrons à faire quelque chose qui vaille. La nation haïtienne est une nation noire, son origine est noire, sa masse est noire, l'œuvre donc qui répond à son avenir est une œuvre raciale déterminée. /

Nous avons à maintenir coûte que coûte nos prérogatives de peuple. C'était sur la discorde que se basaient les préjugés des colons à la politique desquels, s'attachent encore quelques mécréants haïtiens. En divisant la masse dont ils craignaient l'évolution en deux catégories opposées, se basant sur des griefs de caste, ils la battaient en brèche et la tenaient à genoux pendant une période assez longue. Les Haïtiens doivent mettre dans leur

tête cette pensée : aucun progrès ne pourra jamais se faire si, dans le domaine ethnique, il n'existe pas une cohésion de forces susceptibles de contre-carrer les errements du passé.

Nous vivons une réalité historique sans précédent dans la vie de l'humanité. Il y a quelque chose qui prend les peuples, les secoue du sommeil et les lance vers une destinée inconnue. Nous ne pouvons pas vivre tout le temps en marge des événements. Ce serait nous suicider nous-mêmes. Le séjour nord-américain en Haïti doit nous servir de base de réveil et d'expérience; il doit d'ailleurs, dans tous les domaines, nous être un objet de sérieuses méditations. Si Haïti entend rester dans les mêmes errements que par le passé, ou, tout au moins, pratiquer la même politique qui l'a conduite à l'humiliation de 1915, son avenir est bien sombre! Le préjugé colonial, dont quelques familles haïtiennes sont les fidèles défenseurs, avait été créé pour une époque de ténèbres que les ans ont plus ou moins éclairées, mais en nous plaçant sur le terrain de la réalité tangible, nous trouvons que cette politique est hors d'usage dans une communauté où il y a 90 % de noirs.

C'est à ces brèches que l'ennemi peut, en l'occurrence, se placer pour nous porter le coup de grâce. Le préjugé de race, au temps où il fut créé, avait sa raison d'être, mais aujourd'hui, à l'époque où nous vivons, il nous paraît vétuste et démodé pour une société comme celle de Haïti.

La démagogie du système esclavagiste, avec son paradoxe chronique, avait un but déterminé, des lois qui le protégeaient, une société de mécréants sur laquelle elle s'appuyait.

Encore, il est des gens pour croire au triomphe d'une classe sur l'autre, grâce à son épiderme! Ça, c'est suivre le vieux système du passé. Il faut que cette prétention de race supérieure disparaisse de notre ambiance. D'ailleurs, en pratique, ce préjugé que les Américains ont voulu exploiter pour assurer leur système colonial et commercial n'a qu'un caractère de clans. Il n'y a que des bourgeois inconvertis qui, pour sauvegarder leurs privilèges d'affranchis, connaissant d'ailleurs la mentalité du peuple et son ignorance, cherchent autant que possible à exploiter la situation sociale d'Haïti, sans croire eux-mêmes à la réalité d'origine.

Il suffit d'évoquer la vie de famille dans nos milieux pour établir que les prétendus griefs que l'on prétend exploiter contre l'existence de notre peuple sont vides de logique.

La question raciale ne constitue aucun problème sérieux pour le pays. La fusion de la race est faite, il s'agit maintenant de lui donner forme et vie pour que tout soit complet.

Le phonétique régit les destins de la masse des peuples.

Cependant, afin d'éviter le malheur et de barrer la route aux lichens qui sucent nos activités collectives, il convient, selon nous, de réveiller l'esprit national, de semer l'alarme contre les parasites qui sèment le carnage afin de pouvoir régner sur les ruines de ceux qu'ils ont voués à la turpitude, en tenant, seuls, le manche de la casserole. Haïti a une mission historique à remplir vis-à-vis de la race à laquelle elle appartient.

Rien n'a été fait dans ce sens, car nos éléments dirigeants, aiment plutôt s'appuyer sur des débris fragiles, même sur des lions qui leur montrent à tout moment leurs dents carnassières, que de s'appuyer sur les valeurs nationales pour coordonner l'œuvre de redressement.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur l'ordre empirique des choses pour qu'une réalité des plus vives nous saute aux yeux.

Il faut que nous nous y adaptions en toute hâte si nous voulons éviter d'autres événements fâcheux. Pour cela, mettons la main à l'œuvre. D'abord, ayons un peu de bonne volonté, de bonne foi, de patriotisme et de prévoyance pour y parvenir.

Les Américains, après avoir maltraité nos libertés nationales sous leurs bottes despotiques, ont laissé notre sol, mais sans nous oublier. Les troupes yankee n'ont pas seulement foulé notre territoire, elles ont foulé aussi celui de Santo-Domingo, du Nicaragua, de Honduras et autres; en citant ces faits, nous ne nous en vantons pas, mais c'est un moyen de justifier nos allégations touchant l'intervention américaine.

Nous avons dit, dans les pages précédentes, que cette politique était incompatible avec les aspirations des peuples libres du continent. La Conférence de Montévidéo s'était occupée spécialement de la question de l'intervention et tout le monde

était unanime à la condamner, à lui barrer le chemin et à rendre son cours stérile.

La maintenir contre la volonté de vingt Etats, jaloux de leur droit à disposer d'eux-même, dans la pleine liberté, dans l'indépendance et dans la souveraineté, c'était aller contre la logique elle-même.

M. Roosevelt l'a compris ainsi. C'est pourquoi, malgré les critiques de Wall Street et la croisade des banquiers yankee, il a demandé le retrait de troupes d'occupation en déclarant que les Etats-Unis n'avaient rien à voir avec les affaires des autres Etats voisins. C'était du moins une attitude correcte. Car il a bien compris que cet état de choses était outrageant pour la dignité nationale des pays occupés.

Il a mieux étudié et compris les problèmes internationaux du continent que ne l'ont fait ses prédécesseurs. Donc, ainsi posée la question, on parvient à comprendre le motif pour lequel Haïti et les autres pays soumis à la domination nord-américaine ont été libérés. M. Roosevelt, qui est un esprit averti, un des meilleurs présidents que les Etats-Unis aient eu, a dû comprendre la situation précaire dans laquelle se trouvait engagée la politique du dollar, funeste aux relations normales de la patrie de Washington, avec les pays voisins.

Il a nettoyé l'ambiance de la mauvaise impression que l'occupation militaire avait causée dans tout le continent. Sans même attendre les avis de la Chambre des députés, il a pris ses mesures.

La prudence est le principe de la sagesse; ici, elle commande. Il n'y a pas d'autre chemin. Sous le baptême du dollar, théologie commerciale des Yankee, les Républiques afro-américaines ont appris à haïr un voisin qu'elles devraient aimer, car les Etats-Unis, disons-le bien haut, constituent, pour la garantie du continent, une solide barrière contre les convoitises des puissances européennes. Nous devons en être satisfaits. Mais il faut que les forces dont disposent les enfants de Washington soient employées non à outrager les libertés conquises, mais à les protéger contre le appétits des nations étrangères.

Les nations américaines n'ont pas besoin d'emprunter aux Etats-Unis leurs éléments directeurs, ni leurs directives, pour

être à la mode. Elles possèdent assez de vitalités propres pour initier leur vie d'accord avec leur ambiance, leurs caractéristiques, et créer ainsi leurs progrès selon leurs nécessités, le temps et les circonstances. Tout le monde a délibérément refusé la discussion sur l'égalité du terrain juridique du maintien de l'intervention dans les affaires intérieures des autres Etats. On sait d'ailleurs ce que c'est que l'intervention d'un Etat dans les affaires d'autrui.

Ici, nous n'avons ni à conjecturer, ni à interpréter, ni à déterminer, mais à dire que le droit d'un peuple à disposer de lui-même est un fait sans conteste. Certains font valoir des considérations d'ordre protecteur, mais cela suppose un même empêchement au droit privé de chaque peuple.

CHAPITRE II

LES PRINCIPALES CAUSES DES MAUX D'HAÏTI

Nous ne prétendons pas entrer dans des définitions de méthodes démodées, employées jusqu'ici, et qui ont assoupli les douleurs sans les guérir.

Bien loin de là. Nous avons uniquement le dessein de souligner les erreurs et les aberrations de notre politique passée pour en conclure à une adaptation nouvelle, afin d'éviter, autant que possible, comptant d'ailleurs sur la bonne foi et la compréhension de tous les citoyens, qu'un pareil spectacle ne s'offre plus au monde.

Nous devons avouer sans ambages, que le mécontentement en Haïti ne naissait pas toujours de la masse même, tenue à l'écart des intrigues et des combines de clans, mais généralement des profiteurs qui faisaient de la machine gouvernementale, une industrie particulière. Beaucoup de ces hommes ambitieux, aspirant tous à la présidence de la République, n'avaient pas une préparation politique capable d'entraîner la nation vers sa vraie destinée.

C'étaient quelquefois des généraux imbéciles, gradés dans les luttes civiles, sans connaissance de cause, sans préparation intellectuelle, sans aucune idée des choses de l'Etat, qui dirigeaient les destins du pays.

Parvenus dans des circonstances bizarres à des grades supérieurs dont ils n'avaient besoin que pour faire la guerre à leurs compatriotes qu'ils ont massacrés parfois dans des émeutes civiles, ils se montraient incapables d'initiatives dignes de ce nom.

Pleins d'ardeur révolutionnaire, mais sans préparation dans un pays nouvellement constitué, sans expériences politiques, ils ont peut-être, sans le vouloir, voué la nation à la turpitude et à l'isolement. L'armée, entraînée par la séduction d'une personnalité improvisée, avait cessé d'être le facteur principal de l'ordre et la garante des libertés nationales.

L'idée de la révolution sans programme, très originale, certes, de nos guerres civiles, avait son point d'appui dans les hommes qui croyaient trouver leurs ressources de vie dans les affaires de l'Etat.

Dans les cerveaux de ceux qui devraient être les garants de l'ordre et le pilier du progrès dont le pays a besoin, naissaient des chimères et des méthodes sans portée. Il en est né des plans qui ont été funestes à tous égards, à l'avenir d'Haïti.

Les arrivistes de ce temps-là avaient un seul but : concourir à la défaite du gouvernement constitué; de là venait la confusion et l'anarchie et les grands maux qui en découlaient.

Le rôle de ceux qui furent en un temps nos conducteurs a été employé non à édifier, mais à détruire la cohésion et le moral des forces saines du pays. Des germes de mécontentement existaient alors à l'état latent et sporodique et se développaient en période de crise en ceux qui s'efforçaient d'augmenter leur virulence et d'étendre leur rayon d'action. On s'ingéniait à accentuer les antagonismes de tous genres, la haine de personnalité s'agrandit et s'enfla à de proportions énormes. On a essayé surtout de semer la terreur, de faire naître des paniques, de provoquer la peur dans les rangs des fidèles défenseurs de l'ordre public, on prostituait l'armée pour briser son élan et sa résistance.

La répudiation réciproque des systèmes dits dogmatiques, l'idée de créer des privilèges au dépens des autres, la méchanceté de détruire par des moyens incohérents, supposaient en rigueur, la doctrine du passé que nous essayons de peindre avant l'arrivée des Yankee.

La doctrine saine qui consiste dans l'organisation et dans l'édification, conception postulante, franchement favorable au développement d'un jeune pays, fut écartée par la plupart de nos chefs d'Etat. L'appui moral des citoyens parvenus à des

connaissances techniques a été repoussé par les arrivistes endiablés. On s'ingéniait en épilouquant sur des systèmes abstraits que chacun caressait dans son petit moi égoïste, on mettait de côté les doubles réalités des choses et des besoins nationaux, on créait des drames civils, on jouait de la comédie de grands enfants aux yeux du monde sur la scène pathétique des passions, on couchait des morts sur le pavé, on traitait les hommes avec un despotisme remarquable. Or, il faut avouer que nos ex-dirigeants n'avaient rien compris aux grands sentiments de nos aïeux qui nous ont forgé une patrie au prix de leur sang. Se manifesta alors la plus flagrante des conséquences. Il n'est de réalités vitales que l'organisation du peuple par le peuple.

Si les formes d'agrandissement et de progrès se trouvent au sein même du tapage, hélas! où irons-nous chercher alors les notions civiques? Tout ce qu'on construit à la hâte sous la contrainte des événements politiques, n'est qu'un flux écumeux que le vent emporte au fracas des vagues orageuses.

Un gouvernement qui se laisse conduire par l'esprit de parti, sans s'arrêter aux principes vitaux de la collectivité, est un gouvernement voué par avance à l'échec et au désordre.

La raison secrète de tant de maux, de tant de tapages et de brigandages dont Haïti a trop souffert, est due à la vanité de certaines personnalités qui, vannées par la mollesse et la fatuité, n'ont jamais pensé aux intérêts de la nation.

Les grands hommes d'Haïti, quelque grandes que fussent leurs pensées, ont disparu de la scène politique sans laisser après eux une école, une doctrine capable, le cas échéant, de prendre les affaires de l'Etat en main et de les conduire, par des mains solides, au port désiré.

On n'a jamais eu à la pensée l'idée élémentaire de créer un noyau d'hommes avec un idéal quelconque pour servir de guide au peuple. Meurt le maître que tout le monde flatte et adore, maître qui a prononcé plus de discours qu'on lui a demandé, meurt aussi l'œuvre entreprise par lui.

Dans ces conditions aléatoires, tout était devenu synonyme et paradoxal, sans organisme, sans dogme, sans idée ordonnée, d'où l'on pouvait puiser quelques notions directives pour le

bien même du pays. C'était un foyer de dunes empilées, oasis sans issue, symbole du désordre. Tout le monde gouvernait par l'improvisation, sans programme, sans force politique après soi, s'entourant de subalternes médiocres qui n'apportaient au programme mis en marche que de la flatterie et de l'incapacité.

On est passé sur la plateforme du gouvernement, on a biaisé, on a jase, on a ouvert des brèches, là où il fallait apporter de grosses pierres, on en a pris ce qui convenait aux intérêts particuliers de chacun, et Haïti restait au même point où nos aïeux nous l'ont laissée. On a gouverné le pays plutôt par intention que par méthodes utiles. Certains, sans scrupule, ne montant au pouvoir que pour s'enrichir, en prenaient ce qui convenait à leurs ambitions, bénissaient, maudissaient et intentionnaient sans rien réaliser.

Haïti est une vache qu'on trait à tous moments, mais à qui on ne donne pas à manger. Heureusement que c'est une vache grasse qui résiste à tous les coups. Rien ici-bas n'est immortel. Pensons-y.

Quand la vache aura été épuisée, fatiguée de nourrir des enfants ingrats, elle succombera à ses maux. Le politicien, à Haïti, n'hésite pas seulement à l'hérésie grossière, mais attaque de biais sur de points de détails alignés les uns à côté des autres.

On insinue des raisons à propos des questions de forme souvent secondaires, on heurte l'usage établi par des procédés déplacés, on empêche que les gens sensés suivent le rythme de la logique des choses.

Les formes peuvent évoluer avec le temps et les lieux, mais les principes restent. C'est un anachronisme bien plaisant que celui de la routine. On a tout fait dans une prétention étroite et puérile, on enclot la nation dans un creux de sueurs, arrivistes inconscients et vaniteux, dont le seul intérêt est de jouir au dépens de la collectivité de tous les privilèges parfois exagérés qu'ils ont créés, en conspirant contre la sécurité même de l'Etat.

Incalculable est donc le mal qu'on a causé à la nation à travers sa courte vie. Responsables sont, par conséquent, ceux qui, ayant charge de défendre les intérêts nationaux, ont dénaturé nos institutions démocratiques dans une intransigeance tyran-

nique. On s'est écarté des principes des apôtres des libertés haïtiennes, piliers bien solides sur lesquels devait reposer la nouvelle démocratie dont on a fait une honte.

Personne n'a jamais essayé de réveiller les sentiments d'honneur dans le cœur de nos concitoyens endormis par le venin de la mauvaise foi de nos conducteurs. Notre race, très peu encline aux vices, très conservatrice par nature, lente dans son évolution, n'a pas encore trouvé l'homme ou les hommes qui doivent la lancer dans sa course au progrès.

Le jour où Haïti sera organisée, elle pourra surprendre le monde. Il existe dans nos milieux des tendances de progrès très accentués; ce qui manque pour l'élan collectif, c'est l'initiative officielle. Malgré la dégradation de l'esclavage, malgré les mauvais contacts que nous avons eus avec certain peuple, nos mœurs, nos coutumes, nos caractéristiques, n'ont pas souffert de grandes modifications. Les faits, cependant, comportent avec eux d'inévitables conséquences. Or, on a toujours changé les réalités pour les phraséologies, en substituant la vérité aux organisations des formules improductives.

Les manifestations et les protestations s'avéraient impuissantes contre les moyens désarticulés. Influencer les esprits, les façonner au crédit d'une conception nouvelle est la tâche de tout gouvernement conscient de son devoir. Gagner l'adhésion, multiplier des populations entières est l'œuvre à laquelle sont appelés les bons dirigeants de la nation.

Les institutions sont appelées, elles aussi, dans le cadre du possible, à déterminer les conceptions, à fortifier la double autorité souveraine qu'est l'Etat, sans toutefois porter atteinte aux bonnes coutumes qui caractérisent les évolutions bien ordonnées.

Les citoyens d'un Etat doivent jouir, dans une certaine mesure, de paix publique pour qu'ils puissent initier leur vie au progrès. Ils doivent vivre heureux aussi par l'organisation et le travail. Les états d'esprits sont façonnés par l'ambiance et les principes des constitutions. Chez nous, malheureusement, comme dans bien d'autres pays, les paroles vont inonder les plaines, les assemblées, les foules avec des verbes académiques, mais les actes restent dans les paroles.

Ce qu'un politicien ne doit pas ignorer, c'est qu'il lui in-

combe une double responsabilité devant l'histoire qui transmet ses actes aux générations à venir. L'action de nos hommes politiques devrait se poursuivre de tout temps dans l'éducation de la masse où s'élaborent quelquefois les vices, les atavismes ridicules, les écartements des devoirs civiques, les passions désordonnées, sordides et sectaires qui, dépouillés de forces conductrices, mènent les peuples à la démagogie. L'ignorance prend l'homme dès le berceau et ne le relâche qu'au jour où s'exercent ses facultés d'où émanent des lumières qui lui servent de guide et de phare.

La primitivité continue son cours sans aucune modification chez nous, exerçant son emprise sur la masse; elle en éclipse le bon côté de son intelligence au point de l'obscurcir totalement.

Il y a l'action du gouvernement et l'action des institutions; la distance entre lui et le peuple doit être, pour le bien général, très courte. L'ascensionnel dans les méthodes et programmes politiques est une question d'adaptation à la masse où réside la stabilité.

Les institutions haïtiennes sont pleines de failles. Elles se basent sur des systèmes arriérés, non adaptables aux nécessités modernes du pays. Un peuple ardent et libre qui se meut au compas d'une danse discordante, dont le rythme ne concorde pas avec son âme, s'éclipse de la scène du progrès et tombe dans le ridicule. Tout ce qu'on a inventé au point de vue des lois suppose un vide d'harmonie et paraît opposé, en principe, aux réelles tendances et coutumes de la masse populaire.

Nous avons conservé des lois qui nous sont complètement étrangères. Nous avons copié un peu trop, et nous n'avons pas su comprendre notre propre âme en lui donnant l'expansion dont elle a besoin. Il y a des lois qui peuvent convenir à un peuple et ne pas s'adapter à un autre. Haïti n'a pas encore créé sa propre personnalité au point de vue législatif. Supprimer l'esclavage n'est pas tout. Il faut savoir façonner nos citoyens à l'image de quelque chose. Pour sauver la situation dans laquelle nous nous trouvons maintenant, il faut une réforme de fond en comble de nos lois et institutions. Il faut rejeter tout ce qui est démodé, vicieux, incohérent et primitif. On a souvent

parlé de l'anarchisme haïtien comme une chose innée chez lui. C'est faux. Le peuple d'Haïti se soumet volontiers à la discipline hiérarchique si on lui donne un régime qui s'adapte à ses tendances et élans.

Il y a un principe de fidélité très accentué dans la masse du pays. Si les lois auxquelles elle se soumet sont justes et équitables, comment ne pas attendre de cette masse, pleine de qualités intrinsèques, des choses merveilleuses? Nous avons constaté que le crime a très peu de sympathisants chez nous; on constate aussi que le devoir est avant tout devoir. Donc, tenant compte de ces choses, le peuple est en mesure de donner un rendement sûr et certain.

Il faut chercher une mystique appropriée pour l'évolution d'Haïti. On n'a rien fait pour la masse populaire. Elle a pu, jusqu'ici, sans catastrophe, se payer le luxe d'attendre. Les événements ne l'ont pas encore obligée à faire sa révolution, c'est-à-dire son émancipation. Car c'est de cela qu'il s'agit : mélange de lassitude, de désorientation, de confusion et de régression.

Il faut remplacer la paresse par l'enthousiasme, les systèmes absolus par la liberté.

Nous avons bénéficié de l'expérience des années de troubles, nous avons eu le temps de réfléchir. Evitons donc la mort par l'élan, s'il en est encore temps. Il faut remplacer la logique des hommes par la logique des réalités. La situation haïtienne dépasse de beaucoup une crise d'hommes; c'est une crise de chef.

Notre belle et riche Haïti meurt dans l'incompréhension de certains de ses enfants qui la gouvernent. L'anarchie dans les esprits, le personnalisme dans les hauts lieux, opposant les Haïtiens les uns aux autres, nous conduisent toujours à la guerre civile.

La plupart de nos gouvernants montent au pouvoir les mains liées par un commerçant ou des commerçants, hommes sans caractère : ils obéissent à l'un, ils effarouchent l'autre; nos institutions politiques, dans ces conditions, au lieu de recevoir un rehaussement de prestige, tombent dans la corruption qui

paralyse leurs effets. Pareille à l'ogre qui dévore ses enfants, ces hommes ont dilapidé les trésors de force et de talent de notre pays.

Puisque chacun est mis dans la nécessité pressante de se préoccuper de nos problèmes internes, pourquoi, alors, craindrions-nous de consulter l'histoire et d'y rechercher ce qui, en un temps, fut la grandeur de Haïti?

Aux luttes fratricides, apportons et demandons la collaboration des éléments susceptibles d'apporter un concours sûr et certain à l'évolution du pays; il faut remettre en honneur la famille, organiser l'économie, protéger le travail par un code social de justice, assurer à chacun la propriété du bien acquis légitimement, enfin, rendre à la justice tout son prestige et son indépendance.

Nous avons eu trop de rhétoriciens qui, prédicateurs intempestifs autant qu'inconséquents, se sont accommodés mal aux choses de l'histoire et du peuple. Nous avons eu, par surcroît, des émules de la rhétorique, des émules de la démagogie involontaire qui n'ont montré que leurs piètres forces sont greffées à un tronc opposé à l'origine. Ce sont des gêneurs, gens inconvertis, si on peut, à juste titre, employer ce mot.

Oui, anomalies bizarres, certainement! Haïti, en attendant, est plongée dans la routine et dans la contrebande politique. Il faut la tirer aussi du cantonnement dans la piètre culture aux termes académiques dont la nation ne jouit pas. Mettons à ces hommes une sourdine et empêchons par tous les moyens le développement du personnalisme qui travaille au détriment de nos principes.

Agir méchamment contre le droit des faibles, tel a été la politique du passé. On a agi contre le noble idéal de patrie en jasant sur le néant où l'on a forcé le peuple à marcher.

Tout en demeurant maîtres des privilèges et des prérogatives de nos institutions, nos rhétoriciens n'ont fait qu'enfoncer la nation dans la boue. Qui n'est pas dans l'ensemble est illogique, éliminé et annihilé. On a agi, certes, contre le progrès qui crée et façonne les esprits et qui forme les institutions, les coutumes et les mœurs. La masse est restée à l'état premier, mais ses dirigeants sont restés à la rigueur arbitres des privi-

lèges culturels, maîtres des bénéfices de la civilisation et des formes.

En faisant semblant de représenter le beau et une culture dont Haïti, à juste raison, devrait s'enorgueillir, ils montrent un oripeau trompeur, car il n'y a pas une masse sur laquelle repose cette culture. On trouve souvent dans ces noyaux de rhétoriciens qui s'apprêtent à soutenir leur prétention à outrance, passant au-dessus de tous les vœux, de toute logique, des cas fortuits qui étonnent. Il y a un plus redoutable danger sur lequel on sombre, qu'on veut éclairer. Or, le péril ignoré a des conséquences graves. Notre existence est assurée par un hasard et de circonstances internationales qui peuvent brusquement changer et mettre en péril la sécurité du pays. Parce que Haïti est placée au bassin des Caraïbes, protégée indirectement par les Etats-Unis, nos chefs n'ont pas cru nécessaire de créer sa propre sécurité. On l'a toujours présentée sous des formes trompeuses au monde jusqu'au moment où les Yankee foulèrent notre sol.

Le principe nocif ne se laisse pas découvrir au prime abord ; il travaille en son œuvre, il mine les colonnes, certain de son succès. Plus grave est le danger, d'autant plus grave est son séjour.

Les vertus de nos politiciens et l'ensemble de leurs méthodes sont moins accréditées auprès des gens pondérés par le fait qu'il existe entre eux et la masse un abîme profond. On s'est efforcé de gouverner le peuple haïtien par des discours pleins de rhétorique qu'une grande partie des citoyens ne comprennent pas.

Par eux, certains de nos magistrats, ont voulu valider leurs mérites tout personnels qu'ils portent souvent à la dérive.

Beaucoup ont hésité, retenus par des sentiments de scrupule, à donner à nos hommes leurs adhésions et leur confiance.

Pourtant, aveuglés à l'excès, nos aristocrates latinisés, entendent justifier leur position par des dispositions farouches contre tout ce qui est vraiment national et racial.

On a toujours recours à des arguments d'ordre empirique autant que spéculatif. L'un couvrait l'autre, celui-ci s'appuyait sur l'argument du nombre et non pas sur l'unité. L'avantage ne

vient pas du nombre, mais de l'unité... L'aristocratie dans une nouvelle société à la remorque d'une République mal organisée est funeste au progrès de l'ensemble. L'organisation d'un peuple ne repose pas sur des données de rhétorique ni sur des discours vagues et indéfinissables, mais sur le génie, le courage, la persévérance, la foi dans sa propre destinée, le réveil des vitalités endormies, la sincérité, l'honnêteté et la prévoyance.

Nos phalanges noires, rachetées par l'œuvre historique de nos aïeux, élevées dans une ambiance de liberté, croyant à un idéal défini, pourront être autre chose aux yeux du monde si leurs dirigeants n'avaient pas éteint la flamme première qu'ils ont héritée de la révolution de 1804.

Il faut créer une mystique, une foi dans la destinée, un programme d'ensemble à réaliser. Pendant la période de gestation d'Haïti, nous n'avons jamais eu un faisceau d'individus organisés, disciplinés, entraînés par une conception de liberté comprise, par le travail organisé, pouvant servir de boussole à cette masse ardente qui marche à la remorque de la routine.

Notre société n'a jamais été florissante; son nombre a augmenté grâce à ce hasard et à la nature bienveillante où elle se développe. Nos aïeux ont servi la cause de la race noire ou, tout au moins, ils ont fait leur devoir.

Ils ont servi le pays, répétons-nous, parce que le bien public était leur propre bien. Nous avons eu le malheur de voir emporter la monarchie qui eût été un régime plus adaptable aux premières expériences politiques d'une masse d'esclaves sans préparation pour un régime républicain. Evidemment, la République, non comprise même par les affranchis qui avaient une certaine culture, servit plutôt à certaines petites ambitions d'une minorité de privilégiés, mais elle n'a jamais été comprise par l'ensemble des citoyens restés encore à leur état premier.

Qu'en est-il résulté? Une minorité se l'est alors appropriée et en a fait un passe-main et non un régime de masse. C'est pourquoi nous avons dit ailleurs que la masse est toujours restée à l'écart des choses politiques et que les révolutions n'ont jamais pris naissance chez elle. C'est ce même clan inconscient qui a toujours manipulé les affaires de l'Etat et qui a provoqué les guerres civiles parce que les ambitions du pouvoir, l'envie

d'être grands seigneurs à longue redingote, l'idée de s'enrichir aux dépens de l'ignorance, ont entraîné le pays au point où les Yankee l'ont trouvé.

Les hommes dits politiques de nos milieux ont monopolisé la destinée de la nation et ont découpé en morceaux ses besoins et ses aspirations. Ils se sont faits les champions de la défense nationale, et de quelle défense! Elle était si bien faite que les Yankee, quand ils sont descendus dans les ports haïtiens, n'ont trouvé personne pour leur barrer le chemin.

L'absurde division voulue par ce clan, jeu par lequel il voulait s'éterniser au pouvoir, a permis à Haïti de connaître la honte et l'humiliation. Ils ont refusé de reconnaître le mal et ils ont ignoré l'art de créer des partis capables de gouverner.

Haïti, dans ce bouleversement de désordre, a donné des signes évidents de fatigue et d'impuissance. Quelles sont les causes de cette dégénérescence? Manque d'organisation.

Les remèdes proposés par les philosophes, les sociologues et les économistes improvisés, si compétents fussent-ils, sont toujours restés dans l'abstrait. C'est au réalisme et à l'ordre qu'il aurait fallu marcher. Le pays, acculé à la ruine et au désordre, a dû trouver à l'improviste des doctrines et des chefs; alors, il a dû choisir ses solutions en fonction de leur pensée et du degré de leur compétence. Il fallait transformer l'homme esclave en citoyen, la démocratie républicaine en régime de masse. Comme le clan qui est au pouvoir n'a aucun intérêt à voir le relèvement de la nation dans la crainte de se voir remplacer par d'autres éléments nouveaux, il a laissé les choses marcher à leur gré sans se soucier le moins du monde des intérêts collectifs.

Une République bien organisée a la mission de créer la corporation, de relever la famille, le régime juridique et fiscal, d'amplifier les rayons d'action du commerce, d'encourager l'art, de protéger la femme, pilier de la société.

L'isolement d'Haïti, fruit de l'imprévoyance de quelques-uns de ses enfants, a obligé beaucoup d'Haïtiens à chercher de nouveaux cadres pour se sentir les coudes. La démocratie, chez nous, est devenue synonyme et objet de guerre à la nation. Les résultats en sont accablants. Exploitée par le personnalisme,

favorisée par l'absence de la hiérarchie, elle a pris forme d'une aristocratie qui a conduit à l'antagonisme, à la lutte ouverte et, finalement, à la haine de personnalités. L'égoïsme a pris la place de l'union, rompu les liens des groupes naturels, augmenté les chaînes de clans tyranniques, repaires et consortiums des bas appétit. On a fait briller aux yeux du peuple ignorant les lumières de l'inégalité pour l'égalité. Nos hommes de clans ont creusé un fossé moral et infranchissable entre les éléments dirigeants et la classe moyenne.

On a détruit les intérêts collectifs, on a affaibli la cohésion possible au profit des intérêts individuels pour des intérêts particuliers.

La nation a toujours obéi à un homme ou à des groupes d'hommes ne possédant aucune puissance de progrès et de construction. L'Etat s'appuyait alors sur un clan sans cohésion, sans masse, sans organisation politique, agissant par l'improvisation et par formules. L'intérêt de la nation était souvent en contradiction avec la somme des intérêts particuliers, on le faisait s'identifier avec celui de la personne qui la dirigeait.

Bien entendu, il faudrait une période transitoire pour reconstituer dans l'homme un nouvel état d'esprit, mais ce stade n'est pas atteint, car il n'y a aucun droit acquis, aucune émancipation du citoyen du passé, au contraire, on conserve encore les traits maléfiques d'une nation sans vitalité.

Toute la vie du pays reste suspendue à des considérations personnelles, à la lutte de clans, aux haines profondes des uns et aux ambitions des autres. L'Etat n'existait que dans la conception de ces quelques hommes, mais il n'existait pas en réalité.

L'indiscipline s'est fait jour à travers les rangs des aspirants et a empoisonné la presse, les hommes, les choses, finalement l'anarchie est venue proclamer son règne.

Le suffrage universel n'a jamais existé; les élections ont été purement formulaire, le peuple n'a pas connu non plus la liberté pour laquelle ses aïeux ont donné leur sang.

Vaines illusions! On renversait les gouvernements avec une aisance fabuleuse, personne ne pensait à édifier; tout le monde

prenait ce qu'il pouvait comme sur un bateau en danger qu'on allait abandonner.

Un pouvoir de ce genre n'était ni propre ni recommandable.

Le dégoût du peuple pour ce régime qui l'a conduit au suicide était grand. La caisse publique était vide, il n'y avait pas d'économie propre dite, Haïti avait l'air d'un peuple composé de tribus qui ne s'entendaient pas entre elles. Les guetteurs de l'existence d'Haïti s'apprêtaient à y mettre leurs griffes.

Heureusement, les Américains du Nord ont compris que le pays de Dessalines, de Christophe, de Toussaint, jouait sa dernière carte et qu'il fallait le sauver de l'occupation européenne.

CHAPITRE III

LES TERGIVERSATIONS DE NOTRE POLITIQUE PASSÉE

Les conditions de vie de notre peuple, sans abri, sans sécurité, exposé à être dévoré par les lions modernes qui nous entourent, sont déplorables. Environné de fauves terriblement carnassiers, notre pays devrait se procurer des moyens de défense et aurait dû suivre l'exemple des autres peuples prévoyants.

Notre armée, à cette époque, était un mythe. Il n'y avait aucun cadre, aucune force vraiment organisée, aucun général instruit, aucune équipe, rien du tout. Avec raison, l'on se représentait, parfois les troupes haïtiennes comme un ramassis de miliciens braillards, dont les chefs, seulement hantés par des rêves de grandeur, avaient négligé ce qui fait vraiment la grandeur d'une nation. Il n'y avait pas d'unité proprement dite, ce qu'on trouvait le plus souvent, c'était des messieurs bourrés de redites religieuses ou philosophiques, apprises dans les séminaires jésuites, où les notions techniques sur les choses de l'Etat étaient complètement absentes. Avec un cerveau meublé de ces choses, l'homme d'Etat arrivait au pouvoir, vide et inexpérimenté. Il n'y avait pas un foyer où les jeunes pouvaient s'embellir et puiser des connaissances sur la structure d'une nation. Le patriotisme était réduit à sa plus simple expression. Nos soldats n'avaient aucune discipline militaire, ils avaient aucun chef compétent à leur tête, ils possédaient de vieux fusils démodés qui dataient du temps de Louis XIV. Haïti était à la merci des circonstances, sans sécurité, sans rien.

Le tapage de ses grands enfants l'avait affaibli à tel point que sa conquête par une nation plus forte était très facile.

Les quelques bateaux de guerre que quelques bons chefs avaient achetés pour la sécurité de nos côtes se pourrissaient dans les marais de la Saline.

Nos politiciens vivaient à la rigueur de formalisme et de routine. Le formalisme, c'est le facteur qui produit l'hypocrisie et le laisser-aller. L'éducation nationale était, et est encore, aux mains des étrangers dont on reçoit une éducation élémentaire insuffisante pour l'évolution des hommes d'élite.

Bourrés de fausses doctrines ou, mieux dire, de fausses choses mortes qui ne rapportent aucun bénéfice intellectuel, nos anciens présidents, quelque grandes que fussent leurs pensées, faisaient leur métier en contradiction avec la réalité de la nation.

Ces tenants de vieux systèmes, se raccrochaient aux lois de considérations sectaires et passaient leur temps dans ces sortes d'abstractions qui limitent leur conception. Au lieu de fournir au pays des éléments capables de le rendre prospère et fécond, on l'a amené par des chemins boisés, embourbés et sombres.

Beaucoup de nos gouvernants, pleins d'eux-mêmes parce qu'ils ont étudié à Saint-Louis de Gonzague la philosophie religieuse, et quelle philosophie! ont agi avec une méconnaissance totale quant aux besoins du peuple. Beaucoup de soumission à la Rome papale, beaucoup de facilités aux représentants du pape qui les éblouissaient par leurs habits sacerdotaux, mais aucun programme ordonné pour le relèvement de la nation.

Ils s'installaient au palais où ils adoptaient une position radicale et absolue; ils se recommandaient d'une connaissance altière qu'ils n'avaient pas, ils se soldaient par la stérilité.

Ils risquaient toujours de faire le vide dans le vide, ils s'entouraient de prélats, de pompes religieuses dans un splendide isolement. Dès lors, ils se sont rendus prisonniers de conseillers étrangers, qui manipulaient, dictaient, gouvernaient indirectement.

Leur victoire était déjà escomptée.

Dans une association dont l'étendue est illimitée par sa nature et son organisation, aucun gouvernant n'est capable de remplir ses fonctions d'homme d'Etat ayant été, au préalable, soumis à un mauvais contrôle. Un chef d'Etat doit avoir sa

liberté d'action et doit puiser ses directives aux réalités de l'histoire.

Les attributions de quelques-uns de nos chefs étaient soumises à un contrôle extérieur, sous la caricature de l'Eglise catholique. Ses représentants se faufilaient dans toutes les couches de la vie nationale et substituaient au pouvoir réel du peuple celui de l'addition; l'activité haïtienne se limitait à la périphérie d'une paroisse. Jusqu'à ces derniers temps où les Américains foulèrent notre sol, le brigandage s'entassait et les problèmes soulevés restaient sans solution pratique.

La nonchalance et le manque de sens pratique ont trouvé une place prépondérante dans nos milieux dirigeants. Tout le monde parlait de démocratie, de liberté, mais l'esclavage politique et social connut une ère de prospérité sans précédent.

Nos politiciens, agissant ainsi, se refusaient à intervenir dans l'organisation économique du pays, à combattre contre la doctrine le néant.

Sous la pression des réalités, ils ont autorisé progressivement le pouvoir de la pauvreté et du désordre. Enfin, devant la dure nécessité des faits, Haïti traînait une vie languissante, pauvre, alors qu'elle possède des moyens suffisants pour être une nation riche.

Le déséquilibre s'ensuit, lèse de plus en plus les consommateurs et la classe ouvrière. L'Etat, retenu par ses propres querelles, n'a jamais pu intervenir efficacement dans la structure du pays. La démocratie, qui devait assurer le bien-être pour tous, s'employait plutôt à diminuer le nombre de ses enfants, à augmenter la misère générale, à faire naître des haines et des rancunes avec une désinvolture scandaleuse.

L'aristocratie démolissait ce que l'intelligence aurait dû organiser. C'était la pression croissante des intérêts égoïstes et humains, traduits et exploités par les gens dits d'élite, c'était l'inconscience, c'était l'incohérence. Sous cet angle, c'est un mythe de croire à la liberté et à l'égalité des hommes en une démocratie non organisée. Alors, vient le pire. La force gouvernementale s'est transformée en un cercle de quelques centaines de mécréants de quelques centaines d'exploiteurs qui

vivaient, supportés par quelques millions d'êtres. La conclusion logique de ce régime, c'était la mort.

Il y eut l'injustice envers les paysans, l'injustice envers le corps d'enseignement, le danger que constituait pour l'Etat une masse illettrée, par conséquent une éclipse à sa grandeur, une atteinte à sa force qui se désagrégeait sous la poussée des troubles et des déséquilibres internes, était bien réel.

Haïti, au lieu d'avancer, reculait. Pour mettre sur pied un plan d'ensemble, il fallait appliquer avec le maximum d'intelligence, des méthodes appropriées et assurer à la nation une continuité politique que le désordre des clans ne pourra jamais lui donner. Tout cela, évidemment, postule un redressement général de notre politique nationale. Un pays qui espère jouer son rôle dans l'anarchie des personnalités, sans personnalité, meurt sous le poids de l'infortune.

Nombreux sont les problèmes à résoudre. Pousser les Haïtiens à chercher leur voie dans la routine et dans l'inorganisation, c'est pécher contre la réalité elle-même.

Les Américains ont trouvé le pays avec une histoire brillante sans suite. Ils ont trouvé un cadavre, et non pas un Etat.

Il n'y avait pas de recensement de la population, qui augmentait dans un désordre épouvantable, il n'y avait pas de loi sociale qui protégeait la famille, c'était la débâcle.

Et, même aujourd'hui, nous n'avons encore ni loi sociale, ni recensement régulier ou tout moins officiel, ni masse organisée pour un progrès sûr et certain. Un pays comme Haïti, ayant tant de côtes à contrôler, doit avoir sa marine et sa flotte. Nous avons eu un commencement de flotte, qui a eu une existence très brève.

Encore, en 1920, les derniers bateaux de guerre que le président Salomon et d'autres avaient achetés, étaient dans un état déplorable au port de Port-au-Prince.

Personne n'a jamais envisagé la possibilité d'en conserver les vestiges et d'en augmenter le nombre. Il n'y avait pas de plan d'ensemble, aucune coordination des services, aucune autonomie communale, aucun contact avec les paysans, aucune base nette du travail.

Une collaboration des organismes vitaux était nécessaire. Ce que Haïti possédait en grande quantité, c'étaient des groupes ambitieux qui se querellaient entre eux et qui entravaient le pays. La prospérité ne naît pas d'antagonismes séculaires.

Il faut que les citoyens puissent fusionner et fonctionner comme un seul corps, où chaque membre trouve son évolution et embrasse sa spécialisation. Cela présuppose naturellement un travail sensé, des lois et une bonne combinaison pour le jeu et l'harmonie de l'ensemble.

Ainsi, notre pays se trouvait dans un état d'agonie, avant l'arrivée des Américains. Sa mort, peut-être, étaient bien certaine, n'eût été cette intervention que nous déplorons par question de prestige.

CHAPITRE IV

L'ŒUVRE QU'ON N'A PAS SU FAIRE

Il incombait à Haïti dès sa fondation, pour élargir son propre horizon, d'attirer vers elle ses congénères habitant le continent américain et les autres parties du monde. En menant les hommes noirs à une conception de dignité de citoyen, nous aurions contribué tout au moins à une œuvre qui aurait eu une portée et nous aurions créé un foyer non raciste, mais racial, dont nous aurions tiré de grands avantages.

Il faut, autant que possible, conserver la flamme libératrice dont brûlaient les fondateurs des libertés haïtiennes.

On a forcé le pays à vivre dans le splendide isolement, on l'a écarté de tout contact avec le mouvement de progrès des autres peuples. on a accepté avec légèreté de confier notre jeunesse à des mains qui l'ont complètement déformée.

Haïti, au lieu de se faire aimer par ses propres frères, par des relations constantes, s'isolait et se repliait sur elle-même.

C'eût été un avantage positif, non moins encourageant, certes, si nos hommes politiques avaient conscience de ces choses. On s'est renfermé dans des formalités platoniques, mais on n'a rien compris aux grandes pensées libératrices de nos grands hommes qui ont fondé les prérogatives nationales d'Haïti.

Il faut donc renoncer à ces manières routinières pour puiser aux sources de la sagesse des notions nouvelles. Ouvrons des horizons nouveaux à ces groupements d'hommes dispersés aux quatre coins de l'Amérique. Nous avons là une œuvre à faire. L'Afrique est dominée et on continue à la dominer. Au-

jour d'hui, c'est le tour de l'Ethiopien, demain, comme l'a bien dit le général Nemours, ce sera le tour d'un autre.

Les Africains n'ont pas su prévenir les grands événements de l'histoire, qui échappent à tout le monde. Nous ne vivons plus au temps de la flèche, mais bien au temps de la mitrailleuse, de l'aviation, des canons à longue portée et des gaz asphyxiants. Pensez-y, Haïtiens!

Il y a beaucoup d'hommes parmi les noirs qui auraient voulu se faire citoyen de la République noire d'Haïti; mais, par manque de contact et de moyen de travail, et par manque aussi de sécurité, vu l'état actuel de notre pays, beaucoup de ces éléments de valeur, privés de droit dans la nation où ils s'agitent, restent dans l'expectative sans enfin se décider. Il faut créer pour nos frères, au-delà des mers, une ambiance de fraternité, un maximum d'espoir de trouver un coin d'azur où leurs qualités pourront se développer.

Présentons-leur le salut, c'est là toute la raison d'être d'un peuple libre. Si nous ne mettons pas dans notre jeu cet atout psychologique, nous aurons manœuvré dans le vide et nous aurons perdu l'idéal racial auquel nous nous devons tous nous accrocher. Combattons ces usages irraisonnés, ces divisions périmées qui vouent notre peuple à l'isolement. Préparons, pour cela, la route de la rédemption à ces millions d'hommes qui occupent notre territoire; alors, quand Haïti aura été bien organisée, ayant développé ses grandes ressources par des méthodes pratiques, ayant changé le système périmé de l'éducation de ses enfants, elle pourra dire à ses frères de l'autre côté : venez chez nous.

Nous avons tous les moyens à notre portée pour arriver à être quelque chose dans le continent et hors de lui. Il faut que l'erreur cesse de se faire jour dans nos rangs. Faisons la courte échelle à la vérité. Haïti doit être un témoin éloquent des libertés acquises au prix du sang par ses immortels enfants.

Si nous en sommes, vraiment, des enfants, nous devons en être au moins authentiques et surtout être des semeurs obéissant au droit, à la liberté et à la dignité, bafoués par l'arrogance de ceux qui oppriment nos frères de couleur. Pour quelle raison les noirs doivent-ils servir de marchepieds aux hommes qui les exploitent? Haïti, jusqu'à maintenant, n'a aucun moyen

de défense qui lui permette de dire : je suis forte, gare à vous ! Rester dans les fers résignés ou contents, assujettis à une suite infinie de maux, est le sort des paresseux. Brisons l'esclavage moral, social et politique dans lequel on nous tient attachés. L'égalité trouve accès dans notre ambiance. Egaux devant les lois naturelles pourquoi ne devons-nous pas l'être devant les lois naturelles, pourquoi ne devons-nous pas l'être devant les lois humaines ?

Cette égalité, nous ne pourrons l'obtenir qu'en nous unissant dans un même esprit, dans une même communion de foi, en nous organisant par tous les moyens dont nous pourrons disposer. L'humanité, communauté des hommes, issus d'une même souche, au moins d'une même structure, est le foyer commun de la race humaine, sous ses différents aspects épidémiques. Donc, chacun doit pouvoir vivre libre sans porter le fer d'un autre.

Nous vivons dans une basse-cour où les coqs à grands éperons se dévorent entre eux. Procurons-nous-en, autrement, nous serons dévorés par les autres. Malheur à celui qui n'en a pas ! Haïti doit forger les siens en toute hâte pour qu'on ne touche pas à ses intérêts. Nous devons avouer que nous avons occupé, jusqu'à maintenant, une position fautive et que nous avons été toujours prisonniers des schismes et des divisions de clans qui nous ont empêché de voir clair. Nous n'avons jamais su poser nettement la question sur la portée de notre rôle dans le monde avec toute la précision qu'elle mérite. Les hommes qui ont dirigé les destinées d'Haïti, inconscients, imprévoyants et entretenus par les querelles de clocher, autant qu'on puisse s'en apercevoir, se sont livrés à leurs propres vanités et n'ont jamais eu une claire vision des choses.

Notre politique nationale a nagé entre eux eaux : conformisme et abandon. On a la conception que le pays est une paroisse et que les prêtres sont appelés à tout faire. Les présidents d'Haïti, pour la plupart, font trop de politique et n'ont pas le temps de s'occuper des problèmes vitaux du pays. Le temps qu'ils emploient à écouter les intrigues et les racontars de leurs affidés, dans les coulisses du palais, empêche qu'ils se consacrent au travail utile, auquel nous avons adroit. Haïti,

plus que personne, doit avoir de justes préoccupations. Située au Bassin des Caraïbes, entourée d'ennemis gratuits qu'elle ne s'est pas créés, étant la seule nation dite noire dans le continent, nous avons pour devoir de garantir ses frontières.

Notre pays a toujours vécu dans un état de mollesse politique, dans un laisser-aller révoltant. Ce n'est pas le moyen de le faire aimer, encore moins de le faire respecter. Il y a des moments dans la vie où il faut mettre en œuvre de grandes énergies et d'autres beaucoup de souplesse. Nous vivons en un temps où la force triomphe sur le droit et sur la justice; si nous nous rendons forts, en nous unissant d'abord, personne ne nous touchera.

Ne soyons pas des boulets sans valeur, ni le jouet des événements. Tentons la chance d'être grands, traçons notre horizon dans le silence, dans la confiance, dans l'ordre, vraies colonnes de progrès. Embrassons la barbarie par laquelle on se déclare supérieur pour défendre nos frontières.

Tâchons d'avoir moins de fournées d'orateurs intempestifs, mais inconséquents; tâchons, dans cette course à outrance, d'égaliser nos adversaires. Pour y parvenir, tous les moyens sont bons. Mettons en marche les passions patriotiques de la masse haïtienne, rendons forts les faibles, en réchauffant les tièdes, obligeons les récalcitrants à comprendre l'histoire.

Il faut métamorphoser les veules, les passifs, les automates, il faut leur donner une idée de collectivité et de famille et qu'ils se perdent dans la collectivité des actifs.

Les premiers pas de l'ascension résident dans le progrès.

Gardons-nous de nous isoler dans un assemblage douteux, dans un noyau parfois notoirement nébuleux où les circonstances peuvent nous forcer à vivre; fuyons cette éternelle confusion qui a été notre honte. Ne vivons point de la contemplation prolongée et profanée comme gens nomades qui font appel à des forces abstraites. Comptons, si nous voulons sauver la barque de cette nation dite noire, non sur des individualités invertébrées, mais sur une masse compacte, pleine de foi dans l'avenir, sûre de son action, ivre d'enthousiasme, entraînée par une force magique vers sa destinée.

Il faut, certes, apporter à ces masses d'hommes robustes

et forts, répandus dans les montagnes d'Haïti, les lumières de la civilisation, les méthodes de bien vivre, les jalons du progrès qu'ils ne connaissent pas encore. L'Elite s'est approprié tout cela dans un égoïsme ridicule. Elle croit que le domaine de l'instruction lui appartient en propre, que c'est pour elle un patrimoine exclusif, auquel les autres n'ont pas droit. C'est pour mieux exploiter ceux qu'elle a toujours laissés dans les ténèbres, vivant comme des parias dans une société dite civilisée, qu'elle s'en fait un héritage particulier. Ces hommes de nos campagnes, sains et robustes, libérés du joug des contraintes de préjugés sociaux auxquels ils sont soumis, rendus à eux-mêmes, donneront des génies pour la gloire de la nation. On les a voués aux regrettables ostracismes, aux privations des connaissances les plus élémentaires du droit; ils vivent à l'état de tribus, sans aucune lumière.

Le clan qui s'est toujours approprié le gouvernement, n'a évidemment aucun intérêt à étendre la lumière à ces pauvres malheureux. On comprend bien les arrière-pensées de ces messieurs touchant l'éducation de la masse.

L'état de nos paysans

Si les paysans d'Haïti ont quelques notions d'agriculture, c'est grâce à Toussaint Louverture. Mais ils abandonnent les méthodes jadis employées, ils n'en ont gardé qu'une piètre idée. Depuis l'instauration de la République par Pétion, aucun effort sérieux n'a jamais été fait pour améliorer le sort de nos campagnards. Ils suivent des systèmes rudimentaires, dans leurs travaux quotidiens, ils s'épuisent pour arriver à des résultats pratiques et ils ne parviennent pas, malgré l'effort déployé, à améliorer leur vie. Heureusement, la terre d'Haïti est fertile, et les campagnards ont beaucoup d'instincts. Autrement, nous aurions été forcés d'importer tout de l'étranger.

Beaucoup de nos politiciens, futurs gouvernants du pays, passent leur temps dans des querelles de clocher, dans des intrigues de coulisses, et ne se déplacent jamais pour visiter les campagnes de leurs patrie. Beaucoup de Présidents, sauf des

cas rarissimes, ignorent totalement la vie qu'on mène à l'intérieur de leur pays. Il faut remédier à cela.

S'il s'agissait d'une mobilisation en masse pour défendre nos frontières, le gouvernement d'Haïti se trouverait en face d'un problème bien complexe. Il serait impossible de trouver parmi nos paysans, une force capable de supporter des chocs sérieux de l'envahisseur. Vivant ainsi dans une désorganisation complète, dans un abandon inexplicable, nous exposons nos frontières à toutes sortes d'aventures. Il ne manquerait pas d'ambitieux pour tenter un coup de force contre notre existence. Déjà, il y en a qui travaillent dans l'ombre contre nous. Du temps de la révolution pour l'indépendance d'Haïti, presque tous les Haïtiens savaient plus ou moins manier les armes; mais, au point où nous en sommes, les choses ont bien changé. Certes, les combats ne se font plus de la même façon. Il faut une technique, il faut aussi des cadres, une discipline, des chefs compétents. La guerre ne se limite pas aux troupes, il faut tenir compte du rôle important de l'aviation dont nous sommes complètement dépourvus. Les combats du temps de notre révolution perdent aujourd'hui, de plus en plus, leur raison d'être, puisqu'il y a d'autres éléments qui entrent en jeu. Le fait, c'est que la nouvelle tactique de guerre, est tout à fait différente des guerres napoléoniennes.

Se présenter devant l'ennemi avec des fusils comme ceux que les Ethiopiens ont eus, c'est aller au-devant de la déroute.

A coup sûr, nous n'avons aucune équipe, aucune armée digne de ce nom. Les paysans, étant accoutumés à manier leurs outils de labeur quotidien, n'étant pas soumis au reste au service militaire obligatoire, qu'on devrait établir, ignorent par conséquent comment poser les doigts sur une gâchette de fusil. Une mobilisation générale, en cas d'attaque brusquée d'une puissance quelconque, aurait pour résultat de mettre en déroute nos phalanges, mal équipées et mal disciplinées. On assisterait alors à un spectacle très curieux, de voir nos forces prendre la fuite, et laisser l'entrée libre à l'ennemi.

Il faut imprimer un nouveau patriotisme dans l'âme nationale, il faut relever le niveau de l'éducation de la masse, il faut des connaissances appropriées sur les moyens de défense

de nos frontières, tout en élargissant l'horizon de l'amour de la patrie, moyen par lequel, on attache les citoyens au sol natal. Les devoirs civiques manquent chez nous. L'individualité l'emporte sur la logique. Il n'importe pas seulement de cataloguer les citoyens, mais il faut les initier. Toute nation qui a des frontières communes, doit penser aux possibilités d'une agression ou d'un choc imprévu qui peut amener des voisins à se battre malgré les préceptes internationaux, qui proscrivent la guerre et qui essayent de l'enrayer.

La politique intérieure d'Haïti est d'union nationale; et la politique extérieure, est de rapprochement et de coopération avec les autres peuples qui habitent le reste du monde.

Les Haïtiens doivent comprendre qu'avec leurs rancœurs et leurs rancunes politiques, fistule des passions et de la faiblesse humaine, ils ne pourront jamais ériger une œuvre digne de ce nom. Nous avons devant nous des nécessités impérieuses, des réalités frappantes et immédiates auxquelles il faut apporter une solution.

Les raisons de ces réalités ne peuvent échapper à personne, à moins que l'on ne soit aveugle-né.

Les querelles insidieuses, les aspirations particulières doivent faire place à la sagesse et au bon sens.

Plus de généraux improvisés, plus d'hommes inaptes au pouvoir. C'est le moment de contribuer par l'intelligence à la grandeur nationale. L'évolution haïtienne doit se faire maintenant dans l'ordre et par la révolution d'idée. A bas les coups d'États si réputés en Haïti! L'éloignement complet des militaires de la politique. Certes, ces coups d'États, ont trop nui aux intérêts économiques et particuliers, pour qu'on puisse désirer leur retour.

Une œuvre sensée doit pouvoir combler les failles et les brèches que l'ignorance des généraux imbéciles ont creusées au mur de notre vie nationale. Il faut, pour y parvenir, dans les cas qui nous occupent, inventer quelque chose qui résiste à la nécessité d'assurer l'existence et le développement du pays dans la dignité.

Pour l'action féconde, il nous faut des hommes de responsabilité et de clairvoyance (je ne parle pas de politiciens, car

nous en avons assez), mais je parle des hommes qui se placent au-dessus de l'argent, ce séducteur de la morale, pour assurer la somme de victoires à laquelle nous avons droit et à laquelle aussi nous aspirons tous. L'union des hommes de bonne volonté sur le terrain national, ne peut résulter que de la collaboration active et permanente de toutes nos valeurs, dans un sentiment patriotique, évitant toute brèche qui facilite l'enfoncement de l'ennemi du dehors.

La paix au dedans, le travail organisé sur une nouvelle méthode, surveillé par l'Etat, permettra certainement une confiante coopération des éléments utiles de la nation.

Notre point de départ, c'est le progrès. Toussaint a voulu quelque chose que beaucoup de ses collaborateurs ne comprenaient pas. Cet esprit supérieur avait de grandes visions sur l'organisation de la race qu'il incarnait.

Lorsque Toussaint organisa le pays, après plusieurs années de luttes fratricides entre bandes opposées, son premier soin fut de mettre sur pied une force capable de répondre à toutes les éventualités; il avait calculé la portée de sa politique autoritaire qui devait, dans la suite, donner tout le résultat auquel il avait droit. C'était par la sagesse qu'il a voulu créer les principes qui concordent à perpétuer une nation et à assurer son indépendance. Il mit aussi fin aux désordres politiques et administratifs, il brida les ambitions des clans, il diminua les rivalités des chefs et les groupes parlementaires, sans qu'il ait jamais dissimulé qu'il voulait faire table rase de ce qui en restait pour mieux construire une Haïti définitivement affranchie du passé odieux, et capable de se développer dans le cadre de son unité nationale.

A plusieurs reprises, il laissa entendre, avec la dissimulation qui le caractérisait, patrimoine de son instinct et de son génie, que cette base solidement établie, était la meilleure qui eût pu donner le résultat dont un jeune peuple a besoin pour son épanouissement. Il établit l'ordre, base primordiale de toute évolution ordonnée, puis le travail, et des équipes pour veiller à son développement. Il avait prudemment préparé les relais du travail obligatoire, ordonné, contrôlé, encouragé, tan-

dis qu'il associait les autres éléments de la collectivité pour apporter leur concours au développement national.

Un bon chef d'Etat, auquel la Constitution d'Haïti accorde tant de prérogatives, doit savoir préparer les étapes de l'évolution de son peuple, à base de travail et d'ordre, en même temps qu'il poursuit méthodiquement la consolidation des éléments techniques du pays en castrant fortement Haïti dans sa marche ascendante vers la libération complète.

Si les gouvernements d'Haïti avaient suivi le système d'organisation de Toussaint, nous aurions été une nation admirable. Nos citoyens seraient en mesure de former des cadres techniques dans de bonnes conditions et auraient pu améliorer leur propre sort. Il avait le sens de l'homme d'Etat à qui le caractère de la vérité, unie à la réalité, n'échappait pas. Il se donnait corps et âme à ce service auquel les circonstances l'obligeaient. Homme à grandes vues, plein de foi dans la destinée de sa race, il eut l'ingénieuse idée de mettre tout en marche sous la férule de son génie particulier. Haïti a besoin de deux Toussaint Louverture pour son organisation. Il en faudra un pour la réorganiser, l'autre pour *insuffler* dans son âme ardente le patriotisme. Il faut que tout procède de l'esprit réaliste, empreint d'un idéalisme, lequel permettra précisément de créer en faveur des causes que l'on veut défendre, un vaste mouvement d'opinion, seul capable de les faire triompher. Le seul facteur population pourra élever le niveau du progrès, vaincre la pauvreté et la routine en Haïti. Nous avons besoin d'une masse féconde, ayant un véritable esprit de liberté, mais nous devons appliquer une prophylaxie raciale et morale; nous ne devons pas admettre dans son sein, des masses illettrées, contaminées par des idées subversives. Nous devons sélectionner l'immigration et ne pas admettre de fallacieuses doctrines contraires aux principes libéraux de la démocratie.

C'est, on le voit, la même réaction énergique de la révolution dans l'ordre. Nous serons libres à la longueur de nos forces et de nos organisations. Notre souveraineté y est subordonnée.

Nationalisme

Si nous nous laissons aller à ce penchant périlleux de copier sans créer notre propre personnalité, nous courons le risque de perdre les caractéristiques de notre peuple et de tomber dans une lamentable erreur. Il arrive de croire souvent, parce qu'une chose est établie, qu'elle est établie pour toujours. Eh bien! notre époque, riche en faits historiques, se chargera de redresser ce défaut de nos concitoyens. S'il est une chose à laquelle nous devons penser, c'est au problème du Nationalisme.

Un nationalisme qui ne se double pas d'un enseignement moral et approprié, nous paraît un corps sans vie. Avant tout, il faut que celui que nous pratiquerons en Haïti, soit politique.

Il consiste, pour les hommes d'Etat qui en ont le sens, de doter le peuple de la plus grande somme possible d'ardeurs patriotiques, afin de lui permettre de conserver le patrimoine que nous avons reçu de nos aïeux.

Nous avons à façonner les âmes selon la race et son histoire. Il est même curieux d'observer combien, sous ce rapport, on a négligé les mesures propres à donner au pays sa vraie physionomie. Combien, par exemple, on se soucie peu de faire pénétrer la flamme patriotique dans la masse. On eût peut-être stupéfiés certains de nos dirigeants en les conviant à extirper une culture pour introduire une culture purement nationale.

Que le système d'éducation jésuitique fût un fortifiant ou un dissolvant pour le patriotisme haïtien, c'est une question qui semble n'avoir jamais été posée dans toute son ampleur.

On peut ajouter que le nationalisme doctrinal est une invention nécessaire en tant que travail conscient et organisé dans le domaine de la sécurité d'un peuple. C'est ce qui a fait la force de tous les peuples. Il a été fondé partout, excepté chez nous. Les Allemands en font actuellement une vraie mystique. Ne les copions pas, mais créons la nôtre.

C'est par ce moyen qu'on parvient à créer l'âme d'une nation. Notre but est, d'abord et surtout, de créer cette âme sans laquelle Haïti périra. Il faut une physionomie nouvelle à la nation noire en butte à mille épreuves. Pour cela, il faut

des hommes bien disposés, et que les pouvoirs publics soient engagés dans cette voie, avec des équipes bien dévouées. Nous devons sentir le besoin de rester Haïtiens partout où nous serons. Ce qui nous permettra en tout cas de sauver, au moment du péril, notre liberté nationale.

Cette volonté de nous définir est logique. La logique nous conseille d'avoir une culture nationale en opposition à la culture absorbante de certains milieux qui nous font un mal incalculable.

Le jour où le pays parviendra à cette conception et à la conscience de lui-même, commencera l'histoire de la nation haïtienne.

Notre unité est faible. On nous divise chez nous, à la barbe même de nos brillants messieurs aux longues redingotes. Je dis que l'expulsion de certaines cultures et coutumes, est la condition même de l'existence du peuple haïtien.

Nous devons faire de nos citoyens des enfants de l'Afrique à l'image de l'Amérique. Cela ne peut être obtenu qu'en se basant sur le nationalisme et sur une mystique raciale. Ce ne sera que grâce à ces moyens que nous parviendrons à mettre à l'abri de toute ingérence extérieure, l'avenir d'Haïti. Il faut que nous fassions acte de souveraineté à l'école où nous devons démontrer que nous pouvons élever notre jeunesse par nos propres ressources, sans rien emprunter à l'étranger, quant à l'esprit de l'éducation du peuple.

Nous sommes partisans de la théorie : Haïti aux Haïtiens. Certains peuples ont atteint le summum de progrès, grâce à l'unité et à un nationalisme bien assimilé. Le seul moyen pour nous d'y parvenir, c'est de nous familiariser autant que possible avec le nationalisme intégral. Le nationalisme doctrinal sera en effet une invention de tous les peuples conscients de leur existence, il doit rester le seul monopole auquel nous devons aspirer.

Toutes les nations se sont mises en éveil depuis des années.

Cependant, Haïti, humiliée pendant plus de dix-neuf ans, sous les bottes des Yankee, n'a rien fait depuis qu'elle est libérée pour initier sa vie au progrès. On reste au pouvoir avec un étalage de personnalisme ridicule, on endort le peuple par

des discours, on persécute ceux qui protestent contre certaine démagogie, et les choses restent au même point.

Tous les peuples, aujourd'hui, affirment cette volonté sans s'élever contre l'universalisme. Nous pouvons le faire aussi sans nous insurger pour cela contre l'universalisme. Or, les caractéristiques d'une nation, reposent sur son originalité et ne l'empêchent pas d'être universaliste. Dans notre conception, il n'est point question d'un particularisme agressif ou d'un mépris de tout ce qui n'est pas nôtre, non; notre but est un peu plus élevé.

Bien entendu, il ne s'agit pas de nous enfermer dans un cercle récalcitrant et vicieux, mais au contraire, de nous élever à la dignité de peuple conscient.

Ce qui nous effraie chez certains peuples modernes, ce n'est pas leur égoïsme et leur orgueil, lesquels, en somme, ne sont pas nouveaux pour nous, c'est qu'ils prétendent les ériger en valeurs, en modèle de moralité, en préceptes d'éducation!

Les petits peuples doivent se garder des grandes puissances dans leur prétention de commander aux autres. Car dans leur conception de grandeur, et par leur dessein de tout absorber, elles arrivent à réduire à néant la personnalité des petits.

Le nationalisme doctrinal est un fait aujourd'hui reconnu universel, dont il est très probable, du moins pour quelque temps, qu'on l'intensifie davantage. C'est une des conséquences inévitables de la progression des peuples à la conscience d'eux-mêmes.

Personne ne l'admet comme un mal. Tout le monde le croit nécessaire aux fins nationales. Nous désirons ardemment que notre chère Haïti trouve son nationalisme intégral.

Il faut donc, pour préparer une nouvelle génération à l'image d'une Haïti prospère, uné éducation à la base d'un système mieux préparé, plus adéquat et mieux défini. Ce serait un grand malheur pour nous si nous n'avions pas une âme nationale. Actuellement, nous ne la possédons pas, il faut que nous travaillions sincèrement à l'obtenir.

La fréquentation des écoles suspectes d'être néfastes à l'avenir d'Haïti, doit être de moins en moins nombreuse; le gouvernement de la République doit travailler de toute son énergie pour acquérir le monopole intégral de l'éducation nationale.

L'instruction répartie aux citoyens doit être contrôlée. Il incombe au gouvernement d'exercer sur elle une surveillance étroite, de manière à ce que l'instruction que reçoivent nos jeunes gens des deux sexes, soit bien ordonnée, d'accord avec les besoins de la race, dans le cadre des méthodes modernes, sous la compétence des professeurs nationaux dépouillés de toute tutelle étrangère.

L'éducation doit être l'expression vive et symbolique d'une nation, elle doit contenir de puissants moyens qui forgent l'âme, dont nous parlons. Il faut qu'elle soit soignée, efficace, donnée par des éléments capables, étant payés dans une large mesure et dans un but élevé, d'imprimer dans chaque citoyen l'image de la nation qu'ils incarnent. Pensons à la création de cette ambiance, pensons à cette masse de citoyens conscients qui feront honneur à Haïti, s'ils reçoivent ce dont ils ont besoin pour leur embellissement.

Il arrive de constater, avec quelle déception! l'inconscience de nos concitoyens quant aux fins élevées et leur rôle historique dans le monde; rôle qu'ils ignorent absolument parce qu'ils n'ont pas une âme créée à l'image de quelque chose. C'est par l'éducation, mais tout à fait nouvelle, que nous parviendrons à réparer ce qui a été fait. Ce n'est pas par des formules conventionnelles et inintelligibles du catéchisme et des notions du latin mal approprié qu'on forge une nation.

Pour les choses de l'Etat, les connaissances acquises au point de vue technique ont été négatives en Haïti. C'est que l'Etat haïtien ne s'est jamais trop occupé du relèvement du niveau intellectuel de ses sujets. Le temps est passé dans ces intrigues, dans l'emprisonnement des valeurs d'Haïti, mais non pas dans l'intérêt général. Nous avons hérité des Français leurs grands défauts : beaucoup de paroles et très peu d'actes, cependant nous n'imitons pas leurs grandes vertus.

Créons en toute hâte, une nouvelle conscience nationale, éclairée sur ses devoirs civiques, conservant des habitudes simples et honnêtes qui supposent hautement les qualités d'un peuple vital. Les jeunes Haïtiens, malheureusement, sont bourrés de *Credo* et non pas de sciences. C'est pourquoi nous avons eu tant d'hommes médiocres en face des affaires de la nation.

Beaucoup ont fait faillite. Les graves problèmes du peuple haïtien restent sans solution. Ils n'ont jamais su comprendre la portée de nos besoins et l'aspect différent que prend le progrès d'un jeune peuple dont l'organisation constante demande beaucoup de sagesse.

Nos politiciens ont tenu, dans leur rayonnement, des opuscules vraiment remarquables. Beaucoup d'entre eux n'ont été que la jouet de la maladresse, des mannequins que les prélats dirigeaient à leur guise. Nous avons à reprendre l'œuvre inachevée, au point où elle est, pour lui donner forme et vie. Il faut remonter à 1804, non pour modeler certains personnages de l'époque, mais pour en chercher l'esprit. La Révolution haïtienne se termina par l'instauration de l'indépendance du pays sous un système monarchique qui répondrait et s'adapterait mieux à la masse libérée qu'un système républicain dont le résultat laisse beaucoup à désirer. Le peuple n'était pas préparé pour ce système. Même chez les masses évoluées au point de vue politique, le système républicain ne s'adapte que difficilement à leur esprit et à leurs nécessités de famille.

Passons outre. Or, maintenant, il ne s'agit point de régime; il s'agit tout bonnement de réorganisation du pays.

Exigeons des éléments capables de former et de fournir des faisceaux d'hommes qui projettent des rayons lumineux sur les nécessités nationales. Demandons que le monopole de l'éducation nous soit entièrement confié pour initier notre vie indépendante de tout contrôle. Vers cette formation, point de convergence. Or, on peut courir le risque de s'orienter mal et de n'apporter aucune solution aux problèmes de ceux qu'on veut arracher à la routine.

La sphère d'influence des centres religieux, surtout éducatifs, ne connaît point de borne. Infini est son bras.

Haïti, communauté des noirs d'où est sorti un Toussaint Louverture, un Christophe, un Dessalines qui ont sacrifié leur vie pour créer un coin d'azur pour leurs frères opprimés, doit poser énergiquement, au nom des droits absolus, la question que nous soulevons avec franchise, dans l'intérêt même de sa propre existence.

C'est à son avenir auquel elle doit se donner entièrement

et absolument, sans distinction entre membres et non membres de sa société.

Il faut réchauffer ce foyer acquis au prix du sang, en évitant d'être des sujets impropres pour l'étouffer. Le rôle de notre peuple conscient de son avenir, c'est de contrôler étroitement l'instruction déparée aux Haïtiens sur les bancs de l'école particulière. Il ne faut pas, certes, que cette sainte mission s'accomplisse dans la fiction et la collusion. Nos jeunes gens, sortis des centres éducatifs particuliers, n'ont aucune notion réelle de la citoyenneté et du nationalisme; ils savent autant de latin que Ciceron lui-même, mais c'est tout. Un bagage mort dans l'esprit, ou mieux dire, un bagage religieux sans fruit. Il est nul dans la pratique.

Tous ces éléments mal formés, fiers de savoir réciter des morceaux en latin par cœur, deviennent à la longue des sujets de circonstances, phénomènes de suggestion, boulets d'impression et non de conviction. Cet emprunt passager, né de circonstances et non de l'adhésion de sentiments, pousse à des résultats négatifs.

Si tout cela arrive, c'est grâce à l'imprévoyance de nos milieux dirigeants. Notre masse, instruite de son droit et imbue de son rôle dans la communauté des peuples, rendra un appréciable service aux choses humaines. Nos enfants doivent connaître leur histoire et leur passé glorieux; on doit leur apprendre à apprécier dans toute leur ampleur les sacrifices de leurs aïeux, dans un sentiment de patrie très élevé. Les étrangers qui occupent une place importante dans l'éducation de notre jeunesse, n'ont aucun intérêt à leur apprendre ces choses. C'est aux pouvoirs publics qu'il appartient d'élargir l'horizon de nos citoyens. Si nos enfants sont imprégnés de l'histoire de leur patrie, s'ils y puisent des connaissances adéquates mais suffisantes pour la formation de leur esprit, Haïti ne périra jamais. Toute méthode qui tend à détourner nos générations de leur but, doit être écartée avec énergie et bannie de notre ambiance.

Il convient que les dirigeants de la nation soient alertés et qu'ils soient sur leurs gardes pour veiller à l'exécution des programmes et des méthodes qui auront été adoptés en vue du relèvement intellectuel de notre peuple. Une nation qui confie

entièrement l'éducation et l'instruction de sa jeunesse à des étrangers qui furent un temps nos oppresseurs, cette nation-là s'expose à voir s'effacer, au fur et à mesure, ses caractéristiques propres et son plus cher patrimoine. Par ce chemin, on arrive au suicide.

En Haïti, nous assistons à une étrange anomalie.

La désorientation, l'égarement de conception, le manque de solidarité entre les membres les plus qualifiés de la société sont des faits que personne n'ignore. C'est la faillite même de l'idéal national.

C'est la fin de notre nation, si cette valse séductrice continue son cours. Nos étudiants ne doivent pas être bourrés de choses mortes, ni de redites extravagantes, ni d'une culture appauvrie et primaire. Il faut donc supprimer toutes les entraves qu'on a placées sur la route de notre progrès, par potions mesurées, dans le but d'endormir notre vitalité intellectuelle. Il y a des connaissances acquises qui immobilisent l'homme dans sa vie. Il faut que nous sachions nous donner aux grandes réactions des peuples vitaux. Sans ces efforts, nous serons tarés, intimidés, soumis aux moindres remontrances du fort, vivant dans un va-et-vient de conscience, assujettis aux préceptes reçus, sans énergie et sans vie. Fuyons les éléments réseaux subterfuges qui violent et captivent à la fin la proie.

Si nous vouons ainsi nos enfants à l'incertitude des temps, nous les perdrons. L'âme d'un citoyen se forme selon l'instruction et l'éducation qu'il reçoit. Préparons-le dès le berceau, au foyer où l'amour du sol natal s'apprend.

Pourquoi avons-nous assisté à cette décomposition ou mieux dire à cette désorientation de nos meilleurs esprits?

Pourquoi le pays fut-il, pendant une longue période, livré à l'anarchie et aux brigandages? Ah! je vous affirme que les causes sont là chez nous! N'allons pas les chercher ailleurs. Certes, s'il fallait les chercher ailleurs, il faudrait les trouver donc dans l'éducation de l'élite. Les jeunes Haïtiens n'ont pas reçu ce qu'il fallait qu'ils reçussent pour la formation de leur esprit.

Phénomènes bizarres

Beaucoup d'Haïtiens laissent le pays pour aller à l'étranger, qu'ils habitent pendant quelque temps, et il arrive parfois à l'oublier tout à fait. Certes, ils trouvent que la patrie où ils ont vu le jour n'a rien d'intéressant pour eux. J'en ai fait l'expérience à l'étranger. Des Haïtiens, non des moindres, y donnent un spectacle très curieux. Ils sont tantôt latins, tantôt saxons, caucasiques, slaves, ou autres, mais sans attache au ronc d'où ils ont pris naissance. J'ai été d'autant plus surpris de faire cette constatation chez des hommes qui sont à juste titre appelés à former un peuple dont l'avenir repose sur ses meilleurs enfants. Quand j'ai entendu raisonner et ceux qui habitent nos milieux et ceux dont nous venons de parler plus haut, je me demande si un peuple ainsi formé, pourra constituer pour l'avenir un élément d'espoir et de force!

La disparate est donc frappante. Quelle est la cause de ce manque d'harmonie? D'où vient que nous assistons à ces phénomènes bizarres de dislocation? Eh bien! je répondrai et je dirai que cela vient d'un manque de formation d'esprit et d'un défaut de conception.

Les étrangers auxquels nous confions nos enfants, font tout pour les écarter de leurs coutumes et de leur origine. Ils travaillent avec un soin tout particulier à déformer l'esprit de nos futurs gouvernants en leur apprenant à aimer une origine opposée aux leurs. Dans l'ornière politique où nos hommes ont passé leur temps, il est donc difficile pour eux de faire cette constatation, du moins s'ils en font, par ignorance, mauvaise foi ou inconscience, ils se taisent. En attendant, on continue à donner le dissolvant dangereux aux fils de la patrie de Toussaint!

Voilà où nous en sommes! Créons l'âme haïtienne, réparons ces erreurs coupables. Mettons la main à l'œuvre sans hésiter. Un peuple qui n'a pas une âme propre, et qui n'a pas de formation nationale, est un peuple qui tend à disparaître dans le flot des peuples. Quand un citoyen d'un pays traverse la fron-

tière pour aller ailleurs, il doit être porteur d'une civilisation qui le caractérise et qui personnifie sa région.

Son éducation de foyer et sa formation raciale ou nationale ne doivent laisser rien à désirer. La plupart des Haïtiens qui traversent la frontière dominicaine pour y chercher du travail, en s'y établissant, se laissent facilement absorber par la nation voisine et deviennent à la longue des citoyens dominicains, non pas de nom, mais de fait. Or, donc, ayant perdu leurs caractéristiques propres, n'ayant point d'attachement au sol natal, ils deviennent de cœur et d'âmes des citoyens dévoués à la patrie qu'ils embrassent.

Ils ne conservent rien du tout de leur région. En cas de conflits internationaux, chose qu'on ne doit jamais mettre en doute, aucun de ces citoyens émigrés ne défendrait la patrie où ils ont vu le jour. S'il y a une nation au monde qui devrait se préoccuper de l'avenir de ses sujets, en leur donnant une âme et une physionomie particulière, c'est Haïti. Les circonstances l'y obligent et notre histoire aussi. Notre passé, notre situation psychologique, notre rang relevé par l'héroïsme, notre race, tout cela doit au moins nous permettre d'avoir une fierté légitime, gravée dans l'esprit de nos enfants qui sont appelés à perpétuer la nation et la race. Ayant ainsi considéré nos constitutions, notre ambiance, notre éducation, on arrive à se demander ce qu'on a fait pour nos générations. L'absence totale d'une image raciale et nationale dans nos sujets, est due à la mauvaise volonté du petit clan de mécréants qui travaille à maintenir je ne sais quoi de privilèges, aux dépens de l'existence même de la nation. Le sacrifice qu'ont fait nos aïeux, le sang répandu à flot dans les plaines et montagnes haïtiennes, ne leur tiennent point à cœur. Le seul but poursuivi jusqu'ici, c'est de vivre coûte que coûte aux dépens de l'ignorance de la masse qu'ils tiennent écartée de tout contact civilisateur.

L'éducation, croyons-nous, doit demeurer à la base et on peut l'appeler à juste titre, l'apanage caractéristique. C'est par elle que l'on se fait connaître, c'est par elle aussi que se manifestent les traits particuliers d'une nation.

A travers ce voile, se dessine la vraie personnalité d'une ambiance. S'opposant en rigueur à la doctrine des clans exploi-

teurs, nous dénonçons les faux systèmes qu'on a employés jusqu'ici, et par lesquels, on a forcé la nation à vivre dans l'isolement et dans le désordre. Or, on a porté atteinte à la souveraineté même d'Haïti. Nous mettons en accusation le mal et ses fonctions, parce que nous voulons barrer la route à l'idée de désordre, auquel on a livré nos concitoyens. Nous voulons créer, à sa place, la conception postulante franchement nationale, dans une indépendance réelle, sans laquelle, il n'y a pas de nationalité possible.

Corroborer, par une pratique conforme, aux grandes nécessités du peuple, telle est la tâche. Il faut permettre le triomphe de l'esprit de Toussaint, de Dessalines, de Christophe et, dans le domaine de république, celui de Pétion. Ces héros, chers à notre indépendance, hommes incapables de s'accommoder aux termes vagues et à l'usage rhétorique, conservé superstitieusement par une élite commode qui se drape dans un moi aristocratique et dans de sottés prétentions, doivent être le modèle de tout mouvement national.

Cette masse illettrée a besoin d'une nouvelle orientation, d'une devise définitive pour son lendemain encore incertain.

L'erreur de nos dirigeants, l'écueil sur lequel ils ont sombré, a été de n'avoir pas compris le rôle international que Haïti est appelée à jouer dans le Bassin des Caribes, qui exige sa conception de liberté et d'indépendance absolue.

L'accommodation au conformisme, conservée telle que nous la voyons aujourd'hui, est révoltante. C'est une des causes des vexations que nous avons subies de certaines nations arrogantes qui cherchent à détruire notre cohésion et détruire, ensuite, notre nationalité. Ce conformisme nous entraînera vers une destinée périlleuse.

Toutes ces menées selon l'usage existant, toutes ces erreurs de conception, toutes ces aberrations politiciennes, doivent disparaître pour permettre l'arrivée d'une ère de sagesse qui nous mettra en mesure de nous assurer un avenir meilleur, basé sur des organisations modernes et sur une mystique raciale. L'heure est solennelle. Si nous laissons la masse dans son ignorance légendaire, où elle a si longtemps vécu, nous porterons atteinte à nous-mêmes et à notre propre existence. Il faut que chaque

membre de notre société soit utile à l'ensemble. Il importe que chaque citoyen parvienne à la conception de sa dignité, qu'il prenne part aux délibérations politiques de son pays, avec une conscience éclairée dont il fera honneur à la nation. Le forcer à vivre dans l'isolement des choses qui concernent sa propre vie, c'est lui dire en termes clairs : enterre-toi vivant sous les décombres du fatalisme.

Une masse qui ne lit pas, et qui ne lit pas même les journaux de son pays, qui ignore les compromissions de ses organes supérieurs, est une masse qui se soumet volontiers à une domination honteuse, à l'abandon de ses prérogatives de citoyen. N'empruntons point nos forces aux données des religions exploitrices, sans un ordre de choses qui frappent l'imagination et fixent les esprits, et ne nous rendons point semblables à ceux qui donnent leurs mains aux forces adverses pour qu'on les enchaîne.

Or donc, concevant ainsi les choses, nous rejetons l'idée de vassalité pour ne retenir que celle du droit et de la justice. Nous devons, en partant du principe d'ordre général, d'accord avec notre histoire, rejeter aussi le filet qui nous enveloppe si facilement et prendre le dessus sur nous-mêmes pour faire quelque chose qui vaille. Dans le domaine de création comme dans le domaine de fondation, nous avons recueilli l'héritage de nos bisaïeux d'origine : l'habitude de vivre à l'état de tribus dans une désorganisation complète. Les étrangers auxquels nous confions notre destinée en leur laissant tout le soin de l'éducation de nos enfants, ne nous ébranleront pas par un coup de théâtre, mais par un travail silencieux, persuadés qu'ils finiront un jour par nous absorber et par nous faire oublier notre propre origine de peuple. Au fait, le mieux à faire, c'est d'endosser les traditions purement et simplement des fondateurs de notre nation. Cette nouvelle position amorcerait un développement inévitable de la conception de dignité qu'ils avaient d'eux-mêmes et nous permettrait une régression de la conception bizarre que nous nous sommes fait de nous-même, et cela donnerait raison à notre thèse qui prétend que l'erreur est dès le point de départ.

Notre organisation actuelle recèle un vice interne. Il faut

y remédier. Il convient surtout de remonter aux sources et aux choses, préoccupés avant tout de reprendre en amont les premières déviations, pour pouvoir analyser l'ensemble des besoins qui s'imposent avec une clarté indiscutable. La filtration subtile de certaines notions que nous essayons de mettre au grand jour, peut, si les gouvernements d'Haïti n'y apportent pas de remède, devenir dangereux pour notre jeunesse, car elle vise à rétablir dans la mentalité de nos sujets, un sentiment étranger aux principes nationaux.

Soyons conséquents avec nous-mêmes. La révolution de 1804 nous a rendu la bible de liberté dont nous avons besoin pour initier notre vie de peuple; cette bible était plus que nécessaire pour bien des raisons. Il fallait sauver la dignité de la masse noire si longtemps opprimée, il fallait aussi mettre un terme aux outrages dont elle a été victime.

En ce temps-là, toute erreur commise était pardonnable, mais éclairés cependant et inspirés par un sentiment très élevé de patriotisme, nous devons agir sous l'inspiration d'un autre esprit. Beaucoup, parmi les hommes de cette époque, savaient à peine signer leur nom. Et pourtant, leur conception sur l'ensemble des choses, différait largement de celle de nos politiciens si convaincus d'être de grands esprits! On fait parade de culture dans nos milieux, je ne mets pas en doute l'existence du fait, mais ce que je reproche à cette culture, c'est de se draper dans un moi égoïste improductif, de chercher son point d'appui dans la stérilité.

Avec une culture bien digérée, les erreurs devraient être de moins en moins rares. Il faut maintenant un essor intellectuel, je ne parle pas de prétention intellectuelle, ni de philosophie morte en apparence séduisante, mais nulle dans la pratique; j'entends ici d'une préparation technique pour chaque branche des connaissances humaines. Aucun peuple qui tend au progrès, ne doit vivre de choses abstraites, mais de réalités pures. On s'accorde à admettre d'inappréciables progrès, moral, civique, politique qu'on a réalisés à Haïti; nous les admettons volontiers et nous les affirmons en partie, mais ce que nous déplorons avec raison, c'est ce détachement de nos traditions,

ce manque de vision des réalités présentes et de l'avenir du pays.

Sans ces attaches aux traditions auxquelles nous devons en toutes circonstances nous lier, nous tomberons dans le ridicule. Donnons aux Haïtiens l'âme et le cerveau qui leur manquent. Il ne s'agit pas de dire que nous sommes une nation, que nous avons des droits, des lois que nous avons créées, cela ne suffit pas et ne veut rien dire, si l'on n'accorde pas une plus grande importance aux prérogatives qui doivent caractériser ces droits et ces lois. Les droits et les lois sont éternels quand ils se basent sur une organisation de force. Il faut les protéger, il faut les faire respecter. Nombreux sont les obstacles qu'Haïti a eu à surmonter. Nombreux sont les problèmes qui concernent son organisation moderne.

La sécurité d'un peuple s'obtient non sur ce qu'on suppose, mais sur ce qu'on crée et pratique, et l'esprit dans lequel on l'exécute.

A considérer la composition du public haïtien, admis à la démocratie moderne, si mal comprise par les maîtres d'Haïti, peut-on voir, dans cette masse assoiffée de lumières, des gens incapables d'évolution? Certes, on n'a jamais rien fait pour démocratiser les membres de notre société. La masse croit avec une naïveté révoltante ce que lui disent les tapageurs de la vie nationale, et prend au sérieux les absurdités et les aberrations du politicien qui lui promet le ciel, la lune, le soleil et tout ce qui s'ensuit, mais qui lui donne en revanche des larmes et des sursauts!

Ces faussaires de notre progrès, tout en conservant l'usage de leur serment d'hommes sincères à la cause nationale, ont vidé celui-ci de son contenu par leurs actes volages. Ils réduisent à un certain sacramentalisme somnambulique, que l'ignorant reçoit comme une bénédiction du papa-Sultan, les prérogatives de la nation.

Oui, le peuple agonise aux pieds des maîtres qui l'oppriment!

O négation de principes! ô ironie de liberté!

CHAPITRE V

ARISTOCRATIE RIDICULE

L'esprit de caste engendre certainement l'aristocratie ridicule. C'est une engeance détestable, qui produit la manie de la supériorité d'origine, et qui, par conséquent, provoque le divorce entre l'homme de la ville et le paysan, entre l'intellectuel et la masse, entre le gouvernant et le peuple.

Nous avons chez nous un faisceau de profanes, incohérents en somme dans leur sphère de confiscateurs de privilèges et de prétentions de classe. Ce sont eux qui, par un bizarre tour de main, ont manipulé les affaires de l'Etat. Ils se déclarent interprètes autorisés et intercesseurs obligés entre le peuple et son existence.

L'interprète d'un peuple, c'est l'esprit de ses forces, c'est la justice libérale de toutes ses institutions. Il est vrai que ces messieurs conducteurs prennent des airs de seigneurs et parlent aux paysans avec arrogance et mépris; ils les épouvantent par une justice détournée, ils bafouent leurs droits, en conservant la hiérarchie qui comporte l'ensemble de leur orgueil ridicule.

Pas plus que leur vie de citoyen n'a de rapport avec la communion fraternelle du peuple, dont ils ignorent les vrais besoins et les phénomènes psychologiques. Ils savent se concentrer dans leur petite sphère, en caressant leurs piétre personnes qu'ils placent au-dessus de tout, sans leur donner élan et ampleur; ils ne cherchent pas cette vie réelle dont l'esprit a besoin pour sa formation graduelle. L'élite ne participe pas aux manifestations de l'esprit du public dont elle est séparée;

avec sa conduite figée et sa prétention de l'être surnaturel, elle ignore presque les vraies coutumes du pays et vit loin de la masse, où les écrivains puisent leurs meilleurs sujets. Ce qui fait que les livres que nous recevons de nos écrivains, ne représentent pas du tout notre ambiance. Beaucoup de nos valeurs intellectuelles passent leur temps à fouiller le vieux latin classique dans lequel ils pensent et dans lequel ils prétendent même produire. Il y a des hommes qui possèdent un bagage formidable de littérature, mais une littérature morte, sans vitalité et sans production.

L'esprit colonial subsiste encore dans certains secteurs d'Haïti. L'émancipation a été lente et maladroite. Beaucoup d'Haïtiens restent à l'état féodal et ne pensent guère à améliorer leur condition.

La plupart de nos dirigeants sont encore sous l'influence du féodalisme et l'aristocratie coloniale, auxquels les défenseurs de l'esclavage, sont restés attachés jusqu'au dernier moment.

Les séminaires religieux cultivent cet esprit, dans le but de former des catégories dans notre société. On le comprend fort bien. Les Jésuites, étant fils du monde féodal, créateurs de castes et de rangs sur lesquels, ils se basent pour contrôler les masses, ne demandent pas mieux que de voir se prolonger cet état de choses.

Notre élite est formée dans cette ambiance d'aristocratie où l'on moule les gens au goût du féodalisme, avec des prétentions de castes et de rangs. La société humaine est formée de plusieurs couches: artistes, intellectuels, hommes possédant de grands moyens, ouvriers simples et naturels. Les connaissances de l'homme, quelles qu'elles soient, sont rigoureusement personnelles. Ce n'est pas une raison pour qu'il se moque des autres hommes, dont il a besoin et sans lesquels, il ne peut pas vivre. Donc, formés dans ces milieux, les hommes qui ont présidé aux destins de la nation, ont reçu une nourriture intellectuelle qui ne répond pas aux nécessités de notre peuple. Dans ces centres, très respectables pourtant, consacrés en apparence à l'enseignement omnibus, rien n'est négligé pour la formation de l'âme de l'enfant qui leur est confié. Evidemment, vu l'esprit féodal

qui règne dans les séminaires éducatifs, cessent les lois démocratiques proprement dites, le contact de l'homme à l'homme; car, en effet, c'est un autre personnage qui s'implante dans la personne humaine et qui l'éloigne de plus en plus du faible et de l'humble. On y remplace les principes du vrai Verbe, qui dit : « Aimez-vous les uns les autres », par d'autres qui se basent sur des catégories et des prétentions, qui immobilisent le futur gouvernant dans son mouvement et le séparent de la masse.

Le féodalisme a quelque chose d'austère et d'arrogant. Plus le gouvernement se familiarise avec la masse, plus il a de chances de réussir. Toussaint avait ces qualités, qui ont rendu son nom immortel.

Destiné à un public composite, plein d'inconvertis, il avait son point d'appui dans la masse, où il se faufile et se faisait aimer. Il faut qu'il y ait un contact permanent entre le gouvernant et son public. Le malheur d'Haïti, c'est que beaucoup de nos dirigeants, trop fiers de leurs connaissances acquises, vont au peuple avec des morceaux littéraires, dont le style et les savantes cadences ne sont, en fait, comprises que par un petit nombre.

Non, ce n'est pas là le rôle d'un bon conducteur. Il faut chercher à comprendre le public, à pénétrer ses besoins moraux, matériels et politiques. Alambiquer à plaisir, c'est se moquer des gens.

Faits divers, spectacle honteux

On a passé ainsi le temps à chercher, dans les moments précis, des démonstrations oratoires qui font l'orgueil de celui qui parle et lui donnent le renom de l'éloquent, mais qui n'apportent aucun changement dans l'ordre des choses. Le peuple doit comprendre ses hommes. Il a le droit de s'en approcher avec confiance.

La dialectique doit être simple, directe, nourrie d'expériences, tissée de choses instructives, ajustée aux besoins du moment, visant toujours à des effets immédiats et indispensables.

Depuis le retour à l'erreur qu'on devrait éviter, Haïti a perdu sa flamme première, sa personnalité historique, son rang

que ses propres enfants ont mutilé. Diminuée dans sa marche ascendante, emboîtée dans son mouvement d'action, Haïti a connu des revers sans borne. Nous sommes loin encore des buts nets et simples des fondateurs de la nation haïtienne.

Dirigée par des dilettantes et des esthètes qui se pressent autour des chaires, comme un chœur autour d'un orgue, en quête d'impressions sur leurs voix discordantes ou harmonieuses, ces épicuriens raffinés, sont plutôt formés pour la vie de bibliothèque que pour les affaires de l'Etat. Notre peuple fut entretenu pendant longtemps dans des alanguissements, dans des rêveries poétiques, mais non pas dans le sens réel des choses. Endormi ainsi par l'éloquence et par le décor extérieur, qui séduit les yeux, le progrès d'Haïti a été en somme relatif. Ces sortes de séductions nous mènent sur le terrain du jeu de hasard, par lequel on veut à tout prix conduire la nation. Ces messieurs gourmés, trop fiers de leur rang, dans une société sans grand courant de vie, mettent le bâton dans les roues du cortège de notre destinée, en se pressant évidemment de s'installer dans les fauteuils dorés, capitonnés, luxueux et éblouissants.

On a pris l'habitude de suivre la routine et l'usage du bon ton qui forment, pendant la période de leurs activités, un chapitre de code mondain, de fêtes et d'amusement.

La plupart des gens haut placés, chez nous, vivent avec une désinvolture pompeuse et gaspillent leur temps dans des affaires de coulisses, en s'occupant peu des besoins nationaux. Cependant, personne ne se désintéresse des grandes satisfactions de ses passions, des goûts gracieux de bons sultans. En attendant, nous avons un progrès annihilé, un peuple abandonné à son sort. Haïti, qui devrait être une nation puissante et florissante, considérant son sol, son climat, ses richesses naturelles, ses possibilités d'expansion, est entravée par les événements et par le formalisme ridicule de ses politiciens.

C'est par ce moyen qu'on est parvenu à endormir ses vitalités géniales et ses possibilités de grandeur. Quand les Américains sont entrés en Haïti, en 1915, nous avions une armée mal équipée, munie de fusils démodés remontant à des siècles reculés, et il a fallu très peu d'efforts pour désarmer nos soldats.

En ce temps-là, j'étais jeune encore, mais j'avais assez de

compréhension pour concevoir les choses. J'ai assisté au débarquement des troupes de l'occupation qui, dans leur marche austère et fière, à l'allure victorieuse, sans avoir combattu, ont provoqué chez moi des pleurs. Je voyais la terre de mes pères envahie par des étrangers arrogants qui furent leurs bourreaux en d'autres temps; je voyais le drapeau haïtien baisser devant un autre drapeau; cela suffisait pour me faire comprendre que tout était perdu pour notre indépendance. L'armement des troupes haïtiennes était si démodé, si ridicule, si vieux, mis hors d'usage, que les soldats américains les brisaient sur leurs genoux avec une aisance sans borne.

La honte était écrasante pour les hommes qui avaient un peu de dignité.

Je vis beaucoup des Haïtiens pleurer de remords et de regrets!

Voilà où nous ont conduits les tapageurs et les messieurs gourmés!

Voilà où nous a conduits aussi l'aristocratie des centres jésuitistes.

Tous ces généraux-figurants, qui fusillaient les Haïtiens pour n'importe quoi, étaient muets, sans force morale, sans capacité et sans rien; et le jésuitisme toujours actif, s'empressa de tirer profit de l'occupation.

Nos vainqueurs nous traitèrent avec une raillerie et un manque de respect qui caractérisent bien le Yankee. Nos pauvres soldats humiliés s'en allèrent blessés dans leur sentiment d'honneur; les patriotes étaient couverts de honte.

Où étaient alors les tapageurs de notre démocratie?

Ils s'empressaient de demander la meilleure part, pour eux et les leurs, du butin que les Yankee se partageaient. La bassesse et l'humiliation entraient en scène et prenaient la place de l'orgueil et de l'honneur. Haïti était devenue une victime autour de laquelle se pressaient ceux qui l'avaient tuée, et dont les mains tendues, demandaient un bon gigot pour leur estomac et pour celui de leur famille.

Il y en avait parmi eux qui étaient avides d'occuper les hautes places dans les affaires de l'Etat, non dans le but de

servir ses intérêts, mais de vivre à ses dépens en le trahissant. Alors vint le pire, qu'on n'aurait jamais cru.

La guerre de coulisses, les intrigues, la trahison, le manque de solidarité, la prétention de caste et de couleur, puisque l'occasion paraissait belle à cette petite bande de traîtres, pour faire triompher la politique des clans, tout cela eut pour conséquence de traîner encore davantage Haïti dans la boue!

L'esprit de Dessalines, de Christophe, de Toussaint, de Pétion, qui devait se dresser comme un roc de choc, était absent de notre ambiance. On l'avait mutilé. On avait remplacé la politique de nos pères par une politique incohérente, contraire aux besoins de la collectivité haïtienne. On avait démoralisé l'armée : c'était un monceau de cendres et non pas un corps. Tous ces furieux chefs d'arrondissement, qui se faisaient leurs lois, qui tuaient à leur gré les hommes de valeur qui eussent sauvé la nation, le cas échéant, avaient mis bas les armes dans une soumission étonnante.

L'âme de la Révolution de 1804 était morte et enterrée! La société haïtienne était atteinte dans ses propres fondements.

Les femmes commencèrent alors à faire étalage de leurs corps aux yeux des vainqueurs, à s'abaisser aussi, pour des gains lucratifs. Cependant, les Yankee, avec leurs prétentions de race supérieure, les outrageaient et puis se moquaient d'elles. Beaucoup de jeunes filles de famille, pleines de qualités et d'instruction, se donnèrent à des caporaux et des officiers de l'armée d'occupation! Il y avait des pères qui s'empressaient même de mettre à la disposition de ces parvenus leur richesse, sans plus ni moins! C'était la honte, c'était la débâcle! Qu'en est-il résulté? Ces officiers, gens de rien du tout, s'enfuirent avec l'argent qu'ils avaient reçu pour les Etats-Unis, plantèrent leurs femmes au seuil de la honte et au pavé du ridicule. Les Yankee ne voyaient pas en elles la femme qui portait le sang du blanc, mais la négresse méprisable!

Est-ce que la leçon a servi en quelque chose à ces gens-là? Souhaitons-le du moins... L'histoire se chargera de corriger les mécréants et les inconvertis! On a toujours travaillé pour faire, d'Haïti, deux Haïtis : Haïti des affranchis et Haïti des esclaves! Il est temps que cela finisse, pour le bien même du pays; et que

ceux qui collaborent à cette œuvre soient considérés comme des traîtres.

Se pressant ainsi autour des chefs de l'occupation, dans un bourdonnement d'abeilles, les hommes de notre élite, ont donné au monde un spectacle curieux. Où étaient les fils fiers de ces guerriers d'autrefois, qui plongeaient leurs mains dans la bouche du canon pour l'empêcher de tirer? Où étaient ces braves qui se dégageaient des étriers de leurs chevaux éventrés pour crier : « En avant! »? Où étaient ces héros qui acceptaient de mourir plutôt que de porter les fers? Oh! néant! Les appétits de clans, la politique de classe avaient anéanti la valeur héroïque qui fit en un temps l'admiration du monde! Beaucoup étaient préoccupés avant tout de profiter des gros appointements que les Yankee avaient promis pour gagner les sympathies. Personne ne pensait alors au sol humilié...

Les aristocrates, qui avaient voué la nation à la turpitude, se querellaient à présent entre eux, et se trahissaient d'une façon honteuse, se bousculaient, se déchiraient pour être agréables aux yeux du maître yankee! La flamme guerrière, qui donnait autrefois une renommée presque universelle aux valeurs haïtiennes, était éteinte. C'était une autre génération de lâches et de veules! L'orgueil de 1804 avait disparu. C'était une autre cohorte d'hommes qui était en face des affaires de l'Etat. Un seul homme fit honneur aux armes haïtiennes : ce fut Charlemagne Péralte, assassiné par les Haïtiens eux-mêmes. Les vrais militaires n'existaient pas. Les généraux étaient, pour la plupart, des gens inaptes qu'un chef de révolte avait nommés au hasard, et qui étaient, par contre, incapables de commander des hommes et de tenir tête à une armée moderne et disciplinée.

Ils étaient impuissants à pousser des soldats contre l'envahisseur. Les paysans, qu'on prenait par force pour aller massacrer leurs frères, ne savaient comment poser la main sur la gâchette d'un fusil. L'armée n'avait aucun cadre, aucun chef instruit, aucune technique, aucune équipe moderne. Nos soldats étaient, dans l'ensemble, des éléments qu'on avait ramassés à la hâte au moment de la révolte que l'on conservait dans la

crainte de les voir reprendre les armes et de combattre le chef vainqueur.

Haïti a toujours vécu dans le continent comme un ramassis de tribus qui se guerroyaient entre elles, vivant dans une désorganisation complète. Pourtant, les autres nations du continent, un peu plus prévoyantes que la nôtre, se modernisaient en toute hâte à mesure que le temps passait, et se préparaient à défendre leurs frontières contre n'importe quelle agression extérieure.

Elles savent mieux s'adapter aux réalités de leur existence que les maîtres d'Haïti. Aujourd'hui, vu les événements actuels, presque toutes les nations du monde sont obligées, si elles veulent faire respecter leurs droits que la force attaque, de se procurer des moyens de défense et de développer leurs ressources techniques pour parer à toute éventualité.

Si nous devons encore suivre les routines du passé, et nous plonger dans le désordre dans lequel le pays a vécu, notre avenir nous paraît bien sombre! Notre drapeau est à la merci des flots. Il faut finir avec ces menées de convenance, ces coups de théâtre, simple accessoire de bien-vivre, pour initier les choses dans la logique de la vie présente, dont nous sommes encore loin.

Il faut, certes, barrer la route aux aventures des chefs révoltés, créateurs de brigandages et d'anarchie dont le pays est fatigué. Un réveil général est donc nécessaire pour empêcher, autant que possible, le retour des erreurs du passé, en prenant hardiment le chemin de la franchise, de la prévoyance sans lesquelles, toute œuvre d'envergure est vouée par avance à l'im-passe.

Il faudra rendre à la nation sa vraie personnalité, son unité intérieure, sa force morale à l'extérieur, sa majorité spirituelle, son rang d'honneur, sa communion avec les peuples de sa nuance et ceux du continent. Plus nous parlerons avec franchise, plus nous serons susceptibles d'être compris. Si Haïti, par un malheur de la destinée, retombe netre les mains de ceux qui l'ont vouée à la turpitude, elle doit prendre congé des peuples libres.

La jeunesse actuelle est appelée à dire son mot dans la tragédie nationale. Les fauteurs de troubles reviendront sûre-

ment à la charge. Ce sont des étrangleurs, des metteurs de poutres dans les roues de notre machine. Ils ont opposé à notre révolution un empêchement farouche, et ils l'ont détournée de son cours naturel pour la plonger dans l'égarément.

Nous avons devant nous de graves problèmes à résoudre. Personne d'autre ne viendra les résoudre. Si, par malheur, une nouvelle occupation militaire s'emparait d'Haïti, ce serait pour la coloniser, cette fois. Je sais qu'il y a beaucoup d'Haïtiens paresseux, gens aveugles et mous, dénaturés, nous ne savons par quelle fatalité, qui souhaitent encore le retour des Yankee. Ils croient naïvement au miracle de la baguette humiliante de ces messieurs.

Ils céderaient volontiers, comme ils l'ont déjà fait, l'administration aux mains des étrangers et ils prendraient, eux, la place de subalterne. Nous espérons que ceux qui ont encore dans leurs veines le sang de Toussaint et de Dessalines sauront faire leur devoir.

Maintenant, la nouvelle politique doit viser la masse. Sans elle, ce sera encore la politique de clans.

Pourtant, si on s'était inspiré du seul désir de revenir au culte de nos aïeux et à leurs vœux, qui consistaient dans la libération des hommes à la peau noire, on pourrait espérer un autre progrès. On ne s'est jamais adressé à l'esprit de prévoyance, à l'intelligence, seule capable de perpétuer notre existence. Le cauchemar du personnelisme pèse tant sur les esprits, que les indépendants les plus hardis hésitent à agir.

Vu la tragédie de la nation, que l'on force à rester à genoux, il est même pressant qu'on entreprenne une œuvre de redressement sur un programme élevé, sans tenir compte des passions et des groupes récalcitrants, dont les membres ne s'entendent guère sur les grandes lignes du travail sérieux. Il faut faire comprendre aux Haïtiens leur rôle dans le monde et leur situation dans le continent américain. Il faut désormais que nous nous consacrons entièrement à éclairer nos institutions par des lois nouvelles, à leur donner une meilleure dorure qu'elles n'ont jamais eue.

Brisons le formalisme et le conformisme. Rompons ces liens par lesquels on nous tient attachés. Alors finira l'inconséquence,

viendra la perspicacité, l'inconscience fera place à la conscience réveillée. Ce réveil viendra tôt ou tard. Demandons-le plutôt aux hommes de notre jeune élite, cette fleur de l'avenir. Que le nationalisme et le racisme déterminent le but à suivre. Que le racisme n'ait pas été révélé dans sa sévère acception, nous le croyons; or, pour un peuple qui commence son histoire, il faut, avant de tracer sa route d'ascension, qu'il y ait une mystique raciale et nationale.

Puisqu'il n'a pas été révélé dans toute son acception, il nous incombe maintenant de le forger en toute hâte, afin que cette agglomération noire trouve sa devise. L'équivoque a bloqué les activités d'Haïti. Bannissons-la de nos rangs. Nous demandons que des conditions et des moyens postulés soient, dans la clarté, établis pour une œuvre nouvelle.

Il n'est pas de mouvement, de quelque méritoire intention qu'il procède, qui ne soit pas couronné d'un succès de bon aloi et qui ne demeure un principe de réveil capable de pousser bien loin un peuple. Nous avons deux problèmes devant nous : réorganisation et acheminement. Il faut réveiller, réformer, mettre debout nos quelques millions d'hommes, et les faire tressaillir par une force d'enthousiasme.

Au souffle des hommes patriotiquement inspirés, la nation haïtienne sera traversée d'un frisson, soulevée d'un élan de grandeur, emportée par une force magique. Nous cesserons d'être, alors, une parenthèse entre les peuples du continent, encore moins un spasme dans le soupir moderne du monde. Nous cesserons d'être aussi une paroisse de prélats, lieu d'administration de sacrement, mais un peuple vital, qui se place à la hauteur de sa mission. Ces troubles périodiques, ces rencontres intermittentes, ces déchirements qui trompent la communion et l'harmonie de notre foyer national, finiront par s'en aller de notre ambiance. On verra renaître l'ardeur patriotique, l'orgueil du foyer, la dignité raciale que quelques mécréants ont voulu étouffer. Nous avons été le jeu de la tromperie, nous avons vécu dans des éclats faux, nous avons passé notre temps à avilir nos institutions, auxquelles nous devrions apporter des améliorations. Maintenant, nous sommes placés à un carrefour historique : il nous reste à choisir le chemin de la prévoyance

ou celui de la ruine. On a détourné Haïti vers un succédané faux, on lui a fait suivre des courants contraires à sa destinée. Cela a fait le jeu des tyrans farouches, celui des ambitieux sans programme et sans idées. Supprimons ces créateurs de fantômes qui nous ont servi d'alibi. Certes, il faut qu'Haïti se relève.

On nous a fait percer à jour des notions fausses et perfides. Dans cet alliage impur, nous nous sommes enivrés à l'excès! Citoyens sans droits, peuple de paroisse et de complaisance, réveillez-vous du sommeil! On travaille à vous conduire à votre état premier, c'est-à-dire à l'esclavage; c'est dans un ajustement étroit que vos maîtres pensent vous laisser. Aux faits historiques, opposons des faits éloquentes. Aux brigandages, opposons la réaction.

C'est par l'énergie et la conviction de bien faire qu'on relèvera la nation.

Haïti doit être un foyer pour tous les hommes, le centre du rayonnement de l'action libératrice pour ceux qui ne sont pas compris, ni inscrits dans le livre des rachetés, mais qui peuvent le devenir si une bonne politique se fait dans ce sens.

En effet, tant que se fera sentir le souffle de nos fondateurs sur l'esprit des Haïtiens, il y aura toujours un espoir de voir naître ce rayonnement de liberté dont nous parlons.

La révolution haïtienne, au point de vue constructif, doit suivre un nouveau rythme, un coup d'action à travers plusieurs années pour aboutir à des résultats pratiques. Car plus nous serons audacieux, plus l'horizon s'ouvrira à nous. Tâchons de percer le jour, et de mettre en déroute toutes les perfidies insidieuses de nos ennemis; tâchons de ramener la barque de notre peuple au port, obligeons son esprit à revenir à sa définition première où il recevra l'impulsion de nos fondateurs. On a osé tout, mais on a oublié l'essentiel : la liberté dans l'ordre, dans la clarté, dans la discipline sans lesquels rien n'est possible.

Nous n'avons jamais eu de politique avisée. Le faste des uns, le ridicule du personnalisme, ont empêché le sens de réalité de s'étendre. Est-ce que la honte de 1915 n'est pas venue de l'aveuglement inconcevable et de l'incurie presque fabuleuse de nos hommes déclarés tout puissants? L'histoire se chargera peut-être d'éclairer l'idée qu'on a chez nous de la baguette ma-

gique dont les ministres disposent pour faire des miracles au moment où la patrie est en danger. La seule baguette magique possible, c'est une bonne armée avec des cadres, une équipe moderne, une bonne aviation, des hommes disciplinés, le service militaire obligatoire pour tous les citoyens.

On croit généralement que le ministre n'a qu'à frapper du pied pour faire bondir des forces, de l'ordre, des organisations dont la nation a besoin. Nous autres qui embrassons l'étendue des problèmes internes de notre pays, nous nous étonnons que des herbes et des épines aient pu germer parmi les bonnes graines.

Pour revenir au point de départ, pour renforcer nos forces dispersées, il convient que l'œuvre qui doit caractériser la nouvelle orientation politique d'Haïti, soit détachée de toute influence étrangère. Il faut conserver le rythme traditionnel de Toussaint : le progrès de la race noire. Dès demain, Haïti n'aura qu'une pensée : se reconstituer, reprendre ses forces, ramasser ses énergies perdues, nourrir sa sainte devise, élever dans la foi ses générations, ses petits qui deviendront grands et qui formeront les futurs cerveaux de l'avenir du pays. Pour cela, travaillons sans relâche, étudions les procédés de la science pour en tirer les meilleures conclusions pour la grandeur de tous.

Haïti livrée au mépris et privée de toute justice par un odieux abus de la force d'autrui et soumise à la détraction de ses ennemis, doit maintenant relever son front ébène avec énergie pour remplir ses devoirs de civilisation. Pour cela, nous devons rester fidèles aux faits historiques, seuls capables de nous guider.

La plus forte logique veut que nous portions de temps en temps notre regard vers le passé, de façon à ce que nous ne soyons pas étrangers à l'esprit de fierté qu'il sous-entend.

Maintenons cet esprit qui a su donner tant d'importance historique aux Haïtiens et au courage qu'ils ont su mettre à la réalisation d'une cause. Or, négliger les manifestations de cette conviction, c'est s'exposer à en négliger la formation.

Détacher nos yeux des réalités présentes qui expriment une logique fondamentale, c'est courir grand risque de se détacher de l'histoire même et de perdre de vue la route à suivre.

Il y a un dépérissement moral en Haïti qui devient de plus en plus grave et pour lequel, il faut appeler un médecin. Comme on devait s'y attendre, le choix qu'on a fait de la fausse route, faillit conduire notre pays à l'état de colonie des Etats-Unis, n'eussent été les clameurs des Républiques américaines, unies aux nôtres, qui ont valu la répudiation d'une politique outrageante pour la dignité et l'orgueil légitimes d'un peuple libre.

Le faux choix des systèmes démodés par lesquels les gouvernants de notre République ont gouverné Haïti, s'est porté, avec un symptématique ensemble, sur des considérations tendant à donner rendez-vous à tous les échecs et à toutes les défaillances; viennent s'y ajouter les lâchetés, la nonchalance, les dissensions, les capitulations morales qui ont enfoncé la patrie dans la boue.

Le fossé doit achever de se combler au lendemain d'une nouvelle séparation des choses qui ne conviennent pas aux intérêts haïtiens. Perçons dans la clarté de la réalité historique au moment où tout le monde s'empresse à devenir fort. Attention, messieurs, nous creusions notre propre tombeau, là, où il fallait dresser des forteresses.

La vitalité proprement dite, est une existence de constantes créations, de développement de génies, selon les nécessités de la race et les circonstances. Un peuple amorphe qui n'a pas de vitalité, tombe en décadence complète et disparaît.

Quand on la perd, on glisse sans se rendre compte vers la dégringolade. Chez nous, grâce à cette politique mauvaise, tombent un à un les souvenirs historiques auxquels les arrivistes ne s'attachent plus guère. Aucun nationalisme ordonné, aucune mystique, aucun enthousiasme pour l'avenir. Tout le monde vit dans l'amertume et dans la confusion. Il faut créer le sentiment de droit dans nos milieux, la dignité, la conception raciale, l'esprit de solidarité qui fait la force d'un peuple.

On assiste au phénomène étonnant du manque de spiritualité chez nos représentants, l'absence presque complète de la foi en la destinée de la nation. On remarque aussi, dans l'égarement de ces cerveaux mal formés, un manque total de vision, mais cependant, on y trouve une tour de Babel qui vous effraie.

Dans l'état actuel des choses, un relèvement général de nos

forces dispersées s'impose. Nous avons à remplir ce manque de perception, ce désarroi, arrêter cette dislocation collective, cette décadence forcée qui met en péril la vie même d'Haïti.

Il nous faut un diapason, un rythme d'ensemble qui permette au peuple de marquer bien le pas. Toute unité doit se baser sur une mystique.

Créons un idéal à notre peuple dans sa marche évolutive, idéal qui permettra de se former à l'image de quelque chose, d'atteindre au but final. Autour de la table commune, il faut faire appel aux hommes de bonne volonté, aux valeurs de la nation, afin qu'ils se rallient à un programme déterminé pour une œuvre d'ensemble.

Haïti ne peut pas se tenir tout le temps à mi-côte et mourir dans l'assouplissement. Nous avons le droit de nous faire une existence éclairée, dans un mouvement de fusion, de compréhension mutuelle, où la nation retrouvera la plénitude de ses vérités premières, où aussi, elle doit puiser sa base de vie.

Il est temps que les enceintes profanées s'écroulent. Un instinct de pudeur, doit nous permettre de maintenir notre décorum bien haut. Découvrant ainsi le péril, nous n'avons d'autre souci, que celui de mettre en garde les valeurs saines du pays contre le conformisme qui les trompe à leur insu, voire à leur esprit défendant, et qui tue en eux les principes dont toute communauté humaine a besoin.

Une fois avertis des maux dénoncés et calculées les conséquences d'une politique semblable à celle du passé, nous devons aspirer sans ambage, à l'œuvre de sauvetage à laquelle les circonstances nous invitent. Le malheur, c'est que Haïti a été toujours gouvernée par des capitaines improvisés, mauvais par choix et nuls par action.

Débordés par les événements, contraints à voyager sur une mer orageuse, ils ont mis de côté leurs instruments de navigation pour suivre une route à la dérive.

La nouvelle politique doit pouvoir demander à tous le sacrifice nécessaire pour rassembler les forces dont la nation a besoin. Une œuvre de redressement s'impose. Nous devons hâter le pas et nous placer le plus vite possible à la hauteur des événements historiques qui se déroulent tout autour de nous.

Soyons fils aujourd'hui des événements dont Dieu seul connaît la portée et, demain, câble de la prévoyance.

Une nation doit se nourrir non de parnasses poétiques et de la contemplation, mais de la réalité elle-même.

Instruits des complicités et des conciliabules souterrains ourdis contre nous, nous saurons mieux les rejeter et les attaquer.

Le seul jeu qui doit, en toute connaissance de cause, attirer l'attention de la jeune élite haïtienne, c'est celui qui ramènera les générations à venir à avoir une autre conception de la patrie, du nationalisme mutilé par l'incompréhension de nos politiciens.

Participant à la pratique qui concrétise l'œuvre à entreprendre, nous devons nous efforcer d'en constituer les garants et les représentants infaillibles et authentiques dans une large compréhension de marche en avant et de progrès sûr.

Cette renaissance qui sera plutôt un retour à notre véritable nature, pourrait, en l'occurrence, marquer le commencement d'une ère nouvelle où le sens du mot indépendance aura sa portée et sa grandeur. Car il ne faut point souhaiter que les profiteurs du pouvoir, s'accrochent commodément, comme des épaves, aux cordages du bateau déjà à la dérive.

La dure épreuve que nous avons subie, nous aura sans doute rendus prévoyants; or, si nous n'en tirons pas des conclusions salutaires et des expériences utiles capables de nous apprendre à mieux faire, l'histoire même se chargera de nous corriger. Les déchirements auxquels nous avons assisté, sont dus en partie, aux mauvaises organisations de notre pays et aux lois féodales par lesquelles on nous gouverne. Le miracle qui frappe le spectateur, si on peut ainsi s'exprimer, c'est que tant de violentes secousses n'aient pas achevé d'ébranler le fondement de notre société. Evidemment, au milieu des troubles, conséquences de notre propre anarchie, créée par les aristocrates dans un but d'exploitation, nous devrions périr sans merci. Il est à l'éloge des hommes de notre jeune élite de parer aux éventualités à venir, de montrer dans leur compréhension et élévation d'esprit, la somme de connaissances acquises et leur utilité dans la pratique.

Leur mission est là, elle n'est pas ailleurs. Autant, il est funeste à la prospérité d'un pays que ses vitalités raciales meurent dans l'indifférence et dans l'abandon, autant, il est dangereux pour l'avenir d'une nation qu'elle tombe en décadence avant le temps.

Un peuple qui ne développe pas son génie, qui ne crée pas sa personnalité littéraire, sa musique, ses chansons, en un mot son édifice national, ce peuple-là, s'expose à devenir le mannequin des circonstances et le singe des civilisations.

Les moyens économiques d'Haïti ne sont pas encore développés. Le pays est riche en mines de toutes sortes. Il faut donc envisager la possibilité de leur exploitation. Chacun, selon ses moyens et ses besoins, doit chercher dans le vaste domaine de ses nécessités nationales, sous une forme sûre, en laissant à l'Auteur de tout ce qui existe, le soin de la bonne et de la mauvaise saison, sa route de progrès sans trop compter sur le voisin.

Nous devons donner tout de suite à Haïti une autre physiologie. Car il lui faut un nouveau sens des choses, un système organique qui réponde à ses besoins impérieux pour que l'honneur public ait une longue période de paix politique, de labeur ingénieux et de nombreux profits. Il convient, en toute hâte, de conditionner les faits en les multipliant par d'autres faits positifs, continuer ou commencer à cultiver intelligemment l'optimisme, mais encore, et d'abord, se montrer persévérant dans la pratique et dans la concorde civile, source de progrès réel et de vie stable. Le pays a besoin de deux grands partis politiques.

Nous avons assez de la politique de clans. Mais il importe que ces partis aient, au préalable, un programme bien défini, avec un maximum de buts à atteindre. C'est ainsi qu'on parviendra à englober la masse, à la discipliner, à rendre son action féconde, à emboîter les arpenteurs politiques de nos milieux.

Obliger les arrivistes incapables à capituler devant la poussée souveraine de la masse, avec une idée déterminée, voilà l'œuvre de salut à entreprendre.

Nos paysans doivent rester sourds au cauchemar de la révolution dans le désordre, pour suivre un courant nouveau.

Grâce à ce réveil, l'état d'esprit changera aussi. Aux dupes et aux troubleurs de l'ordre, montrons-nous sensés. Forçons-les

à renoncer à tout jamais à cette malencontreuse hécatombe du pire, à cette stratégie qui a amené trop souvent les fleuves du mécontentement et qui conduit parfois aux bouleversements révolutionnaires.

M. Roosevelt ne restera pas toujours au pouvoir. Les hommes, d'ailleurs, n'ont pas les mêmes idées. Il se peut que l'heure des interventions brutales revienne avec ses cauchemars, ses suites scandaleuses et ses démagogies pittoresques.

Forts, on nous laissera en paix. Faibles, on foulera encore notre sol. Barrons, par des mesures de prudence et de sagesse, le chemin du mal. Les masses sont maîtres de leur sort collectif. Une maxime nous apprend que les peuples ont le gouvernement qu'ils méritent; c'est peut-être vrai, mais nous en faisons des réserves quand même. Un pays comme Haïti, dont la masse est illettrée, n'étant pas évoluée au point de vue politique, possède très certainement un gouvernement qu'il ne mérite pas. La politique de clans n'est pas une politique de masse. Les erreurs commises antérieurement, dont il serait disgracieux en ces jours de liesse de nous rappeler les auteurs responsables, doivent être, pour l'honneur national et pour la sécurité de notre pays, réparées. Il importe surtout à ceux qui prennent le timon du pouvoir, s'inspirent des réalités modernes. Maintenant que la confiance du pays récompense les résultats obtenus, à en croire les dires de certains aveugles, le changement du fondement des choses s'impose.

Une fois libérée des contraintes de nos suceurs, des regrettables réactions peu utiles à nos besoins immédiats, nous pourrions alors aspirer à l'évolution qu'avaient rêvée les fondateurs de notre nation. Nous savons qu'il existe en Haïti des subterfuges qui provoquent les violences des rues, le brigandage des clans, la division de classes, mais nous voulons aller à l'encontre de ce courant subtil et le détourner de son cours.

Le droit au nom duquel on a catalogué la masse, droit souvent bizarre par le système employé, doit faire place au vrai droit pour que la liberté étouffée sous des couches insalubres, se montre.

Il y a dix pour cent des Haïtiens qui suce la nation sans la ménager d'aucune façon. Il faut réduire ces gens à l'impuis-

sance ou, du moins, qu'ils apportent leur concours avec d'autres lumières.

Il y a eu toujours du chantage, du marchandage, des questions d'origine et des castes ridicules, dont plusieurs font parade dans le but d'assurer leur situation de privilégiés. Il est établi que, dans l'état actuel des mœurs de nos citoyens, la démagogie a cet incontestable effet de faire marcher à la remorque du désordre toute une population. Que nos concitoyens le sachent, qu'avec leurs discours enflammés et leurs protestations véhémentes, il n'en résulte que des sons; les protestations doivent s'accompagner de force ordonnée pour avoir de l'efficacité. A l'heure actuelle, aucune nation ne doit mettre sa confiance dans la sainteté des traités.

Il faudra moins de discours et plus de faits. Soyons moins véhéments et tâchons d'être forts.

Faiblesse d'Haïti et quelques réformes qui s'imposent

Haïti est faible, son succès dans le monde dépend de sa force. C'est par ce moyen qu'elle pourra parler haut. Pour la rendre forte, il faudra procéder à une réforme approfondie de nos institutions, changer les aspects de notre budget national, créer des ressources par l'intelligence, développer le travail pour qu'il donne son rendement maximum, protéger l'industrie haïtienne, amener des capitaux étrangers dans des conditions favorables à la richesse du pays, exploiter les mines que nous avons sous notre sol par des compagnies haïtiennes ou, du moins, « mixtes ».

Si un travail consciencieux se fait dans le sens indiqué, dans quelques années, nous aurons un budget dépassant plusieurs centaines de millions de dollars pour faire face à nos besoins.

Nous verrons notre patrie relever sa tête inclinée pour marcher le front haut. Elle aura trouvé le dernier renfort du droit : la force. Il faut pour cela que l'Haïtien soit protégé contre l'influence du dehors, contre les parasites de notre démocratie, contre le gros commerçant appelé le « négociant ».

Or, il se trouve de bons esprits pour souhaiter une continuité de la politique du chantage dont ils tirent de grands bénéfices; il importe que les intérêts du pays soient placés au-dessus de tout. Toutes les branches de l'Administration générale de Haïti ont besoin de certaines améliorations. Cela devrait suffire, sous une forme nouvelle, à assurer à l'ensemble des choses, des avantages appréciables d'une vie stable et d'un Etat bien équilibré.

Il faut restituer à la nation son prestige, lui donner son allure raciale, déjà vénérable, qui, dans l'abondance comme dans la pauvreté, dans la paix comme dans la guerre, sera capable de faire preuve d'unité. Nul doute, en effet, que les lois constitutionnelles de 1804 sont excellentes au point d'être, si nous considérons l'ensemble, sans conteste, le pilier des étapes évolutives pour la nation. Nous dirons que ce sont les meilleures lois que la prévoyance et l'idée de servir une cause au nom de la race, aient inventées en régime représentatif. Elaborées dans la confusion du moment, adoptées à la hâte, d'autres lois qui paraissaient barbares et féodales, ne répondant pas, par leur caractère et leur origine, au sentiment de la race noire, il faut qu'elles soient supprimées. Chaque époque a sa physionomie propre. Il convient que nos législateurs aient présent que nous vivons dans une époque sans précédent de l'histoire de l'humanité. Ces lois compliquées, fruits de tractations et de compromission entre une ère et l'autre, ne répondent pas aux grandes nécessités de notre histoire présente.

Haïti, à cette époque-là, n'avait pas d'expérience politique. Elle venait de sortir de l'esclavage, sans instruction préalable, sans chef de grandes qualités intellectuelles, avec seulement son bon vouloir de vivre libre parmi les autres peuples.

Elle était obligée d'adopter des textes laconiques, monarchisants, pour organiser sa vie de nation, mais elle ne devait pas certainement s'arrêter là. La République est venue, elle n'a pas su organiser le pays pour un progrès sûr et accéléré; elle a organisé seulement le clan qui était plus ou moins préparé pour une vie politique nonchalante et routinière.

Le pays doit entrer dans le domaine d'élaborations pour

comblent les lacunes constitutionnelles qui ont contribué, dans une certaine mesure, au maintien de nos malheurs.

Nos lois organiques donnent trop peu d'ampleur au droit, pour vouloir les conserver davantage. Il faut, aux nécessités haïtiennes, des lois souples, raisonnées et raisonnables, bien définies, où tout est prévu, dans un esprit vraiment démocratique.

On s'est prêté maintes fois à la fabrication de lois coutumières qui ne sortent jamais du cercle vicié où tout se meurt.

Maintenant, le pays a des hommes éclairés, des docteurs en droit, des légistes capables de lui fabriquer des lois dignes de ses besoins. Ce qui manque, ce sont des hommes, des programmes, un idéal et une mystique. Beaucoup de nos lois sont tirées du code appelé code Napoléon. Nous n'avons pas le même tempérament que les Français, donc ces lois ne répondent pas à leur objet.

Nous devons envisager la fin de certains préceptes qui nous sont appliqués. Ne pourrions-nous pas mettre fin à ces errements, à ces mauvaises habitudes de copier? et préparer à la nation son exacte et libre jeu dans son évolution progressive?

Pratiquement, nous le pourrons. Nous croyons même, sans porter atteinte à la Constitution de 1804, que nous pourrions faire un grand pas dans la voie de l'assainissement de nos codes par une réforme approfondie. Il convient, en outre, que des lois nouvelles dont le pays a besoin, tiennent compte des nécessités de la démocratie moderne.

Quelque profond que soit le mal qui nous ronge, nous pourrions y remédier. Les personnes qui conservent parmi nous les souvenirs héroïques de nos aïeux, ne peuvent qu'admettre notre thèse qui consiste à démontrer qu'Haïti s'est écartée de son but et de son chemin. Mettons de côté les débris de civilisations abolies pour créer une civilisation à la haïtienne, en l'adaptant aux réalités du temps.

Il semble que certains Haïtiens aient honte de leurs coutumes et cherchent à les cacher aux étrangers.

Ces gestes constituent un manque de personnalité et de fierté raciale.

Quelles sont ces coutumes? Des croyances basées sur la création et des usages simples et naturels.

Pour certains, tout ce qui n'est pas de leur rayon d'action est ridicule et barbare. Et beaucoup d'Haïtiens, pour jouer le rôle de mannequins aux yeux de ceux qui les décrivent, considèrent leurs mœurs et coutumes comme sans valeur et sans portée.

En considérant ce phénomène, on est forcé de constater un fait de régression surprenante. Le même esprit colonial reste dans certains secteurs du pays. Le colon avait appris aux affranchis et aux esclaves à se considérer comme des êtres sans personnalité, sans origine, sans coutumes, par conséquent sans histoire.

Il est encore de bons esprits pour colporter la marchandise qu'ils avaient reçue de leurs oppresseurs. Un peuple qui n'a pas de croyance caractéristique, ni de coutumes propres, est un peuple bâtard et sans avenir.

Les coutumes dont quelques éléments de notre élite s'écartent, cette élite qui devrait constituer le rempart le plus solide pour la gloire de la nation, sont, dans leur ensemble, très sensées et peut-être bien fondées.

Par exemple, le Vaudou est pratiqué ou détesté par beaucoup d'Haïtiens. La nature des choses, si souvent mise en vogue, négligée dans les conseils humains, n'en est pas moins là pour démontrer les effets par l'absurde. Haïti possède des richesses dans ses coutumes. Il y a une variété énorme de coutumes dans notre pays. Nous avons une musique, des chansons, des improvisations naturelles qui charment les voyageurs.

L'élite, en partie latinisée, renie son origine pour devenir romaine. Ce qui fait que tout ce qui est né d'Haïti, pourvu que ce soit un produit de la race noire à laquelle elle appartient, est fade et rebutant pour elle. Nous avons tout un trésor dans notre musique dite Méringue. Les Yankee, hommes pratiques, sachant mieux peser la valeur des coutumes que nos aristocrates quoique n'en possédant pas chez eux, en tirent de grands profits, tandis qu'en Haïti, on continue à mépriser ce qui en provient. Les écrivains d'Haïti parlent plus souvent des provinces de la France, de ses coutumes déjà bien connues, que de leurs coutumes proprement dites. Il y en a beaucoup qui connaissent mieux Paris qu'ils ne connaissent Port-au-Prince, tout en y vivant.

Quand on parle à l'un de ces messieurs, greffés à l'arbre de la nation noire d'Haïti, du Vaudou et des danses haïtiennes, ils en rougissent comme si leur pays possédait des choses horribles.

Qu'est-ce que le Vaudou? Une croyance comme toutes les autres. Peut-être beaucoup moins méchante que le catholicisme lui-même.

Ce qui est à constater, c'est que les prélats, pour maintenir leurs privilèges, prêchent contre les coutumes du pays et persuadent aux naïfs qui aiment la pompe et l'étalage, que les choses d'origine africaine n'ont aucune valeur artistique. Car Dieu ne prend point plaisir à l'art des sauvages. Voilà où nous en sommes!

Ainsi, une partie de la bourgeoisie haïtienne, embrasse les coutumes étrangères et mépris les siennes. Beaucoup parmi elle ridiculisent ce qu'ils ont hérité de leurs aïeux pour danser la rumba de la folie. Notre pays n'a aucune coutume dont il doive rougir. Au contraire, nous devons, avec raisons, nous en enorgueillir.

Cependant, à bien considérer les choses, c'est grâce à la mystique ancestrale, basée sur des croyances sincères, que nos pères sont parvenus à nous donner un coin d'azur de liberté.

La foi qui a poussé nos cohortes à l'héroïsme jamais vu n'était pas une foi figée. C'était quelque chose de vrai, plein de substance et de vitalité. Dans les forêts, dans les grottes, on suppliait les Dieux, on leur demandait qu'ils intervinssent pour la libération du peuple. Les dieux ont répondu aux appels de leurs enfants, mais aussitôt que les libertés nationales ont été établies, d'autres oiseaux sont venus manger les graines que le ciel avait fait pleuvoir sur la terre de Toussaint...

Ils sont même unanimes à traiter leurs propres coutumes de barbares. Haïti est un pays qui peut, à juste titre, se glorifier de ses coutumes. Nous avons connu des guerres civiles, des déboires sociaux, des années maigres, mais on n'a jamais connu de vol à main armée. Les assassinats sont rares dans les annales historiques de notre pays. Et s'il y en a eu, c'est toujours l'Etranger qui l'a commis. Nos détracteurs se font un plaisir d'écrire des romans pittoresques sur nos coutumes sans connaître à fond cette mystique; les béats de l'Eglise catholique, trouvent une

occasion pour répudier, eux aussi, non seulement le Vaudou, mais tout ce qui est de notre ambiance.

Pourtant, malgré les épithètes qu'on a fantaisistement appliquées à Haïti, nous avons une nation saine qui n'est pas encore tombée sous le poids de la dégénérescence. Les lois de la sobriété trouvent une place prépondérante dans toutes les couches de notre société. Il est des coutumes comme des lois qui sont indignes de l'homme. Les hommes sont faits pour vivre heureux, et ce bonheur ne peut être acquis que par l'ensemble de la vie qu'on mène.

Accueillant certaines coutumes étrangères à la faveur d'une mentalité naïve, nos imitateurs tombent dans une grave erreur à laquelle le geste et l'action donnent une consécration qualifiée. Plus un peuple se singularise par sa vie simple, plus il a de possibilité de tirer le maximum de profit de ses qualités intellectuelles. Le peuple haïtien, excepté les imitateurs de fausses coutumes, est un peuple sain de corps et d'esprit; ce qui lui manque pour sa grandeur, ce sont des hommes de taille qui aiment la race et son génie. Ce n'est pas impunément, en effet, que les imitateurs s'empressent de copier n'importe qui.

C'est une grande faute, certes, d'étouffer en soi son propre génie pour imiter le génie opposé à soi.

C'est ainsi que les peuples se déforment. C'est un danger, en outre, pour une nation qui commence sa vie, d'imiter les autres sans créer son génie racial. Il n'y a que les peuplades dégénérées, incapables d'évoluer qui fassent le singe dans des cas pareils. Un peuple fier de sa personnalité nationale, fier de sa vitalité, ne trouve point de plaisir à copier. Car copier, c'est voler.

Je m'adresse à vous, Haïtiens et Haïtiennes qui vous laissez entraîner comme des mouches dans un miel apparent de bonheur, je vous mets en garde contre certaines coutumes et tendances dont vous faites abusivement usage. Par ce moyen, on vous déforme, on déforme aussi votre âme. Les mauvais contacts évoluent avec le temps. C'est un malheur, certes, que nous fassions plongeons dans des piscines malsaines qui sont contraires aux intérêts de notre peuple.

Ce baptême, que beaucoup de nos concitoyens reçoivent

dans un bourbeux Jourdain, est, en effet, une des causes de la désorientation d'une partie de notre élite. Ces tendances ne doivent pas laisser indifférents, même au regard des principes, nos milieux dirigeants. Avec le temps, nous n'aurons qu'un squelette de nation dans le Bassin des Caraïbes si cette danse continue sur le même rythme discordant.

N'est-il pas grand temps que les hommes responsables de la vie d'Haïti prennent conscience de ce qui se passe tout autour de l'évolution éducative de leurs frères?

Pouvons-nous tolérer que l'on déforme le cerveau de nos enfants par une éducation préjudiciable? Nous avons permis involontairement le développement de certaines tares qui forment actuellement le *credo* de notre élite, et cela chez un peuple qui a mille raisons de ne se fier qu'à lui-même.

Est-ce possible que notre pays vive toujours dans un flux et reflux tantôt sans personnalité nationale, tantôt sans coutumes, sans une littérature qui le caractérise, sans un régionalisme qui le personnifie?

Responsables son ceux qui le savent et ne réagissent pas.

Le plus écœurant de tout, c'est qu'il y ait parmi nous des gens qui méprisent ce qu'ils possèdent comme coutumes pour embrasser les débris des autres! Un jeune peuple qui embrasse si facilement des mœurs des vieux peuples va à la rmorque des circonstances et finit à la longue par être absorbé.

Pour couper court et en finir, il faut créer une éducation nouvelle qui jette les premières bases d'une autre évolution.

Il nous faut des institutions qui déterminent les conceptions de nos citoyens. Si nous nous laissons faire sans réagir, nous sommes appelés à nous métamorphoser rapidement et à perdre, avec le temps, notre propre personnalité raciale, notre génie et notre cadence nationale.

CHAPITRE VI

SOYONS PRUDENTS ET SOYONS AUSSI SAGES

Haïti est comme un hérisson. Il y a encore bien des gens qui regrettent Haïti du passé. Certes, au temps où nous nous reportons, elle était une vallée de bamboches où le pillage et l'usure, constituaient le seul droit des civilisés. Elle se pliait à n'importe quel ordre, à n'importe quel maître. C'est pourquoi nos aïeux, sans espoir de voir leurs fils courir dans les plaines librement, prirent les armes pour créer un coin d'azur pour eux.

De tous les temps, les souris désarmées, ont été pour les chats des proies faciles à attraper.

Aujourd'hui, les renards modernes attendent que le hérisson soit dépourvu de ses piquants pour s'en emparer. Haïti, dans son mouvement de hérisson, ne doit pas trop croire aux promesses de paix de Sa Majesté la Société des Nations, ni aux garanties collectives de ses membres. Le petit a toujours tort. Tenons bien cela. On a vu ceux qui y ont mis toute leur confiance et l'espoir de se débarrasser un jour d'une agression quelconque rouler sous les bottes des forts.

Notre pays serait surpris un beau jour de se voir attaqué par une grande ou petite nation et de perdre sa liberté. Les rancoeurs sont là debout, puissantes et dangereuses !

Les dirigeants de notre politique extérieure, s'il en a existé une, se sont fiés un peu trop aux formules de la courtoisie de certaines chancelleries qui cherchent à replonger leurs griffes dans la chair de notre patrie. Si les Etats-Unis, un jour, étaient aux prises avec un ennemi dangereux, ils seraient forcés de défendre d'abord leurs côtes avant de défendre notre pays. Beaucoup d'Haïtiens croient naïvement qu'il leur suffit d'avoir une

barrière comme les Etats-Unis pour que tout danger soit éloigné d'eux. Eh bien! non. C'est une grave erreur. Chaque nation doit être en mesure de se défendre.

Nous n'avons jusqu'ici ni aviation, ni armée proprement dites, ni équipes, ni chefs préparés, ni cadres militaires capables de constituer une garantie quelconque pour le pays.

Nous avons un petit corps de soldats appelés Garde d'Haïti qui fait la police dans les villes, mais qui est insuffisante pour garantir les frontières haïtiennes. Ne soyons pas des hérissons imbéciles qui se laissent arracher facilement les dents; soyons des hérissons aux piquants aigus, personne ne nous en voudra. Soyons plus avisés et conservons nos piquants ou, du moins, si nous n'en avons pas, tâchons d'en avoir. La vraie justice entre le renard et le hérisson, c'est que chacun ait ses dents disposées pour se défendre avec efficacité.

Des renards ont tenu à faire d'Haïti, pendant une longue période, la diversion de la méchanceté, avec un jeu dangereux pour l'avenir du pays. Haïti a toujours été un hérisson imprudent qui se dépouille de ses piquants, marchant au milieu des renards et des lions, des panthères, des tigres et des léopards.

Ainsi, nous élargissons nos maux et nous donnons prises au mal. Dans ces conditions, tout le monde le convoite et rôde dans l'ombre autour de la proie caressée. Aujourd'hui, les grandes leçons apprises, accompagnées d'amères expériences, doivent nous montrer la route à suivre.

Responsables devant l'histoire seront les traîtres qui prendront à leur charge de défendre, dans une intransigeance d'enfant, les droits de la nation avec des éléments rudimentaires; plus responsables encore seront ceux qui s'efforceront de maintenir des pratiques formalistes, soutenues par des organisations sans défense. Rien ne peut servir à fortifier nos droits, et même la proclamation que nous en faisons ne signifie rien, si nous n'avons pas de grandes dents. Que peuvent servir les exhibitions personnelles les plus dignes d'être citées en exemple de valeur réelle s'il nous manque d'autres valeurs de force sans laquelle nous serons toujours une proie appétissante pour nos ennemis?

Mettons de côté les manifestations pompeuses, les protestations de bonne foi qui s'avèrent impuissantes contre le plus

fort, allons à la pratique et rendons-nous forts, on nous respectera.

Supposons que les Etats-Unis soient engagés dans une mêlée avec une grande puissance ou plusieurs puissances asiatiques ou européennes et que leurs forces soient dispersées sur les points stratégiques de leurs propres frontières, qui garantirait alors les côtes haïtiennes? Où sont les forces dont nous disposerions pour y faire face? Un pays entouré de mers, ayant tant de côtes à défendre, doit disposer d'une flotte, d'une aviation, d'une armée, d'hommes disciplinés, d'équipes capables de répondre à toutes les éventualités. La justice de ce siècle, chers amis haïtiens, se base non pas sur le droit commun, mais sur la brutalité et sur l'orgueil. Essayons de voir les choses avec des yeux de devin. N'essayons pas d'impressionner et d'influencer seulement nos sujets, mais tâchons de les façonner à l'image de quelque chose. Façonnons leur esprit pour qu'il bénéficie du crédit que la confiance inspire, réveillons leurs conceptions endormies, mettons en marche les valeurs de notre communauté.

Il faut que nous soyions en état de gestation continue, il faut aussi qu'Haïti s'entoure d'une double autorité, ayant comme témoin, des faits éloquents et des initiatives appréciables. Les distances qui séparent une époque de l'autre ne doivent pas servir à favoriser l'étalage d'un éblouissement faux, mais à faire la preuve d'une réalité authentique.

On trouve dans l'histoire de l'évolution humaine, l'action de l'homme et celle des institutions. Que Dieu libère notre entendement et trempe nos caractères pour les révolutions héroïques. Pour cela, il faut que l'on cesse de se regarder soi-même et qu'on fixe le regard sur l'avenir, sur les circonstances qui l'entourent, sur les forces qui doivent le protéger.

Le pays n'a pas encore trouvé les hommes d'action et de foi dont il a besoin pour défendre ses intérêts immédiats.

Nous devons lui souhaiter d'avoir ces hommes de foi, c'est-à-dire, fidèles aux grandes choses, dans une fermeté intégrale, confiants dans la réussite.

Nous devons rompre avec l'usage des principes vagues et des formes platoniques, pour suivre l'enseignement de l'expérience et parvenir ainsi à réparer les errements d'un passé dou-

loueux où des drames sanglants, joués par des acteurs imprévoyants et maladroits, furent la cause de toutes sortes de vexations blessantes pour l'honneur de la nation.

Il incombe de faire la lumière dans la maison obscure, il convient aussi de réveiller ce peuple plein de vie pour le soulever par l'enthousiasme. Entraînons-le vers d'autres horizons, donnons-lui des connaissances nouvelles; or, il n'attend que notre signal et notre exemple pour se laisser emporter par de nouveaux élans. Si vous engourdissez ses membres dans les confortables habitudes du conformisme et du formalisme, vous accélerez sa marche vers l'abîme. Il faut que nous nous séparions de ce qui nous empêche d'aller de l'avant. Il faut changer tout à l'avantage de la race. La réforme de fond dont nous parlons, doit se faire par une révolution ordonnée.

Nous devons nous baser sur des principes d'ordre général pour en arriver à des conclusions précises. Tous les autres Etats américains font des efforts pour garantir leurs frontières contre une agression éventuelle, mais notre République, accoutumée à vivre dans le désordre et dans l'abandon, se soucie peu de sa sécurité.

Les présidents d'Haïti dans leur grande majorité, ont été des figurants et non pas des hommes d'action. Nous pouvons les juger à l'état dans lequel se trouvait le pays en 1915 en une période si dangereuse pour l'existence des petits Etats!

Nous avons dit, dans d'autres pages, comment les Américains désarmaient nos soldats. S'ils ne s'étaient pas empressés d'occuper Haïti, d'autres, qui pullulaient dans les eaux de l'Atlantique, l'auraient sûrement fait. Notre pays aurait connu de très mauvais jours!

Nous avons pour devoir de sortir des généralités pour entrer dans le domaine de la réalité. Il faut déclarer le service militaire obligatoire, il faut créer, pour l'ordre dans les villes, une police rurale, des gendarmes qui surveillent les champs pour empêcher les voleurs de faire bonne besogne.

CHAPITRE VII

LA MISSION D'HAÏTI VIS-A-VIS DES NOIRS D'AFRIQUE ET D'AMÉRIQUE

Les Juifs dispersés aux quatre coins du monde par la malédiction de leurs prophètes sont devenus, grâce à un système d'organisation méthodique, une des forces avec laquelle il faut compter.

Tous les groupements humains doivent se donner la main pour l'œuvre commune à laquelle ils sont appelés. Ils se montrent surtout très solidaires. Les noirs, dispersés aussi dans le monde, ont besoin d'un système d'organisation qui leur permette de se grouper autour d'un idéal en vue de quelque chose à obtenir.

Les juifs, dans leur ensemble, ne jouissent pas de prérogatives nationales; ce sont des hommes sans patrie, sans drapeau et sans nation. Cependant, tel n'est pas le cas des descendants de l'Afrique. Beaucoup sont devenus des citoyens des pays où ils ont vu le jour, mais sans perdre de vue la patrie de leurs aïeux.

Si les noirs, non satisfaits de leur état dans certains Etats américains, voulaient bien prendre exemple sur le juif, surtout sur son organisation, une œuvre sérieuse se ferait sûrement.

Les juifs gardent, malgré les persécutions répétées, leurs coutumes, leur idéal, ayant toujours les yeux tournés vers la Palestine, patrie du rêve, et terre de rédemption. Cet état de choses date depuis 70 de notre ère. Il est bien curieux qu'un peuple aussi assimilé, errant de nations en nations, n'ait pas perdu ses caractéristiques de race. Au contraire, c'est un peuple

invincible, qui ne se laisse en aucune façon absorber par une race quelconque.

Ils trouvent partout des oppositions systématiques, à cause de leur plan commercial de s'emparer des richesses du monde. Cette force respectable, c'est-à-dire, les moyens économiques des nations, nerf de la vie de tous les peuples, est la base même des sociétés humaines. Malgré la furie des ouragans qui se sont abattus sur eux, ils ont pu, grâce à cette formidable organisation, braver les préjugés, créer une mystique pour l'avenir de leurs frères. Ils ont dans le cœur la ferme conviction de reconstituer leur patrie déchirée par les Romains en 70, et livrée au pillage des nations, comme il avait été prédit par les prophètes. Il y a environ près de 500 ans que les négriers portugais sont allés chasser les nègres en Afrique, pour l'esclavage odieux qui dura plus de trois cents ans. Ces noirs africains furent arrachés à leur foyer par la force, qui a été toujours la seule supériorité des négriers. Depuis l'établissement de ce trafic ignoble, honteux pour le christianisme, qui en tira des profits scandaleux, les victimes de la force n'ont connu que mépris et outrages.

L'arrogance insolente avec laquelle on a traité les enfants de l'Afrique, n'a jamais permis à leurs bourreaux d'avoir le moindre sentiment d'humanité. Le droit qu'on accorde aux noirs ainsi opprimés est très relatif. On leur a imposé une nationalité bon gré mal gré, et les voilà dispersés dans le continent américain, opprimés, heureux ou malheureux. Excepté les Noirs des Etats-Unis d'Amérique, dont le sort s'améliore de jour en jour, grâce à des organisations méthodiques, les Noirs des autres Républiques américaines sont bien à plaindre au point de vue politique et économique. Cependant, à bien considérer le problème ethnique de ces pays, les Noirs devraient occuper l'administration et la direction des affaires de ces contrées étant donné qu'ils sont en majorité écrasante : c'est-à-dire qu'ils représentent quatre-vingts pour cent de la population.

Du point de vue organisation, les Noirs sont encore inexpérimentés. Il faut pourtant qu'ils y parviennent. Les Etats noirs proprement dits ont une mission à remplir vis-à-vis d'eux-mêmes.

Placés au ban de l'infériorité parce que ce sont des hérés-

sons imprévoyants qui n'ont pas su se procurer des piquants pour se défendre, ils doivent tout au moins se réorganiser pour affronter l'avenir. Il faut qu'Haïti aide tout mouvement qui tend à l'émancipation des Noirs dans le monde. Nous vivons dans une vaste forêt peuplée de bêtes féroces, où la seule justice possible, c'est la force. Haïti, pour les aider dans la mesure du possible, doit d'abord se fortifier; ainsi, il pourra parler haut. L'Afrique a besoin de nous; nous n'avons encore rien fait pour lui venir en aide. En prêtant une main forte à ces fractions d'hommes répandues çà et là, nous accomplirons l'œuvre la plus importante de notre vie de peuple.

Qui sait si Dieu n'a pas choisi notre pays, placé au centre des Amériques, pour une mission importante? En pensant à ce problème d'une importance capitale, nous rentrerons dans le domaine d'un devoir de la plus haute portée. Contribuons à réunir ces néophytes en un bloc compact, sous une bannière déterminée. Ce sont des membres fragmentaires d'un corps déchiré qui, réunis en une force organisée, pourraient décider du sort de l'Afrique tout entière. Nos gouvernants n'y ont jamais pensé. C'est même plus : la danse latine est si chaudement dansée dans nos milieux, que tout le monde oublie ce devoir élémentaire. Pensons à nos frères de race soumis à la honteuse humiliation qu'on leur a imposée. Haïti, comme nation noire, a cette mission sur la conscience.

Dans cet oubli malheureux, il ne faut pas que les Haïtiens persistent. Il faut établir des alliances, des compromissions avec les groupements noirs dans le monde, en répandant notre littérature libératrice, les livres de notre Révolution, parmi eux, nos revues et nos journaux. En établissant des principes affirmés dans ce domaine de communauté de races, nous créerons un champ d'action pour nos générations.

Les Noirs ne doivent jamais prétendre se libérer de leur joug en attaquant par des petits journaux leurs adversaires. L'œuvre à laquelle nous sommes appelés est une œuvre d'organisation et de mystique.

La race noire est couverte de flèches insidieuses, de préjugés, d'esclavages qui établissent un mur de séparation entre



elle et ses oppresseurs. Elle ne doit s'appuyer que sur ses propres forces ethniques pour son émancipation complète.

Pour remplir d'espérance les congénères des anciens pharaons d'Égypte, il faudrait une organisation politique qui embrasserait un idéal commun.

Brûlant de la sainte flamme, vivant dans le même espoir, nous avons pour devise de suivre fidèlement la route et le programme de Toussaint Louverture et la tactique de Dessalines, qui ont su mettre le pied sur le roc solide du vrai, ayant confessé, par leur foi et leurs actes, leurs desseins de détachement, leur rupture consommée avec l'ancien fantôme qui prétendait engloutir la liberté de leur race.

Ils ont rompu nettement avec le monde oppresseur. Soyons des hommes authentiques des droits acquis; ne soyons pas des êtres affaiblis, mais des témoins professants et des piliers éternels de la libération de notre race.

Le salut de la race n'est pas fonction de l'éloquence, mais de l'organisation. Elle se maintiendra par la force de ses principes. Notre pays doit être un foyer spirituel pour les masses noires. Ce foyer doit servir de jalon à l'esprit de plus d'un; il doit savoir aussi imprimer, dans chacun de ceux qui y accourent, une image nouvelle de liberté. C'est le chemin qu'il faut suivre coûte que coûte si nous voulons nous montrer à la hauteur de nos devoirs.

Les Chinois ne comprennent pas encore la politique raciale du Japon, mais ils la comprendront dans la suite... Comme l'histoire nous a révélé le droit acquis par l'héroïsme, nous devons, par des formules appropriées, le mettre à la portée de nos frères, en collaborant à l'œuvre de leur salut. Haïti n'est pas la seule partie du monde, hors de l'Afrique, où des nationalités de cette nuance pourraient s'établir. Le plus déplorable, c'est que nous ayons vécu dans l'ignorance des changements brusques que l'histoire de l'humanité nous réserve. Ne vivons pas dans le sommeil, mais soyons vigilants!

Aux États-Unis, il y a plus de vingt millions de Noirs qui commencent, par la force des choses, à prendre position contre le préjugé pour sauvegarder leurs intérêts communs. Leurs droits y sont si maltraités par la démocratie américaine, qu'une

réaction était nécessaire. Qui sait si, dans le sein même de cette nation, une autre nation ne se prépare pas? Qui connaît l'avenir, cet avenir mystérieux dont les hommes tremblent.

Le monde sensé approuve les situations franches, les gestes de conviction, les affirmations catégoriques et les luttes ouvertes. Par ailleurs, dans ces groupements composés d'hommes de toutes nuances, une union des forces dispersées en un seul faisceau, pourrait beaucoup. Nous avons une grosse part de conquête à faire sur ces populations inorganisées.

Nous devons fixer notre regard sur les hommes noirs des Etats-Unis, qui possèdent, dans presque tous les domaines des activités humaines, des équipes capables de tout faire. Il faut souhaiter un rapprochement ethnique, une entente culturelle, une communion qui nous permette de nous connaître et de travailler ensemble dans un même plan déterminé. Cette œuvre doit se faire non par de troublants appels, ni par des cris subversifs, mais dans l'ordre et dans la paix.

Il importe que les deux peuples, les deux élites, se rapprochent et se connaissent. Pour faciliter cela, rejetons les systèmes du formalisme, qui a précisément pour effet et pour mission la destruction de tout ce qui est vital. C'est, à mon avis, prendre le tout pour le tout. Donnons à ce détail toute l'importance qu'il mérite. On a courbé, sous prétexte de la civiliser, toute une race sous le plus scandaleux despotisme.

Il eût d'ailleurs mieux valu, puisque nous sommes appelés à dire en toute franchise ce que nous pensons, que cette œuvre de salut eût atteint le maximum de forces réunies. Mais le jeu combiné de nos adversaires et ennemis a toujours trouvé, parmi les Noirs eux-mêmes, des naïfs et des traîtres qui, tombés à un degré très bas de dégénérescence, ont, sans se rendre compte, contribué à l'enchaînement de leurs frères.

Travaillons à ce que la rétinence de chaud et de froid finisse. Imitons les juifs, nous aurons notre affaire. L'erreur à laquelle on s'est livré en Haïti, pendant la période d'évolution de notre vie, doit faire place à une vérité historique ignorée par négligence. Notre politique passée a comporté des risques pour notre existence. Cette idée a toujours peut-être énervé les messieurs qui veulent vivre de privilèges aux dépens des autres. Elle énerve

aussi les insensés, déçoit leur opinion et nourrit l'espérance des autres. Il ne faut pas sous-estimer la valeur des chances perdues, grâce à la politique de nullité qu'on a menée inconsciemment, politique qui a conduit à l'insuccès d'une besogne de haute importance à laquelle, il fallait se donner tout entier.

Si, au lieu d'évoluer dans ce maquis de querelles, si, au lieu de descendre à ce degré d'anarchie, on avait pensé à établir des principes d'organisation solides, en prévoyant l'avenir, on aurait été à mille lieues dans le chemin que j'essaie d'indiquer. Ne devons-nous pas attirer nos frères dispersés au bercail de la liberté? Travaillons pour cet idéal commun, dans le but de grouper, sous une seule bannière raciale, les néophytes noirs, voués au malheur et à la méchanceté.

CHAPITRE VIII

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE D'HAÏTI ET L'ASPECT COMMERCIAL

Nos gouvernants de tous temps n'ont jamais fait de grands efforts pour étendre les relations diplomatiques et commerciales du pays. Notre commerce n'a jamais connu une ère vraiment prospère. Un petit pays a besoin plus que nul autre des débouchés pour ses produits et denrées. Une nation comme Haïti, qui vit exclusivement de ses matières premières, doit prêter toute son attention à son commerce extérieur. Plus nous avons de débouchés, plus nous avons de possibilités d'enrichir notre patrie, plus le pays sera en mesure de produire des oranges, des bananes, du caoutchouc, de la vanille, du campêche, des fruits de tous genres, du coton, du café, des poissons en conserve, des mantègues végétales; et, cependant, nous ne fournissons que du café et du coton. Aujourd'hui, avec les découvertes de la chimie, le campêche cesse d'être à la mode.

Aucun effort sensible n'a été fait dans ce sens. L'horizon commercial d'Haïti se limite à un petit cercle routinier et ne s'élargit pas. Les seuls débouchés de valeur et dignes de ce nom que possède notre commerce, ce sont la France et les Etats-Unis. Il semblerait que nos commerçants, aussi bien que nos gouvernants, ne pensent qu'à mourir aux pieds de ces deux nations. Nos relations commerciales avec l'Italie sont presque nulles.

La France vient de dénoncer le fameux traité commercial qu'elle avait signé avec notre pays. De ce côté, à moins d'un miracle, la porte est fermée. La question qui se pose est celle-ci : où irons-nous vendre nos denrées nationales? qui achètera dé-

sormais notre café si apprécié sur les marchés mondiaux? Est-ce que nous ne pourrions pas, comme les autres nations du continent, trouver des débouchés nouveaux pour l'expansion de nos activités commerciales?

Nous pourrions, et je le crois, établir des traités réguliers avec plusieurs autres pays de l'Europe. Il y a beaucoup de pays du vieux continent qui ne demanderaient pas mieux que d'acheter nos matières premières et de nous fournir, en échange, des éléments que nous ne possédons pas. Ainsi, les capitalistes étrangers pourraient s'intéresser à venir chez nous développer certaines industries dont nous avons grand besoin. Les intérêts commerciaux de notre pays ne doivent pas être à la merci d'une ou deux nations. Faisons en sorte qu'ils soient actifs et étendus. Nous ne vendons pas aux Nord-Américains des marchandises équivalentes à ce qu'ils nous vendent; nous sommes encore sous le contrôle financier des banquiers yankee. Ne convient-il pas que nous sortions de cette tutelle honteuse? Que nous soyons libérés de ces entraves?

Les chaussures des Etats-Unis nous coûtent excessivement cher. Elles reviennent aux acheteurs haïtiens à des prix élevés. Les Espagnols nous offrent leurs marchés; profitons-en. Nous en tirerons sûrement des profits considérables.

Les chaussures nord-américaines, qui nous coûtent jusqu'à 5 dollars la paire, pourraient nous coûter, en achetant aux autres, beaucoup moins cher.

Le véritable art commercial est d'acheter toujours à bas prix et de vendre à un prix raisonnable ce qu'on a acheté. Plus les commerçants haïtiens auront de débouchés, plus ils seront en mesure d'élargir leur rayon d'activité; ainsi, la production du pays augmentera, et les possibilités de richesse aussi. Les citoyens, entraînés dans le rouage des affaires, s'occuperaient moins de politique, dont tout le monde ne doit pas vivre. C'est dans le domaine des activités commerciales extérieures que nous sommes appelés à exercer notre science et à augmenter nos moyens, pour assurer notre avenir.

Il faut, pour le bien même du pays, qu'une nouvelle méthode de politique extérieure soit envisagée et suivie. Ayons des visées et des buts déterminés, pour des choses déterminées.

Quand Haïti trouvera l'homme qui convient à ses intérêts (je ne souhaite pas et je ne dis pas : son éternel dictateur; mais j'entends ici l'homme aux grandes actions), une ère de bonheur s'ouvrira devant nous. Ce qui nous paraît monstrueux, c'est l'esprit de résignation qui s'est emparé de nos activités. Des comités composés de personnalités ayant l'expérience des affaires, choisis hors des cadres de la mauvaise politique de coulisses, inspirés par un gouvernement décidé à mettre en exécution un plan de travail ordonné, pourraient agrandir nos frontières commerciales en augmentant nos chances.

La politique d'antichambre a toujours mis des bornes aux initiatives de nos milieux commerciaux, des bornes qui, d'ailleurs, ont laissé un champ très vaste à l'exploitation aux commerçants étrangers qui habitent chez nous. Un but qu'on ne doit jamais perdre de vue, c'est celui d'assurer l'avenir du pays, lui permettant de produire toujours davantage et mieux; protégeons l'indigène contre l'exploitation et la spéculation du dehors. Nous devons ouvrir ainsi directement, mais d'une façon certaine, les dispositions industrielles aux activités générales, et ainsi, porter remède à la grande misère qui sévit dans le pays. Les représentants responsables de nos affaires doivent regarder les choses avec des yeux réalistes pour pouvoir en saisir la portée. Pour ce qui est de notre budget, nous n'avons jusqu'ici rien fait pour l'améliorer. Les familles haïtiennes vivent traquées, malheureuses, sans possibilité d'augmenter leurs petits moyens. Tous les points visant à une union générale doivent être inscrits dans nos programmes de politique extérieure; ils devraient former irrémédiablement le point de départ d'une nouvelle orientation.

Une fois que notre avenir sera assuré, non par des formules improductives, mais par notre souveraineté respectée, nous pourrions penser à agrandir notre horizon de peuple et à prendre notre place dans le concert des nations organisées.

En somme, pour parler haut et aider dans la mesure du possible nos congénères d'outre-mer, il faut tout d'abord organiser nos quelques millions d'habitants, en leur distribuant des lumières susceptibles de relever leur conception et d'en faire des hommes utiles.

Nos consulats, très mal organisés, doivent recevoir un nouveau statut, une nouvelle organisation, un nouveau personnel qui fasse honneur aux besoins de la nation.

Il est d'ailleurs évident que les places consulaires d'Haïti ont été toujours occupées par des hommes non qualifiés, qui ont exercé leurs fonctions dans un train de vie qui laisse beaucoup à désirer. Au lieu de donner preuve d'une grande activité dans le domaine de leurs attributions, ils se sont tous repliés sur eux-mêmes, dans une incapacité presque complète.

Haïti a eu quelques grands hommes dans le domaine diplomatique. Malheureusement, ces hommes n'ont pas été secondés par leurs gouvernements respectifs. La jalousie d'une part, la mauvaise foi de l'autre, ont empêché qu'ils aient eu toute l'importance qu'ils méritaient. Les intrigues, les querelles de clocher, la méfiance de personnalités, le manque d'élévation d'esprit et de solidarité, ont paralysé les succès auxquels ils avaient droit.

Il ne faut pas que les places consulaires et diplomatiques soient considérées par ceux qui les ont obtenues comme une rente, accordée par le Président d'Haïti à des cousins ou à des amis. Sur nos représentants, reposent les diverses institutions, œuvres et activités qui auront pour objet l'avancement du règne de notre bonne renommée. Or, puisqu'il s'agit de notre renommée, Haïti se trouve à la base même de cet évangile qui doit être sa ligne de conduite et sa raison d'être. Les représentants d'Haïti doivent être des troncs droits, vigoureux, poussant d'innombrables rameaux à la gloire de ce qui ferait l'objet de sa pensée; des troncs aux rameaux, il doit y avoir un rythme croissant, un esprit de consécration ardente où communient les hommes engagés au même service libérateur et conquérant.

L'activité essentielle de l'organisation libératrice doit, pour la gloire de notre histoire, consister à faire connaître autant que possible le pays, soit par des conférences organisées officiellement, soit par des expositions de nos productions dans les salons de nos consulats.

Notre patrie, dans ce domaine, saura un jour secouer le joug qui pèse sur elle. Haïti doit être un centre d'attraction dans sa

sphère de liberté, tant vis-à-vis du monde extérieur que du monde intérieur.

D'elle, comme autant de pulsations, émaneront manifestations, sentiments, mouvements, compréhensions, jugements que les temps conditionneront à son profit. De l'action de l'œuvre à entreprendre, pourvoyant à l'exercice de toutes ses fonctions, on aura les formes instigatrices, animatrices et régulatrices. Par cette école nouvelle, nous prendrons conscience de l'avenir, et nous nous mettrons en outre en connexion étroite avec les instituts de préparation des peuples avancés. Préparons les premiers chefs de la future formation de nos représentants dans cet esprit; faisons comprendre, à ceux qui sont toujours restés en marge de ces conceptions, ce qu'elles renferment pour nous. Développons le rationalisme, évitons les infiltrations corrosives qu'on n'a pas su épargner au peuple. Le rationalisme procède, en effet, d'un sentiment de compréhension, de droit et de dignité. Le rationalisme, c'est soumettre les choses à la barre de la raison, ramenant les erreurs et les desseins de la pensée, à la mesure de l'entendement humain.

C'est l'homme libre, refusant d'admettre ce qui est faux, mais cherchant ce qui est logique et pratique.

Il convient qu'Haïti ait une politique extérieure. D'elle, dépendra notre influence dans le monde. Les ministres haïtiens à l'étranger ne doivent pas être des figurants dans les salons diplomatiques, ni des metteurs en scène de choses discordantes, mais des acteurs véritables d'un drame nouveau, d'une cause palpitante.

Dans les légations bien organisées, il y a tout un travail à faire. Les consulats haïtiens doivent être des centres d'affaires commerciales, d'où partent des mouvements heureux qui tendent à agrandir l'horizon des activités dans le domaine du commerce.

Ceux qui doivent représenter le pays à l'étranger, à l'heure actuelle, doivent être des hommes compétents, pleins d'expérience des affaires publiques, connaissent d'abord les nécessités de la nation, pour pouvoir, le cas échéant, apporter des concours sûrs et pratiques au développement de nos relations diplomatiques et commerciales.

Jusqu'ici, ceux qui ont représenté Haïti à l'étranger ont toujours considéré leur place comme une rente ou un moyen de bien vivre et de s'amuser, sans avoir aucune idée de leurs attributions réelles. Beaucoup d'entre ceux qui nous représentent en Europe, par exemple, vont habiter Paris sans rester à leur poste; l'argent qu'ils reçoivent de la nation, sert à satisfaire certaines passions, et non pas à atteindre le but pour lequel ils ont été désignés.

Il y a un désordre énorme dans notre corps diplomatique. Il faut un contrôle, des hommes pondérés, ayant conscience de leur charge. Le diplomate n'est pas le représentant de M. le Président de la République, mais le représentant authentique de la nation. Son rôle consiste à s'occuper des intérêts des sujets dont il a la charge, de défendre, de mettre son gouvernement au courant de tout ce qui les concerne.

Nous n'avons même pas des caisses de secours pour ceux qui se trouvent dans le malheur. Certes, nous donnons aux étrangers l'impression que nous ne possédons pas le sens du devoir et que nous attachons peu d'importance aux intérêts de nos sujets!

Si nos ministres doivent s'enfermer dans leurs appartements, comme il arrive souvent, ne s'occupant que d'eux-mêmes et de leurs familles, il vaut mieux ne pas en avoir.

J'ai assisté, à l'étranger, à des spectacles assez curieux. J'ai vu des Haïtiens entraînés dans des difficultés de tout genre, se débattre tout seuls sans le secours de leurs représentants, auxquels, ils se sont adressés mille fois! J'en ai connu d'autres qui ont été injustement emprisonnés, par exemple à Cuba, et en faveur desquels, ni le ministre, ni le consul n'avaient rien fait auprès des autorités étrangères.

Cet état de choses n'a duré que trop longtemps. Il faut y remédier. N'envoyons pas des figurants à l'étranger, mais des hommes éclairés. Faisons de nos consulats des bureaux d'affaires, des salons d'exposition de nos denrées; faisons en sorte qu'ils soient occupés par des hommes compétents et sérieux.

CHAPITRE IX

L'ARMÉE ET LES GÉNÉRAUX

Excepté à l'époque où Toussaint, Christophe et Dessalines dirigeaient les affaires d'Haïti, nous n'avons jamais eu une armée disciplinée, des chefs instruits, des cadres et des équipes sur lesquels compter.

La connaissance géographique, chez nous, est presque nulle. Beaucoup d'anciens chefs de l'armée haïtienne, n'avaient aucune notion sur les points stratégiques de leur pays; ils en connaissaient par routine les villes et les environs, mais ils étaient dépourvus de toutes connaissances pratiques et scientifiques de la stratégie. Une seule pensée leur était commune : faire la guerre aux pouvoirs constitués.

L'ingérence de l'armée dans les affaires politiques du pays a été la principale cause des guerres civiles qui nous ont coûté tant de retard. Or, le parti pris de nos anciens généraux (Dieu veuille nous en épargner autant que possible) fut d'affirmer les erreurs et les aberrations des groupes aux prises. Pour qu'un pays jouisse de paix intérieure, il faut, au préalable, que l'armée, qui en constitue la garantie, soit écartée des luttes politiques, des passions et des préférences, gardant une attitude neutre en face des événements, sans se mêler aux idées de groupes et de partis qui disputent le terrain électoral. Sauf au cas de danger extérieur, la conduite de l'armée doit être impartiale pour tout ce qui a trait aux manifestations politiques des partis.

L'armée est une institution nationale, une institution qui n'a pas de parti à proprement parler. Son rôle consiste dans

la garantie qu'elle offre, en temps de paix comme en temps de guerre, aux libertés collectives. Toute institution militaire qui fait de la politique active, tombe dans de fâcheuses aberrations, et par conséquent, met en cause les institutions qu'elle est appelée à défendre. Contre ce fait, s'insurge non pas seulement la raison, qui, s'interrogeant dans le silence, toujours posée sur la destinée humaine, offre un silloque tragique au point de confondre l'homme lui-même, la logique en particulier.

Nous nous demandons la cause de ce dualisme qui divise les Haïtiens? Dans ces conditions, l'armée viole ses compromis vis-à-vis de la nation et tombe dans l'égarément. Combattre contre les sujets qu'elle est appelée à protéger, c'est s'élever contre la raison et le bon sens.

Ces passions mal dirigées, en somme, grâce à l'incompréhension de nos fameux révolutionnaires, forment l'étau où s'étouffent les forces harmonieuses du peuple. Quand les passions ne sont pas soumises au raisonnement, ni à l'art de bien voir, elles constituent un danger pour la société d'où elles sont nées. L'armée haïtienne s'est toujours lancée dans des voies de folie, et s'est souvent placée hors du devoir et de la confiance publique.

Quand la nation aura la conscience d'elle-même, surtout de son état moral et de son rôle de peuple civilisé, ayant éprouvé la morsure du malheur, qui peu à peu aurait été éternel, n'eût été la Providence, elle cherchera son chemin dans la voie de la sagesse.

Pour que cette ère arrive, il faut bannir les émules de la démagogie qui infectent notre ambiance; il faut aussi limiter leur action en éclairant le public.

« Réveillez, réveillez la vitalité du peuple! » Tel est notre cri. Faites valoir les vertus de la race, ne vous acharnez pas à les arracher de son âme. Sentez bien que cette force-là, qui lui manque, est pour la nation tout entière un germe de grandeur, et une barrière indestructible contre la menace des mœurs dissolvantes qui pourront un jour envahir notre Haïti passive.

Un peuple fort de ces armes-là, vaincu, envahi, conquis, triomphera de ses vainqueurs, même sans lutte, sans combat,

par la seule et irrésistible puissance de la tradition de la famille, de la langue, de la foi, contre laquelle nulle oppression ne prévaudra jamais. Désarmée, Haïti ne pourra jamais assurer son avenir.

Il faut donner au pays une armée moderne, des équipes, des cadres, des hommes de valeur, instruits dans l'art militaire. Nos généraux du passé ont mis en vedette le désordre et la démagogie; ils ont arrêté le progrès dans sa marche en dénaturant nos institutions. L'armée n'a jamais eu une hiérarchie ordonnée, des institutions solides auxquelles elle a été soumise. N'importe quel imbécile prenait le nom de général, portait des galons, des épaulettes qui lui étaient imposés par un chef d'arrondissement révolté. C'était une armée sans corps, sans âme, par conséquent sans cohésion. Maintenant, rejetons ces vieilles conceptions de tribus guerrières pour chercher dans l'organisation l'harmonie de la nouvelle force d'Haïti. Il faut gouverner tout de suite. Assurons les étapes de l'Etat, son budget, sa trésorerie bien administrée, des institutions capables d'évoluer par elles-mêmes.

Gardons-nous de le faire avec le seul espoir de sauver la façade. Il ne s'agit pas de programme improvisé, mais il s'agit, après mûres réflexions sur les nécessités nationales, de réunir un ensemble de faits urgents sur lesquels baser l'action vers laquelle doivent converger toutes nos forces.

Comment ne voit-on pas que le seul mal dont souffre le régime, provient précisément de l'inorganisation de nos forces nationales? Haïti a souffert plus qu'aucun autre pays; cependant, elle signale sans cesse, par ses dissensions, les anomalies des déchirements qui ont détruit ce qu'il eût fallu peut-être conserver, et conservé ce qu'il eût fallu sans doute détruire.

Notre pays, étant riche par son sol, a connu la faim, la pauvreté, les séditions, toutes les transes de l'agitation politique et, depuis des années, les menées sanglantes de ses ennemis intérieurs. Une fois encore, il gémit sur son sort. Il faut, pour le relèvement d'Haïti, une agression contre ceux qui nous auraient mis des bâtons dans nos roues.

Pour créer une bonne armée bien équipée qui fera la gloire

d'Haïti, il faut créer tout de suite le nationalisme actif, presque inexistant chez nous, réveiller les espérances, nourrir les espoirs, une foi inébranlable dans l'avenir. Incontestablement, à la faveur d'une renaissance économique qui fait déjà sentir ses pressants besoins, tous les hommes de valeur doivent y collaborer. C'est dans les Universités, autant que dans la masse, que l'espérance nationale doit pouvoir conserver ses forces et exercer son influence.

Fournissons à notre jeunesse, si dépourvue, les instruments de travail dont elle a besoin. Il importe que les généraux soient à la hauteur de leur mission. Il leur incombe d'obéir au vœu de la nation, dont ils sont les vrais garants.

Le soldat haïtien doit savoir lire et écrire. Nous avons à instituer, dans les casernes, des cours du soir, dirigés par des officiers plus avancés, des cours de géographie de l'île et du monde.

Haïti, en avance sur les temps, incomprise et retardée dans sa marche au progrès, a connu l'empreinte des aiguillons dont les auteurs ont été toujours, pour la plupart, des êtres mystérieux.

Or, l'état de guerre civile existait et se traduisait par des trahisons et des lâchetés. Les hommes légers de notre ambiance n'ont pas toujours compris la nécessité d'assurer l'indépendance du pays par des faits assez éloquents pour décourager les ennemis extérieurs, qui exploitent le désordre intérieur. Si les gouvernements d'Haïti étaient sur la brèche, pensant à la réalité des choses, nous n'aurions pas été un objet de spéculation, de critiques, de détractions de toutes sortes.

Que de larmes, de prières, de crises, de catastrophes, de vœux, ont été impuissants à conjurer les maux qu'on aurait pu éviter si on avait découvert, en tout son relief, le fondement unique et inébranlable de la force ethnique d'Haïti!

L'organisation de notre jeunesse doit se poursuivre en marge des autres choses, sur un terrain national; il faut lui donner toute son ampleur, toute sa force intrinsèque, pour lui assurer les bases et les colonnes sur lesquelles, elle doit s'appuyer pour son progrès.

A bas les emprunts!

La manie de faire des emprunts aux puissances étrangères entrave notre indépendance.

Les inconscients d'Haïti ne croient qu'en cela. Comme ils n'ont aucun intérêt à servir la cause de la nation, sinon celui de s'enrichir à ses dépens, leur premier geste, est de faire des emprunts fabuleux, sous prétexte d'entreprendre des travaux qui ne sont jamais exécutés. C'est par des initiatives et par une organisation des ressources du pays, que nous parviendrons à nous rendre indépendants au point de vue économique. Les Etats-Unis d'Amérique ne demandent qu'à fournir de l'argent à leurs débiteurs faibles, pour avoir un prétexte quelconque, soit pour intervenir dans les affaires intérieures des petites nations du continent, soit pour contrôler les banques et le commerce de celles-ci.

Quand un peuple n'est pas libre dans son mouvement financier, quand il ne possède pas de ressources contrôlées et organisées, il finit par devenir la colonie de quelqu'un. Les emprunts qui ont été faits au nom d'Haïti par nos gouvernements ont été funestes à notre liberté et n'ont produit, dans la pratique, que des résultats secondaires.

Le gouvernement peut fort bien prendre l'initiative de créer des industries dans les principales villes de Haïti, par ses propres moyens. Par exemple, nous achetons aux Américains du Nord, des milliers de sacs pour l'exportation de notre café, si réputé dans le monde entier, à un prix très élevé. Au bas mot, les sacs nous reviennent à 1 dollar chacun.

Nous avons chez nous la matière première. Nous avons des fibres de tous genres, et nous avons par surcroît la main-d'œuvre pour rien. Actuellement, en France, on est en train d'exploiter les fibres de coco, dont le résultat est merveilleux.

On peut en faire des sacs très solides. J'ai reçu des échantillons de ces sacs; j'en ai été ravi. Ils sont supérieurs, à tous les points de vue, à ceux employés jusqu'ici. Nous avons, dans nos contrées fleuries, des cocos, des cocotiers en grand nombre.

Il y a des endroits où ces éléments se perdent sous les

arbres. On pourrait, sans trop d'efforts, développer cette industrie, qui serait pour le pays une source certaine de revenus.

Les millions de gourdes que les commerçants haïtiens dépensent par an pour se procurer ces objets, que nous ne produisons pas, resteraient dans les caisses publiques pour le plus grand bien de la nation.

Ce serait, aussi, un moyen certain de supprimer le chômage chronique qui ronge certains secteurs du pays.

Notre sol donne deux récoltes de coton par an. Nous produisons les meilleures fibres du monde.

Au lieu de les vendre à des étrangers qui nous les revendent à des prix exorbitants, pourquoi ne fabriquons-nous pas nos tissus et les éléments de nos vêtements? Si les particuliers, soit par nonchalance, ou par manque de capitaux, semblent ignorer ces nécessités, le gouvernement, dans un esprit élevé, pourrait prendre l'initiative de développer cette industrie dont le pays a grand besoin. C'eût été, j'en suis sûr, un moyen de procurer du travail à la main-d'œuvre haïtienne.

Qu'est-ce que nous attendons pour mettre sur pied ce mouvement industriel dont la nation tirerait tant de normaux profits? Qu'est-ce que cela pourrait coûter au gouvernement d'établir, dans les grandes villes du pays, des fabriques de filature pour préparer les équipes à venir?

Peut-être, me répondrait-on, que nous n'avons pas d'éléments techniques sur place, capables de conduire ces manufactures. A cela, je dirai que les nations qui veulent progresser, doivent, si elles n'ont pas ce qu'il leur faut, importer ce qui leur manque. Tous ces milliers d'Haïtiens que Trujillo a fait massacrer, sous prétexte qu'ils enlevaient le pain aux ouvriers dominicains, trouveraient sûrement où travailler.

Ces millions de dollars qui partent tous les ans de notre pays, serviraient au moins à augmenter notre richesse nationale. Tant que nos gouvernements ne comprendront pas ces choses, Haïti restera dans l'impasse et périra dans la misère.

Mais on s'est accroché aux manies commodes de faire des emprunts aux puissances étrangères, qui nous étouffent et constituent pour nous un danger.

Le salut d'Haïti ne saurait dépendre des emprunts ou prêts

faits à la légère par nos chefs d'Etat. Le pays a besoin des entreprises industrielles, des capitaux étrangers et nationaux pour développer sa vie moderne. Le gouvernement peut bien envisager la possibilité de donner satisfaction à l'opinion. Le gouvernement, en prenant en main une entreprise industrielle quelconque, doit toutefois se garder d'en prendre le monopole et d'empêcher les autres citoyens qui ont la possibilité de s'y lancer, de le faire. Ce serait, nous en sommes persuadés, une source sûre de revenus pour les caisses de l'Etat, une perspective de bon augure que la masse du pays saurait bien apprécier.

Quand Haïti, appelée alors Saint-Domingue, était colonie française, sous l'impulsion de Toussaint Louverture, les choses allaient pour le mieux, et notre île donnait un rendement formidable. Elle absorbait plus du tiers du commerce français. Ses usines de cannes à sucre furent connues du monde entier. La France tirait la plus grande partie de son budget national des ressources de sa colonie. L'histoire même affirmait que c'était le grenier, non seulement de la métropole, mais du monde entier. Sous Toussaint Louverture, le travail était obligatoire. Il y avait des inspecteurs pour veiller à l'exécution des méthodes adoptées officiellement en vue d'un rendement toujours plus grand. |

Le seul homme qui, après que le pays fût indépendant, ait vraiment pensé à une organisation sérieuse des valeurs productives de l'île, ce fut le roi Christophe. Pétion fit semblant d'organiser, mais laissa les choses au point où nous les avons connues et au point où elles sont actuellement. Tous ceux qui l'ont suivi ont fait pareil.

L'or américain éblouit les yeux de nos présidents et empêche qu'une œuvre sérieuse se fasse. Ils ont tous été de ceux qui se contentaient de panser le blessé trouvé sur la route, pour l'abandonner ensuite, aux soins de l'étranger, au revers du talus.

La vie ordonnée d'un peuple ne dépend pas du coffre-fort du voisin. Nous avons suffisamment de possibilités matérielles pour être libres dans nos mouvements financiers. Cependant, depuis que la démangeaison d'emprunt s'est emparée de nos politiciens, Haïti gémit aux pieds des banquiers américains sans espoir de se relever.

Ils ignorent volontiers que la politique de Washington est liée à la politique particulière des hommes d'affaires. Notre pays possède des mines de tout genre; son sol est par conséquent riche en ressources offrant des possibilités grandioses de stabilité définitive pour l'Etat puissant qui eût su tirer de sa poche ce dont il a besoin pour ses dépenses générales. La crise dont nous souffrons est une crise de chef. L'avenir du pays, nous le croyons fermement, dépend avant tout de la capacité du chef. Nous entendons par ce mot « chef » un homme ou des hommes de bonne foi qui se livrent à l'action, fermement convaincus que tout le problème haïtien réside dans une nouvelle organisation générale de nos institutions.

Nous avons assez de politiciens et de gens hypocrites, dépourvus de grandes qualités, d'ailleurs fort peu doués de grandes idées. Nous avons besoin des hommes énergiques et courageux, pleins de bon sens et de compréhension, hommes de la masse, comme Toussaint Louverture, diplomate et homme d'Etat. Pourtant, ce n'est pas sur le plan politique proprement dit qu'on doit rechercher actuellement les chefs, pas plus sur le terrain des affaires. Le pays est peuplé de politiciens gênants, gens de métier, qui se soucient peu de l'avenir de la patrie. Personne ne peut admettre que la vie de la nation passe ainsi dans ces litanies infinies, et soit réduite à ces vœux platoniques et à ces techniques sans connaissance qui ont fait faillite dans leurs essais. Dans la crise que le pays traverse actuellement, la nouvelle politique doit se tourner vers les choses internes, vers les terres et les paysans, pour tirer le pays du marasme où l'ont plongé nos conducteurs incohérents.

C'est vers ces forces endormies par la maladresse de plus d'un que nous trouverons notre conception, nos moyens, nos directives, et nous fixerons nos espoirs. Il faut rejeter les vieilles formules, nous affranchir des étiquettes du personnalisme, des tutelles de clans, des routines professionnelles, pour nous ramener à la foi, à l'organisation susceptible de donner un sens plus vrai aux entreprises et une orientation aux efforts à réaliser.

Les drames des dernières années, qui ont provoqué l'intervention nord-américaine en Haïti, drames vécus par tous les

Haïtiens, jour par jour, nuit par nuit, dans l'ombre de la résignation, doivent nous amener à sentir la nécessité d'une communion collective et profonde, avec l'instinct de la masse, avec l'instinct surtout de la jeunesse éclairée, pour détruire le fâcheux souvenir de cette époque honteuse que nous avons vécue sous les baïonnettes de nos tyrans. Il faut détruire, de la conception de notre jeunesse, tout ce qu'il y a de mollesse et d'indécision, pour le remplacer par un nouveau dynamisme qui frissonne et entraîne. On doit tout faire pour redonner confiance au peuple. Un chef éclairé, placé au-dessus de toutes les chapelles, de tous les clans, de tous les conformismes, quels qu'ils soient, est appelé à jouer un rôle important dans le redressement national. Ce redressement doit être d'accord avec nos traditions raciales, actif, tendant aux grandes choses, moderne et solide.

Il nous faut une monnaie en or

Un petit pays doit avoir, par nécessité même, une monnaie-or. La monnaie-or est une garantie dont la valeur peut être considérée comme l'une des plus stables, et peut servir d'étalon et d'unité. La monnaie-or représente en plus, pour une très large part, le crédit. Le crédit d'un pays est lié à son économie, à sa prospérité, à son agriculture, à son industrie, à ses changes commerciaux et au budget même de l'Etat, devenu, par les circonstances, le principal détenteur de l'or.

Une économie bien dirigée devient un instrument utile et redoutable aux mains des gens intelligents; l'Etat pourra, en jouant sur la partie crédit comme sur la partie or, freiner les abus, stimuler les affaires.

On s'apercevra un jour, en analysant les mouvements économiques, que le système de l'étalon-or, par le jeu des mouvements de commerce de notre pays, établit une sorte d'équilibre entre les prix intérieurs et les échanges extérieurs.

L'or a la faculté d'être autonome. Il permet le libre jeu du taux d'escompte et la liberté des transactions internationales, en assurant à peu près la stabilité des prix de change et leur équilibre.

Il importe de noter que l'or donne la priorité dans les pré-occupations des pays quant aux questions de changes. Les dirigeants de banques doivent avoir les yeux fixés sur les points d'or et sur les besoins de l'économie.

Nous devons élever notre monnaie à la valeur or du dollar. Un système monétaire ouvrira à Haïti des débouchés et des perspectives commerciales importantes. Une monnaie sans valeur, tuera notre économie nationale. On a vu le désastre de l'empire d'Ethiopie, on a vu l'hésitation des puissances créancières à faire trop de confiance au thaler, monnaie-argent qui a empêché en partie le pays du Négus de se ravitailler commodément.

Il lui fallait des millions et des milliards pour l'achat de quelques canons. Le résultat, c'est que l'empire a croulé sous le poids des événements. Quand un peuple possède une monnaie garantie par une quantité suffisante d'or, quels que soient les événements, il a toujours la chance d'être mieux accueilli sur les marchés, et d'être l'objet d'une plus grande confiance de la part de ses créanciers.

Comment, donc, une monnaie-argent pourrait-elle influencer d'une manière favorable le volume des échanges, puisque ce volume, en réalité, dépend de la valeur de la monnaie? L'activité haïtienne doit être dirigée vers l'extérieur. Or, le commerce d'exportation représente pour notre pays un point d'une importance capitale. C'est à cela que doivent tendre ses efforts. En effet, la valeur du métal précieux augmente, dans la mesure du possible, le crédit extérieur et évite les vacillations monétaires.

En somme, s'il faut conserver la valeur d'une monnaie stable, et qu'elle reste attachée à une marchandise d'un prix invariable, l'or est tout indiqué. Il faudra dorénavant que nous pensions aux problèmes de notre monnaie. Ce n'est pas l'étalon-or qui a produit la crise actuelle. Ce sont la surproduction et la guerre des douanes qui ont conduit le monde à cet état de choses. Si nous voulons prendre de l'essor et avoir du crédit à l'extérieur, stabilisons notre monnaie. Ne contemplons pas les systèmes vagues, mais soyons des hommes pratiques qui tendent leurs regards vers d'autres horizons.

L'étalon-or est le moyen monétaire qui permet d'atteindre notre but. C'est par lui que nous aurons la stabilité des prix, à condition toutefois que certaines modalités d'application soient observées. Il faut intensifier le mouvement des capitaux chez nous, secouer la vie de contemplation, lancer non commerçants dans les grandes affaires, mais en ayant des garanties préalables.

L'organisation professionnelle et la revalorisation des produits agricoles permettront de faire supporter par tous, avec plus de justice, la charge de l'Etat.

Pas de monnaie saine sans une économie saine. Pas de prospérité possible sans un Etat bien organisé. Le seul fait de posséder une mauvaise monnaie suffit à empêcher nos activités extérieures.

Haïti est une société qui n'a jamais connu de prospérité vraiment appréciable; elle a toujours vécu dans un grand désordre économique, malgré sa position dans un continent en progrès. Salomon, le Président d'Haïti, avait mieux compris le problème monétaire que ses prédécesseurs. C'est lui qui nous a donné, pour la première fois, une monnaie-or; à son époque, il y avait un courant très fort de progrès dans le pays.

C'est par une politique intelligente, basée sur un rationalisme sensé, que nous reprendrons l'essor. Le présent nous apporte des problèmes complexes que nous devons affronter avec toute l'énergie possible. Nous avons à choisir entre une politique qui nous conduira à la débâcle, et celle qui nous conduira au salut.

La corporation

Entre les données du libéralisme économique et de l'étatisme, il existe donc une solution qui permet à l'Etat de jouer souverainement son rôle d'arbitre et d'organiser dans l'ordre, avec le maximum de libertés réelles, l'économie nationale.

Il faut créer une corporation pour l'agriculture d'Haïti. Nous nous permettons de tracer désormais un tableau d'ensemble des remèdes proposés à la crise actuelle. Cette corporation, que nous proposons à l'agriculture de notre pays, est la pièce

essentielle de notre vie de peuple. Il n'est pas de profession où la nécessité d'un ordre corporatif ne se fasse sentir. Il nous faut une association de producteurs limitée aux activités de la production purement agricole. La corporation doit réunir, à cette fin, tous les ouvriers, employés et patrons des métiers, industries et professions, faisant partie d'une même branche de production.

Elle doit avoir pour mission et pour but la production, et l'augmentation ordonnée de la richesse générale.

Elle doit avoir ce triple caractère : unité sociale, économique et nationale. Elle doit pouvoir établir des rapports solides entre ouvriers et patrons, et donner à la communauté une base de compréhension pour la défense des intérêts communs.

Il faut qu'elle rapproche les points de vue des parties intéressées et qu'elle coordonne les bonnes volontés. Par ce moyen, on éliminera la lutte de classes, aussi funeste que stérile pour l'entente entre les hommes. Sur le plan économique, une bonne corporation réalise l'organisation rationnelle de la production, et met en mouvement le fonctionnement de la machine économique de la société.

Il doit y avoir des lois qui définissent le rôle des parties engagées, l'intervention de l'Etat, seul arbitre en cas de mésintelligence entre patrons et ouvriers; il faut qu'elles stipulent les obligations auxquelles doivent s'assujettir à la fois les patrons, les ouvriers et l'arbitre lui-même.

Des mesures transitoires doivent être prévues, et des modalités diverses d'application, selon les catégories de métiers et de professions, permettront de mener à bien l'entreprise envisagée.

C'est une double nécessité, dans l'ordre actuel des choses, que nous ayons ce mécanisme corporatif pour donner un nouvel élan aux forces productives du pays.

Après un siècle d'efforts sans résultat, parce que les méthodes et les systèmes ont été mauvais et mal acheminés, l'économie libérale de notre ambiance a été sans progrès appréciable; il faut penser à réformer le système jusqu'ici pratiqué. Adoptons d'autres principes. La famille paysanne et son organisation sont deux conditions de la nouvelle civilisation haïtienne. Toute rénovation nationale qui mésestimera l'importance historique de

cette question serait vouée à l'échec. Il faut donner une nouvelle orientation à l'économie sociale de la paysannerie. Il faut apprendre à nos bons campagnards le culte des traditions de la famille, qui, dans le passé, ont fait Haïti grande et libre. On n'aborde jamais un paysan haïtien sans reconnaître en lui l'homme de la race qu'il incarne et qu'il personnifie.

Les conditions économiques et sociales sont tellement importantes en agriculture, qu'il faut donner à cette branche toute l'attention nécessaire. La corporation agricole doit avoir pour base la famille rurale, élément de continuité et de durée de la société, à tous les points de vue. Nous devons assurer la stabilité de notre société, en partant de ce point. On s'est inscrit en faux quant à la défense des intérêts de notre collectivité. Cette fois, il faut y remédier. Quand Haïti aura ses régions prospères, grâce à une bonne organisation de l'agriculture, elle pourra, dès lors, compter sur un progrès sûr et durable.

Nous avons à maintenir et à protéger la petite propriété, à garantir le fermier contre les abus du propriétaire, à assurer dans une certaine mesure l'avenir des agriculteurs à bail, veiller à l'accomplissement des contrats pour que les mesures prises à cet effet soient exécutées. La corporation agricole aura pour base d'éliminer la lutte de classes, et de faire en sorte que tous fraternisent au sillon de la charrue. Il faut que la corporation assure aux ouvriers, propriétaires ou non, une sécurité de vie. Par ce mot de discipline, il ne faut point entendre une direction impérative, dirigée par un particularisme outrancier; la direction de cette corporation doit appartenir en propre aux parties intéressées ou, tout au moins, être assujettie à l'influence de l'Etat.

Il faut souhaiter qu'on envisage une régularisation des conditions de la production par le moyen des échanges. Il faudra pour cela des marchés, des transactions, des traités commerciaux avec les nations qui pourraient importer nos produits.

Il nous faut des lois pour en rétablir les bases, et même envisager la révision des chartes. En somme, il faut que les choses s'améliorent avec le temps.

Voilà quelques aperçus du rôle économique positif que l'on doit attendre de la corporation. Il faut aussi penser à la recher-

che des statistiques pour le bon fonctionnement de la corporation. C'est dans cette idée que nous donnerons des directives générales à suivre.

Les terres haïtiennes doivent appartenir en propre aux seuls paysans. Pensons à créer des lois qui empêchent les étrangers, quelle que soit leur origine, d'acquérir des propriétés en Haïti. Nos aïeux furent des hommes prévoyants quand ils créèrent la fameuse loi qui interdisait aux étrangers d'acheter des terres ou des immeubles haïtiens. Il faut revenir à cette politique.

Si nous laissons supplanter nos paysans par des compagnies étrangères, qui savent si bien acheter, pour la honte de la moralité haïtienne, les quelques dirigeants du pays, nous mènerons la nation à sa propre ruine. Un peuple qui cède son sol aux mains étrangères est un peuple qui se suicide. Actuellement, les paysans haïtiens sont bridés et écrasés par l'exploitation étrangère. Ils vendent leurs bananes et autres, à des prix ridicules à des compagnies américaines, qui les revendent à des prix très élevés. Pourquoi Haïti ne pourrait-elle pas exporter directement ses marchandises? Pourquoi des politiciens sans scrupules se permettent-ils d'entraver l'économie nationale dans le but exclusif de s'enrichir aux dépens du peuple?

La raison de tout cela, c'est que le clan qui s'est approprié Haïti, est tombé dans une vénalité lamentable, et a perdu toute dignité et tout sens de patriotisme.

Il faut dénoncer ces traités qui rendent le paysan haïtien esclave des compagnies américaines, et les remplacer par une corporation agricole, avec son enseignement technique, son apprentissage, son hygiène, ses lois de prévoyance, de l'assistance professionnelle et de l'assurance. C'est par le patriotisme qu'on pourvoira aux difficultés et aux misères des membres de notre société. La corporation que nous envisageons ne saura détruire la « corvée ». Il faut qu'elle subsiste.

C'est par elle que l'Etat agira pour contrôler la corporation. l'Etat doit penser à créer des mairies de villages, même les moins peuplés, pour la bonne marche et l'ordre dans les campagnes. Le maire d'une ville représente l'autorité centrale. Mais il faut une force rénovée qui réponde mieux à nos besoins. Nous ne

voulons pas des méthodes inefficaces. Le pays a besoin d'un renouveau de vie, avec des fonctions nouvelles.

Pensons au classement des métiers. Selon les principes modernes, le groupement par similitude, par convergence, doit former l'essence de toute corporation. On doit grouper au sein d'une même corporation tous les métiers et industries de technique, de concentration et de production semblables.

L'inscription à ces organisations sera obligatoire pour tous. Les lois qui doivent gouverner cette corporation, doivent être rigides pour les uns et les autres. Le petit propriétaire haïtien doit y trouver une double protection pour diverses raisons. Le faible, dans une société, doit jouir de toutes sortes d'indulgences de la part des pouvoirs constitués, car son nom même le dit : faible. Il y a une tendance chez l'homme humain à exploiter le faible. Il faut interdire, par des lois, les grands trusts. Pas de monopole privilégié. Il faut laisser le champ libre aux citoyens pour qu'ils puissent s'initier.

Aujourd'hui, les systèmes, qu'ils soient communistes, démocratiques, autoritaires ou totalitaires, ont tous cette tendance corporative. M. Roosevelt lui-même se base sur un système de corporation pour faire triompher les réformes qu'il envisage. Cependant, il n'est ni socialiste, ni communiste. C'est un homme conscient qui aspire à l'équité sociale, dans l'ordre et dans la compréhension humaine. Ce ne sont pas les doctrines qui sauvent les sociétés; ce sont les méthodes appliquées par des hommes sensés, qui se placent au-dessus des questions de classes.

L'ouvrier de tous les pays ne demande qu'une chose : à travailler. Quelles que soient les circonstances de la vie, il faut que les hommes vivent ensemble. La question qui se pose n'est pas de savoir si, par un nom déterminé, on peut améliorer la société humaine. Il y a plus que cela. Avec un peu de bonne volonté et de compréhension, on pourra peut-être mieux faire que toutes les doctrines réunies. L'instauration d'un régime ne signifie absolument rien. Il faut que le régime soit d'abord humain, basé sur les réalités de la vie dans toute son arapieur. Les hommes sont appelés à se grouper, à s'entendre, à marcher ensemble, et enfin, à se donner la main. En Haïti, nous avons à instaurer ce système pour le bien futur de notre société. Tra-

vaillons à supprimer les parias que la bourgeoisie aveugle a créés dans notre sein. Si nous ne réformons pas nos institutions en y posant des bases nouvelles, nous arriverons au pire; c'est-à-dire : viendront l'anarchie, le communisme, la démagogie, la haine des classes sociales, la destruction peut-être de tout ce que nous possédons.

Unissons nos concitoyens par une force compacte pour résister efficacement aux exploiters coalisés, aux pressions du dehors, à la spéculation des démagogues étrangers qui prêchent la fraternité et renient ses principes. Il faut que la corporation réunisse les ouvriers de tous métiers, de toutes catégories, en vue d'une coopération réciproque.

L'exploitation des richesses du sol et du sous-sol, le transport des matières premières, le développement industriel du pays, nécessitent tout un ensemble de grands travaux, de moyens de communication, la création de routes, et des moyens d'exportation. Le régime des mines doit être le monopole exclusif de l'Etat. C'est lui qui doit les exploiter, ou en autoriser l'exploitation. Car l'exploitation du sous-sol, elle aussi, constitue pour nous un moyen de nous émanciper. Un pays souverain doit pouvoir exploiter ses richesses sans faire appel à personne. Il y a mille façons de le faire, si on est de bonne foi.

CHAPITRE X

MARINE, FINANCES ET HARMONISATION ÉCONOMIQUE DE LA RÉPUBLIQUE

Qui dit commerce extérieure dit aussi marine. Nous n'avons jusqu'ici ni marine marchande, ni marine de guerre. L'une et l'autre sont utiles aux exigences présentes d'Haïti. Un pays entouré d'eau, doit se procurer une marine marchande répondant à ses besoins, ainsi qu'une marine de guerre capable d'assurer la surveillance et la protection de ses côtes.

Ces deux flottes doivent être proportionnelles au nombre et à l'importance des produits à transporter. Il nous faut donc là un plan d'ensemble, une coordination des services, une collaboration de tous les organismes vitaux du pays, un programme à réaliser.

Haïti, contrée maritime par excellence, doit posséder une flotte de guerre, si petite soit-elle. Avec des garde-côtes à gazoline, nous ne saurions nous défendre ni contre les petits, ni contre les grands. Notre avenir est là. Il faut travailler dans ce but. Les deux marines nous sont nécessaires. La plus pressante, c'est la marine de guerre. La défense d'Haïti ne repose pas seulement sur une armée bien outillée et bien organisée, mais aussi sur une flotte capable de faire respecter ses côtes.

C'est pourquoi, pour mettre le pays sur ses deux pieds, il faut une réorganisation générale de notre vie.

Ne nous laissons pas endormir par les accords internationaux. On les brise aussi vite qu'on les signe. Le seul garant, c'est une force bien organisée. En créant notre armée, qui n'existe

pas, il faut donc créer la flotte, l'aviation et leurs moyens de développement.

Finances

Les politiciens de la finance et de l'économie croient que nous devons continuer dans la routine et dans le désordre.

Le remplacement du papier-monnaie par l'or expliquera le but de la nouvelle orientation que nous devons donner à la politique générale de la nation.

Sans une bonne finance, nous serons empêchés de réaliser les projets envisagés. Nous avons déjà parlé dans d'autres pages de notre monnaie, mais il est nécessaire de parler brièvement de nos finances.

La Gourde, dont la position technique est instable, a donné beaucoup de signes de faiblesse. Il nous faut une réserve d'or suffisante pour que notre devise soit inattaquable. Pour guérir un mal économique quelconque, il convient de créer de nouvelles activités à l'extérieur, et d'augmenter la production à l'intérieur.

L'intangibilité de la valeur et du volume des instruments de change, l'épargne, la souplesse des douanes, l'intelligence des dirigeants, nous semblent des éléments essentiels.

Toute œuvre qui s'appuie sur un homme dépourvu de programme, est appelée à tomber avec fracas. La réforme que nous souhaitons pour nos finances et pour notre pays ne saurait être une réforme de clans, ni une œuvre improvisée. Il faut recommencer à construire tout l'édifice.

Si nous partons d'un point sûr, en jetant les bases de la marche en avant, dans un grand esprit de sagesse, en nous basant sur les institutions qui doivent servir de piédestal à nos mouvements, notre succès est par avance assuré. L'accent du peuple ne doit jamais cesser de résonner, sa voix doit monter à l'unisson, sous une poussée orthodoxe d'une masse réveillée.

L'Etat, en prenant l'initiative d'exploiter les mines de son sol, élargira son champ d'action et augmentera ses richesses.

En mettant la main à l'œuvre, le travail s'offrira à tous, les affaires reprendront de plus belle; les ouvriers auront de

quoi s'occuper, et le pays s'enrichira. Sans l'initiative de travail d'aucune sorte, nous ne pourrons rien réaliser. Il faut créer les moyens de notre finance générale. Quand un pays ne peut pas pourvoir à ses besoins, parce que son sol est pauvre, il y a une raison pour admettre sa stérilité, mais tel n'est pas le cas de notre pays.

Harmonisation économique d'Haïti

Il faut mettre sur pied une politique d'ensemble, chercher avant tout à spécialiser chaque terre dans une ou plusieurs productions déterminées. Nous ne produisons pas assez. En produisant, il importe de chercher des marchés, d'ouvrir des horizons aux commerçants du pays. Avons-nous besoin à ce sujet de rappeler les lourdes erreurs commises par nos gouvernements passés? Le boycottage de nos productions, dont on avait tout d'abord découragé l'expansion, au seul profit de l'inconscience et de la paresse, fut appliqué par tous. Sans organisation, le pays ne peut pas produire. On a toujours dit aux paysans de travailler, de planter beaucoup pour récolter moins. Le moins qu'ils récoltent, ils le vendent aux messieurs dits négociants, qui le revendent à leur tour à d'autres négociants, d'où il résulte que le travailleur haïtien ne tire de son travail qu'un minime bénéfice. D'abord, on le trompe par de fausses balances et de fausses mesures, on le vole et on rend sa situation pénible.

Il doit pouvoir vendre ses denrées dans d'autres conditions.

Les marchés passés avec les pays étrangers poussent nos commerçants à des conditions inadmissibles. Ce n'est pas à un texte de loi que doivent se borner nos exportateurs. C'est à tout un ensemble de mesures administratives, de conventions économiques et douanières supprimant toutes subtilités paperassières, dispositions de procédure et autres.

Quant aux produits des indigènes, il faut qu'ils arrivent à les vendre aussi bien dans les moments de crise que dans les moments de l'abondance. Cela requiert, de la part de notre gouvernement, une grande sagesse dans les affaires douanières et une adaptation aux circonstances commerciales.

Les diverses denrées haïtiennes se trouvent ainsi obligées

à rester en Haïti, faute d'initiatives officielles et d'orientation. Certains produits alimentaires, que d'autres pays ne produisent pas, pourraient être vendus ailleurs si nous avions une bonne organisation consulaire, avec des hommes compétents à leur tête. Les pays européens demandent à grands cris des matières premières agricoles ou même minières; ne pourrions-nous pas les exporter vers ces pays? Nous avons mené une politique éminemment stupide, lourde hérédité du conformisme, à laquelle, il importe avant tout de remédier. Il faut grouper nos produits, nos denrées en action économique. La politique de clans cause évidemment un renversement de notre politique générale.

Tout cela postule un redressement, une nouvelle organisation de nos forces productives.

Il y a là un très gros effort à faire. D'immenses débouchés s'offrent à nos commerçants, qui ne les soupçonnent même pas.

Non seulement, il y a une propagande à faire dans ce domaine, mais encore, il s'agit de toute une éducation à faire et refaire. Et nombreux sont les problèmes d'ordre spécifiquement intérieur qui y trouveront, eux aussi, une solution avantageuse.

Pousser les Haïtiens à chercher leur voie aux marchés étrangers est une réalité; mais les fixer en même temps au sol national, est encore mieux. Il suffit de vouloir véritablement résoudre ces problèmes pour qu'apparaisse la solution qui consiste à créer des noyaux corporatifs, familiaux, agricoles et artisanaux, et à les encourager toujours à mieux faire et à produire davantage.

Tracer la ligne de conduite à l'indigène, fixer son regard au sol natal, ne veut pas d'ailleurs dire que, en toutes occasions, il faille le river étroitement à l'endroit où l'on ne le trouve pas. Le paysan doit apprendre à aimer sa terre, à trouver du charme à y vivre. Mais il ne doit pas y vivre comme paria; il faut qu'il y vive comme un homme libre, comme un citoyen qui aspire à l'amélioration constante.

C'est dans ce mouvement, c'est dans cette aspiration que l'on trouvera la plus belle illustration des principes que nous voudrions appliquer pour le bien de la patrie. La démocratie républicaine doit pouvoir offrir aux hommes des conditions de

commodité, des bases de l'aisance, le sens de l'hygiène et de la propreté. Il ne faut pas que les producteurs nationaux trouvent de difficultés à vendre ce qu'ils produisent, tant sur les marchés de leur pays que sur ceux de l'étranger. Pour leur assurer les débouchés nécessaires, il n'y a d'autre solution que de développer notre propre économie, pour que nous soyons en mesure d'acheter aux autres ce dont nous avons besoin. Le champ du commerce offre d'immenses possibilités d'emploi à la main-d'œuvre haïtienne. L'exploitation de notre sol et sous-sol offre des possibilités aux capitaux étrangers; car il va de soi que, dans notre pays encore neuf, dépourvu de tout élément d'épargne, c'est à la corporation que revient le rôle de favoriser la constitution du nouvel outillage économique. Le financement de la corporation nécessite d'ailleurs la mise sur pied d'une politique de crédit d'une grande envergure.

On s'est lancé dans la spéculation, en Haïti, avec l'idée arrêtée de justifier l'ordre des choses dont on est prisonnier; on croit naïvement que, par des formules creuses, on arrivera à tout. Erreur! Avec cette politique de contemplation, on est contraint de tailler l'idéal sur l'invéraisemblance. La question de peuple organisé est la question non du jour, mais de l'action qu'on y mettra. L'organisation doit être partout au premier plan des questions dont la solution sera le point d'appui de la société humaine. Haïti, par le seul fait de son existence, est appelée à affirmer et à conditionner l'autorité devant laquelle s'inclinent les hommes. Un peuple qui vit alerte, obéissant uniquement à ses données historiques, parvient à choisir sa voie dans la discipline et dans le progrès.

Tout progrès dépend de la paix intérieure du pays. C'est la loi fondamentale et la condition première de la marche en avant. Si cette masse révoltée s'est faite nation pour que toutes ses institutions et ses activités revêtent une forme humaine, dans le cadre d'une conscience éclairée, c'est pour accomplir une mission historique. L'harmonie est un parfum. C'est la sauvegarde des institutions démocratiques, c'est la base du salut public. La paix intérieure est l'évangile des peuples, l'ordre est le vase qui le contient. Il est impossible que le parfum soit parfaitement conservé, si le vase est cassé. Pour maintenir intact

ce qu'il y a de précieux dans ce vase, il y a des précautions à prendre.

Le mal haïtien touchera à son déclin, le jour où la jonction sera faite entre la nation et les réalités. Viendra la fin des soupçons, des surprises, la fin des calamités et des catastrophes.

Donnons à la nation une organisation superbe et tranquille qui travaille en silence à la grandeur collective. Une petite nation qui passe son temps à se guerroyer, sans songer à jeter les bases sûres de son évolution, est une société appelée à disparaître.

Les lois méchamment appliquées...!

Dans une communauté civilisée, il faut que le droit et la loi se donnent la main. De leurs relations naît l'ordre, et de leur antagonisme naît le désastre. Le droit des classes ne doit pas entraver les vérités nationales. Nos lois n'ont été faites que pour favoriser les forts et les puissants. La puissance illimitée des chefs anciens d'Haïti, appelés à cette époque, avant l'arrivée des Américains, chefs d'arrondissement, fut un désastre pour la démocratie haïtienne. Un peuple qui proclame la légitimité de ses institutions libérales, proclame en toute connaissance de cause la sécurité individuelle et instaure, par le fait, le régime du respect de la vie de ses citoyens. Le rôle des tribunaux de l'époque dont nous parlons, se limitait aux caprices de monstres dépourvus de toute connaissance du droit et de la liberté.

En vérité, l'existence de droits individuels a été toujours un mythe. Les assassins de la nation appliquaient les lois à leur façon, et se moquaient des autres.

Le dépouillement des paysans fut, en ce temps-là, un vrai scandale. Les messieurs dits négociants s'y adonnaient par tous les moyens. Il faut, pour la bonne marche des choses, des mesures de protection qui sauvegardent les intérêts de notre masse laborieuse.

Un Etat qui ne protège pas le droit de ses cultivateurs est un Etat sans armes. Si tout le monde avait son morceau de terre, protégé par des lois justes, s'il y avait une conscience, et des notions même élémentaires de logique, une autre politique se

ferait. Il faut encourager officiellement les travailleurs d'Haïti, dans la mesure du possible, à la base d'une réorganisation sans laquelle rien d'important ne sera fait. Malgré l'inégalité régnante, et l'abandon dans lequel on a laissé les cultivateurs haïtiens, eux seuls travaillent et soutiennent le pays. Le paysan est voué à la turpitude. Il est livré à lui-même et à ses méthodes rudimentaires pour cultiver la terre; il n'a pas de connaissances techniques, il ne possède aucun système scientifique qui lui permette, dans une certaine mesure, de faire fructifier sa terre.

Nos cultivateurs assistent muets aux destructions de leurs plantations par la vermine sans pouvoir y remédier. Le gouvernement, pour sa part, ne possédant point de mesures scientifiques pour mettre ordre à cela, croise les bras et laisse faire.

C'est dans cet état de choses que périt une grande partie de la culture de notre pays. Personne ne pense à soulager la misère qui règne dans nos campagnes. Au contraire, on donne toutes les facilités aux acheteurs de café pour déposséder nos paisibles campagnards par des détours funestes.

Nos aristocrates, enveloppés dans leur moi ridicule, s'efforcent de les tenir éloignés de tout contact de civilisation pour mieux les exploiter. Les acheteurs de café qui prennent le titre de créanciers, exploitent sans aucun scrupule les paysans de nos campagnes; un prêt de vingt Gourdes suffit, avec les intérêts scandaleux qui s'y ajoutent, pour confisquer illégalement les terres qu'ils possèdent. C'est peut-être une des causes de la fameuse émigration des Haïtiens à Cuba!

Comme il n'y a pas de culture intellectuelle dans les campagnes, et vu leur état de masse illettrée, on leur tord les mains, on les pille avec une désinvolture méchante. Quand ils vont peser leur café, le même pillage continue. Par des fausses balances, on leur prend plus de la moitié de leur récolte. Beaucoup, pour la nouvelle récolte, sont obligés de demander des prêts aux gens dits négociants, qui s'empressent de leur imposer des intérêts excessifs, de façon à ce que, à l'échéance du délai prévu pour le remboursement, si la somme engagée n'a pas été payée intégralement, on procède aussitôt à la dépossession des terres qu'ils cultivent désormais sans pouvoir en disposer, pour payer des sommes qui montent et qui montent!... C'est ainsi que les

Haïtiens entendent la démocratie. Dès ce moment-là, les terres ainsi confisquées cessent d'appartenir à leurs propriétaires. Tout cela se fait aux yeux des autorités légales!

Si la récolte a été mauvaise, le prêteur n'en tient pas compte. Quand la misère règne dans leur maison, et qu'ils ne peuvent malgré la confiscation, payer alors les milliers de Gourdes qui tombent sur eux comme des flocons de neige, on les livre aux fameux chefs de section, qui commencent, avec toute la brutalité qui les caractérise, à les emprisonner. Souvent, on rencontre des hommes ayant des bras attachés avec des cordes, conduits par des agents qui les battent, dans des conditions déplorables, comme s'ils étaient des voleurs communs! Cependant, à l'apprendre, ce sont des pères de famille dépossédés, qui refusent de laisser mourir de faim leurs enfants pour payer des sommes inventées!

C'est ainsi que beaucoup de richards haïtiens possèdent des centaines d'hectares de terre sans grands efforts... Le café qu'on y produit est remis intégralement au négociant. Le paysan travaille alors, des années et des années, à payer des sommes qui ne finissent jamais. Difficilement, le père de famille arrive à acheter des vêtements pour couvrir la nudité de ses enfants.

Ainsi se forme une bourgeoisie paresseuse, qui ramasse sa richesse aux dépens de l'ignorance. Elle se donne la bonne vie, elle voyage, elle s'instruit, elle se donne des fêtes, tandis que ses frères meurent dans la misère! Elle vit dans un cercle étroit, sans humanité et sans vitalité. Elle ne laisse aucune institution bienfaisante, aucune organisation à titre humanitaire!

Cette politique de dépouillement est appuyée par les clans qui nous ont toujours gouvernés; ils entrent tous en scène avec la même mentalité. Ils savent plus ou moins ce qui se passe dans le pays. Oui, il faut que cela finisse! Tant que cela existera, Haïti sera toujours arriérée et anarchiste.

Les paysans haïtiens gardent des souvenirs douloureux de ces choses! Pour les habitants emprisonnés injustement, il n'y a jamais eu de jugement. Ils restaient oubliés à la prison. Beaucoup ont trouvé la mort dans ces lieux infects! Les magistrats sont par avance vendus, ou du moins, s'ils ne le sont pas en principe, ils favorisent par tous les moyens le dépouillement

des cultivateurs du pays. O violation infâme ! ô ironie des choses !

Les principes démocratiques restent dans la charte. Les procédés démagogiques les remplacent. Le petit groupe de vauriens qui manipulent les destins de la nation donnent toujours tort aux faibles, et surtout aux paysans dont il est question.

Haïti est un des pays qui n'importent rien pour sa consommation. Nous possédons des terres très fertiles qui donnent, dans la plupart des cas, trois récoltes par an. C'est déjà appréciable que nous n'importions rien pour notre consommation.

Nous devons tout au courage et aux fatigues de nos vaillants paysans, qui n'épargnent ni forces, ni sacrifices pour rendre le pays prospère et heureux. Si Haïti a pu survivre à tant de secousses, c'est grâce à son sol et à l'intelligence de nos travailleurs. Et pourtant, malgré cette constance au travail, fait avec des éléments primitifs, le gouvernement n'a jamais songé à encourager l'agriculture. La première chose que fait le chef de l'Etat en arrivant au pouvoir, c'est de persécuter ses adversaires avec haine et rancune.

Les paysans, dans ces conditions, n'ont, sous le soleil brûlant d'Haïti, qu'une vie misérable. Ils vivent tous dans une ignorance absolue des choses modernes. Si le sol haïtien n'était pas si riche, le pays se trouverait sûrement dans une situation déplorable. Les gouvernements, les magistrats, les maires, occupés des querelles de clocher, n'ont jamais eu le temps de se soucier des problèmes qui nous occupent. Ils ont plutôt dénaturé les institutions dont ils devraient être les garants. Le gros négociant, gonflé de grandeur, se met souvent d'accord avec le magistrat communal pour enlever de force les terres, seules ressources de vie de nos paysans. Le campagnard qui possède des propriétés en Haïti, fait souvent des sacrifices pour parvenir à l'obtention de moyens qui lui permettent de les acheter. C'est dans un but louable que ces sacrifices se font. C'est pour assurer en quelque sorte l'avenir de nombreux enfants.

Les familles haïtiennes sont très fécondes. Il y en a qui ont dix, quinze enfants. Il est de toute logique que ces bras trouvent où travailler. Ou, tout au moins, s'ils travaillent, ils doivent travailler des terres qui leur appartiennent. Il faut supprimer

le privilège de ces messieurs gourmés, ces êtres trop fiers, vivant de formules, compartimentés comme des sultans, ayant l'apparence du bon ton, mais ne formant qu'un chapitre de code mondain. Ils marchent avec grande désinvolture, ils poursuivent des buts égoïstes par lesquels, ils veulent, coûte que coûte, satisfaire leurs passions.

Il y a des commerçants qui possèdent des biens immenses qu'ils n'ont jamais achetés. Ils les ont eus par des combines peu honnêtes. Ainsi conçu, c'est travailler au détriment de la nation elle-même. Ce qui est bizarre, c'est que tout se fait sous l'étiquette de la justice légale!

O fausse justice, que de mal n'as-tu pas causé à notre peuple!

Le paysan, resté toujours doux et honnête, continue à être la victime des bassesses des « négociants ». Tout cela est dû à la mauvaise organisation de notre code judiciaire. Ce jeu est au moins, au sens classique, désuet. Il a régné un siècle dans les coutumes haïtiennes, dans les procès publics et privés; ses fruits sont donc très amers. Autant, il importe, en effe, de libérer le pouvoir des parasites, autant, il peut être avantageux, pour la prospérité générale, de garantir nos cultivateurs contre ces abus.

Les gestions de la corporation, avec des lois bien définies, résoudreont en partie le problème des finances locales, exerceront une influence modératrice sur l'ensemble de notre vie. Il semble bien qu'il soit permis d'espérer cette compréhension des hommes responsables de nos milieux.

Source de la honteuse émigration...

Ce fut, pour l'honneur national, un renversement brutal de voir tant d'Haïtiens partir pour l'étranger depuis l'arrivée des Américains. Il serait vain de vouloir ignorer la portée historique de cette époque catastrophique dans la vie nationale. La misère de toute une partie de nos populations, s'est accrue du fait même de tant d'anarchies qui ont démoralisé l'ensemble de la vie d'Haïti. L'injustice et le parti pris dont a fait preuve

la République, dans sa façon de traiter les divers problèmes nationaux, ont suscité l'émigration de nos travailleurs qui, mourant de faim, ont dû prendre la fuite.

Les résultats de la politique de clans furent un désastre pour notre réputation. Le paysan haïtien n'a d'autre moyen de vie que la terre qu'il travaille. Le système de dépouillement systématique, la paresse qui pousse à s'enrichir aux dépens des autres, sans rien faire, tout cela a contribué à aggraver la situation intenable dans laquelle les campagnards haïtiens s'agitaient depuis longtemps.

Au lieu d'encourager leurs mains vaillantes et de leur fournir, le cas échéant, des éléments susceptibles de faire fructifier leurs ressources, on les a forcés à vivre en parias de la bourgeoisie, qui vit de la spéculation. La désharmonisation économique de notre pays fut totale. Les Yankee vinrent, avec leurs systèmes modernes, dont les dirigeants d'Haïti devraient profiter, mettre le comble au désastre économique dont souffrait déjà la nation. Mais, hélas! ils sont partis, et les Haïtiens sont retournés à leur routine, ou tout au moins au système de l'improvisation.

Il a fallu que nos caisses publiques entretinssent une occupation militaire de quarante mille hommes. Il a fallu payer par avance un emprunt de 40 millions de dollars, fait au compte d'Haïti! Le Yankee, avec cet argent, aurait mieux fait, s'il avait trouvé des hommes disposés à marcher et à profiter de sa présence, pour la réorganisation des branches administratives de notre système de vie. Au contraire, quelques-uns étaient déçus de la conduite arrogante des occupants envers eux, parce qu'ils en attendaient la terre et le ciel; d'autres se méfiaient, parce qu'ils voyaient en eux des anciens bourreaux de leurs pères; en résumé, les choses sont restées au point où ils les ont trouvées.

Du temps de la loi de la jungle, beaucoup de nos travailleurs étaient dérangés de leur travail pour aller creuser des routes pour le bon plaisir des chefs de section. Malheur à celui qui aurait protesté! Il serait persécuté, outragé, et mené en prison... C'est cette organisation féodale qui a permis à ces mécréants de maltraiter des hommes qui travaillent pour la

nation. C'est elle encore qui les a armés pour faire, des lois et des gens, leur marchepied.

Nos campagnes non protégées, nos paysans non organisés, nous ont permis d'assister au départ honteux des fils de Toussaint Louverture et de Christophe pour l'étranger! Les suceurs de notre peuple, au contraire, s'empressaient de s'entendre avec les chefs des usines cubaines pour vendre en cachette leurs frères comme esclaves; dans beaucoup d'endroits, à Cuba, les émigrants haïtiens furent maltraités et méprisés. Il semble, encore, après l'expérience amère que nous avons faite, qu'on soit bien disposé à recommencer la vie du personnalisme, la même nonchalance, le même brigandage que par le passé! Le pays fut dépeuplé à la suite de cette émigration coupable et la misère régna/et règne dans bien des campagnes de Haïti. Nous avons perdu pendant cette période de désastre plus de vingt mille hommes./Les guerres civiles cubaines en ont détruit une partie;/ la garde rurale qui représente aujourd'hui la troupe régulière de Cuba, en a fait autant. Les gouvernements d'Haïti ont été au courant de ces choses, ils n'ont pas réagi...

D'abord dépouillés de leurs terres, nos campagnards, ne trouvant pas d'occupation dans les villes, furent contraints d'abandonner leur patrie. Les nationaux haïtiens à Cuba ont connu toutes sortes de vexations, d'humiliations, d'épreuves meurtrières.

Le préjugé cubain se dressait avec toute la force sauvage que l'on connaît et vomissait ses larves ridicules à l'égard de nos émigrants. Cependant, à bien considérer les choses, le Cubain peut s'acheter tous les masques blancs pour couvrir sa peau, mais il reste quand même le fils de l'Africain... L'Afrique n'a pas de chance, ses propres fils lui font la guerre!... Non satisfaits de traiter nos sujets de négro (ce dont nous n'avons aucune raison de rougir), les journalistes cubains, ont décrié nos coutumes avec une insolence sans borne.

Nos émigrants lettrés ont eu des chicanes de toutes sortes en lisant les revues et quelques journaux de Cuba. Ce fut une croisiade organisée. Une campagne insidieuse fut menée par les mulâtres, appelés blancs, dans le but d'attaquer nos coutumes. Nos consulats, notre Légation à la Havane, restaient muets. Le

conformisme les suivait jusque-là... Pourtant, l'émigration haïtienne eût pour base une convention entre les deux gouvernements. Considérée ainsi, on était en droit de réclamer que les clauses de cette convention fussent exécutées. Rien. Tandis qu'à Cuba, la presse lançait des épithètes qui, pour un autre gouvernement, auraient eu une portée morale, nos dirigeants fermaient les yeux et laissaient faire.

L'inconscience et le conformisme étaient tels que les Haïtiens qui eurent le malheur d'émigrer à Cuba, étaient livrés à eux-mêmes. J'ai lu, étant à Cuba en 1923, des choses vraiment dures pour l'honneur de notre nation. Nos figurants diplomatiques alors à Cuba, paraissaient ignorer leur devoir le plus élémentaire. Leur conception est de se représenter la nation sans dignité. Beaucoup de nos gouvernements ont toujours mené une vie de faiblesse quant aux prérogatives internationales auxquelles nous avons droit. Le laisser-aller, le laisser-faire, le manque de compréhension des choses, la politique de coulisse, la lutte de clans, les intrigues des personnalités camouflées d'erreurs, tout cela nous a conduit au point où nous sommes.

Il faut que le peuple se réveille pour secouer ce joug qui pèse sur lui.

Le sens du droit existait au temps où un Antenor Firmin, un Délorme et autres s'étaient sur la scène internationale.

C'est une autre génération. La décadence de la bourgeoisie haïtienne n'était pas si évidente. Depuis qu'on a perdu la tête de vouloir passer pour des Gaulois aux yeux des autres, Haïti est tombée à un état très bas de mannequinerie. Nos émigrants, répétons-le, ont été malmenés, maltraités, exploités par les colons cubains; plusieurs ont été tués à l'instigation mystérieuse des forces publiques de Cuba. Pour n'importe quel prétexte, on accusait les Haïtiens. J'ai connu la femme d'un ministre d'Haïti à la Havane qui s'indignait quand elle lisait les articles par lesquels on accusait les Haïtiens. C'étaient des calomnies affreuses qu'on lançait contre nous. Cependant, le ministre lui-même, était bien tranquille dans sa conscience. Il avait l'air d'un homme satisfait qui se préoccupait plutôt d'exhiber ses toilettes et ses vanités personnelles que de s'occuper des intérêts de sa nation.

Sa femme ressentait avec plus de véhémence, peut-être à cause de sa nature de femme, les aiguillons de la calomnie. Quel spectacle! Avec quelle indignation je l'écoutais raisonner! La cause de tout cela, c'est que les gouvernements haïtiens n'ont jamais fait choix d'hommes capables pour représenter le pays à l'étranger. Un diplomate doit connaître en partie le droit, surtout, le droit international.

Il faut pour cela des hommes éprouvés, pleins de patriotisme. Il faut cesser d'envoyer, pour nous représenter, des figurants, mais des hommes qui connaissent leur métier. On connaît la politique de clans, on connaît aussi ses bassesses et ses drôleries.

Les arrivistes ont pour coutume d'envoyer à l'étranger non les valeurs de l'élite haïtienne, mais des cousins, des parents qui sont la plupart du temps des novices auxquels, il faut faire du bien, car ils ont tout fait pour mener les intrigues qui ont permis à monsieur un tel d'arriver. D'ailleurs, beaucoup de ces hommes qui quittent le sol d'Haïti, partent dans le but de jouir de leur place sans s'occuper de la nation. Ces proches parents, ne savent parfois pas un mot de la langue du pays où ils se rendent. Beaucoup gardent une attitude hostile aux compatriotes qui accourent à eux aux heures d'embarras. Il y en a qui ne descendent pas de leur piédestal de seigneurs féodaux pour s'occuper des petits qu'ils ont l'habitude de mépriser. Je ne m'attaque à personne, mais je voudrais bien citer des noms!

Le diplomate est un serviteur du peuple qu'il représente.

La connaissance des règles souples en matière de diplomatie, s'impose, mais, dans la souplesse, il faut qu'il y ait aussi de l'énergie. Notre organisation diplomatique recèle un vice. Il faut y remédier.

Le prestige d'une nation dépend à la rigueur des qualités de ses valeurs représentatives.

Les centres où nos enfants se forment, ne possèdent pas assez d'élément pour la formation intellectuelle de nos futurs gouvernants.

Tous ces cousins, petits-cousins, oncles et petits-fils auxquels on accorde des places diplomatiques, sont des recrues qui demeurent étrangères aux lois et aux attributions de leur charge.

Les centres religieux bourrent le crâne de nos enfants de choses mortes dont ils n'ont pas besoin; quand ils veulent les mettre en pratique, ils se trouvent désarmés et sans bagage.

C'est une instruction primaire que nos enfants reçoivent. Il faut élargir notre horizon d'éducation, il faut relever le niveau de connaissance de notre jeunesse. Cette œuvre réclame la formation technique de professeurs, la création de toutes les facultés avec des bibliothèques adéquates où des livres instructifs seront mis à la disposition de l'étudiant.

Tous les points que je soulève dans cet ouvrage sont des points que nous pouvons réaliser sans aucun sacrifice. Il faut changer le système d'enseignement pour pouvoir, par des méthodes mieux adaptées, meubler le cerveau de nos concitoyens. Ainsi, tenant compte des circonstances, nous pourrons procéder à la formation d'une nouvelle équipe moderne qui tire sa science des données techniques dont nous avons besoin.

Revenant à la terre d'Haïti, nous pouvons affirmer que c'est une des plus fertiles de l'Amérique. Pour en tirer tous les profits désirables, il faut songer d'abord à suivre des systèmes pratiques auxquels, il faut aussi rester fidèle tout le temps que le pays restera à l'état de gestation. Il importe donc que l'assistance officielle, n'y manque jamais. Si nous n'avons pas d'éléments techniques, il faudra les importer. En attendant, nous pourrons former les nôtres qui les remplaceront à mesure que les années s'écouleront. Notre sol contient tout ce dont nous avons besoin pour une vie stable et sûre. Pour améliorer, dans la mesure du possible, le sort de nos travailleurs agricoles, un code de travail nous est d'ailleurs indispensable. Outre ce code, nous avons besoin d'une législation bien détaillée, instituée sur des bases très démocratiques en harmonie avec les nécessités de la nation. Cela nous ouvrira une issue qui nous permettra de trouver la route que nous cherchons; alors, l'évolution sera plus ordonnée, plus rapide, moins défailante, ayant évidemment un support technique et scientifique.

Dès ce jour-là, les « Négociants », toujours affamés de richesse au détriment de la classe rurale, par conséquent au détriment de la nation, puisque sa force y réside, se verront obligés de suivre le cours normal de la vie, car les lois nouvelles les for-

ceront à marcher dans le droit chemin, à chercher aussi dans le domaine de la justice et du respect du bien d'autrui, la multiplication de leurs affaires. En empêchant qu'une classe de parasites ne se crée dans le sein de notre sociétés, nous contribuerons à sauver la nation d'un mauvais courant. Le rôle de nos tribunaux est de soumettre au contrôle de la justice une classe aussi bien qu'une autre.

C'est en supprimant les privilèges oppresseurs de cette classe de parasites que les pouvoirs publics contribueront à la prospérité de tous. Il faut faire en sorte que chaque paysan parvienne à la possession au moins d'un hectare de terre, soit à titre de propriétés, soit à titre de fermier. C'est ainsi que par des lois de prévoyance, nous arriverons à empêcher l'émigration de nos travailleurs à l'étranger. D'ailleurs, c'est la dépopulation, c'est la pauvreté, c'est la ruine du pays. L'émigration dans un pays, constitue une épidémie redoutable. Les sujets d'une nation doivent tous travailler à sa grandeur et chercher dans leur propre sphère, leurs moyens de commodité. Nous ne voulons pas voir nos campagnes désertes, ni nos foyers abandonnés. Nous espérons, dans un avenir prochain, que ce besoin naturel, mais surtout national, se cristallisera dans toute son ampleur, pour éviter les grands maux que cette affaire pourrait entraîner dans la suite.

Haïti doit rentrer dans une ère de réformes de tous genres pour mieux sortir de l'impasse, dans laquelle elle se débat il y a bientôt cent ans. Il importe que nous lui donnions une autre physionomie politique, d'autres normes sociales, morales et raciales. La forme ne donne pas le progrès, mais étant générale, la forme constitutionnelle, avec ses ramifications de lois souples, contribue à faire mieux comprendre le progrès, son évolution, son ascension ordonnée, outre qu'elle est le point d'appui et le terrain du théâtre évolutif de tout mouvement.

Pour établir un culte du travail, une discipline dans le progrès, il faut créer d'abord les bases de ce culte. La Constitution actuelle, l'œuvre d'une coterie, pleine de caractéristiques diamétralement opposées aux vrais besoins du peuple, doit faire place à une Constitution qui garantisse les droits individuels dans leurs parties organiques, offrant une souplesse suffisante

pour contrevenir à des groupements politiques de nuances diverses.

Par elle, il sera possible d'atteindre une stabilité politique sans laquelle, toute œuvre constructive sera impossible.

Le libéralisme devant être le dogme fondamental dans la nouvelle évolution haïtienne, embrassant et les intellectuels et l'élite et les ignorants, évidemment chacun à sa place selon ses mérites, il y aura lieu de croire à une possibilité d'entente pour la marche en avant.

Il faut créer, si cela n'existe pas, la valeur de l'initiative individuelle, la vertu de l'effort, la fécondité de la concurrence, le besoin de développement, la naturelle élimination des inaptes, la sélection automatique des meilleurs.

Quant à l'Etat, il se verra confiné dans quelques rôles essentiels : il veillera à l'ordre, il défendra la paix, il créera la confiance, il donnera forme et physionomie à l'action de l'individu.

Un vrai culte doit savoir conserver ses fidèles dans la foi et dans l'idéal. Il est, certes, grand temps que la fonction de l'Etat sorte de l'impasse de l'incertitude où elle végète actuellement. Soumettons nos principes à une nouvelle base d'action, à un renouvellement sincère. Essayons de voir clair, rompons avec les vieilles habitudes, certes toujours commodes pour ceux qui cherchent dans la stérilité leur point d'appui.

Créons des organismes libres, sans gaspillage, où l'on entre librement, où l'on s'engage par le contrat obligatoire du devoir. A bas les organismes créés sous la contrainte de l'épée qui nous pousse, nous houscule, ordonne et condamne. Les peuples ont leur grandeur et décadence. Les moralités ont des levants et des crépuscules. Haïti, affranchie des tutelles, des faillites et des défaillances politiques, grâce à une nouvelle organisation de l'ensemble de sa vie, s'émancipera des entraves du conformisme qui la tue.

(L'instruction a été toujours un patrimoine de l'élite qui, enveloppée dans un moi égoïste, a barré le chemin aux autres qui ont voulu s'instruire. Notre pays possède, sans nous vanter, une élite instruite, capable de se mesurer à n'importe quelle autre; mais la question n'est pas là. Ce qu'on demande de cette élite,

c'est qu'elle fasse jaillir ses lumières sur les autres dans le but de contribuer au relèvement de la masse.

Il ne s'agit pas de caresser des connaissances acquises et les obliger à rester dans un petit cercle appauvri, mais il faut les forcer à produire, afin qu'elles donnent tout le rendement dont elles sont capables. Nous constatons quelquefois, avec certaine déception, des phénomènes qui nous écœurent. Certains éléments de notre élite, bourrés de vanités et d'aristocratie éducative, s'imaginent que le mieux à faire, est de se mettre en règle par une tradition facile, avec une intransigeance orthodoxe qui déçoit les esprits. Dans ces conditions, elle ne se met pas en contact avec la masse dont elle doit tirer ses sujets de production. Il faut que cela change.

Nous n'avons pas de lois de prévoyance sociale, il nous manque tout. Profitons de l'ordre établi pour relever le travail, pour créer, sur une vaste échelle, les organismes dont nous avons grand besoin. Substituons à la misère qui dégrade les principes, l'indépendance qui fortifie. Où la misère règne, règne aussi la révolution. Il faut atténuer cet esprit par le travail.

Mettons de côté les faux systèmes, cherchons des moyens adéquats à notre évolution. Le peuple aura un jour l'instinct du vrai comme il aura l'instinct du juste; la lumière pénétrera dans son esprit à l'insu même de ses suceurs.

Il ne convient pas, dans une collectivité inexpérimentée que l'enthousiasme de la liberté meure. Bien que nous fussions réduits à acheter la tranquillité par des moyens toujours violents, cela n'implique nullement que nous passions notre vie à l'acheter au même prix.

Transformons l'homme en citoyen et évitons que la démocratie ne l'isole des cadres collectifs, mais qu'elle fasse davantage des éléments assimilables au maintien du progrès et de la paix auxquels aspirent les citoyens d'une nation. La démocratie ne doit pas affaiblir la famille, son rôle est de l'améliorer. Dans bien des pays, elle est devenue synonyme d'antifamille.

Créons des principes qui honorent notre famille, sauvegardons-la, car d'elle, comme autant d'autres choses, dépend la gloire de notre Société.

CHAPITRE XI

LE REDRESSEMENT MORAL DE LA FAMILLE HAÏTIENNE

Dans une société qui aspire à un avenir meilleur, la première des conditions pour un régime stable, c'est l'éducation de la famille. Ainsi, dans les circonstances actuelles du monde, il faut mettre au premier rang nos préoccupations sur l'éducation et l'instruction de la famille. L'une et l'autre sont à la base de la Haïti nouvelle. L'éducation et l'instruction sont des moyens destinés à élever l'homme au-dessus de son niveau et à lui donner un sens spirituel et matériel. Or, les faits nous permettent de tenir compte des tournures que peuvent prendre les choses de l'humanité.

L'histoire nous fait connaître l'origine de la classe d'hommes appelée élite. Elle provient généralement du menu peuple. Les exemples ne manquent pas en l'occurrence.

Héritiers comme tous les autres peuples de la terre de la grandeur de la civilisation dite chrétienne, il nous reste à en tirer les profits et les conditions requises pour en faire un grand peuple et de grands hommes. Dans le domaine social comme dans le domaine de la famille, pour la science, la littérature comme les autres arts, enfin dans tous les métiers, il y a des circonstances où des hommes manquent, il en est d'autres où il semble qu'il y en ait trop.

L'éducation doit changer d'aspect selon les époques et les circonstances. Chaque peuple doit avoir son genre d'éducation qui donne ses fruits, abondants ou pauvres, brillants ou misérables, mais qui sert à quelque chose. Une terre sans flore est une

terre maudite. Les temps où nous vivons, donnent aux peuples une autre physionomie. Ils sont bien déficients. Préparons donc nos pâtes aussi bien que le moule; or, ce moule peut contribuer à la transformation de l'enfant et de l'homme.

L'éducation de nos générations est une action créatrice, exercée par une autorité naturelle et légitime, c'est-à-dire, celle de la famille. Il ne s'agit pas seulement d'éduquer, mais aussi d'élever. Elever l'âme, l'esprit, les sentiments, les pensées, élever le caractère, le former est le premier devoir de l'éducation. Haïti doit penser à créer ses élites et ses chefs dans le cadre de la logique de son histoire. Nous avons une race paysanne aux fortes qualités de jugement, il faut l'habituer à commander et à diriger les choses aussi naturellement que le laboureur conduit sa charrue. Evitons de tomber dans l'erreur de croire que l'instruction scientifique suffit à l'homme.

Il faut considérer les choses à leur juste valeur morale et intellectuelle. La première, doit se subordonner à la seconde quand celle-là n'ébranle pas les principes sur lesquels toute évolution doit se baser : la morale.

Tout le monde n'est pas appelé à avoir une instruction complète. Mais tous les êtres humains ont besoin d'une éducation saine et forte. Quand une société part de ce point, elle est sûre d'aller loin. Une bonne éducation morale comporte compréhension, savoir, jugement, volonté, énergie, décision, fermeté, courage en vue de l'action. Une société qui bourre ses enfants de sciences les plus diverses, sans métier défini, ni possibilité d'en choisir, prépare l'embarras de ses propres sujets. Prenons les jeunes gens de tous les milieux, remplissons-les de choses utiles, qu'ils soient prêts à faire n'importe quelle besogne pourvu qu'elle soit rémunératrice et qu'elle n'empêche pas l'individu de s'instruire. Ne tolérons pas les étudiants à perpétuité, ni chômeurs professionnels, ni ouvriers non spécialisés; agir ainsi, c'est augmenter les embarras de notre société.

Dissocier le métier dans l'instruction, c'est la stériliser, c'est continuer l'erreur de notre milieu qui croit que la rhétorique suffit à nos enfants. On peut se passer de recevoir une très complète instruction, mais on ne doit pas se passer d'avoir à sa portée un métier honorable. Il ne s'agit pas de préparer des hommes

forts en thème ou en mathématiques, sortes de savants pour travaux théoriques, incapables de se diriger eux-mêmes, à plus forte raison de diriger les autres, nous demandons des hommes et des femmes avec une préparation suffisante pour améliorer leur sort et celui des autres.

La machine remplace de plus en plus le spécialiste. Le jeune d'Haïti s'aperçoit avec désespoir que ce qu'il a appris aux séminaires religieux ne contribue guère à améliorer son sort dans le domaine pratique. La formation omnibus que notre jeunesse y reçoit ne mène qu'aux désillusions. Avec une solide instruction, on peut avoir aussi un bon métier.

C'est vers cette formation que nous devons marcher. De même, l'agriculture souffre d'une sorte de démoralisation dont nous avons parlé plus loin. Il nous reste à apprendre à nos paysans à s'appliquer au développement des grandes forces spirituelles et matérielles dont ils sont capables; aussi, pensons à la formation familiale de notre société, à la formation morale de son cœur, de sa conscience, de son caractère, de son évolution sociale et civique.

Pensons moins à les classer par un simple désir de centralisation administrative, mais classons-les de sorte qu'ils soient utiles à eux-mêmes. Installons partout des écoles urbaines à l'usage des paysans. Attirons l'attention des citoyens vers la campagne pour que le contact des deux éléments apporte à notre évolution une force nouvelle. Ne déracinons pas les jeunes gens de leur milieu naturel, de leurs traditions régionales, ne les privons pas de leurs données familiales. Manier les outils qui endurecissent la paume des mains, c'est s'avilir, pensent aujourd'hui ceux qui ont reçu une certaine instruction; non, c'est une erreur.

L'homme instruit comprend mieux les choses. Son instruction doit servir à améliorer sa conditions et celle de ses semblables.

Ne confondons pas la culture avec l'instruction. N'abrutissons pas nos enfants par des programmes trop surchargés, ne les étonons pas par la force des morceaux fatiguants appris à la hâte et machinalement, mais éveillons en eux le désir d'apprendre.

On forme chez nous des agrégés d'esprit primaire ou d'in-

telligence complètement stérile. Non, ce programme est funeste à notre avenir. Une bonne éducation doit pouvoir enseigner des normes visant des objectifs. Tels que le salut de la personne, au sens hygiénique, le salut au sens spirituel, la cohésion sociale et le principe de droits réciproques doivent être à la base d'une compréhension mutuelle. La nouvelle formation que nous demandons pour nos présentes et futures générations, doit être une formation qui donne à l'esprit l'usage et l'emploi de sa liberté, séparée de toute formation religieuse à la manière jésuitique. D'ailleurs, le développement des principes courants de morale naturelle, embrasse le respect des règles, de l'honnêteté et des lois fondamentales de la nation, le sentiment de justice, celui de la solidarité collective dans le domaine humain.

Les institutions qui formeront l'enfant, lui fournissant l'éducation complète dans le sens indiqué, c'est la famille. Mais, d'abord et surtout, il faut qu'elle soit capable de remplir ses fonctions éducatrices et qu'elle sache choisir le chemin de la sagesse. Le rôle qui lui incombe avant tout, c'est de développer chez l'enfant les qualités qui s'y manifestent, la personnalité humaine, de lui apprendre les grandes notions du devoir, de l'honneur et du travail. L'Etat ne doit avoir aucune mainmise sur l'enfant, mais il doit veiller à ce qu'il reçoive suffisamment de nourriture pour les grandes actions de demain.

Dans l'état actuel des choses, il est utile d'indiquer que la fonction d'éducation doit parfois être assurée par l'Etat. Pour les enfants des indigènes, il faut qu'il soit en mesure de leur donner des facilités, afin qu'ils aient aussi une éducation et une instruction. Il est indéniable que l'école joue un rôle important dans le développement d'une morale; or, quand elle est bien organisée, elle apprend, sans perte de temps, les saines notions qui rehaussent les valeurs morales d'un homme.

Un Etat qui pense aux enfants du peuple, facilite le réveil des génies qu'il contient. Jusqu'ici, l'enseignement supérieur et secondaire est encore en retard. Evitons cette sociologie qui ébranle l'équilibre d'une force morale et son existence. Etablissons l'enseignement non de langues mortes, qui créent le vide chez l'enfant, mais que ce qu'il apprend soit vrai et solide.

Il incombe à l'Etat d'organiser et de provoquer l'orientation

professionnelle dans le cadre des besoins de la nation. Il lui appartient de diriger les familles en leur imposant ses méthodes d'instruction et d'éducation; il a le droit et le devoir de protéger l'enfant contre l'influence du dehors.

Pour l'éducation professionnelle, il faut aussi l'intervention de l'Etat. Comme nous préconisons le monopole de l'instruction par l'Etat, il est évident qu'il revendique certains droits qu'il a sur l'enfant quant à son orientation.

Les sociétés démocratiques ont une double mission à remplir. Elles doivent préparer des sociétés riches, raffinées, ornées, magnifiques, puissantes par le poids de leur masse homogène, afin qu'on puisse y trouver des qualités privées, de bons pères de famille, d'honnêtes commerçants et des propriétaires estimables, capables de produire, au milieu même des plus graves corruptions, des mœurs dignes de la morale.

Famille, métier, race région, doivent être la base de la reconstitution haïtienne. Il est impossible que notre pays entreprenne quoi que ce soit, sans penser, au préalable, à la famille. Les familles sont les piliers d'une nation; l'existence d'un peuple en dépend.

Sans elles, un relèvement haïtien est impossible. Trop d'Haïtiens confondent encore le régime de la liberté avec le parasitisme du pouvoir. Un peuple décidé à marcher, trouve ses modèles d'abord chez ses ancêtres qui furent en contact direct avec la réalité de l'histoire. On ne doit pas supporter qu'on isole la famille pour la circonvenir, car la communion du pouvoir et de la famille est nécessaire à l'action du progrès.

Que les Haïtiens relisent notamment l'histoire : ils apprendront ce qu'on tente de leur faire oublier. Elle est notre première préoccupation. Il faut penser à lui donner son véritable sens, sa véritable dignité, le goût de sa liberté et de ses devoirs. On constate à présent, dans l'esprit haïtien, un abaissement assez prononcé de sentiments. Forgés depuis plus d'un siècle, par d'étroites querelles de clans inconscients, par un régime où tout s'égalise par la politique de coulisse, trop des nôtres semblent avoir perdu le sens de la fierté, de la solidarité et de la grandeur. Une autre élite est donc à refaire. Une autre famille à refaire aussi. Tout ce qui est anonyme, et dans l'Etat, et dans la société,

doit être profondément transformé afin de rendre à nos principes leur sens et leur élan.

Les familles doivent être reclassées, non d'après leur fortune et leur origine, mais d'après leur valeur morale, leurs qualités et leurs vertus. Il incombe de restaurer les libertés pour lesquelles nos aïeux ont lutté bravement contre l'oppression. Il faut donner à la famille haïtienne le sens de la justice, de l'honneur et du travail. Pour cette œuvre de rénovation, la création de métiers fondés sur le travail est indispensable. Cette action doit être basée sur les lois naturelles, pour opposer en effet les réalités du métier aux forces anonymes des clans.

Nous voulons rassembler tous les Haïtiens en un bloc compact pour qu'ils puissent défendre leurs intérêts communs.

La base de toute société est la famille. Elle est en Haïti comme ailleurs, la loi fondamentale de la réalité nationale.

L'intérêt supérieur du peuple est là. Une société qui n'a pas de traditions propres, s'expose à des métamorphoses ridicules et des erreurs regrettables. Etablissons, si nous voulons avoir une société durable, les bases qui la soutiennent.

Apprenons aux Haïtiens à aimer leurs coutumes qu'ils méprisent trop souvent, grâce à une mauvaise éducation reçue.

Barrons le chemin à la démagogie, rendons son effet nul. Un peuple sans coutumes est un peuple de bâtards que les événements pourront un jour emporter.

CHAPITRE XII

LE CLERGÉ EN HAÏTI

Haïti est encore vouée à l'action faible. Sa situation est nulle et dangereuse, tout au moins superficielle. Dirigé par des chefs opportunistes, aux formules enveloppantes, mais qui dispensent d'agir, bien qu'ils se croient experts à brouiller le noir et le blanc, autant qu'habiles à maîtriser le vent, en apaiseurs onctueux, le pays a toujours abandonné sa barque au gré des flots qui la penchent tantôt d'un côté, tantôt d'un autre.

En attendant, les louvoyeurs, pour qui les autres hommes ne valent rien du tout, maîtrisent le pays et emportent ses richesses.

Si confus que nous paraissent les problèmes nationaux, les défaites n'ont en réalité qu'une portée limitée. Il faut chercher dans les vues de l'ensemble ce qui convient aux intérêts de la nation. Or, plus la partie est rude, plus on doit s'acharner à la faire triompher.

La démagogie n'a d'autre ressource que de séduire les gens sous un oripeau trompeur; elle les débauche en les dévoyant, en les compromettant avec l'institution qu'ils représentent. C'est dans son sein qu'il nous est donné parfois de pleurer les plus humiliantes défaites. Autant d'occasions qu'a le pays de prouver sa vitalité, autant d'actes qui viendront utilement à l'appui des faits. Une petite nation peut jouer un rôle aussi important par son organisation, qu'une grande nation par sa force.

Pour Haïti, quel élément de valeur, de vitalité, d'espoir de renouvellement, de progrès, que cette jeunesse qui compose notre société! L'éducation est un service d'Etat qui doit être poursuivi méthodiquement, en profondeur et en largeur; elle est réservée au contrôle exclusif de la nation.

Nous ne prétendons nullement rendre responsable le clergé catholique de nos déboires civils, de certaines grandes défaillances que nous constatons avec douleur dans notre milieu; mais nous ne saurions terminer cet ouvrage sans mettre nos doigts dans la plaie qui nous ronge. Dans son champ d'action, consacré en apparence à l'unique culture, on trouve des inconséquences et une perspicacité capable de diminuer les esprits par une méthode méditée à priori.

Nous ne prétendons pas du tout entrer dans les définitions de religions, ni dans des considérations de dogmes qui sont purement affaire de l'Eglise; mais nous mettrons au grand jour les choses telles qu'elles sont. Peu importe l'ensemble de la secte.

Accueillant nos enfants à la faveur d'une mentalité cléricalle, les séminaires religieux, les enfoncent dans une double erreur, à laquelle leur geste et leur tendance donnent une consécration presque qualifiée. L'erreur la plus lamentable fut celle qui a conduit nos dirigeants à pactiser avec Rome papale, et à supporter le joug du clergé depuis déjà cent et quelques années.

L'Haïtien, indifférent aux grandes questions nationales, est toujours resté en marge des événements, dans une inconscience absolue. Mille raisons nous autorisent à désirer que toutes les institutions du pays soient occupées par ses enfants.

L'avenir, la sécurité même du pays, dépendent des forces qui le composent. Nous ne pouvons guère songer à consolider notre personnalité historique et politique, sans songer au préalable à l'occupation de nos institutions par nos enfants.

L'Eglise catholique, par ses lois et dogmes, forme partie intégrante des coutumes et des sentiments publics.

En donnant le privilège de l'enseignement, presque dans son ensemble, à des étrangers, nous courons le risque de défigurer notre peuple, de compromettre peut-être notre nationalité. Nos générations peuvent prendre une nouvelle physionomie tout à fait opposée à la physionomie à laquelle nous aspirons. Si nous ne prenons pas des mesures très radicales pour contre-carrer certaines tendances, d'ici peu, Haïti oubliera son histoire, son origine, son passé glorieux, pour tomber dans l'invéraisemblance et dans la décadence des mœurs et des coutumes.

Il faut conserver au sein du peuple ce feu sacré du devoir patriotique, cette flamme ardente des principes solides, pour barrer le chemin à la dégringolade et à la mannequinerie.

Nous prenons l'Eglise catholique, non parce que nous en voulons, mais nous considérons que c'est la seule institution religieuse dont les pasteurs soient étrangers. Les autres institutions religieuses, telles que les sectes protestantes, choisissent leurs représentants parmi les hommes du pays. Il y a à peine 2 % du clergé catholique qui soit haïtien. Tout le clergé est composé d'étrangers.

Loin de nous l'idée de nous attaquer à la religion elle-même, ni à ceux qui ont travaillé et qui travaillent à sa propagande; non, nous défendons seulement, mais avec passion, les institutions de l'Etat haïtien. Les dirigeants des sectes religieuses établies en Haïti ont su profiter de toutes les occasions pour consolider leur position. Toute la politique haïtienne doit être fondée sur le développement de ses problèmes internes et sur la sécurité de ses institutions.

Il ne faut jamais associer le danger avec la faiblesse.

Il faut que le pays parvienne à récupérer ce qu'il a cédé par imprévoyance à ses propres ennemis. Notre politique passée a toujours suivi un chemin d'équivoque. On n'a jamais su se garder trop vite des tournants et des bornes placés sur la carrière du peuple; notre époque est fertile en surprises et en sauts démagogiques. Il y a des effets ruineux qu'il faudra supprimer chez nous. C'est le moment de parler franc et de mettre les choses au point. Les années de désordre dans lesquelles le pays a vécu, ont permis aux ténèbres de s'approcher avec plus ou moins de dommages pour notre prestige. L'unité d'Haïti dépend de plusieurs causes. Une nation qui n'est pas maîtresse de ses institutions, et qui apprend tout de l'étranger, s'expose à une absorption soit culturelle, soit religieuse, soit coutumière.

Le clergé catholique, en Haïti, a toujours eu soin d'écarter autant que possible les Haïtiens de la carrière ecclésiastique. Il défend avec autant d'acharnement ses privilèges qu'il s'enrichit aux dépens de l'ignorance de la masse et de l'élite.

Rompons avec ce faux sentimentalisme qui compromet les prérogatives nationales. Que chaque Haïtien comprenne que la

religion est en-dessous de la nation, et qu'elle est une manifestation de conscience individuelle.

Après un siècle d'expériences malheureuses dans ce champ qui nous préoccupe, un changement d'attitude s'impose à outrance. Nos représentants prétendent avoir le sens du réel, connaître les hommes et les choses, mais cela n'a pas empêché qu'ils aient commis beaucoup d'erreurs lamentables. C'est par un esprit d'honneur que nos aïeux sont parvenus à fonder les bases de la liberté dont nous jouissons aujourd'hui; c'est par leur héroïsme qu'Haïti est devenue une nation et que ses diverses peuplades ont cessé de s'épuiser dans des luttes fratricides. C'est grâce également à eux que nous sommes devenus un peuple organisé, civilisé, qu'une vie intellectuelle se développe chez nous sur un pied assez considérable. L'ambiance artistique acquiert une sensibilité de jour en jour plus forte. Désormais, il faut compléter cette indépendance chère à notre histoire, et recréer le cœur de nos nationaux par d'autres expressions vitales.

Quelle est la position du clergé vis-à-vis de cette indépendance? On peut affirmer que le clergé catholique, en Haïti, est la continuation de l'œuvre coloniale sous des aspects plus ou moins atténués, mais dont le but et l'esprit n'en diffèrent guère.

Quelle que soit la valeur d'un Haïtien, en matière ecclésiastique, il n'arrive jamais à occuper une position digne de ce nom.

Si, après mille péripéties, il parvient à obtenir sa licence de prêtre, c'est tout. Le cléricalisme a toujours travaillé à réduire à l'impuissance, par des formules appropriées, l'envolée haïtienne dans le domaine religieux.

Il exploite la mystique religieuse de l'âme du Noir à son profit. Certes, beaucoup de troubles civils que nous avons tous vécus, ont leur origine dans le jésuitisme. Quand un chef d'Etat ne convenait pas au clergé, il le faisait remplacer par un autre. On fait plus de politique dans ces centres qu'on ne s'occupe de religion. Ce n'est une nouveauté pour personne.

Nous demandons que le clergé, s'il doit en exister, soit chez nous complètement haïtien. Il faut changer ces vieux meubles, ces vieilles tapisseries, ces vieux tableaux conservés à loisir

dans le sein de notre communauté. Travaillons à les remplacer par des éléments nouveaux. Les privilèges du clergé ont été inventés et imaginés pour devenir la fortune d'un monde qui s'acharne plutôt à spéculer, à s'affirmer en maître, qu'à donner la lumière dont il prétend être le représentant.

Nous ne demandons pas aux Haïtiens de suivre un courant opposé à leur conscience; mais nous demandons qu'on cesse d'exploiter la crédulité de notre masse ignorante, à laquelle on n'a apporté que des chapelets et des images de saints! Les truqueurs du beau jeu jouent leur rôle avec une ingénieuse maîtrise. Ils font en virtuoses des œuvres de peintres célèbres.

Tout tend chez eux à devenir domination. Rome est restée ce qu'elle était autrefois : maîtresse des hommes et des royaumes. Rome papale a cessé d'être une domination militaire, mais elle continue à dominer par les traditions de sa religion beaucoup de masses; elle romanise tout à l'image de la Rome des Césars. Elle envoie ses petits princes, avides de richesses, dans le monde pour faire les grandes conquêtes. Son but est de dominer les pouvoirs, les masses, les grands de la terre, en un mot d'assujettir tout à un pouvoir de contrôle.

Après la mort des fondateurs des libertés haïtiennes, des hommes qui se disaient patriotes, ont pactisé avec Rome papale sans calculer la portée morale et politique de cet acte. Après la proclamation de l'indépendance d'Haïti, il fallait laisser à chacun la liberté d'embrasser la religion qui lui semblait bonne. Imposer une religion d'Etat à toute une masse disparate, c'est une aberration. L'Etat ne peut pas avoir de religion reconnue officielle. L'Etat ne s'appartient pas, il appartient au peuple. Ce dernier est composé de plusieurs millions d'individus qui ne pensent pas tous de la même façon. Juridiquement, ce droit n'existe pas.

Haïti ne peut pas supporter cette énorme charge d'accorder le tiers de son budget au clergé catholique, qui ne lui apporte aucun bénéfice appréciable. Nous avons une Constitution où le droit d'exercer le culte librement est reconnu. Comment payer une secte sans payer les autres? Si une institution religieuse doit jouir de certaine faveur économique de l'Etat, les autres, par droit constitutionnel, doivent réclamer leur part du butin.

S'il faut payer le clergé catholique afin qu'il prêche ses doctrines, il faut aussi payer les autres sectes reconnues ou tolérées, afin qu'elles en fassent autant. Elles ont un droit juridique que personne ne peut contester. L'argent que l'Etat perçoit des citoyens, n'appartient pas seulement aux catholiques, mais aux autres couches de la société qui ne partagent pas les points de vue religieux du catholicisme. Quand les lois votées à la Chambre des Députés apparaissent dans le journal officiel, elles ne disent pas que c'est une partie de la nation qui doit payer des contributions. Elles sont catégoriques. Tous les citoyens y sont compris. Donc, considérant la question du point de vue juridique, il y a lieu d'admettre toutes sortes de controverses.

Le peuple haïtien, dans son ensemble, n'est pas catholique. Il peut y en avoir une majorité catholique, mais cela n'implique nullement qu'on doive bafouer les autres. Nous ne sommes plus au temps où l'Etat se soumettait aux forces papales; quatre-vingt-dix pour cent des Etats qui partagent la terre ont rompu avec le Vatican. C'est dans l'intérêt des deux pouvoirs que cette rupture doit se faire. Chez nous, nous avons des protestants, des vaudinistes, des libres-penseurs, des spirites, des théosophes, que sais-je?... Le petit budget national, qui arrive à peine à couvrir les frais de l'Etat, puisqu'il se contente de vivre des revenus des douanes sans penser à exploiter les grandes richesses que contient son sol, n'a d'autre mission que de procurer à la nation ce dont elle a besoin. Le peuple haïtien est une vache qu'on traite; il sue et paie!

L'inconscience est arrivée à un point tel, que beaucoup de Haïtiens, non des moindres, se mettent d'accord avec le clergé pour sucer le peuple. Les prêtres exploitent l'ignorance de la masse à leur profit, ils s'enrichissent à ses dépens, puis ils emportent ce qu'ils ramassent, en très peu de temps, à l'étranger. Non seulement, on les laisse faire, mais nos politiciens, qui se recommandent de patriotes, leur accordent le tiers du budget national! Quelle ironie! Ah! si nos libérateurs pouvaient sortir de leur tombeau pour voir ce qui se passe chez nous, ils n'hésiteraient pas à prendre encore les armes pour chasser d'autres ennemis intérieurs!

L'Etat n'a rien à voir avec la conscience des gens. Qu'ils soient catholiques ou protestants, chacun doit suivre le mouvement de son cœur selon sa propre conviction.

Le chef de l'Etat est libre d'aller où il veut en matière de religion. Sa conscience n'appartient pas à la collectivité qu'il représente au pouvoir, mais à lui seul.

Rome lutte pour enchaîner les rois et les chefs de l'Etat, pour contrôler les masses. C'est là toute sa force. Le Vatican fait cela dans le but, bien entendu, de se partager les richesses du monde. Une fois que les rois et les puissants sont entre les mains du clergé, leurs richesses tombent automatiquement sous sa puissance.

(L'Eglise catholique a plutôt le souci de dominer et de s'enrichir que d'évangéliser les âmes. Quand un fidèle va à l'église, je crois que c'est par un acte de foi qu'il le fait; c'est d'ailleurs par un libre arbitre qu'il choisit le chemin qui lui plaît le plus. On sait donc que la part d'adhésion personnelle ne peut supposer chez les uns qu'un élément de conviction ou de tradition. Les sectes doivent être maintenues par leurs fidèles. L'Etat n'a rien à voir avec les manifestations de conscience de ses sujets. Chacun est libre de pratiquer la religion qui lui plaît. Si les fidèles veulent avoir un lieu de réunion où ils doivent édifier leur esprit, il faut qu'ils contribuent à son maintien. Le fidèle d'une Eglise est celui qui est chargé de maintenir le culte qu'il embrasse.

L'adoration de Dieu est une chose individuelle. L'homme manifeste ce sentiment par une disposition d'esprit de gratitude; chacun a le droit d'interpréter à sa façon ce qu'il comprend et sent de Dieu. Le prêtre ou pasteur, s'il comprend l'Evangile, doit se contenter de vivre de ses ouailles. Il sort tout à fait du domaine de l'honnêteté qu'un prêtre mêle les choses religieuses du Christ aux ambitions particulières de l'homme terrestre.

L'Etat, répétons-nous, ne doit pas avoir de religion officielle. Etant composé d'éléments disparates dont les consciences sont souvent partagées et opposées les unes aux autres, il est tout naturel qu'il garde une attitude indépendante en cette matière.

L'Eglise ne doit pas être unie à l'Etat. C'est contresens de l'admettre. L'organe officiel d'une nation qui prend une attitude semblable, en matière religieuse, outrage la conscience des autres citoyens.

L'union de l'Eglise et de l'Etat, à bien la considérer, est une aberration. Ainsi, l'Eglise s'arme d'autorité pour commander aux chefs d'Etat, dans le but de les assujettir à un contrôle direct, afin d'opprimer leurs sujets et d'avilir leurs prérogatives administratives. Rome antique fut le berceau de grands conquérants, sous une forme différente de Rome moderne; mais il n'est pas moins vrai que le pape personnifie, dans une certaine mesure, les grands Césars qui tenaient le monde d'alors sous leur domination. Les événements ont changé la face historique de cette grande Babylone, mais l'esprit reste.

L'œuvre du Vatican auprès des grands de la terre, a un but plutôt italien que religieux. Rome dominatrice est donc là vivante et vigoureuse. La domination spirituelle d'une force quelconque est souvent plus forte que la force matérielle. Tel est le cas de l'Etat du Vatican. Le phénomène religieux est tenu pour un acte personnel, et l'Eglise pour une association libre qui forme une double réalité, que proclament les principes de conscience. La société religieuse et la société civile doivent être indépendantes l'une de l'autre, parce qu'elles reposent sur des bases différentes.

L'une s'appuie sur les piliers de la foi, et l'autre sur celui des lois humaines. Chacune d'elles suit une route différente. Le régime de liberté de conscience réclame la séparation de l'Eglise et de l'Etat. L'une est la conséquence de l'ordre temporel, l'autre de l'ordre spirituel. Il faut couper ce bras séculaire qui a pour mission de dominer les forces de la terre, non dans le but de faire connaître Celui qui fut le modèle des vertus, mais de s'enrichir aux dépens des autres.

Ce bras puissant porte atteinte aux intérêts matériels des nations, mais sans se soucier trop de leur bonheur spirituel. Il faut donc forcer cette puissance à vivre dans le cadre de son rôle spirituel en refusant de s'associer avec elle dans son œuvre terrestre. C'est ainsi que les sujets des Etats prévoyants seront rendus à la juridiction de leur maître et arbitre : la Conscience.

La religion étant une émanation divine qui imprègne l'esprit de l'homme, chacun a le droit d'adorer ce Dieu universel selon ses propres dispositions. S'il faut payer les prêtres pour qu'ils prêchent leurs doctrines, la religion, alors, perd ses caractéristiques et sa raison d'être. L'adoration est un sentiment de gratitude et de foi de la part de l'homme; il doit pouvoir le faire dans toute la liberté dont sa nature est revêtue.

Les Apôtres n'ont jamais aspiré aux gros appointements des Etats où ils annonçaient l'Évangile du Christ; Saint Paul dit: « Celui qui ne travaille pas, ne doit pas manger... » Lui, l'Apôtre du Verbe, il vivait de son métier de faiseur de tentes. Pourquoi les prêtres ne doivent-ils pas vivre de leurs ouailles et de leur métier? Pourquoi les Etats, qui sont la plupart des incrédules, doivent-ils maintenir des paresseux qui sont devenus une charge pour la société? Comment concevoir cette aberration qui a pour résultat de falsifier l'essence de la religion en une forme commerciale?

L'Etat a pour mission de protéger les réunions publiques, de maintenir l'ordre coûte que coûte, de veiller à la morale de ses sujets, mais il n'est pas appelé à détourner l'argent que le peuple lui a confié pour payer une certaine secte religieuse. Dans un Etat démocratique, vraiment libre, la religion doit être aussi libre. Le chef de l'Etat étant un citoyen comme les autres, hors de ses fonctions, il est évident qu'il professe la religion qui lui plaît sans que personne soit appelé à y intervenir. Il en est de même des autres citoyens. Nous nous plaignons de l'œuvre qu'ont réalisée nos hommes d'Etat. Nous avons toute la lumière à refaire au point même où ils sont passés. Nous avons un nouveau réveil à provoquer, de nouveaux cerveaux à arracher à l'engrenage de l'indifférence.

Régulièrement, à la base même, une œuvre de réorganisation s'impose. Nous avons tout à reprendre. Il faut réveiller les gens au salut d'eux-mêmes. Dessalines, Christophe et les autres héros de l'indépendance d'Haïti, ont pansé la terrible blessure que la civilisation barbare avait ouverte aux flancs des hommes noirs de l'île de Saint-Domingue, mais l'œuvre de l'édification et de l'organisation repose sur les continuateurs qui leur ont succédé. Malheureusement, ces derniers n'ont rien compris aux

grandes nécessités de la nation, qu'ils ont abandonnée au revers du talus.

Il faut ménager aux Haïtiens une retraite où s'assure et se réconforte leur foi naissante; il importe aussi de leur créer un foyer où leur zèle s'éclaire, où leur patriotisme mûrit et donne son fruit. Il faut les introduire en un lieu authentiquement original qui tienne préparés les relais de leur course nouvelle, tout autant, sinon plus important, qu'une libération médiocre.

On s'est contenté des succès éclatants dans le domaine du personnalisme, mais qui constituent dans l'ensemble, une duperie scandaleuse. Derrière ces succès que les gens bas s'empres- sent de flatter, se cachent le faux et la dissimulation dont nous sommes encore victimes! Les apparences ne comptent pas, dans l'ordre de l'organisation. Seuls comptent l'énergie et l'esprit de prévoyance au service de la cause nationale.

Il nous manque une ceinture de foi, un entraînement enthousiaste des contaminations patriotiques pour sauver les principes de la liberté haïtienne qui se trouvent, par le fait de l'imprévoyance de nos hommes du passé, menacés et ébranlés.

Collectivement bien disposés, nous pourrions nous créer une franche solidarité qui nous permettra de nous engager à fond dans le combat par lequel nous briserons l'étreinte qui nous serre de plus en plus près. Il y a un paradoxe qui indigné profondément les consciences purement haïtiennes. Nous voyons des tendances improprement appelées fraternité de l'Eglise et de l'Etat prendre des aspects de corruption et de camouflage; débarrassons notre ambiance de ces académies vétustes, de ces galeries de monseigneurs où l'aristocratie féodale s'étale avec quelle majesté! C'est par leur écroulement que nous assurerons nos positions. L'Haïtien, par les circonstances de fâcheuses expériences durement faites, demande une autre orientation de sa politique nationale, une impulsion nouvelle dans sa marche vers le progrès. On nous a envahi d'éléments étrangers qui s'empres- sent de faire obstacle à tout sentiment d'indépendance dans le vrai sens du mot. Les séminaires religieux désunissent avec beaucoup de subtilité ce qu'on a eu tant de peine à cons- truire. Il faut leur dire comme Jésus-Christ : « Jérusalem, Jérusalem,

salem, qui tues les prophètes qui te sont envoyés et qui prostitues la religion par des alliages fâcheux, désormais tu seras mise à l'index! »

Les Jésuites ont tout fait, dans un certain domaine, pour déformer l'esprit de nos jeunes gens. Le laisser-aller de nos dirigeants, la complicité de quelques-uns, ont facilité l'extension de germes qui sont funestes à l'unité de la nation.

Il faut dénoncer le concordat qu'on avait signé au nom de la nation. Ce fut, certes, une grave erreur politique d'avoir admis une religion officielle dans les conditions où cela a été fait. Beaucoup de ces professants ne font que suivre fidèlement les indications de nos mécréants dans le domaine ethnique, pour semer la division dans les rangs de la masse. C'est une œuvre subtile, mais dangereuse! Elle détourne nos enfants de la recherche de la raison et de la logique pour en ignorer leur propre existence. Haïti est déviée de l'acte intérieur à l'acte extérieur, de la réalité suprême de ses obligations nationales à l'observance de rites. Nous demandons un clergé qui justifie son existence par un certain nombre d'adhérents dont les contributions apportent tout le concours nécessaire au maintien matériel de leur église. Nous demandons, pour l'honneur national, qu'un nettoyage se fasse dans toutes les branches administratives du pays.

Qu'attendent les Haïtiens pour agir? Sont-ils aveugles pour ne pas voir ces grandes vérités? De la gloire au ridicule, nous ne sommes pas loin. Sonnons la trompette pour réveiller les esprits! Sonnons-la, pour qu'une influence dangereuse, tendant à romaniser les consciences, ne vienne nous broyer.

Nous résignerons-nous à ce qu'on emboîte l'activité de notre jeunesse dans le domaine scientifique, et qu'on tue sa vitalité raciale en lui apprenant des histoires qui ne lui servent à rien? Non. Evitons que cela ne se produise. On a déjà assigné son esprit à un objet nul. Pourrons-nous admettre qu'on lui dise : mangez, buvez, car demain vous mourrez? Non. Cette mise en disgrâce doit être corrigée et guérie. Parlons avec franchise dans l'intérêt de la race et du peuple. Nous assistons à la diminution de la vitalité haïtienne, à la déformation de son esprit, de son jugement, tant au point de vue politique qu'au point de

vue ethnique. Il faut mettre une digue à ce fleuve débordant pour que ses eaux cessent d'envahir nos plaines.

Il est établi que, dans l'état actuel des choses, des mœurs et des esprits, la réforme que nous préconisons aura cet incontestable effet de pousser nos populations à franchir le seuil du formalisme pour devenir des citoyens libres, qui sauront profiter de cet avantage qui leur est offert pour connaître les réalités présentes sous leurs vrais aspects.

Haïti ne saurait être forte que si toutes ses institutions passent sous la direction de ses enfants, les seuls capables de comprendre ses besoins immédiats. C'est par cette nouvelle initiative qu'elle se donnera une autre physionomie. Les rapports entre l'Etat et le peuple ne doivent pas seulement reposer sur une équivoque de tactique qui offense le bon sens, ils doivent avoir pour but deux choses : instruire pour ensuite édifier.

Nous vivons en mauvais termes avec la réalité, parce que nous ignorons ou nous faisons semblant d'ignorer la portée des problèmes vitaux qui doivent attirer l'attention des hommes responsables. Nos hommes politiques, jusqu'ici, ne cherchent pas à se connaître pour former un faisceau de forces capable de tirer la nation de l'impasse où elle se trouve depuis quelque temps, non; ils s'abandonnent à des querelles de clocher qui ont créé un état de choses fâcheux dans nos milieux.

On se tue dans les vieilles formules entravantes et dans des coutumes coloniales, mais on laisse de côté les problèmes essentiels de la nation. On s'enveloppe dans ce féodalisme particulier, héritage que la bourgeoisie haïtienne tient des anciens colons français; on le garde comme un collier d'or, comme une perle à laquelle, personne n'a le droit de toucher. Le féodalisme en question n'a connu aucune variation de température, aucune déviation, aucune transformation au cours de notre vie moderne.

Les années inquiétantes viennent, les époques de troubles internationaux passent sous le cortège de la barbarie civilisée, et cependant le sommeil qui s'est emparé de nos milieux dirigeants devient de plus en plus profond. Cet attrait séduisant exerce sur les esprits un contrôle absolu. Les écoles religieuses, dont le but est de façonner les esprits à la romaine pour mieux supporter l'empire de la tyrannie, flattent l'imagination de ceux

qu'elles préparent en leur donnant pour guide une préparation médiocre que certains Haïtiens, par manque d'esprit critique et d'envergure littéraire, trouvent merveilleuse.

Oui, nous aurons beau nous féliciter de nos institutions libres, glorifier les droits de la discussion, de la critique et célébrer les traditions d'une nation suffisamment sage pour être indépendante, toute cette littérature n'est qu'une façade ridicule si les faits ne répondent pas aux principes qu'on évoque.

A cet égard, nous pouvons affirmer que l'œuvre successorale a été scandaleusement escamotée, soit par l'inconséquence, soit par la méchanceté. Il est peu de choses, en effet, qui soient plus graves et qui méritent plus d'attention dans notre vie que les mesures législatives qui s'appliquent directement à ce qu'on peut appeler la question religieuse. Pourtant, il faut le dire, on les a traitées par-dessus la jambe. Il faut vraiment être dépourvu de tout dynamisme racial pour se comporter comme une sorte de momie conservatrice en face de ces choses. Le clergé étranger? Pourquoi faire? A quoi bon? Injustice!... Insanité!... Epargner, acquérir, rassembler, conserver, telle est l'œuvre à laquelle nous sommes appelés. Vous tous qui préférez ces insanités en les parant de sophismes élégants ou en les débitant en tranches crues, taisez-vous, car vous faites une abominable besogne! Vous avez laissé la jeunesse du pays aux mains de ses ennemis, vous lui avez appris l'histoire de ses oppresseurs et vous vous efforcez de lui faire oublier sa propre origine! N'est-ce pas une honte pour la gloire de notre passé? Nos jeunes étudiants connaissent mieux la Gaule et ses provinces qu'ils ne connaissent les cinq départements de Haïti! Nos hommes les plus représentatifs ignorent les campagnes de leur pays, ses beautés, ses coutumes, mais ils dansent comme des singes, au son séduisant de cette rumba cléricale, la danse de la mannequinerie... Le même esprit de soumission qu'a eu l'esclave devant son maître, c'est celui qui se manifeste encore non seulement dans la masse, mais chez les hommes de notre bonne société.

Pour les fils du pays, beaucoup de rigueur, mais pour les étrangers qui s'emparent de nos institutions, beaucoup d'indulgence et même de soumission. La plupart de nos étudiants ne

connaissent pas l'histoire de leur pays; on leur bourre le crâne de l'histoire latine, des croisades religieuses que les tout-puissants papes avaient menées contre les païens musulmans et contre les rois qui n'obéissaient pas à leurs ordres.

Ces cerveaux, une fois pris dans l'engrenage de cet aimant attrayant, finissent par ignorer l'histoire de leurs ancêtres et par mépriser leur propre origine. Sous prétexte d'instruire, on déforme la nation haïtienne, on prépare silencieusement sa ruine et sa domination. Réveillez-vous, Haïtiens, le malheur frappe à votre porte! C'est par ce moyen qu'on est parvenu à subjuguier l'élite qui emprunte ses sujets aux merveilles du dehors!... Le merveilleux dont le Haïtien entoure sa personnalité n'est en réalité qu'un filet dangereux, par lequel il se laisse aisément prendre.

Depuis que le pays a pactisé avec le malheur, il a perdu ses grâces spontanées, son héroïsme, son courage, qui, autrefois, séduisaient et subjuguèrent même ses adversaires. Il a perdu en outre les notions de dignité raciale et nationale; il a perdu le sens de solidarité, pour vivre en groupes isolés.

Les données confuses qu'on a tirées de cet enseignement ont en partie obscurci notre avenir. Chose encore plus grave, c'est qu'on a perdu la foi en soi-même. On voit une élite, avide d'après réjouissances, vivre sans foi, dans un désordre épouvantable. Elle vit éparpillée, divisée, sans cohésion, sans patriotisme. Elle a reçu sa formation si mal à propos qu'elle finit par s'ignorer tout à fait. Bien plus, ces cerveaux latinisés reçoivent comme une injure le mot « Noir » qui doit les caractériser comme peuple et comme race. Le prêtre peut bien se vanter du résultat de son travail, admirer l'euphorisme en poussant des cris de joie. Sous l'influence de ces narcotiques, vient l'assoupissement avec la morphine achever le malade. Nous ne serions pas mieux compris si nous dédaignions de nous appeler Noirs, ce dont nous tirons précisément nos traits caractéristiques. Si les mêmes méthodes continuent à être employées en Haïti, nous pouvons assurer que notre pays ne tardera pas à disparaître.

Nous avons parlé, dans d'autres endroits de ce livre, du cas de la famille. Eh bien! nous ne cesserons de le répéter : la famille est la loi fondamentale de notre société. C'est ainsi que

nous parviendrons à conserver l'héritage que nous avons eu de nos pères. L'héritage de la famille, c'est ce qui fait que l'on se bat pour son sol, parce qu'on veut conserver un champ, un pré que, de génération en génération, on a su garder comme un patrimoine sacré.

Apprenons à nos enfants à s'accrocher au sol national, et qu'ils s'enracinent dans ce sol, et que des traditions s'y établissent et se transmettent aux autres générations, de fils en fils, de familles en familles, dans un sentiment immuable de perpétuer la race et les vertus de la nation.

Sur la formation de notre élite, glisse une tradition féodale, pétrie de principes formalistes qui puisent leur élégance d'un cercle vicié qu'il faudra coûte que coûte combattre. Elle demeure à la rigueur élégamment attachée aux traditions formulaires des maîtres du passé. Le clergé sème la division en bas et nourrit l'hypocrisie en haut. Mettons donc au grand jour toute la somme de dangers que cette politique incarne. Faisons d'Haïti un foyer ostensiblement haïtien. Il faut que nous retournions à l'esprit de 1804. Alors, chacun des citoyens d'Haïti, s'appropriant les principes et les principales bases du sentiment des apôtres de notre liberté, trouvera le Credo dont il a besoin pour son expansion.

La prétendue conversion de païens aux principes catholiques n'est qu'un camouflage par lequel on parvient à endormir les cerveaux pour mieux les exploiter. Nous n'oublions pas le temps de la traite des noirs. Nous en avons bonne mémoire. On soumettait de force à un camouflage religieux, par lequel on couvrait la honte de ce trafic odieux, toutes les victimes innocentes qu'on avait acquises par la violence. Aujourd'hui, l'œuvre du clergé a si bien réussi, que plusieurs Haïtiens ont appris à se mépriser, car renier son origine, c'est se ridiculiser soi-même.

Certains séminaires n'ont d'autre préoccupation que de diminuer, dans la mesure du possible, la foi et l'élan de nos sujets par des entraves habilement préparées, afin de paralyser l'action collective sous prétexte de christianiser.

Est-ce que le christianisme camouflé du jésuitisme a jamais pu améliorer le sort politique, social et moral des Noirs?

N'est-ce pas plutôt un moyen de les tenir assujettis dans les fers?

N'est-ce pas aussi un moyen de les adoucir hypocritement et de les envelopper comme des serpents venimeux? Quel avantage tirons-nous de cette religion qui se met d'accord avec les puissants pour opprimer les faibles? N'enjoint-on pas aux Nègres de supporter l'opprobre sous prétexte qu'ils serviraient Dieu dans cette attitude? L'intervention des prêtres catholiques dans les affaires de conscience des hommes noirs, vu l'allure que les choses ont prise, est considérée comme dangereuse pour l'avenir de la race.

En tout cas, il est aisé de comprendre cette attitude du clergé; or, jamais sûr de ce qu'il prêche, craignant surtout que les Noirs ne parviennent à la lumière, il travaille de concert comme un fin artisan à tenir, coûte que coûte, les fils de l'Afrique sous le joug de l'oppression.

L'Eglise catholique ne s'est jamais placée à la hauteur de sa mission dans les tragédies historiques de la race noire; elle a toujours contribué au maintien de l'esclavage. La christianisation forcée ne fut, n'a été et n'est, qu'une œuvre hypocrite derrière laquelle se cache le dessein de garder le Nègre dans la servitude. Les seuls avantages qui paraissent mieux répondre aux besoins de l'homme noir, selon le clergé, c'est la résignation, la soumission, l'humiliation, quelles que soient les circonstances.

La mission du Nègre, c'est de s'humilier, tandis que les autres, c'est-à-dire, ses oppresseurs, prennent le dessus. C'est ce que l'Eglise apprend aux fils de l'Afrique. « Humiliez-vous, pardonnez les injures, supportez vos fardeaux, leur dit-elle; ainsi, vous servirez Dieu!... » Ce sont les seules vertus, selon elle, qui paraissent répondre aux nécessités de l'âme noire!

Elle change si vite de forme, tout au moins de couleur, qu'on se méprend facilement sur sa conduite. Il s'agit ici de conscience haïtienne; il s'agit de l'unité spirituelle que je suppose à notre peuple, et dans le passé et dans l'avenir. Nous ne parlons pas par métaphore, mais nous nous basons sur des faits actuels; ainsi, on constate que notre pays a perdu son orientation et son équilibre politique.

Par un certain biais, on admet, à la rigueur, que la crise

dont souffre notre pays, presque dans tous les domaines, est due à la mauvaise foi de certains de nos dirigeants. Les prodromes et les premiers effets de cette attitude, ont justement atteint l'unité d'Haïti déjà compromise, car, à dire vrai, on n'a détruit que l'état de l'esclavage politique qui régnait au temps de la colonie, mais on n'a pas détruit l'esprit de cet esclavage agissant.

Il nous faut une Haïti rationaliste, soucieuse de ses valeurs collectives et de sa vitalité raciale. Je voudrais mettre l'accent sur les conséquences politiques de notre évolution, mais le temps me manque, car je veux limiter mon livre à des faits tangibles; c'est pourquoi je mets de côté certaines considérations.

Tout fut ébranlé chez nous, mais rien ne paraît jusqu'ici abattu. La crise de conscience nationale en Haïti, pour n'employer que ce titre moins équivoque, n'est perceptible que par un petit nombre très limité d'intellectuels. Nous avons à éclairer les époques dites de transition, nous avons aussi à mettre de l'ordre dans notre jeu, car, jusqu'ici, nous n'avons été que des racleurs sur la scène des peuples.

Tâchons de montrer les enchevêtrements infinis des causes et des effets, et le secret cheminement des idées de l'histoire. Imprimons le sens de la durée de notre force raciale; mieux vaut cela que le travail ordinaire des faits isolés.

Découpons ce qui est contenu, isolons ce qui est mêlé. Cessons de nous gêner par le caractère de la franchise, ne vivons pas de simples allusions de noms, ni d'illusions démagogiques, mais de faits. Avant de nous reporter au recueil des choses, cherchons à combler la ravine sombre où périssent nos énergies.

Puison en nous-mêmes les moyens de force, la voie par laquelle il sera loisible de remonter à l'origine. Fondons notre civilisation, d'accord avec nos sentiments, nos tendances, nos besoins, notre âme, et la race. Faisons-le dans l'esprit de création et de devoir, devoir envers Dieu, devoir envers nos institutions ébranlées par l'intrusion étrangère. Essayons de fonder nos systèmes de droit, nos principes civilisateurs, sur les bases de la famille qui, bien dirigée, pourra perpétuer notre société.

Etablissons dans la clarté et dans la logique les droits individuels, les droits de la pensée, les droits de la raison religieuse,

les droits de l'homme et du citoyen. Il faut que le droit de l'intellectuel cesse sur celui de l'ignorant : nous voulons dire en ceci, que l'ignorant a droit à la protection de l'intellectuel; il faut qu'il cesse d'être un objet de mépris et d'exploitation de la part de l'autre.

Les lumières que l'homme possède doivent servir de guide à son prochain. Que les circonstances nous permettent d'ajouter la victoire de la nature sur l'intellect, ainsi, nous forgerons les vrais moteurs d'une vie d'harmonie.

Il convient de regarder un peu plus loin le paysage. Il y a eu sans cesse, en pleines époques de notre évolution, des aveugles-nés, des mécréants inconscients, des régicides virtuels, des sourds-muets militants, des extravagants rétrogrades, qui se sont plus à jaser sur le néant de la race. Mais les débauchés, les gassendistes, les élégants pratiquants des doctrines étrangères ne peuvent nier que, après avoir suivi la pente en dégringolant, ils n'ont apporté au sort du peuple que des débris vétustes, incapables d'améliorer la situation.

Certes, c'est au nom du Christ que toutes les conquêtes des peuples lointains de l'Europe ont été faites, que les tueries les plus épouvantables ont eu lieu, que des victimes ont été recrutées. Remarquez que les conquêtes, les destructions des peuples dits barbares, en Afrique, en Amérique, en Asie et en Océanie, ont été faites sous le couvert de la religion. Le Vatican, ayant perdu ses armes meurtrières, c'est-à-dire ses canons, ses généraux-cardinaux, ses troupes et son pouvoir étendu, s'empare maintenant, par d'autres moyens, des pouvoirs terrestres, pour en tirer, autant que possible, tout le profit dont il peut avoir besoin pour sa politique de domination.

Nous avons assez de malheureux chez nous, assez de misères, assez d'illettrés, pour donner par surcroît le tiers de notre budget au clergé étranger. Il y a beaucoup d'intellectuels haïtiens qui meurent de faim, dans un coin, oubliés de tout le monde, tandis que les prélats se donnent la bonne vie et habitent des palais. Nos poètes, nos génies, nos écrivains mêmes, ne reçoivent aucun encouragement du gouvernement; cependant, on donne volontiers le tiers de la richesse nationale à ces messieurs qui n'ont rien apporté au progrès du peuple. Non seule-

ment ils n'ont pas apporté de bénéfice, mais ils ont apporté, dans certain domaine, des désavantages.

En tout cas, nous ne devons pas trop compter sur le concours du clergé, pour éviter, s'il venait à se produire, une autre humiliation étrangère. Souvent, elle vient de ce côté-là...

Au cas où une nation catholique nous aurait mis la main dessus, le clergé catholique haïtien serait le premier à nous dire: « Messieurs, résignez-vous, c'est ainsi que vous servirez Dieu! Selon lui, le Noir a toujours tort. C'est nous qui devons pardonner toujours les injures, les outrages des autres, mais, eux, ils ont raison, parce qu'ils sont forts. »

J'ai entendu, de la bouche de beaucoup de naïfs haïtiens, des propos qui m'ont glacé l'âme. Ils croient naïvement à l'amour des peuples, à la fraternité, aux principes du droit, au grand mot du Christ qui dit : aimez-vous les uns les autres; non, erreur! Nous ne sommes, pour beaucoup de ces messieurs qui vivent de nos caisses publiques, que des gens à exploiter. Evidemment, notre argent est civilisé!... Pensez, ô Haïtiens, à la mêlée farouche de 1914! Pensez, si vous voulez garder votre nationalité, à la garantir par des actes et non par des idées fragiles.

Aujourd'hui, les fauves de la civilisation disposent de moyens inouïs et sont tout prêts à se jeter sur n'importe qui. Il est temps que vos yeux s'ouvrent et que vos mains agissent! Vous connaissez l'histoire, vous ne l'ignorez pas; tirez-en des conclusions pour assurer votre foyer. Tâchons de trouver notre civilisation dans la recherche éternelle et dans l'imitation des grandes époques. Pensons aux humbles de nos villages qu'on exploite avec un scandale sans borne. Mettons ces pharisiens dans l'impossibilité d'emporter à l'étranger la richesse de notre pays. Faisons attention à l'atterrissage de cette nuée de sauterelles qui ne manquent jamais de bien dévorer l'arbre.

Chassons de notre sein les pharisiens qui nous importunent, tout en gardant des apparences de saints et en vantant bien haut des vertus qu'ils ont empruntées à la dissimulation. Sauvons nos institutions, avant qu'il nous arrive malheur. Nous n'avons pas la prétention de démolir la religion catholique, car nous sommes pour la liberté de conscience de tout le monde, mais, nous demandons, et cela viendra de soi-même, un clergé purement haïtien.

Nous avons appris, au banc de la patience, d'amères leçons, il est temps que nous nous levions et que nous agissions.

Que de déceptions supportées sous le poids de l'humiliation de 1915! Comment pourrons-nous éviter une pareille chose? Eh bien! c'est en nous rendant maîtres de nos institutions, c'est en créant le travail, c'est en réorganisant le pays sur des bases sûres, c'est en lui donnant une force disciplinée, une nouvelle énergie, une âme, un idéal, une ligne de conduite à suivre que nous parviendrons à résoudre ces problèmes.

Il faut abattre les vices hérités, les routines, la paresse et l'incompréhension.

Créons dans l'âme de notre peuple les principes simultanés de philosophie, le jalon de la logique, bien que l'attelage ne soit pas tout à fait assemblé. Créons aussi le positivisme pratique, d'abord par la franchise, et ensuite par l'action. Ne perdons jamais de vue l'idéal de l'originalité. D'ailleurs, dans la période qui nous occupe, un pré-confusionisme se fait jour peu à peu et dérange l'harmonie de l'évolution intellectuelle vraiment haïtienne. On s'intéresse au pittoresque de la vie et non pas à ses manifestations d'énergie. Réveillons l'esthétisme dans la masse, laissons-le se faire jour dans les couches de notre vie et que, peu à peu, le culte de l'honneur et de l'indépendance se traduise à travers son émotion évolutive.

Essayons de retrouver le fond primitif de l'homme noir, laissons agir l'instinct de sa nature alors que nous sommes trop engoués par les choses du dehors qui diminuent notre personnalité collective. Aimons le raisonnement, affrontons-le, poussons nos sentiments aux faits mystiques, mais illuminés. Nous avons grouillé dans notre cycle d'indépendance, dans un combat irrégulier, plein de déroutes honteuses. Avouons qu'il y a quelque chose d'artificiel dans les chapitres de notre vie, car nous n'avons jamais su grouper les symptômes de la réaction qui sont toujours accompagnés d'un sentiment vrai, visant une action même à son début. Un peuple qui entre sur la scène moderne des peuples, vu la physionomie de notre époque, doit cesser de contempler le pittoresque de la vie, l'indulgence aux contes et à la féerie, pour s'occuper des réalités de son existence.

N'avons-nous pas notre propre conception? N'avons-nous

pas une âme à nous, des façons de voir, notre mystique raciale, nos caractéristiques, éléments essentiels pour former une civilisation? Quel est le motif pour lequel nous devons jouer le rôle de singe dans la bêtise humaine? C'est que, il y a parmi nous des éléments qui renient leur origine pour adopter, quoi? Nous n'en savons rien. Et cependant, nous avons tout intérêt à nous appeler fils de l'Afrique, comme les Français s'appellent fils des Gaulois.

Haïti n'a jamais été autre chose qu'une nation noire. Ses aïeux, ses fondateurs, ses héros, ont été de purs Africains. En prenant une autre orientation, nous nous rendrons ridicules aux yeux des peuples qui nous connaissent.

La nouvelle étape de notre éducation nationale doit être tout autre. Nous avons assez végété dans des aberrations de clans inchangeables, nous avons trop gémi dans le camouflage du personnalisme, pour vouloir, malgré tout, suivre le même chemin.

C'est le personnalisme qui nous a valu la honte de 1915.

La déformation de nos enfants, l'égarément de conception de certains Haïtiens, l'engouement dans lequel notre évolution se trouve, tout cela nous incite à nous arrêter pour choisir une autre orientation. Il y a mille moyens de faire la conquête d'un pays : Il y a la conquête commerciale, la conquête religieuse, la conquête éducative, qui compte beaucoup.

Il faut qu'Haïti pare à tous les coups qui peuvent éventuellement tomber sur elle. Quand nous aurons nationalisé nos institutions, quand nous aurons débarrassé le pays des cauchemars de traités entravants, quand nous lui aurons donné sa physiologie de nation moderne, quand nous aurons garanti ses frontières par des moyens susceptibles de décourager l'ennemi, alors, nous pourrons compter sur la gloire.

Les sanglantes ironies auxquelles les hommes noirs sont forcément soumis, les infâmes oppressions dont ils sont victimes, sont assez frappantes, pour que l'esprit haïtien se réveille.

Certes, en ce qui concerne le clergé, il est sur certain point l'authentique continuateur de l'œuvre des anciens colons. Il divise pour régner. Il a su nourrir, avec plus ou moins de dissimulation, la division de classes ou nuances de peau, politique vraiment funeste à la cause de l'unité d'Haïti. Aujourd'hui, l'œu-

vre méchante, antihumaine, que les colons faisaient, dans le but d'affaiblir l'action de la race noire en Haïti, en la divisant en deux camps opposés, se poursuit malgré tout, car cela convient à la politique du Jésuitisme.

L'héroïsme de nos aïeux brisa les chaînes qui pesaient sur eux et leurs enfants, mais l'œuvre ne fut que commencée. Il fallait corriger les choses à mesure que le temps passait, et remplacer les éléments empruntés par des éléments nationaux. A considérer les faits à la lumière des événements, à en juger par les données morales de cette longue période d'expériences, nous nous voyons obligés de crier: halte!

Pour pouvoir penser à l'unité de notre nation, il faut que nous nous attaquions aux maux et aux causes de nos malheurs. L'œuvre du salut national doit commencer par là. Nous ne pourrions évoluer qu'en ayant conscience de nous-mêmes, de nos vitalités, de notre génie ethnique, dans l'unité. Tous les violoncellistes discordants qui, dans le concert dramatique des masses noires, ont joué la danse de l'oppression, vont maintenant comprendre qu'une nation comme Haïti, ne saurait vivre dans cet abandon lamentable où l'élite inconsciente l'a forcée à rester.

Imitons l'exemple des Noirs des Etats-Unis. Parmi eux, pas de classes opposées. Les plus blancs, pourvu qu'ils aient quelques gouttes de sang noir dans leurs veines, sont des noirs. Pas de chimère de mulâtre et de nègre. Il faut guérir cette blessure qu'on a faite aux flancs d'Haïti. L'unité de ce pays doit être faite, non dans la suspicion, mais dans la compréhension et dans la clarté.

Les Haïtiens doivent valoir par leurs mérites. Aucune politique de classes ne doit être tolérée en Haïti. La politique d'opportunité n'est plus à la mode. Tout le monde a le devoir, à moins d'être considéré comme un traître, de travailler pour l'unité de la nation. Cette unité dépendra de la compréhension et du patriotisme des Haïtiens. A l'époque où cette politique de division se faisait, il y avait une raison pour l'admettre, car les colons voulaient dominer. Mais aujourd'hui, il n'y a aucune raison pour l'admettre. Le mulâtre est le fils du Noir et de la Blanche; vu ses conditions épidermiques, il doit appartenir à la race de son père. Celui ou ceux qui veulent en adopter une autre race, n'ont

qu'une seule chose à faire : se retirer d'Haïti. Je doute fort qu'il existe une race de mulâtres, car l'anthropologie n'admet, avec raison, que quatre races d'hommes : Noire, Blanche, Jaune et Rouge.

N'est-ce pas une œuvre criminelle tant de la part des Noirs proprement dits, que de la part des mulâtres, d'affaiblir la nation par des querelles de clocher? Ce sont des griefs que l'ennemi exploite à son profit et à notre détriment. Ne donnons pas prise au diable. L'heure est sonnée où tous les Haïtiens doivent travailler à la grandeur de leur pays, dans une communion et dans une compréhension profonde. La victoire est dans l'unité. Partons en vainqueur, n'improvisons pas la victoire : elle ne s'improvise pas.

Une armée où l'état-major est divisé en deux camps opposés est déjà vaincue. Le préjugé, s'il en existe vraiment, n'existe que dans le camp de l'élite; c'est là, où les seigneurs féodaux se font la guerre. Une guerre d'enfants évidemment. La masse haïtienne vit dans une communion parfaite. Elle ignore s'il existe un préjugé de race, ou mieux dire, d'origine. Il faut donner à Haïti une communauté nationale, selon les réalités de notre siècle; il lui manque cette ceinture de force, cette grande fraternité, cette assistance patriotique qui doit constituer son élément essentiel.

Satisfaire aux légitimes nécessités d'une jeunesse instruite et avide de progrès, c'est répondre aux nécessités du moment. Ce sont là, les fins de toute œuvre bien inspirée et la meilleure réponse à opposer à ceux qui, non seulement dénigrent notre pays au-delà des mers, mais tentent d'exploiter nos défaillances passagères pour ruiner notre prestige et notre sécurité.

Il y a donc en puissance tous les remèdes susceptibles d'améliorer notre situation et de sauver la nation du péril.

Faute de comprendre les véritables aspects de ces problèmes, Haïti périra. Il faut faire appel à la jeunesse haïtienne, à son esprit, à ses sentiments et à son patriotisme. Pendant que les Jésuites poursuivent leur œuvre d'envoûtement et que leurs conducteurs, aux conseils religieux, conspirent en silence contre notre existence, nos hommes responsables remplissent l'air de paroles.

Ils s'évertuent à gagner les suffrages d'une masse ignorante qu'on mène comme des moutons et à évincer du mouvement national, les éléments convaincus d'avoir pris le parti défensif, au regard de l'opinion publique, plongée dans l'incertitude.

A travers toutes les phraséologies dont ils colorent les faits, la portion saine du pays, autant dire, l'immense majorité, meurt dans l'abandon et périt dans l'inertie.

Les gouvernements haïtiens doivent suivre pas à pas l'évolution de la culture nationale et éviter autant que possible l'infiltration pernicieuse des mauvais germes dans son développement.

Il est à supposer, si nous laissons faire, qu'on parviendra même à conseiller la désertion aux jeunes Haïtiens pour le jour où Haïti, attaquée, se trouverait dans la nécessité de se défendre. A cette félonie professionnelle, les hommes conscients et responsables doivent opposer, malgré l'avis contraire, des transfuges, soumis sans condition au contrôle de Rome, un veto définitif, dans toute sa rigueur, dans le juste sentiment du devoir et dans l'exercice du droit.

Il ne faut pas qu'il soit malaisé de trouver une amélioration pour les problèmes de l'éducation. Dans la nouvelle orientation intellectuelle que nous réclamons, il importe que nos jeunes gens d'aujourd'hui acquièrent le sentiment de l'importance de leur individualité, de l'équipe dans la vie sociale, morale et économique. Les étiquettes de nos groupements étudiants sont parfois vagues; nous voulons des éléments vivaces, créateurs de leur propre génie, confiants dans l'avenir et dans l'énergie de leur race.

Une généreuse mystique doit suffire à nous rappeler que l'instinct premier de l'homme est de vivre libre et heureux. La liberté, dans le sens complet du mot, est conditionnée par bien des choses. On ne saurait être libre en ayant ses institutions de famille sous la domination étrangère. Nous avons abouti à un chemin tortueux, où nous sommes obligés de lutter contre la nature des choses. Nous avons abouti à un point confus où nous avons envie de faire demi-tour, ayant à notre droite des bergers qui nous conduisent aux loups affamés. On dit que le troupeau

n'avance qu'en suivant son conducteur, mais nous, nous ne devons avancer qu'en sachant où nous allons.

Les morales se sont construites pour le relèvement des peuples, par conséquent, il faut satisfaire aux besoins collectifs par leurs règles. Le devoir est parfois pénible, d'autant plus qu'il est indispensable que ceux qui le suivent ne doivent pas rester à déplorer, si mauvais soient-ils, les résultats d'une action qu'ils ne sauraient se dispenser d'accomplir. Le travail d'entraves, fait en silence, continue son cours et ne s'arrêtera qu'après que nous aurons mis la main à l'œuvre. Il nous surmène d'abord, parce qu'il exige une décision que nos naïfs empêchent à outrance. Faisons ce que nous devons, advienne que pourra. La rédemption de notre cause est l'œuvre de quelques bons patriotes. Il paraît qu'en certain cas, nous goûtons la satisfaction de rester dans l'indifférence malgré le langage éloquent des faits. Il faut que nous comprenions que la vertu contient sa propre récompense. La vertu d'être grand chez soi est déjà une garantie. Par la formule des assurances vagues, on risque de suivre un mouvement désordonné dans l'ordre des harmonies. Contre toutes les apparences, remises à la mode, par une éclatante ironie cléricale, reste pour nous le désir de vivre le plus heureux possible, selon la tradition.

En 1804, la nation haïtienne, après une victoire éclatante de ses forces sur l'ennemi, demanda sa personnalité politique et son indépendance absolue, elle refusait toute tutelle de quelque part qu'elle vint. Elle brisa les chaînes de l'oppression, elle foula sous ses pieds l'arrogance des fers, dans l'inquiétude et dans la fièvre de forger ses lois pour améliorer l'état de ses enfants; malheureusement sont venus les troubles, les rivalités de personnalités, la mauvaise foi des uns, l'ambition des autres, creuser des fantômes sur son chemin. Dépourvue de tout, de l'instruction d'abord, d'expérience politique en second lieu, elle tomba dans le désordre et faillit perdre l'équilibre, neût été la Providence qui veille sur les destinées des peuples. Le peuple alors n'aspirait qu'à être commandé et à être défendu.

Le pouvoir était la garantie de la conquête acquise. Mais, peu à peu, se sont introduits dans les affaires du pays des hommes ineptes, arrivistes d'ailleurs, qui ont détourné la nation de

sa marche fière et glorieuse. Au lieu de leur barrer le chemin, Geffrad fit venir des ennemis de la nation pour refaire sa conquête sous d'autres aspects. Eux, qui avaient offert leurs couvents pour éventrer des hommes qui défendaient, les armes à la main, la liberté des leurs, prenaient tout à coup, sous le couvert du fameux Concordat, les habits de saint qu'ils avaient si horriblement maltraités.

Nous touchons ici, et le fait est capital, à une des erreurs les plus grandes des hommes qui étaient appelés à poser les bases de l'évolution haïtienne. Si Haïti avait eu pour conducteurs des hommes comme Toussaint Louverture, Christophe, après son indépendance, les choses auraient pris tout un autre aspect. Les ambitions non contenues de clans, nous ont fourré dans ce sac où nous sommes maintenant.

L'amour de la liberté et celui de l'égalité, ont besoin d'un nouveau culte, où il serait souhaitable de faire renaître les vertus premières par lesquelles, nos héros se caractérisaient tant.

Tant que nous n'aurons pas ce type d'hommes, de la trempe de Toussaint, disposé à travailler comme homme d'Etat, dans le sens le plus large du mot, Haïti restera longtemps encore à genoux.

Pour faire quelque chose dans ce pays, il faut réunir beaucoup de qualités. Il faut aimer passionnément la race, il faut voir les problèmes, et avoir l'énergie de les résoudre. Tant vaut l'Haïtien, tant vaudra la nation. L'œuvre, peut-être, à laquelle nous sommes appelés, appartient aux jeunes qui ont été formés hors des centres pernicieux de notre ambiance.

Qu'avons-nous fait de nos forces intérieures? Où en sommes-nous? Certes, à force d'entendre parler notre jeunesse désorientée, nous avons fini par crier halte! Il faut reconnaître, en effet, que nous vivons le plus souvent sous la contrainte et sous l'influence des manuels dits philosophiques. Ils ont l'apparence de l'instruction solide qui promet à l'être physique une sorte de liberté, mais ils n'offrent aucun mouvement de commandement à l'esprit de ceux qui les pratiquent.

Un peuple qui n'est pas maître de ses institutions qu'il s'est données librement, ni de l'éducation de ses enfants, est un peuple sans avenir. Agissons-nous à notre gré? Avons-nous notre

liberté politique? N'avons-nous pas livré nos organes aux prêtres catholiques qui les contrôlent à leur gré?

L'abandon est tel, que même le recensement de la population est faite, à notre grande honte, par les prêtres; c'est pourquoi, beaucoup d'Haïtiens, et non les moindres, ignorent le nombre d'habitants qui occupent le territoire national. Il faut que cet état de choses finisse. Nous ne devons pas avoir un squelette d'Etat, au bassin des Caraïbes. Un Etat doit avoir tous ses organes en pleines fonctions et en plein rendement.

Il faut donner à la nation les diverses branches administratives dont elle a besoin pour qu'elle puisse prendre l'aspect d'un Etat organisé.

La réorganisation d'Haïti est une œuvre de bonne volonté et d'intelligence. Un Etat qui vit dans ce désordre immense, ignorant exactement le nombre d'habitants qui occupent sa superficie, par manque d'un recensement ordonné, et officiel, est un Etat tampon sans organisme. Notre indépendance est conditionnée par le développement des forces qui font partie de la nation; une indépendance dans la fiction est un danger. Bien plus, qui désire, d'ailleurs, une telle indépendance? Nous n'avons conservé jusqu'ici qu'une forme apparente d'Etat sous une fausse conception de liberté.

On peut craindre, d'ailleurs, que notre démocratie ne doive toutes ses vicissitudes à cette conception bizarre de se laisser contrôler par un organe qui tend à s'emparer des consciences comme des esprits. La nature nous a portés à sentir le prix de la liberté tout en vivant dans l'inégalité, mais nous n'avons pas su garantir cette liberté à travers notre histoire, tout en l'aimant évidemment. On conçoit que l'enrouement de Haïti est dû à plusieurs causes : d'abord, à des causes internes; ensuite, à celles de l'extérieur. La diffamation à laquelle, on a soumis notre pays depuis son indépendance, avec un courage non diminué, lui a valu la réputation infâme que nous combattons avec toute la force de notre âme. Il n'y a rien qui puisse couper les courants dangereux mieux que l'effort à accomplir dans le but de réorganiser le pays. Nous avons à provoquer une explosion juvénile parmi la population d'aujourd'hui; bercée par une fausse conception qui a obstrué son esprit. Haïti entend prendre sa place

d'honneur dans un système d'organisation, de paix et de travail. Sans doute, on peut concevoir une autre politique dans laquelle notre pays, en présence des faits du moment historique, se verra obligé de s'orienter vers des systèmes de traités analogues à ceux qu'elle a connus en 1915; non; il doit pouvoir s'appuyer sur ses ressources intérieures pour se suffire à lui-même, sans pour cela s'isoler de la communauté des peuples. Tous les traités qui tendent à entraver notre avenir, notre vie économique, l'évolution ethnique de notre population, doivent mériter le mépris de tous les Haïtiens.

Il importe maintenant que nous nous efforcions de dissocier ce qui nous paraît indivisible : les accords de l'Eglise et de l'Etat; il importe aussi que nous donnions le sens de la vie moderne à notre nation, à laquelle nous n'avons pas renoncé, et à laquelle nous aspirons tous.

C'est la voie dans laquelle nous devons entrer à fond et avec courage. Cette voie, nous la signalons maintes fois à travers ces pages. Il faut procéder à la réforme de toutes nos administrations. Rien ne pourra se faire sans une réforme générale. De là, doit sortir la nouvelle vie à laquelle nous aspirons; en tout cas, nous n'entendons pas nous en interdire l'éventualité. Si nous devons persister dans cette réticence, ou mieux dire, dans ce conformisme, nous donnerions aux gens lieu de croire à un refus de nous associer à l'œuvre qui nous incombe, car désarmés, nous ne pouvons compter sur personne, c'est à nous de comprendre la portée de nos problèmes, et d'y apporter remède.

Nous avons à suivre la politique de la raison et de la logique tout en restant en contact avec les réalités de notre siècle. Tout progrès implique une ligne de démarcation. D'épaisses ténèbres enveloppent encore le berceau de notre évolution. L'Haïtien a encore quelques écailles sur les yeux, il faut qu'on les fasse tomber une à une, pour qu'il voit clair. Nous avons vécu des périodes d'énormes bévues qui auraient pu ouvrir nos yeux, si l'ignorance et l'incompréhension ne les avaient pas retenus fermés. A chaque période confuse, il faut un messie. On se demande comment les Jésuites ont pu s'établir en Haïti après la révolution de 1804! Personne n'ignore l'esprit de cette révo-

lution. On ignore encore moins les sentiments qui animaient les chefs de l'armée haïtienne.

Car il faut voir maintenant par quel enthousiasme, par quel artifice, par quelle persévérance, les prêtres étrangers sont parvenus à se faire, pendant plus de cent ans, un si prodigieux parti dans nos milieux, constituant un rempart de force et de contrôle sur les esprits. Les présidents d'Haïti sont soumis, eux aussi, à un contrôle et à une discipline religieuse qui ne laisse place à aucun doute.

Le but primordial qu'ils poursuivent au-dessus de tout, mais sans relâche, c'est d'augmenter leur richesse et leur influence, de s'enrichir aux dépens de l'ignorance de nos gouvernants, avec une avidité sans borne. Haïti envoie à Rome, par an, plusieurs millions de piastres et ne reçoit rien en échange.

Ce qu'elle reçoit en échange de sa richesse dont elle fait cadeau à Rome papale, ce sont les petits princes mondains qu'on lui envoie par centaines pour la sucer davantage.

Les prêtres, de quelque coin de l'Europe qu'ils viennent, vont à Haïti, non dans le but de relever le niveau moral de notre communauté comme ils le prétendent, mais animés du simple désir de richesse. Chez eux, excepté quelques rares exceptions, tout est commercial. Nous en avons connu plusieurs d'entre eux qui sont arrivés chez nous dans une pauvreté complète, et pourtant, ils sont parvenus à l'acquisition de colossales richesses en très peu de temps.

Nous nous contentons de rapporter les faits de chez nous seulement. On impose aux paysans haïtiens des prix exorbitants et pour le baptême, et pour le mariage, et pour tout. Où va-t-il aboutir cet argent qu'on prend par usure aux campagnards haïtiens? Nous répondons, à Rome. Les caisses haïtienne s'épuisent pour enrichir les pays d'où arrivent ces hommes avides de grandeur.

Les millions de Gourdes qui partent tous les ans d'Haïti suffiraient à créer des milliers d'écoles dans nos campagnes si cet argent appartenait au gouvernement. Que ces sommes restent dans le pays. Haïti eût mieux fait sans la moindre secousse, sans redouter la moindre intervention étrangère, puisqu'il s'agit des affaires intérieures du pays, d'étaler en pleine lumière,

l'ensemble de sa politique administrative. Nous avons pansé nos blessures, dans une certaine mesure, relevé nos ruines, compté nos morts, sans songer jusqu'à présent à des représailles. La timidité a été telle que nos représentants ont renoncé à nombre de leurs droits justifiés cependant par les traités et par l'équité.

Notre pays, dans le domaine international, ne demande qu'une chose : l'égalité absolue de droits et qu'on le laisse vivre en paix. Il s'est efforcé, au prix de concessions incessantes, tant par son action dans le monde diplomatique que dans le monde commercial, de respecter autant que possible les traités librement consentis par lui, mais, tout traité qui tend à le soumettre à un vasselage honteux doit être l'objet de notre protestation.

La fidélité aux traités signés entre deux parties intéressées doit être observée des deux côtés. Nous avons été dupes du fameux Concordat signé par le Président Geffrad au nom de la nation haïtienne. La logique même de notre histoire suffisait à déconseiller cet accord diplomatique dont Haïti n'a jamais tiré de bénéfice. Le cléricalisme, comme un serpent silencieux, a su envelopper la victime avec tout l'artifice et la ruse que les circonstances exigeaient pour la sucer après. Le Gouvernement de Geffrad, en prenant cet engagement, promet à la partie intéressée de lui accorder toutes sortes de privilèges et de lui payer avec ampleur (car tel est le but principal poursuivi par Rome) sur les deniers de la nation.

La danse est si entraînante qu'aujourd'hui, non seulement nous payons des sommes fabuleuses au haut clergé étranger, établi chez nous, mais aussi, nous payons des milliers de prêtres, de sœurs et de frères jésuites, qui prétendent vivre de la Caisse nationale. Plus le temps passe, plus leur nombre augmente. Haïti est le paradis des Prêtres. Ils sont tous professeurs, sans connaître à fond la langue qu'ils prétendent enseigner. Ce sont des éléments médiocres qui ne savent presque rien. Evidemment, ils trouvent des sympathisants dans certaines familles haïtiennes, parce que la servitude et l'ignorance de celles-là sont encore légendaires.

Ils arrivent à Haïti avec la soutane séculaire, ne possédant que des notions primaires sur les choses de l'enseignement; la

bourgeoisie haïtienne les reçoit comme des savants descendus des hauts lieux, elle les vénère, elle les adore, elle s'y soumet avec un esprit de servitude qui révolte.

Dans ce vaudeville, des chants montent comme un parfum des Dieux pour endormir les naïfs.

Aujourd'hui, rien ne se meut sans la permission du prêtre. C'est lui qui gouverne le pays. La fille se marie avec l'homme que son confesseur choisit. La femme laisse son mari, sur les conseils du prêtre. Les gens qui sont vraiment riches en Haïti, ce sont les hommes aux longues soutanes.

Oui, il faut une loi qui mette de l'ordre dans cet état de choses. Beaucoup d'Haïtiens qui ont fait de brillantes études à l'Etranger arrivent au pays, ils ouvrent des écoles pour instruire la jeune haïtienne, selon les systèmes et les méthodes les plus modernes, mais ils se trouvent en face d'une ambiance hostile à tout ce qui est national; la bourgeoisie préfère les Séminaires religieux, pour des raisons diverses, aux institutions nationales, où ses enfants reçoivent une éducation meilleure et moins entravante. Si nous voulons fortifier et maintenir notre position avec toutes ses prérogatives, il faut que nous soyons en mesure de justifier nos droits et de les faire triompher sur la duperie. Autrement, nous serons obligés d'accepter la défaite que l'on prépare en silence à notre unité et à notre existence.

Ne soyons pas la tentation à laquelle sont exposées les nations de proie, soyons plutôt un acier contre lequel on se heurte; il est urgent que le pays soit en mesure de répondre à toutes éventualités, et pour cela, il faut que nos institutions soient contrôlées par nous.

Les mesures que nous devons prendre risquent peut-être de nous faire paraître aux yeux des gens intéressés à mettre sur notre chemin des entraves, comme un geste inconsidéré; mais non, c'est la nécessité qui nous pousse à nous situer.

Le pays est contraint aujourd'hui de veiller à sa sécurité et à son existence; s'il se voit obligé à le faire, c'est parce que, autour de lui, des forces redoutables s'élèvent et un ouragan belliqueux se manifeste. Nous n'avons pas seulement à défendre notre liberté politique et notre indépendance morale, mais aussi

notre indépendance matérielle, la liberté de nos mouvements toujours emboîtée par ceux qui travaillent à empêcher notre évolution.

Une période de réveil doit commencer pour Haïti. Dans cette nouvelle marche en avant, il ne faut pas que nous nous arrêtions à des points de détail et à des principes explorateurs, menant une politique de classes qui nous mettrait dans l'incapacité de réaliser l'œuvre que nous nous proposons d'atteindre.

Aucun Haïtien qui aime son pays ne doit souhaiter, ni aider, cette œuvre de division que les Jésuites ont su réaliser avec tant de tact. Nous devons combler ces abîmes qu'on a creusés aux dépens de notre propre candeur. Il importe qu'une politique d'ensemble se fasse dans le cadre de la conception de fils d'Afrique et qu'elle tende à perpétuer nos sentiments dans ce sens. Tout ce qu'on ferait autre que cela, aurait pour conséquence d'empêcher l'unité nationale et de mettre en cause notre progrès commun. Sans l'unité ethnique, les valeurs haïtiennes ne pourront jamais se donner la main. Il faudra extirper de l'ambiance d'Haïti, la politique de classes que le clergé, avec beaucoup de dissimulation, cherche à élargir pour maintenir ses privilèges.

Les intérêts du pays exigent que cette politique soit bannie de son sein. Il faut que nous soyions en mesure de mettre en mouvement toutes nos valeurs, dans la confiance, sans méfiance, sans contrainte, tous pénétrés de la pensée de travailler pour la grandeur de notre collectivité. Il faut pouvoir dire à la nation debout! marche! De toutes les déficiences que l'on constate actuellement, en usage dans nos mœurs publiques, on constate aussi une sorte de complaisance byzantine qui nous est certainement reprochable; on note un manque de foi dans la vigueur qui nous ferait recouvrer la discipline dont nous avons besoin pour la marche ordonnée de notre progrès.

CHAPITRE XIII

COMPTONS SUR NOUS-MÊMES

Nous ne devons compter que sur nos valeurs propres pour affronter nos problèmes et regarder l'avenir. Si les forces haïtiennes s'unissent dans une communion fraternelle, mettant au-dessus de tout les intérêts de la nation, marchant la main dans la main, dans l'unité d'esprit, il n'y aura pas de crainte pour l'avenir immédiat, ni pour l'avenir lointain de notre communauté. Il n'y a que notre génie qui puisse sauver la situation, comme, en effet, l'histoire montre qu'il est arrivé plusieurs fois dans nos luttes pour l'émancipation. Haïti est appelée à apporter son concours à la civilisation, à l'embellir s'il le faut, par des données nouvelles, et non pas à l'enlaidir. Pour cela, autant qu'il sera en notre pouvoir, il conviendra, convaincus surtout que c'est le meilleur chemin, de caresser, d'adorer, d'aimer notre génie de peuple, le seul appelé à nous donner une personnalité caractéristique.

C'est en extirpant du sein de la nation les éléments de troubles, qui se nourrissent d'espoir de voir leur œuvre prendre forme et vie, c'est en nettoyant l'ambiance des scories, que nous parviendrons à l'unité de nos forces, et que nous pourrons l'armer pour sa défense. La Main qui a su diviser notre société en deux groupes opposés est là, vigoureuse, forte et travailleuse. Tandis que nos politiciens se perdent en mille rêves dorés, fortifiant par leur inconscience la position de l'adversaire de notre cause nationale et raciale, une œuvre méchante se fait en silence sous le patronage du clergé.

Toutes les rivalités de nuances, d'origine, toutes les visées

de prépondérance, à titre de classe privilégiée, doivent être bannies de nos milieux. Une pareille politique, sous quelque forme qu'elle se présente, serait criminelle et attentatoire à notre existence. Nos ennemis intérieurs ont exploité ces défaillances pour consolider leur position; ils ont trouvé dans les uns la bassesse, dans les autres la vanité et l'incompréhension.

A cet égard, on a créé une situation politique dangereuse dans le pays. Elle se développe sur les grandes routes du monde de demain. Si nous ne nourrissons pas en nous, pour le rassemblement des forces haïtiennes, en une unité compacte, des aspirations légitimes, nous exposerons nos principes à des secousses terribles.

Je suis persuadé que cet instinct n'est pas de nos nationaux.

Changeons les méthodes et les systèmes de l'éducation de notre jeunesse, et nous voilà sur la route de la victoire. Il faut créer une autre mentalité pour notre masse de citoyens, qui lui permette de concevoir les choses sous leurs vrais aspects. Voilà le but à atteindre, voilà le résultat à atteindre, et nous devons assurément travailler à le réaliser. Evitons, par des mesures prudentes, tous les contacts que l'on reconnaît dangereux pour la cause ethnique de nos populations. Quand Haïti proclama son indépendance, en 1804, elle avait une occasion d'écarter certains contacts que les plus simples notions du bon sens reconnaissent pernicieux pour la sécurité de l'Etat et la communion de nos frères libérés.

Au lieu de laisser chacun libre dans ses sentiments religieux, on a eu l'imprudence de pactiser avec Rome, dont la tendance est de faire la conquête des Etats et de les soumettre à ses caprices.

Par l'imposition de la religion officielle à une masse disparate, comportant des chaînes séculaires des rois de l'Eglise catholique, notre pays s'est inscrit en faux contre sa destinée; dès lors, il a couru le risque de voir, à la suite de cette mise en jeu des facteurs étrangers, sa personnalité diminuée.

On se complait à dire que l'Eglise travaille au relèvement de la race noire et que sa formation morale repose sur l'enseignement qu'elle en reçoit; en réalité, en l'état actuel des choses, nous sommes en mesure de dire à ceux qui se laissent ainsi

aveugler par le mensonge, en se cachant derrière une façade voilée où se dissimulent les desseins les plus divers, qu'ils sont dupes.

Sa politique aide et favorise l'action des facteurs décidés à dominer la race noire; c'est ainsi qu'on a pu, grâce à ces moyens subtils, faire avec les autres couches africaines, une sorte de tragédie dramatique, étouffant en elles, le dialogue de la raison et de la logique. Les envoyés de l'Eglise catholique, et dans les colonies, et dans les pays sur lesquels pèsent les visées impérialistes, se sont toujours empressés, et sans peine, de persuader les Nègres qui tombent entre leurs mains, de rester bien tranquilles dans les chaînes de leurs oppresseurs. Les puissances qui nous envoient leurs prêtres ont tout intérêt à accroître leur nombre, car elles demeurent persuadées qu'une œuvre de conquête se fait avec tact, pour convertir à leurs idées les sujets qui leur sont confiés.

Je conçois avec peine que des Noirs, connaissant plus ou moins l'histoire et la conduite cléricale dans les démêlés de l'esclavage, aient pu accepter, avec cette résignation révoltante, le fardeau de la Rome papale. Je conçois encore avec plus de peine que des hommes éclairés, comme il en existe en Haïti, se laissent ainsi aller jusqu'à accepter cette claustration sévère qui les soumet à toute sorte d'humiliation. Les horreurs de la passion, avec leurs conséquences tragiques et dramatiques, sont là dans l'histoire, éloquentes et séduisantes. Quand on conçoit la religion sous l'aspect du sentiment, croyant qu'elle peut être utile au progrès de l'esprit humain, et par son influence divine et par ses rapports avec l'instinct de l'homme, on reconnaît, en effet, que si ses dirigeants ne sont pas sincères, elle pourra être désavantageuse au développement des vertus de l'âme humaine.

Par la force de continuité et son influence sur l'âme humaine, par son ascendant sur le cœur des femmes et sur les mœurs publiques, elle devient, si son esprit n'est pas compris, une routine et non un profit. Elle est devenue chez nous un foyer anti-patriotique très dangereux, car n'étant pas soumise à la surveillance des autorités civiles, et étant donné que son travail se fait dans l'ombre, dans une ambiance inconsciente, son action s'étend jusqu'au fond même de l'intimité morale, sans

pourtant assurer à ses adhérents des bases morales qui les protègent contre les mauvaises influences.

Le nombre des religieux en Haïti est prodigieux, et celui des prêtres haïtiens proprement dit se réduit à zéro. Dans l'état actuel des choses, aucun compromis n'est possible entre le gouvernement et le clergé, surtout pour maintenir l'état de choses créé par le Concordat.

Nous taire sur la présente nécessité, sans chercher des remèdes aux innombrables abus dont nos nationaux ont été l'objet, c'est pécher contre notre propre existence. Tant que nous n'aurons pas trouvé les moyens de faire agir ce ressort religieux dans l'intérêt de nos institutions locales, selon une détermination des pouvoirs établis, par un mouvement de patriotisme et de libéré, nous ne pourrons faire autre chose que de voir l'enceinte du temple se convertir en une caverne de conspirations où l'hypocrisie et la dissimulation se cachent. Nous ne saurons jamais remplir notre mission, ni comprendre notre destinée, tant que nous laisserons les prêtres étrangers en mesure de se servir de leurs invisibles ressources pour mener une politique contraire aux intérêts de notre peuple. C'est là un des grands maux qui exigent l'application énergique d'un puissant remède.

Ce fut, en outre, une grande erreur de la part de nos dirigeants de permettre que cette multitude croissante de prêtres s'entassent en Haïti et qu'ils aient pu ramasser une si grande fortune aux dépens de la bonne foi. Un tiers aurait suffi aux besoins spirituels des fidèles. Une nation souveraine doit pouvoir s'imposer à toutes les institutions qui se trouvent établies dans son sein.

Notre pays n'a même pas de quoi payer ses frais les plus essentiels, comment peut-il se permettre ce luxe de payer une institution qui s'enrichit à ses dépens et s'enrichit de ses paysans?

Que l'argent qu'on donne gratuitement aux prêtres catholiques qui l'emportent ailleurs, serve au moins à créer des écoles dans les campagnes d'Haïti, où l'ignorance est absolue.

Aura-t-on plus d'intérêt à soutenir un culte étranger ou à donner un peu de lumière aux habitants du pays? N'est-ce pas un crime de lèse-majesté, que celui d'enrichir le clergé étranger en laissant nos compatriotes plongés dans des ténèbres affreuses?

Quels sont ces hommes qui demandent toujours aux Etats l'argent de leurs sujets, pour qu'ils puissent construire des palais somptueux, avec une chaleur et une avidité si peu chrétienne? En agissant ainsi, n'est-ce pas outrager dans une certaine mesure les principes fondamentaux de la religion? Nous savons que lorsqu'on dit à ces messieurs la vérité, ils s'empressent de dénoncer de toutes parts, comme l'arme de la perversité, ce qu'on se permet de leur dire. Pourquoi veut-on introduire une religion dans la législation officielle des peuples? Et, cependant, si nous remontons au berceau de la religion, nous verrons ce qu'elle fut, et ce qu'elle est devenue; c'est là où nous pourrions nous former une idée de sa vraie nature, voir son but et son rôle dans l'univers. Son fondateur a voulu qu'elle régnât dans le monde sous une forme différente.

Parmi les femmes et les hommes haïtiens qui forment l'armure même de l'Eglise catholique, on n'en peut compter aucun qui ait eu la chance d'être admis parmi les milliers et les milliers de saints dont Rome papale fait étalage dans le monde; les Nègres ne donnent pas de saints. Beaucoup de guerriers et de guerrières à la peau blanche ont été canonisés, après mille péchés, par le Vatican, mais aucun Noir n'a eu ce privilège d'être classé parmi les saints fabriqués. Et pourquoi? Le Noir manque-t-il de qualités religieuses? Comme tous les hommes, il a ses défauts et ses qualités. Le point capital de la question ne réside pas dans les qualités requises. Il réside plutôt dans les pompes et le scandale du faste. D'ailleurs, le Noir est toujours considéré par l'Eglise comme d'un être inférieur et non pas comme un homme, ayant des aptitudes qui lui permettent de remplir toutes les fonctions humainement parlant. L'orgueil latin serait profondément touché si des hommes, pris dans les rangs des Noirs, avaient été élevés à la dignité de saint, selon la mode du cléricalisme catholique. Or, l'idée qui y persiste, c'est celle de l'infériorité de la race noire. Le clergé considère l'homme noir comme un être qui doit obéir et servir les autres, marcher à la remorque de l'oppression, prendre l'enfer pour un paradis, l'enrichir autant que possible, mais sans autre mission que celle-là.

Il est, pour certains, un subalterne, un valet de chambre sans importance. Le clergé a été un instrument docile entre les

mains des colons pour la survivance de l'esclavage; il a contribué à maintenir les fers qui en résultaient pendant trois siècles.

N'en n'avons-nous pas des preuves évidentes? Tout au moins, l'histoire nous en donne raison. N'avons nous pas en Haïti assez d'hommes et de femmes pour remplir le rôle que les étrangers remplissent actuellement? N'avons-nous pas une pléiade de bonnes âmes, capables de rentrer dans tous les domaines catholiques, y compris celui des cardinaux et des évêques? Combien d'Haïtiens et d'Haïtiennes qui occupent une petite place même inférieure dans les couvents pourraient accéder à la chaire, aux évêchés, à l'instruction et autres charges?

Eh bien! il n'y en a aucun. Les préjugés ont éliminé tous les citoyens du pays des administrations catholiques! Le peuple, dans sa dignité et son orgueil national, ne doit plus souffrir cette humiliation qui le met en état d'infériorité. Ses revendications sont formelles. Le clergé lui revient de droit.

Il faut que toutes les églises établies en Haïti soient dirigées par les citoyens du pays. On cessera, peut-être, de cacher, sous des voiles imposants, les ténèbres des desseins dissimulés, dont nous devons nous méfier, car l'œuvre est : Déformer et détourner l'Haïtien de son but. Il nous a été impossible de rétablir l'équilibre rompu et maintenir les conditions essentielles pour la sécurité du pays durant les années de grands bouleversements, parce que nous n'avons pas su nous attaquer aux causes.

Des mesures qu'on pourrait envisager, n'auraient eu aucun résultat pratique si les causes n'étaient pas ébranlées.

Du pays, nous savons fort bien qu'il est prêt à accepter la décision des organes du peuple, pour tout ce qui a trait aux grands problèmes que nous soulevons ici.

Le bon sens suffit à l'indiquer. Par ailleurs, on n'échappera en aucune façon aux tentatives de la réaction. Les intrigues des réactionnaires vont trouver dans certains hommes du pays même un terrain propre à éterniser le clergé étranger en Haïti. Partout, il y a des vauriens qui ne se souviennent guère de leur dignité, encore moins de celle des autres! Les exégèses, les articles de lois, la recherche des expédients, des formules et des prétextes, n'auraient pour résultat que de sous-estimer ceux qui adopteraient une attitude dans l'opinion publique.

Une situation d'infériorité vis-à-vis de nous-mêmes nous est imposée dès que nous avons accepté le joug du clergé étranger, surtout étant donné les conditions dans lesquelles cela nous a été imposé. Pourquoi cette concession de prérogatives qui nous appartiennent, aux gens qui nous oppriment? Il faut dire à ce monde charmant, désuet, décoloré, ce petit monde à la tunique noire, que nous ne voulons plus de lui tant en matière de religion qu'en matière d'enseignement.

Le pays a besoin d'une nouvelle base pour rentrer dans une période de réorganisation. Loin de nous de vouloir créer une mystique intransigeante de race. Nous avons donné assez de preuves de larges conceptions sur la question de race pour qu'on ne nous croie pas hermétiquement enfermés dans un petit cercle vicié comme cela se voit ailleurs. Défendre nos institutions, jeter les bases de notre sécurité, ne peut s'interpréter, que par l'esprit que nous voulons vivre notre vie. Haïti s'est donnée une personnalité nationale et internationale pour que ses enfants aient un coin d'azur.

Aucun peuple digne de ce nom, ayant un peu de sens commun, n'aurait l'idée de confier ses institutions à des étrangers, dont la pensée est bien connue : travailler à sa ruine sous une forme ou sous une autre, lui multiplier les embûches, jusqu'à ce qu'il soit complètement anéanti. La grande mission d'Haïti est de libérer ses sujets de mauvais contacts, de l'assujettissement à l'infériorité à laquelle on la tient fortement attachée. Nous devons créer des systèmes nouveaux, appuyés sur des données diverses et aux notions de notre originalité, pour l'évolution de notre société. Il faut pouvoir hausser, dans une fierté nouvelle, le prix des valeurs nationales et remettre en marche la machine du progrès sur un terrain purement et essentiellement haïtien.

Nous avons vieilli dans des combats stériles, dans des querelles de clocher, dont nos adversaires profitent pour obscurcir notre horizon. Certes, à bien considérer les choses sous leurs vrais aspects, nous pouvons trouver dans nos propres forces et la vigueur et la vitalité et le génie pour nous acquitter dignement de nos devoirs nationaux; il faut que notre âme soit en mesure, réunissant un ensemble de forces, de surmonter les faiblesses humaines, même dans les plus grands périls. Dans l'esclavage,

nos pères ont appris à lire et à écrire presque seuls, dans des conditions pénibles, au milieu d'un monde méchant, dont ni la religion, par laquelle, on endort maintenant le cerveau de notre peuple, ni les vertus qui en découlent, ne suffisaient à humaniser les sentiments.

Nous ne sommes pas encore libérés du joug de la servitude, nous avons seulement proclamé notre indépendance politique, sans pourtant nous dépouiller des entraves qui mettent en cause notre avenir. Un peuple n'est sûr de sa vie indépendante que quand toutes ses forces se donnent la main et se comprennent. Les forces dispersées, dans le désordre, sans aucune cohésion, sont généralement battues en brèche et anéanties par l'assaut de l'ennemi.

Une nation placée hors du cadre colonial, jouissant d'une souveraineté absolue, doit donc employer son temps à apprendre l'histoire, toutes sortes de règles scientifiques, à dessiner, à emmagasiner autant qu'il est en son pouvoir, dans le but de former des équipes et des bataillons, pour, quand le jour viendra, pouvoir donner des ordres de bataille dans son propre campement.

Un peuple sain, robuste, jeune, plein d'avenir, ne doit pas se laisser périr sous la pression des coutumes vieilles, démodées, mises hors de rang. Jusqu'ici, nous n'avons pas encore une littérature nationale qui se caractérise par son originalité et par ses divers aspects, imprégnée de choses régionales par lesquelles on se fait connaître.

Abandon condamnable

Un peuple qui imite comme un singe ce que fait son voisin, qui suit ses folies, ses bassesses, sans rien cultiver de ses propres qualités, est un peuple sans corps et sans âme. C'est dans la littérature que se manifestent les qualités raciales, le régionalisme, les coutumes, les mœurs, l'ambiance, avec tout ce qu'elle renferme. La mannequinerie est tellement profonde chez nous, que même nos chansons, notre musique si variée, sont étouffés pour donner place à l'imitation. La médiocrité fait brèche partout.

L'habitude de copier tue le génie propre.

Les Cubains ont envahi le monde de leurs Rumbas. Les Argentins de leurs Tangos, les Noirs des Etats-Unis de leurs Jazz. Pourtant, notre pays, distrait par les *ave* et les *credo*, plongé dans la veulerie, bien que riche en intelligence et en idées variées, meurt dans un coin, inconnu du monde extérieur; notre Méringue, avec tous ses charmes, sa beauté, ses mélodies, est connue seulement des paysans.

Ah! si on pensait à exploiter ces improvisations musicales de nos campagnards! Ah! si on savait mettre en vogue et à la mode les chansons multiples qui forment une part si importante de nos coutumes! Haïti, à l'heure qu'il est, serait tout au moins connue dans le monde entier. En 1804, nous n'avions eu aucune élite, aucune école supérieure, aucune influence intellectuelle; cependant, poussés par un sentiment d'orgueil, nous avons produit beaucoup d'hommes remarquables dans le domaine des lettres. Aujourd'hui, quoiqu'on dise, nous avons amélioré, dans une large mesure, cette situation d'infériorité dans laquelle nous nous trouvions alors.

Nous sommes restés presque dépouillés de tout après notre séparation de la France. Il n'y avait dans le pays aucune école supérieure où nos jeunes gens auraient pu s'instruire. Les dirigeants de la colonie avaient pris toutes sortes de précautions pour empêcher le développement culturel de la masse. Les enfants des colons allaient en France quand il s'agissait d'études supérieures. Ceux qui étaient riches faisaient venir des professeurs qui se chargeaient d'instruire leurs enfants. Le premier lycée qui fut établi dans le pays, fut créé par Pétion, le fondateur de la République d'Haïti.

Presque tous les peuples du continent, excepté Haïti, ont eu, sous la domination espagnole, leurs lycées, leurs universités, que les dominateurs leur ont laissés intacts en partant définitivement des colonies, chassés par les indigènes révoltés. Cuba, le dernier rempart colonial espagnol, a eu une université, six lycées, plusieurs écoles supérieures, que les Yankee ont modernisés et relevés au niveau des grands centres du monde littéraire.

En 1898, quand les Etats-Unis donnèrent le dernier coup de grâce à la puissance coloniale de l'Espagne, les Cubains

avaient moins de lutte à soutenir qu'Haïti, pour assurer l'instruction de leurs enfants. Haïti, cependant, était obligée de tout créer, elle n'avait aucune fondation initiale. Les autres nations du continent avaient déjà le fondement sur lesquels se baser pour la nouvelle étape.

Haïti a fait des miracles que ses adversaires reconnaissent volontiers. Elle a tout fait sans le secours de personne. Malheureusement, les dirigeants haïtiens se sont montrés inférieurs à leur tâche. Au lieu d'organiser en toute hâte les institutions de la nation, d'en créer d'autres à mesure que les nécessités se faisaient sentir, ils ont fait venir des étrangers auxquels, ils ont confié l'avenir du pays. Si notre pays n'a pas évolué davantage, c'est à cause de la main mystérieuse qui sème le conformisme en haut et l'anarchie en bas.

En résumé, on a fait une politique négative quant au but proposé. Tandis que nous nous efforçons de nous organiser, les semeurs de troubles travaillent, divisent, s'appuyant tantôt sur une classe, tantôt sur une autre, créant à droite et à gauche des préjugés coloniaux, affaiblissant ainsi la cohésion et l'unité de la nation; les Haïtiens, grands enfants dans le domaine politique, ont dansé au son séduisant de cette Rumba, sans se soucier du lendemain.

L'éventualité d'une main-mise sur Haïti, soit politiquement, soit marolement, se dessine encore à l'horizon. Nous n'avons jamais cru, en ce qui nous concerne du moins, que les Etats-Unis allaient, en 1915, nous imposer leurs lois et leurs systèmes, et rester dans le pays pendant plus de vingt ans. Leur venue en Haïti fut, d'une manière indiscutable, favorisée par des Haïtiens traîtres, qui croyaient en tirer des profits extraordinaires pour leurs clans et leur famille. La politique de division souterraine fut cause de tout cela. L'éducation que les enfants du pays avaient reçue, avait été tellement funeste à la dignité nationale, que tout le monde souhaitait l'occupation étrangère. Voilà le résultat de ce que nous appelons, à juste titre, la ruine d'Haïti! On a vécu dans le vide, dans l'abstraction, et on ignore volontiers que pour l'existence d'une nation, il faut, au préalable, lui créer une âme sans laquelle, il n'y a pas de vie durable.

On s'est aperçu que certains Haïtiens étaient bien disposés à

favoriser le mandat de protectorat que les Yankee ont voulu exercer sur Haïti. On a vu beaucoup d'hommes de l'élite s'humilier devant l'occupation avec si peu de dignité que les occupants les méprisaient avec raillerie! La veulerie, l'étonnement même, avaient paralysé les énergies.

Pour que le pays retrouve sa prospérité et son élan, il faut tout d'abord, revenir à la loyauté, une loyauté qui ne soit pas celle de 1915. La loyauté dont il est question, c'est celle, sans négliger les phénomènes modernes de la civilisation, qui consiste à vivre selon nos traditions et l'idéal de nos aïeux. Le mal a son origine dans les défaillances et dans les veuleries des hommes qui ont eu charge des destins du pays : il a aussi ses racines dans nos mauvaises organisations, et dans le manque de préparation politique de nos dirigeants. Le péril a son origine dans les formes d'organisation du pays, dans la dispersion de ses forces dont on n'a jamais su se servir avec profit pour réaliser les projets constructifs auxquels nos chefs ont inconsciemment renoncé.

Le succès des petits Etats ne dépend pas de l'extérieur, encore moins des emprunts imprudents qui constituent en eux-mêmes une formidable barrière à l'indépendance complète d'une nation; il dépend, tout d'abord, de leurs organisations, de l'honnêteté de leurs enfants, de l'ordre et de l'esprit de travail de leurs habitants. La nécessité de rendre nos possibilités plus grandes, d'accorder une plus large part aux affaires du pays, réunissant tout les éléments de nos forces, s'impose. La collaboration des hommes sensés, issus des groupes opposés, pour conjurer le trouble, pour prévenir le malheur, est indispensable. Il serait donc impossible pour les Haïtiens d'accorder aucune confiance à un homme qui, ayant acquis ses droits à l'immortalité, pour la défense de l'Etat, se montre ensuite disposé à tourner à l'esclavage le peu de liberté publique qui nous reste. La vraie démocratie se trouve dans le pays où l'homme est à la disposition du peuple, dans l'ordre et dans la discipline; sans ces deux choses, il est matériellement impossible que la loi et la liberté s'harmonisent et que les hommes se respectent.

La démagogie se trouve à l'ordre des hommes sans frein, sans honneur, sans lumière, et qui comptent pour rien la vie

d'autrui. Elle donne le spectacle où tout se déplace et s'ordonne selon le vœu d'un tyran, sans qu'on ne voie jamais rayonner les lumières de la liberté. Quand un peuple arrive à ce point, vient avec leurs fureurs, l'anarchie, les violences insensées et les destructions inutiles. Nos aïeux furent des conquérants de la liberté, ils l'ont produite, au sein de cette vaste foi, par un mouvement de courage et d'héroïsme; c'est donc aux continuateurs de cette œuvre grandiose d'en conserver le prix, par la modération et la sagesse.

Si nous répandons autour de nous l'esprit de raison, en versant les consolations de l'intelligence dans un sentiment de force, si nous les semons dans le sein de nos concitoyens à qui les révolutions du passé, ont imposé de douloureux sacrifices, nous aurons contribué, dans une certaine mesure, à élargir le cercle de notre vie politique, à guérir les blessures dont nous souffrons encore les empreintes. Nous aurons à éloigner la guerre civile par la nécessité de nous relever au niveau de l'ordre et du progrès, non seulement à l'éloigner, mais à en éviter les formidables apprêts.

Nous ne pouvons plus tolérer l'état de nos finances, non encore régénéré, ni souffrir la débâcle causée par une politique mal définie. Dans les innombrables malheurs de guerres civiles, on a détourné le regard de nos concitoyens pour le distraire vers un seul objet qui fut le tripotage de coulisses. Cependant, nous devrions avoir un but, un point de départ où se concentreraient nos vœux et nos espérances. Les maux de la guerre civile, multiples, augmentent les inconvénients de notre position actuelle et tracent devant nous des sentiers embourbés. Chacun connaît le libéralisme de nos dirigeans, enfermés dans le petit cercle vicié qui ne laisse de place à rien.

Ce libéralisme est classé, catalogué, limité selon la conception d'une personnalité. Cette sorte de libéralisme intransigeant est une entité bien moins célèbre pour un pays comme Haïti qui a besoin d'autres choses. Il est cependant plus répandu qu'on ne le croirait. Aux yeux des générations qui montent, il prend l'aspect d'une polka démodée et d'une valse à temps irréguliers dont les notes discordantes égarent les danseurs.

Ces sortes de systèmes représentent une stérilité, un signe

de fatigue, un symptôme de sclorose et un esprit d'impuissante résignation. Certes, devant les excès ruineux de la folie politique, le devoir oblige ceux qui comprennent, à crier contre ce genre de tyrannie. En dépit du Jésuitisme qui sème le préjugé fort courant chez nous, en dépit du particularisme et du personnelisme, on peut encore entreprendre quelque chose, ayant une portée un peu plus élevée. Il n'est certes pas difficile de faire une mystique pour la jeunesse qui monte.

C'est une illusion qu'excuse le progrès des sciences exactes, que de croire, qu'Haïti doit suivre le courant de l'imitation en étouffant sa propre personnalité. Il y a donc dans l'ordre humain des lois naturelles, des principes qui restent les mêmes à travers les ans et les temps. La période de transition où l'on donnait de petites doses de morphine aux gens pour les endormir est passée; maintenant, c'est le siècle de l'émancipation.

Or, de tout notre cœur, de toute notre ardeur, nous voulons l'hygiène, la salubrité, la sécurité, la liberté au-dessus de tout, le bien-être de nos habitants. Pendant dix-neuf ans, le peuple haïtien a souffert des clauses du fameux traité de l'intervention Yankee que les bons patriotes estimaient constituer une infraction aux droits des Etats souverains à disposer d'eux-mêmes. Nous avons toujours considéré comme une insulte monstrueuse et humiliante la légèreté avec laquelle, les Etats-Unis de l'Amérique du Nord intervenaient dans les affaires des Etats voisins, sous prétexte d'y mettre de l'ordre. Haïti est réduite à l'état de pays sans défense, auquel, il faut penser sérieusement. C'est pourquoi, elle a souffert une série ininterrompue d'humiliations. Tout le monde peut s'imaginer et concevoir avec quel bonheur et quelle fierté, le peuple haïtien a éprouvé à recouvrer sa liberté. Nous voulons que Haïti cesse d'être un morceau de terre de convoitise. Pour cela, il faut un système de défense raisonné, d'accord avec les nécessités modernes d'armements.

S'il faut demander à la nation des sacrifices, en vue de rendre notre territoire respectable, demandons-les lui. Nous vivons dans un temps où le droit n'est qu'une formule. On le foule aux pieds avec quel scandale! Faisons attention à la sécurité de notre maison. Tant qu'Haïti reste à l'état d'inorganisation, et qu'elle demeure attachée à l'esprit d'anarchie, elle cons-

tituera toujours une proie facile, une tentation constante et pour les faibles et pour les forts.

Nous concevons, dans l'esprit qui nous pousse à penser ainsi, que le seul moyen qui puisse décourager ceux qui nous en veulent, c'est leur montrer nos poings serrés, la bouche de canons que la civilisation occidentale adore, alors, on verra qu'Haïti ne sera plus une nation décriée. On prononcera son nom avec respect et ses coutumes ne seront plus barbares!...

Nous soulignons que la conclusion d'un accord avec toutes les forces du pays pourra être facilité sous la forme d'un besoin collectif, pour la sauvegarde des intérêts de la nation mis en cause. Les conséquences de l'intervention américaine, ont produit dans le pays une émotion profonde; c'est toujours un spectacle tragique que celui d'une petite nation écrasée sous les bottes d'un colosse. Le fait que les Yankee ont quitté notre territoire ne doit pas détourner notre attention des problèmes qui se posent devant nous, et qui ont leur importance propre dans l'ensemble de notre situation nationale. Tout recommande une vigilance, une sagesse, mais surtout une action d'ensemble, de façon à ce qu'il y ait une unité de voix et de vues qui travaille à relever le prestige de la nation quelque peu mutilée.

Plus que personne, nous avons besoin de cette unité de force, basée sur les valeurs réelles du pays, pleine de souplesse dans les considérations techniques pour les problèmes qui nous occupent, afin de pouvoir esquisser un plan de travaux à réaliser.

Or, débarrassés, comme nous le désirons, des éléments étrangers qui sèment dans nos milieux la division ethnique, nous serons peut-être en mesure de reprendre notre marche en avant vers la Destinée inconnue, et nous accomplirons notre mission toujours vers un nouvel ordre de choses, mais sûrs des pas que nous aurons faits. Il n'y a aucun doute que l'Haïtien moyen, s'il proteste parfois, le fait, soit par habitude, soit par esprit de fronde, parce qu'il ne comprend pas, mais il n'est pas moins vrai qu'il demeure convaincu que la meilleure des choses est d'être fort chez soi.

Ah! si on pouvait sonder les cœurs, comme dit la Bible, descendre dans l'ancre obscur et secret de nos compatriotes qui s'insurgent en paroles contre leurs propres destinées, on verrait

qu'ils font cela par simple esprit de fantoche ou par méconnaissance. Soyons prêts à souhaiter l'union nationale, mais une union de fait, où une classe cesse d'exploiter l'autre. C'est ainsi que nous travaillerons à l'œuvre à laquelle nous sommes appelés à collaborer tous. Nous devons être, au surplus, prêts à l'union sacrée, car les circonstances nous montrent qu'elle est indispensable au maintien de l'indépendance du peuple haïtien et de l'intégrité de son territoire.

Que faut-il donc, à bien considérer l'ensemble des problèmes haïtiens, pour que ce sentiment d'union et de sacrifice collectif se traduise par une entente concrète?

Il faut d'abord que les cadres politiques, les pouvoirs publics, notamment les forces vitales, se mettent à la discipline patriotique, entraînées par un nouveau frisson, secoués du sommeil où les clans les ont forcées à vivre.

Un malentendu certain existe entre la masse et les dirigeants. Or, une occasion s'offre aux hommes clairvoyants du pays de placer les choses à leur place et de mettre fin à cet état de choses.

Il nous est donné de penser aux problèmes nationaux et d'y apporter quelque remède efficace. Il importe que nous agissions et que nous sentions nationalement les choses, en harmonie avec les réalités de la vie moderne et les besoins de la race que nous représentons.

En vérité, les luttes politiques, si nous les considérons sous leurs vrais angles, nous paraissent factices, en tant que forces constructives. Nous croyons que ces remous affectent l'ensemble, et surtout le fondement; il faut éviter, autant que possible, de troubler le pays par la démagogie des clans inféconds. Est-il possible de recréer l'âme nationale sans jeter les bases de cette recreation?

Pensons tout d'abord à transformer nos écoles en centres de vie, empêchons par tous les moyens qu'elles ne travaillent contre le pays. Nous avons une grande œuvre à faire. Elle consiste à exalter l'esprit de patriotisme, de courage, d'abnégation, de sacrifice et d'unité; il faut faire de notre peuple un peuple

de soldats et un peuple de citoyens qui représentent dignement Haïti.

On nous a imposé des maîtres qui affectent impunément de briser l'armure spirituelle du pays, l'union sacrée à laquelle nous devons rester tous fidèles. Dans de pareilles conditions, nous marcherons à grands pas vers la débandade et vers un désastre national dont Dieu seul connaît la portée ! Les négateurs de l'idée raciale et de patrie ont intensifié leur propagande. Les dilettantes de l'affaiblissement national, travaillent sans relâche ; ils n'ont jamais eu de peine à déformer et à diviser pour régner.

Les gens sensés comprendront facilement les raisons qui nous poussent à déchirer le voile de l'erreur pour faire un peu de lumière. On se rendra également compte qu'Haïti, en raison même de la mission qui lui a été imposée par l'histoire, ne peut pas rester indifférente aux grands mouvements mondiaux, encore moins renier sa propre existence. Elle ne saurait rester inactive en présence de l'oppression qu'on exerce sur sa race dont elle a tiré son origine. Il est d'une haute importance pour elle que ses enfants aient une vraie connaissance de leurs devoirs raciaux et mondiaux, et trouvent dans leur propre mouvement, la base de leur génie.

Un glissement dangereux et méthodique des forces ethniques vers l'incertain, engendre d'autres glissements qui ruineront définitivement ce qui a été fait. Or, pour équilibrer notre situation de peuple et pour réprimer ce qui cause la dispersion de nos forces dans l'isolement, il faut briser ce globe mystérieux, ce brouillard affreux, pour faire circuler sur la route de la destinée les voyageurs de demain, chez qui surgiront les conceptions nouvelles pour consolider les bases qu'on aura posées. Par cette école que nous préconisons, nous aurons à apprendre aux nouveaux piliers de la nation à faire leurs révolutions dans l'ordre, sans coups de canons, éléments monstrueux qui mettent en cause les principes de la démocratie et qui proclament sa fin. Il faudra engager le combat, tombe qui tombe, périsse qui voudra. Le moment est venu, il est même pressant, où la cause d'Haïti doit être défendue. Elle est menacée dans son principe même. Un peuple intelligent qui demeure à la rigueur à la hauteur de sa mission, fort et uni, où l'Etat est une réalité, où les

disciplines ont des règles sûres, peut, comptant sur ses forces intérieures, ranimer les échanges, intensifier sa production, créer des industries selon ses moyens.

Pour les routiniers, la marge est toujours étroite et les possibilités limitées. Un gouvernement qui veut faire quelque chose qui vaille, ne peut pas vivre éternellement des revenus de douanes, des petites contributions irrégulières d'une certaine catégorie de gens. Un Etat jeune qui entre en scène parmi les peuples civilisés, s'il veut remplir son rôle avec dignité, il faut, sans détour, qu'il envisage les possibilités de développement de son sol et sous-sol, par tous les moyens mis à sa portée.

Beaucoup d'Etats souhaiteraient avoir une terre comme celle d'Haïti. Il y a des Etats qui se maintiennent à force de combinaisons et d'énergie. Ils ont un sol ingrat dont ils ne tirent aucun profit; cependant, on s'émerveille de voir l'accumulation de leurs richesses et de leur prestige. Nous demeurons persuadés qu'il y a dans notre peuple des sentiments profonds, des énergies secrètes qui surgiront le jour où l'occasion leur sera fournie.

Notre force n'est pas dans le nombre, elle est dans l'intelligence et dans l'énergie. Une poignée d'hommes vaut souvent plus qu'une armée. Lorsqu'on regarde de près les données des périodes évolutives du peuple haïtien, par lesquelles, se font connaître les résultats obtenus et les buts poursuivis, lorsqu'on est attentif aux manifestations de l'esprit, on comprend mieux les raisons qui nous poussent à proclamer, pour la sauvegarde du patrimoine racial, le mot de révolution ordonnée dont Toussaint Louverture s'est constamment servi pour caractériser son entreprise.

Il faut opérer un changement brusque au cours des années à venir. De cette révolution à l'ordre du jour, nous devons trouver une preuve nouvelle qui permette aux esprits d'évoluer vers une autre voie. Il doit résulter pour Haïti, si elle était engagée demain dans un conflit international, de pouvoir par ses propres moyens, militaires, agricoles, industriels, subvenir à tous ses besoins, sans le secours de personne. Voilà un pays qui, de par sa position géographique, la nature de son sol, l'augmentation de sa population, semble destiné à une fortune croissante, si ses

dirigeants, au lieu de prononcer des discours sur sa propre tombe, prenaient ses problèmes au sérieux. Notre organisation industrielle est à l'état primitif; elle est entravée par les Haïtiens eux-mêmes. L'absence des méthodes est presque totale. Ainsi, notre pays est éparpillé dans l'indifférence, ses meilleures richesses, profitables aux autres, perdues pour elle. Le système de vie moderne a posé en principe que, riche ou pauvre, un peuple actif et discipliné, reste toujours maître de ses destinées. Il faut entreprendre quelque chose. Il importe d'intensifier la production agricole, point sur lequel nous ne cesserons jamais d'insister, de manière à rendre, au besoin, Haïti vraiment indépendant du Wall Street et de n'importe quel organe étranger.

Pour répondre aux bruits suivant lesquels le pays meurt dans une pauvreté épouvantable, il faut pouvoir infliger un démenti formel à la formule trop ressassée, selon laquelle la misère d'Haïti, en matière première, serait de nature à restreindre sa liberté d'initiative et de décision sur le terrain de la politique intérieure. Le pays doit parvenir à une indépendance économique complète et se glorifier de l'avoir conquise par ses méthodes et sa sagesse. Il faut se l'assurer et pour le temps de paix et pour le temps de bouleversements internationaux, comme un élément essentiel de sécurité et de confiance en ses propres forces. Imprimons le même caractère moral et social dans les coutumes, dans les mœurs, dans l'action diplomatique, jusque dans les grands travaux qui répondront davantage aux besoins du peuple.

Déclarons la guerre au libéralisme formaliste sans vie, qui a entravé la marche de notre peuple vers le progrès. Déclarons la guerre au personnalisme, déclarons-la à la démagogie, aux clans, faisons la paix avec la démocratie basée sur la famille, sur la liberté, sur la pensée, l'arme dont tout le monde doit se servir pour édifier. Nul ne peut savoir où s'arrêtera cette marée montante des valeurs du pays, debout au son du réveil. Déclarons la guerre au conformisme, à l'indifférence, à la résignation, au racisme mal fondé des uns, à la division de caste, cette aberration coloniale.

Barrons la route, par un élan nouveau, par un frisson national, aux vieilles formes démodées. Détruisons l'autel spectral de

la guerre civile, ce terrible entonnoir où s'engloutissent les énergies de nos générations. Creusons des sillons fertiles où croîtront les germes glorieux de l'Africain, tombé à l'état d'engourdissement par manque d'une prodigieuse activité dont les pouvoirs établis se sont rendus coupables. Cessons de contempler, du haut de notre steppe désertique, ce jeu artificiel qui n'a ni changé ni amélioré le cours général des choses. C'est dans cette attitude immobile que nous avons connu tant de revers!... Nous nous félicitons d'ailleurs de nous être élevés au-dessus du néant où l'esclavage nous avait plongé. Maintenant, le temps est venu où nous devons vivre dans l'ordre et dans la raison qui enfin écartent les grandes folies.

Il est absurde de supposer qu'Haïti puisse trouver son équilibre dans le désordre. Il faut donc que notre patrie, peuplée de Noirs qui font profession de rester attachés à leur origine raciale, se ressaisisse pour opérer un redressement moral à la base de l'esprit rationnel.

CHAPITRE XIV

MESURES SOCIALES INDISPENSABLES

Il nous faut une constitution qui prévoie la condition de nos ouvriers, sous tous les aspects; qui garantisse, dans une certaine mesure, leur vie dans l'équité et dans la justice. L'égoïsme du capitalisme intransigeant a provoqué les luttes de classes dont le monde est victime. Si la classe possédante avait une conception un peu plus large et avait compris les phénomènes émancipateurs des hommes moyens, les luttes de classes seraient moins intenses et moins violentes. Il y a des améliorations auxquelles aspirent les ouvriers que les patrons eux-mêmes pourraient leur accorder, sans l'intervention de l'État, par un simple sentiment de justice, s'ils étaient de bonne foi et moins égoïstes. Nous devons, par tous les moyens, éviter autant que possible les luttes de classes dans notre société.

Tous les maux dont souffre le monde viennent de la vieille idée romaine que la propriété individuelle doit être absolue et éternelle. C'est un principe détestable. Les formes surannées de la civilisation occidentale, ont fait presque toutes faillite. Un peuple, épris d'égalité et de justice, doit chercher dans d'autres formules ses lois de stabilité. Ces lois doivent sortir de la sagesse, pour réaliser, dans l'ordre économique et social, quelque chose qui offre un bonheur plus harmonieux dans le domaine humain.

Il nous faut une caisse ou une banque, avec des fonds divers, alimentée par les contributions de toutes les forces nationales, pour conserver, morceau par morceau, le sol sacré des ancêtres. La création d'une banque agricole peut suffire à donner une nouvelle orientation à la corporation que nous avons préconisée par ailleurs.

Que cette banque soit une banque populaire, au service de la classe ouvrière, ou qu'une banque soit créée où la fortune de chacun soit assurée. En améliorant le sort de nos ouvriers, nous devons penser aussi à la discipline économique de chacun. L'ouvrier ne doit pas seulement gagner pour manger; il doit gagner pour économiser.

Tout nouveau fermier, la terre ne lui étant pas vendue, doit recevoir, à titre temporaire, un petit lot de cette banque, pour un bail à long terme, sous la réserve expresse que lui et sa famille seront seuls à exploiter la terre qui lui est confiée. Ça, c'est dans le domaine de l'agriculture. Dès que le fermier ou le propriétaire mettra en mouvement ses possibilités de production, il lui sera loisible d'entrer comme associé dans une des corporations, pour assurer des ressources dont il aura besoin pour le développement et l'exploitation de ses terres. Tous nos ouvriers de la terre doivent vivre en corporatives pour l'achat des instruments, des semences, du bétail et les autres frais généraux.

Si le propriétaire est sans ressources, il faut qu'on lui fournisse, sans intérêt, des fonds de la banque à créer, pour qu'il puisse mettre en état de production, les terres dont il dispose.

Le peuple haïtien doit demurer le seul propriétaire de son sol. Il faut proclamer le système du petit propriétaire qui, heureusement, existe déjà en Haïti. Si une banque agricole est créée et si une corporation est ouverte à tous, avec une administration honnête, sous les auspices de l'Etat, l'ouvrier agricole, associé aux bénéfices, ne sera pas toute sa vie condamné à vivre au jour le jour. Faisons en sorte que le prolétaire s'affranchisse lui aussi: ainsi, du même coup, le gouvernement sera débarrassé du cauchemar des luttes sociales et de ce fléau du monde : capitalisme et prolétariat.

L'ouvrier doit être en mesure de connaître les questions politiques, surtout de son pays, écouter une conférence, assister à des séances de musique et autres. Il ne faut pas qu'il donne l'impression de malheureux qui sont à plaindre et des éléments mal adaptés à leur besogne. Les dons intellectuels sont sans conteste supérieurs à tous les autres. L'ouvrier intellectuel ne doit pas passer son temps à lire dans les bibliothèques, poursuivant des buts chimériques; il doit pouvoir mettre à profit ses

facultés et en retirer raisonnablement ce qui est juste et possible. Ce n'est pas en cassant des cailloux sur la route qu'on arrive au but.

Il y a le moyen d'être joyeux lorsqu'on porte en soi l'idée qu'on n'est pas un peuple inférieur et que beaucoup d'yeux sont fixés sur vous. Organisons notre société à la mode corporative et familiale. Viendra après, une puissante vague de fonds qui soulèvera le monde haïtien jusque dans ses profondeurs et portera son âme d'un élan irrésistible, vers une destinée encore ignorée.

Pourquoi nos ouvriers s'en iraient-ils faire leurs expériences sociales dans une autre contrée misérable quand ils peuvent exercer librement leur génie dans un pays plein de ressources, peuplé de plusieurs millions d'habitants? La nature nous est très favorable. L'ouvrier qui travaille dans les fabriques et dans les diverses industries doit avoir un salaire raisonnable et équitable. Donner vingt-cinq centimes or à un ouvrier, pour toute une journée de travail, c'est empêcher sa famille de manger, c'est permettre que ses enfans meurent de faim. Si nous voulons éviter le communisme et parer aux conséquences des luttes sociales, soyons conséquents avec nous-mêmes. Le communisme vient de l'incompréhension des hommes. Je parle du communisme révolutionnaire qui vient de la souffrance qui tend à détruire ce que le capitalisme inconscient a ramassé à ses dépens.

Les compagnies étrangères qui sont établies en Haïti exploitent visiblement nos ouvriers. Un pays qui n'a pas de lois sociales et qui vit à la remorque de l'improvisation, est un pays qui danse sur un volcan dangereux. La loi doit fixer ce que doit gagner par jour un ouvrier, en tenant compte des possibilités de chacun. Etouffons les germes de troubles au berceau même, en ne leur permettant pas de se développer. Pour les éviter de se manifester, il faut établir des lois justes et équitables qui sauvegardent les intérêts des deux classes que les circonstances appellent à marcher ensemble.

Créons un syndicalisme ouvrier et un patronat cohérent. Evoquons l'harmonie des rapports entre patrons et ouvriers. Il faut que l'organisation des deux groupes se fusionnent aux

heures de difficultés pour résoudre leurs problèmes et leurs intérêts réciproques. Il n'existe en Haïti, je le sais, ni patronat cohérent, discipliné, ni syndicat ouvrier, avec un code, des lois qui établissent le devoir de chacun. Mais dans la vie, il faut prévoir les choses et éviter d'être débordé par elles. On avance comme raisons que, si dans leur généralité, les intérêts ouvriers sont analogues, les intérêts patronaux varient et parfois s'opposent.

Haïti, comme tous les autres pays du monde, doit pouvoir suffire à ses besoins dans le domaine d'organisation. Sans que nous le voulions, ou pensions, la lutte de classe viendra s'établir dans notre ambiance.

Il faut donc prévoir les événements et parer à leurs conséquences possibles. L'évolution sociale du monde a connu des stades tragiques sous la pression de la vie moderne qui met face à face l'ouvrier et le patron, avec leurs conséquences qui comportent des troubles et des menaces de guerres civiles dont la portée est incalculable.

Il faut qu'il y ait une entente patronale et ouvrière, fixée par des lois légales où les deux intérêts doivent justement être défendus; cela permettra d'éviter sûrement la haine de classes, les violences, l'injustice et les désordres auxquels, le monde est voué. Faisons en sorte que nos ouvriers soient épris de connaissances technique, épris de culture générale, de batailles d'idées par lesquelles, nous parviendrons, tout au moins en principe, à leur préparer le chemin, pour une collaboration franche et loyale dans le domaine syndical. Or, à la base de toutes les questions intéressant les deux organismes, il doit se trouver une condition sans laquelle, les solutions les plus ingénieuses restent sans valeur.

Cette condition doit se baser sur la bonne foi réciproque. Le patron ne doit pas être une entité placée au sommet inaccessible de la justice, mais un élément de concorde et d'entente dans la vie d'un peuple. Pour établir cette harmonie que nous préconisons, il faut tout d'abord envisager la possibilité de créer un code de travail qui ne lèse pas les intérêts des uns, ni ceux des autres.

Un code de travail, fait dans un large esprit de justice et qui

comporte des mesures capables de satisfaire les deux forces organisées. Ce dont le pays a besoin avant tout, c'est, en effet, de pouvoir travailler dans la paix, de travailler mieux et plus. La vraie question qui se pose au gouvernement, au parlement, aux patrons et aux ouvriers, c'est celle de rendre Haïti prospère. La diminution de la production haïtienne, sous quelque angle qu'on le voie, peut devenir inquiétante et menaçante, et tous les problèmes de la politique extérieure s'y ramènent. Le code de travail dont nous parlons devra donc avoir pour objet principal d'établir d'abord l'union, la paix et la compréhension réciproque, d'accroître la production et non point de satisfaire telle ou telle idéologie.

Il est bien entendu que les intérêts des ouvriers, liés à ceux des patrons, n'y sauraient être négligés, mais ils doivent être aussi liés aux intérêts de la nation.

Ouvriers, patrons, lois, nation, ne font qu'un seul corps. Cette question est à la base de la logique même.

Divisés, ces quatre éléments, l'intérêt collectif ou national, doit évidemment subir des dommages énormes.

Il faut que les Haïtiens pensent à travailler d'une façon ou d'une autre, qu'ils produisent toujours davantage, dans une compréhension parfaite et durable.

Avant tout, le pays. Un peuple ne se rend digne de lui-même que par son esprit d'organisation et de travail.

Les ouvriers, comme les patrons, ont des devoirs envers la nation. Un patronat inconscient et méchant contribue toujours au malheur d'une nation. Un syndicat ignorant, violent, tumultueux, qui se soumet aveuglément aux directives étrangères, s'attaque inconsidérément à la sécurité de son pays.

Ce n'est pas par des moyens subversifs ou violents que l'ouvrier parvient à apporter du pain à ses enfants qui crient à la maison. Quand l'estomac des petits est creux, il convient qu'ils mangent. Vous, ouvriers, tenez ces choses présentes à votre esprit : le pain d'abord, ensuite la politique.

Chaque peuple doit pourvoir à ses besoins dans les limites de ses activités. Les nécessités ne sont pas les mêmes partout. Telle loi peut convenir aux intérêts d'un tel peuple, et telle autre ne pas s'adapter aux nécessités d'un autre.

Ainsi, il faut conclure que chacun doit chercher dans son rayon d'action, les lois qui répondent le mieux à sa forme de vie. Tenons compte des étapes que nous avons franchies et comparons-les à celles des autres peuples qui ont commencé leur vie avant nous, nous verrons que nous avons besoin d'apprendre d'eux. Déduisons-en des moyens utiles et rendons-les nôtres, sans toutefois nous assujettir à des entraves extérieures. Montrons-nous toujours indépendants, haïssons autant qu'il est possible la direction du dehors.

Créons les bases d'une constitution nouvelle où doivent se concentrer toutes les lois utiles à la démocratie, à la bonne marche des choses et à l'ensemble de leur partie.

Il faut que la liberté et la paix, la compréhension, pilier d'une véritable démocratie, convergent.

Si vous, patrons, vous opprimez l'ouvrier, vous lui enlevez le pain auquel il a droit, dont dépend la vie de ses enfants, vous apportez le désespoir dans son foyer, vous commettez un crime de lèse-conscience, vous vous montrez, par conséquent, inférieur à une tâche de bon administrateur des biens que le hasard ou Dieu vous a confiés.

L'idée de la destruction du capital est une chimère.

Son contrôle par l'Etat est une aberration.

L'Etat, en tant qu'entité d'ordre, appelé par sa structure à surveiller la marche de toutes les initiatives des éléments qui le composent, ne peut pas sortir de ses attributions d'arbitre et d'impartialité pour intervenir dans les choses privées. Mais, comme puissance, il a son mot à dire. Ses lois doivent pouvoir équilibrer les forces de son armure.

L'intervention de l'Etat ne doit pas être une intervention de force qui plie les intéressés à des caprices arbitraires. L'Etat est appelé à légiférer et à arbitrer pour tout le monde. Son rôle est d'absorber sans toutefois priver ses sujets du droit de leur mouvement individuel.

Nous souhaitons que l'Etat haïtien parvienne à s'organiser pour le mieux sur des bases de sagesse telles qu'il constitue pour le monde un modèle de vie. La démocratie veut, et c'est là la définition même du mot, que tous ses enfants soient heureux!

Redresser la justice, la plaçant sur son vrai terrain est, selon moi, le rôle par excellence qui incombe à l'Etat.

Mais agir autrement, c'est dénaturer sa propre mission. L'Etat est une force qui commande, qui arbitre les affaires d'autrui. Tenons prêts les relais de la véritable liberté dont le piédestal se trouve dans une harmonieuse organisation.

Il suffit donc de bien vouloir le bien-être pour l'avoir. Les luttes actuelles entre patrons et ouvriers constituent une menace constante pour l'ordre, la paix, les principes déjà acquis. Aux grands maux, les grands remèdes.

La plaie révolutionnaire qui ronge les sociétés humaines a son origine dans l'incompréhension des hommes.

Le temps n'est pas aux formules vagues ni aux discours académiques. Les Haïtiens sont appelés à reconsidérer leur conduite vis-à-vis de l'héritage qu'ils ont reçu de M. Vincent.

Rien n'a pu encore enrayer l'avalanche de la violence moderne. Toutes les conférences internationales, en vue de sauver la paix du monde, sont tombées à l'eau. Leurs apôtres eux-mêmes se retournent avec angoisse vers les armements à outrance. Personne n'a confiance dans son prochain.

L'heure du malheur va sonner pour tous les peuples.

Malheur à celui qui se sera trouvé sans défense! Il sera broyé, écrasé, sans égards. Soyons aussi les amis de la force, puisque c'est la seule vertu qui compte.

C'est comprendre mal l'humanité que de créer dans son sein, par la torsion et la rapine, des foyers de troubles qui, tôt ou tard, inondent le foyer de tout le monde.

On ne mesure pas l'étendue des ravages de ce fleuve impétueux qui menace la société. Le capitalisme doit comprendre que son vrai rôle dans les affaires humaines est celui d'administrer avec équité et justice ce que les autres l'ont aidé à ramasser souvent injustement.

Pourquoi assistons-nous, angoissés, à cette crise sociale qui ébranle déjà les vieux fondements sur lesquels la Société humaine repose depuis des siècles? Pourquoi voyons-nous surgir des luttes politiques, toutes ces nouvelles doctrines qui divisent les hommes et qui les dressent les uns contre les autres?

C'est parce que le patronat n'a pu comprendre l'évolution

des masses, les changements de vie opérés dans le cours de l'histoire, leur émancipation intellectuelle, politique, sociale, et qu'il fallait donc leur accorder une plus large part de ses gains et avantages.

Le manque d'esprit de justice et d'humanité a conduit le patron à travailler parfois contre ses propres intérêts. Beaucoup protestent contre l'existence du syndicalisme, sous prétexte que c'est un foyer de subversions. Non, c'est là une grave erreur. Je ne suis pas de cet avis. Le syndicalisme devient, par l'évolution même de la société, un besoin qui permet de contrôler les aspirations ouvrières en tant que corps ou groupement déterminé, et freiner dans la mesure du possible les abus du capitalisme.

Beaucoup de gens voient dans le syndicalisme le spectre du communisme. C'est faux. Le communisme est une force nouvelle à base politique. On sait d'où il a pris naissance.

Tandis que le syndicalisme est une organisation qui absorbe tout le monde. Les patrons, s'ils sont intelligents, ont tout intérêt à collaborer à son maintien.

Si vous ne voulez pas le communisme, combattez-le par le raisonnement et la justice. Vous avez à votre portée tous les atouts.

Donnez du pain aux ouvriers, soyez justes, faites qu'ils soient des collaborateurs et non pas des esclaves, vous aurez la force à vos côtés et vous arrêterez d'un coup le communisme. C'est par votre esprit de justice que vous contribuerez à son étouffement et sa destruction. Le communisme est né de la misère, détruisez les causes de son existence et vous aurez la paix.

Le problème du ventre est un problème très délicat.

On ne peut pas détruire le capital, il faut, au contraire, le protéger. L'ouvrier conscient, père de famille honnête, qui ne demande qu'à travailler et à gagner sa vie selon l'évolution du monde, somme toute, doit comprendre, lui aussi, qu'il est appelé autant que possible à désirer, à protéger le capital dont il tire ses moyens de vie.

Trop d'Haïtiens pensent à eux-mêmes et à leurs égoïsmes, à leurs intérêts d'abord personnels, à leurs préférences personnelles, voire à leurs idées de rancune, avant de penser à la col-

lectivité à laquelle ils appartiennent. Sans doute, le pays, dans son immense majorité, est patriote, humain, et ne demande, le cas échéant, qu'à se plier aux besoins nationaux dans l'intérêt de tous.

Il nous faut un régime de liberté où les fils d'Haïti soient de vrais citoyens. Là, on ne saurait se dérober à cette préoccupation qui prime toutes les autres : le civisme et la compréhension. Nous serions au premier plan et même au premier rang si ces choses rentraient dans notre vie de peuple. La discipline alors deviendrait une règle générale et l'intérêt public la loi.

Nous devons reconnaître avec tristesse, qu'à cet égard, il y a des peuples qui sont plus avancés. Certes, il serait bon, quoiqu'il nous coûtât, d'acquérir ce développement, de le conserver dans l'ordre et dans la liberté. Il n'y a pas un mal qui soit plus redoutable que la misère, une société qui veut marcher de progrès en progrès et se débarrasser des entraves révolutionnaires, doit tout prévoir dans ses lois constitutionnelles.

Jusqu'ici, Haïti n'a jamais pensé à se procurer des lois sociales pour améliorer le sort de ses travailleurs. Les seigneurs d'Haïti ont souvent jusqu'à six, dix domestiques, auxquels ils ne donnent comme salaire qu'un plat de nourriture et une misérable chambre pour dormir; leurs femmes et leurs enfants mènent, en attendant, une vie princière sans aucune humanité.

Ces nombreux domestiques ne reçoivent jamais d'instruction; ils servent leurs maîtres comme des esclaves qui n'ont droit à rien. Dans ce train de vie, notre pays ne saura progresser. Il nous faut des lois qui assurent la vie de tous les citoyens. Quelqu'un qui se fait le plaisir de prendre à sa charge plusieurs domestiques doit, par conséquent, leur payer pour le travail qu'ils lui font. Les grands d'Haïti veulent, coûte que coûte, maintenir l'esprit de l'escalavage. La bourgeoisie haïtienne exploite misérablement la classe ouvrière. Ainsi, il y a une couche de notre société qui vit de l'autre couche. Ces domestiques travaillent des années et des années chez monsieur un tel, ils en partent avec les linges sur le corps.

Chez les Romains, quand on possédait des esclaves, on était obligé de leur reconnaître un certain droit. L'esclave ne travail-

lait pas toute sa vie pour enrichir le maître, il en recevait, lui aussi.

Nos aïeux ont versé leur sang pour libérer leurs frères du jour de l'esclavage; ils ont proclamé l'égalité de tous les hommes, qu'ils soient noirs ou blancs. Comment se fait-il qu'il y ait des Haïtiens pour maintenir cet état de choses révoltant?

Où est donc l'esprit d'équité et de justice qui doit caractériser un peuple libre? Où sont les principes moraux qui constituent l'apanage d'une société civilisée? Il importe qu'Haïti soit en mesure de consolider la liberté nécessaire avec la discipline indispensable pour permettre aux gens de marcher dans une voie nouvelle, où des lois, aussi nouvelles que nous le prévoyons, régissent la vie de tous.

Nous n'avons aucune loi qui protège la maternité. La femme est vouée à toutes sortes d'échecs. Nous avons une partie de nos enfants qui sont illégitimes, faute de lois qui obligent les pères à prendre leur responsabilité. Tout enfant né d'un homme et d'une femme font partie de notre communauté, par conséquent, jouit d'un rang social qu'on appelle dans la langue législative, citoyen. Beaucoup d'artistes et de grands hommes de la société humaine sont souvent ces enfants-là qui portent ce nom exécrationnable d'illégitime.

Il faut protéger la maternité, de façon que les enfants qui naissent hors du mariage, reçoivent l'assistance de leurs pères jusqu'à leur majorité. Les enfants doivent avoir les mêmes droits naturels; égaux devant la nature, pourquoi doivent-ils souffrir le poids de cette injustice d'enfants de second rang?

Quelle différence y a-t-il entre la naissance d'un enfant d'une esclave et celui d'une bourgeoise? Peut-on éviter qu'un de ces êtres gravisse les degrés sociaux jusqu'à être magistrat, législateur, artiste, ministre, roi, général et président de la république? Pourquoi les abandonne-t-on à eux-mêmes, sans secours paternel dans leur première époque de vie?

Il nous faut des lois qui mettent de l'ordre dans cet état de choses. Pour créer la famille, il faut penser d'abord à la légitimer. L'homme qui a un enfant par ailleurs, doit en prendre la responsabilité, pourvu que la paternité soit au préalable reconnue et justifiée.

Comment pouvons-nous établir les principes de famille sans ces lois qui prévoient son organisation et sa continuation dans l'ordre?

Sur quoi doivent reposer les bases de la famille? Une société où les hommes et les femmes se donnent comme des bêtes, sans d'autre fin que de satisfaire les passions les plus pressantes, est une société de désordre et de confusion. Nous savons ce qui advient de l'union d'un homme et d'une femme. Donc, si on veut procéder à l'organisation d'une société, il faut songer tout d'abord à égaliser les droits de ses membres par des lois de sagesse. Combien de mères en Haïti ne luttent pas pour donner à leurs enfants sans père, une instruction solide? Pourquoi doivent-elles seules faire face aux nombreuses dépenses sans le secours du mari? L'instruction, au contraire, incombe plutôt au père qu'à la mère. C'est une injustice; la femme, étant la plus faible, ne doit pas prendre toute seule l'éducation de l'enfant quand celui-là est illégitime. Beaucoup de domestiques haïtiennes et des femmes ouvrières portent des enfants pour les messieurs de l'aristocratie, et se trouvent seules à lutter pour les élever; personne ne vient à leur secours. L'abus est arrivé à un tel point que l'équilibre même de notre communauté est en jeu. Il y a des hommes, chez nous, qui possèdent dix, vingt enfants; nous énonçons ce modeste nombre pour ne pas alarmer nos lecteurs, mais nous savons par avance que ce nombre est inférieur à la vérité. Ces enfants ne sont jamais d'une seule femme. Souvent, il y en a trois ou quatre qui entrent en scène; la plupart de ces êtres sont parfois très malheureux. Ces mères travaillent quelquefois comme des bêtes de somme sans rien gagner. Ce qu'elles gagnent généralement par jour est vraiment dérisoire. Cinquante centimes-or par jour, c'est ce qu'elles gagnent pour payer leurs loyers et nourrir deux ou trois enfants.

En attendant, ces pères friands, vont peupler d'autres recoins du pays d'enfants sans nom! Ce sont de vrais coqs... Non! non! il faut en finir. Que ce soit par le mariage ou par l'union libre, la protection des enfants doit être garantie. Si un homme veut avoir mille femmes, tant pis pour lui! Mais, s'il en a un enfant, il faut qu'il s'en occupe.

L'un des meilleurs moyens d'assurer le salut de la famille,

sera de faire en sorte que notre population soit consciente d'elle-même et que ses enfants ne se montrent pas inégaux à elle. Marchons vers l'avenir les yeux ouverts, en faisant valoir qu'un peuple ne peut y marcher, en dépit de tout, qu'en ayant les sens éclairés.

L'Haïtien devrait être orienté dès son incorporation à la vie consciente vers une conception de patrie, de famille et d'Etat, faisant de la discipline qu'il aurait à subir, un sentiment consenti.

Si nous nous montrons sages dans la formation de la famille, par des systèmes solides, appropriés à notre existence et à notre histoire, nous serons en droit d'en attendre des rayons de lumière, des défenseurs ardents de l'héritage sacré que nous avons reçu de nos aïeux. Ne commettons point d'erreur à loisir, ni failles, ni aberrations qui mettent en danger les principes de notre nation.

Nous ne saurons empêcher les hommes et les femmes d'avoir des appétits, mais l'Etat a un devoir qui consiste à régulariser les coutumes et les mœurs de ses sujets, et à veiller à leur bien-être. Aux Etats-Unis, en Allemagne, en Angleterre, en Suisse, par exemple, il existe des lois qui régissent les familles et protègent les enfants.

C'est pourquoi, il existe aussi des principes de famille très solides dans ces pays. Ce sont des sociétés qui sont appelées à se perpétuer et à vivre dans la discipline. Leur existence est assurée par des codes où tout est prévu. Comment pouvons-nous vivre dans ce désordre éternel sans penser à jeter les bases qui perpétuent notre société? En prenant des mesures très sévères contre l'abandon des enfants par leurs pères, nous aurons contribué au moins à éviter bien des prostitutions, plaies qui ravagent l'humanité!

Une société bien organisée, où le travail est en honneur, où la famille a des racines profondes, est une ambiance où la décence règne, où les maladies s'absentent. Les sociétés modernes ont une tendance à vieillir avant le temps : les causes sont dans l'organisation de la famille. Les peuples anciens ont eu la sagesse d'appuyer les bases de leur vie collective sur la famille; il y avait évidemment des imperfections, mais il y avait

aussi des colones pour supporter le poids. Cherchons nos émulations dans le cadre de nos moyens, de nos sentiments et de nos besoins. Nous avons actuellement une Constitution qui ne prévoit rien. C'est une coterie, tout simplement.

Haïti a besoin d'autres choses. Là où la famille existe, dans des conditions avantageuses, là aussi existe l'Etat. Je ne parle pas ici d'Etat-squelette vivant de nom; je veux dire un Etat qui est assis sur des bases inébranlables. Inventer quarante ou cinquante lois pour diriger toute une nation, c'est proclamer par avance sa faillite et sa continuité.

La famille est une petite nation en elle-même. Il y a un chef, une reine, des ministres, des généraux, des officiers et des soldats. C'est un tout petit Etat où bien des lois existent. Si l'organisation est bonne, les éléments aussi seront bons. Si les systèmes d'éducation sont excellents, les individus seront aussi excellents. Malheur à l'Etat dont les chefs sont maladroits et font trop de politique, et négligent la famille ! Malheur à la nation dont les chefs passent leur temps à prononcer des discours sans faire du bon travail ! Quand la femme est protégée et mise en honneur dans la société, quelles que soient les circonstances, il y reste toujours un parfum de principe qui ne meurt pas.

Partant de ce principe, on ne s'inscrit pas en faux. Beaucoup de peuples ont été emportés par les événements politiques, absorbés en peu de temps; c'est parce que les principes ont été superficiels. Rien ne saurait mieux répondre aux besoins d'Haïti, qui sont divers, que les principes traditionnels de la famille. Jusqu'ici, quoi que nous disions, nous n'avons pas le droit de nous vanter d'avoir bien fait dans ce domaine. Dès qu'on eut fondé la nationalité haïtienne, vint la guerre civile, avec des lois arriérées, égarer la famille dans sa voie. Pour organiser un peuple comme celui d'Haïti, lui donnant des bases solides qui le protègent contre toute influence malsaine, il lui fallait une monarchie. Le régime actuel n'a apporté au peuple d'Haïti que des troubles et des désordres; il eût été plus avantageux qu'il y eût un peu plus d'expérience politique avant l'arrivée de notre système de vie républicaine.

Au moment où il est venu, c'était encore prématuré. Après

cent et quelques années d'expérience, nous pouvons affirmer qu'il ne nous a donné que des larmes et des sursauts ! Ses fondateurs n'étaient pas assez mûrs pour l'organiser sur des bases solides, c'est-à-dire élever ses colonnes, la famille qui en est la continuation.

Aujourd'hui, c'est le régime de Haïti ; il faut l'édifier sur des piliers et sur le roc. Il est hors de doute que si nous regardons en arrière, nous nous apercevons que nous n'avons pas fait grand'chose. L'élite haïtienne n'a pas une âme propre, ni une personnalité régionale. Elle étouffe les coutumes de son ambiance, elle imite la littérature de la langue qui lui a été imposée, sans pourtant chercher à adapter cette langue à son ambiance, à son âme, à ses dispositions, en un mot, à sa personnalité raciale.

C'est que le point de départ était faux. Les nations américaines mènent une lutte titanique pour donner à leur ambiance une couleur nationale. Cuba, qui était le dernier à secouer le joug européen, a aujourd'hui une musique régionale qui personnifie son milieu, où son âme vibre et s'exprime. Si Cuba, économiquement, est une colonie yankee, il y a une âme quand même qui s'y forme. Je prends ce dernier pays pour attirer l'attention des Haïtiens sur la nécessité de créer leur propre ambiance. Imitons moins et créons plus. Organisons la famille, sauvons-la des flux et reflux.

Nous venons d'affirmer notre point de vue ; vous trouverez naturel que nos paroles soient pour rendre hommage aux efforts de ceux qui ont travaillé pour rendre Haïti libre et indépendante. Vous trouverez aussi naturel que nous parlions de symbole de l'unité que nos adversaires ont compromise. Nous saluons en elle, c'est-à-dire, l'unité, la conscience nationale et le guide de notre destinée.

Derrière un tel renfort, les Haïtiens connaîtront demain des victoires aussi éclatantes que celles de 1804. Au cours de cette étude, où quelques points, sont sincèrement affrontés seulement, il convient de dégager les tendances dominantes qui s'y sont manifestées, et de tracer aux lecteurs, comme aux hommes responsables de notre politique, une ligne de conduite que nous leur conseillons de suivre avec une fervente discipline.

Passionnément attachés aux intérêts nationaux comme à la paix intérieure, nous allons soumettre à votre considération une esquisse de programme de première nécessité.

Certes, nous demeurons fidèles à notre foi, à nos traditions et nous ne voulons oublier aucune des causes qui sont venues les ébranler et menacer notre liberté. L'amitié des peuples nous est chère et appréciable; elle est une tradition de notre pays, qui reçoit tout le monde dans son sein. Mais nous ne saurions trop sévèrement condamner ces campagnes contre l'existence de Haïti, contre sa démocratie, lesquelles ont causé un douloureux étonnement dans tout le pays.

Nous nous souvenons que, dès l'entrée de Haïti en scène sur le théâtre des peuples, malgré ses profondes blessures, nous avons été les premiers à mettre de côté la haine, les préjugés dont nos oppresseurs avaient fait un dieu, pour saluer l'amitié des peuples avec les bras ouverts, sans arrière-pensée, d'accord avec notre propre nature. Unanimes à condamner les faits que nous dénonçons, nous demandons que des mesures soient appliquées conformément aux besoins de notre pays, privé de pouvoir sur ses institutions. Dans ces moments solennels, tous les hommes d'Haïti doivent hautement proclamer leur adhésion à la politique du bon sens et de la réalité.

Le débarrasement d'Haïti de ses entraves, dépendra de la bonne foi et de la clairvoyance de ses dirigeants. Nous avons besoin de l'union, de la justice, de l'unité, de l'amour, de la fraternité et de la force. Il ne faut pas séparer la force de la justice, car l'une et l'autre forment un seul faisceau. Nous espérons pouvoir affirmer bientôt le détronement du mal par un ensemble de faits coordonnés, et voir s'ouvrir devant nous le nouvel horizon que nous désirons.

Nous avons une situation chargée de menaces et une politique intérieure qui demeure obscure et équivoque. Un malaise indéniable pèse à l'heure actuelle sur tous les esprits qui ont une conscience et une dignité de peuple. Le problème financier, qui n'est pas moins redoutable et qui paraît très complexe, doit trouver une issue dans la prévoyance et dans l'intelligence des dirigeants.

Nous plaçons au premier plan nos préoccupations sur la

lutte contre la crise, en nous appuyant sur des résultats pratiques, mais d'abord sur un plan de réorganisation générale; nous souhaitons ardemment le redressement financier en vue d'assurer le sauvetage de l'économie nationale. Pour cela, il faut une réforme fiscale appropriée, car nous voulons soulager l'exportation de l'excès de taxation, poursuivre la réduction des charges qui pèsent sur elle, créer dans la mesure du possible l'industrie et l'artisanat, réaliser l'augmentation de la richesse des masses et leur pouvoir d'achat. Agir ainsi, c'est mettre en circulation les forces du pays.

Décidés à résister aux fallacieux attrait d'une monnaie inférieure, nous conseillons de développer une politique qui empêche la spéculation et la ruine de la monnaie d'Haïti. Nous devons éviter par tous les moyens, l'importation des matières premières que nous produisons pour la consommation. Notre pays ne doit importer que ce qu'il ne peut pas produire. Nous sommes partisan, répétons-nous, de la stabilité de la monnaie, condition indispensable à l'initiative comme à l'esprit d'entreprise particulière, tant sur le marché national que sur celui international. Nous exprimons le vœu que la politique de compromission, qui a été poussée jusqu'à l'extrême par nos conformistes, revienne au point de la clarté pour recevoir une nouvelle forme de vie. Qu'une répression de fraude et une réalisation de plus en plus étroite de la justice fiscale se fassent, dans le but d'améliorer la condition des classes laborieuses si durement éprouvées par la crise qui sévit actuellement dans le monde entier.

Que l'ouvrier, le paysan, l'employé, le fonctionnaire et le petit commerçant soient encouragés et ne se dérober pas à leurs devoirs. Qu'ils aient du moins la certitude de travailler à l'accroissement de la richesse nationale, à leur bien-être particulier et à l'amélioration des autres. Tous les sacrifices imposés à la nation seront inutiles, si on ne s'oriente pas résolument vers une vie d'économie sûre, sagement combinée. Nous avons émis notre point de vue quant au partage du petit budget qui arrive à peine à couvrir les frais les plus essentiels de la nation, entre l'Etat et le clergé.

Aucune mesure ne serait efficace si elle n'est pas soutenue

par un programme nettement défini. Il est temps qu'on cherche à mériter la confiance du pays, par la probité des méthodes et des conceptions financières, sans lesquelles, on ne peut pas mettre de l'ordre dans les choses de l'Etat. Nous affirmons une fois encore la nécessité de défendre l'agriculture, de donner aux cultivateurs des méthodes modernes pour qu'ils puissent développer leur tâche avec compétence. Il faut éviter à tout prix que nos travailleurs s'expatrient à l'étranger. Nous avons besoin de débouchés pour nos denrées nationales; aucune œuvre d'envergure n'a été faite en ce sens. Pour exiger une double production agricole, il faut au préalable que des débouchés soient acquis par des traités et des conventions. L'heure est grave pour la situation économique d'Haïti. Nous avons des maux qui se prolongent un peu trop.

Défenses des libertés paysannes; nécessité de la revalorisation des produits, tels que café, coton, maïs, caoutchouc, le sucre, la teinture et autres, tendant à l'établissement de priorité des denrées haïtiennes sur le marché national, liquidation des dettes, une large diffusion de nos moyens commerciaux, l'organisation de la profession agricole, l'amélioration des jeunes diplômés par le choix des meilleurs pour le service de l'Etat. Donner force et vie aux revendications des classes sociales dans l'ordre et dans le cadre de notre ambiance, réaliser l'égalité de droit devant la loi entre le faible et le fort, sauver la famille haïtienne de la routine et des veuleries. Briser l'esclavage et la servitude, les considérant comme des formes abolies de la vie haïtienne. Le salariat ne doit pas être la dernière étape d'affranchissement.

La démocratie et la justice forment un seul faisceau; si elle se détache de la justice, le trouble et l'anarchie viennent la remplacer. Si vous voulez avoir une vie stable, et que la révolution des idées se fasse à travers les organes de presse, créez le travail, source de toute vraie paix, et surtout tenez beaucoup au droit et à la justice.

Nous sommes vivement préoccupés, enfin, de la situation confuse où se débat notre jeunesse, qui est encore hors de la bonne voie.

La République a un grand travail à faire. Il faut qu'elle

apprenne à ses enfants la dignité, le civisme, l'ordre, la discipline et l'amour du devoir. Le travail doit devenir le symbole de l'indépendance, une réalité pour chaque citoyen.

Il faut essayer d'assurer la fusion des classes dans la justice sociale. Nous nous élevons contre le chômage forcé de nos citoyens; nous souhaitons qu'il soit combattu par le travail. La réforme du budget de nos mairies, aussi bien que celle de leur statut, sont d'une nécessité urgente. Nos mairies n'existent que de nom. Le magistrat communal est un figurant, un agent de tel politicien, et non pas un fonctionnaire public dans le sens du mot. Elles ne savent prendre aucune initiative en vue d'améliorer leurs communes; elles savent d'autant moins organiser le service d'hygiène, dont l'absence est presque totale dans les villes.

La mairie est une des institutions de l'Etat qui doivent être au premier plan, au point de vue d'organisation et de rendement. Quand les mairies jouissent d'une certaine autonomie dans leurs attributions locales, ayant la liberté d'initiative pour toute œuvre d'agrandissement et d'embellissement, l'Etat se décharge d'un grand fardeau et peut prêter son attention aux grands problèmes de la nation. Il y a des villes et des villages haïtiens où la mairie est presque nulle. Il n'existe aucun rapport entre elle et les grands centres de la République.

Les maires ne produisent aucun rapport à l'Exécutif, ni à la fin du trimestre, ni à la fin du semestre, encore moins à la fin de l'année. Quand il y a une vingtaine de mille Gourdes, ou un ministre les prend pour des frais ignorés, ou le Président lui-même en fait usage pour des dépenses de fêtes officielles. Ainsi, les mairies n'ont jamais pu entreprendre quoi que ce soit pour l'embellissement de leur ville. O éternel paradoxe! quand prendras-tu fin? L'Etat doit avoir tout intérêt à ce que ses mairies soient en mesure de donner tout leur rendement, car d'elles dépend sa prospérité.

Les mairies doivent avoir à leur disposition une police rurale, pour intervenir au nom de l'Etat dans l'organisation agricole et veiller à son fonctionnement. Le besoin d'une police rurale en Haïti se fait de plus en plus sentir. Il est hors de doute que le bon fonctionnement du service agricole est condi-

tionné à la présence des agents de l'Etat dans les campagnes. Nous n'avons nullement à la pensée l'idée de la glèbe. Le travail doit pouvoir s'établir sur les fondements démocratiques, où le droit et la liberté d'action des travailleurs doivent être assurés contre tout abus et tout empiètement.

La mission des agents, sous le nom de police rurale, consiste dans la stricte application des mesures prises, mais sans dépasser les limites de leur rôle. Ainsi, nous réaliserons les droits de la démocratie, qui consiste à donner un peu d'aisance à tout le monde, mais non pas l'illusion d'être heureux.

Il faut rester fidèle aux principes de la solidarité humaine contre vents et marées. Affirmons donc notre volonté de resserrer dans tous les domaines l'union fraternelle des classes, de poursuivre l'œuvre de Toussaint et de Christophe, qui tendait à assurer le bien-être aux populations noires dans l'ordre et dans la justice.

Voilà quelques-unes des grandes réformes que nous préconisons. Si nous sommes résolus à les réaliser, leur action pourrait être très efficace pour notre peuple; mais si nous demeurons inactifs, le pays risquerait de sombrer dans le malheur.

Tenez vos yeux ouverts, Haïtiens, les événements vous parlent.

CHAPITRE XV

L'AFFAIRE DOMINICANO-HAÏTIENNE

Haïti, comme vous tous pouvez le savoir, est une des beautés du monde. On l'appelle généralement la perle des Antilles. C'est le pays des fleurs, des fruits et des jolies femmes. Ses contrées verdoyantes, ses fleuves impétueux, ses sources qui se comptent par milliers, ses rivières cristallines, ses arbres majestueux, ses collines boisées, constituent certes une merveille pour tous ceux qui y vont.

A peine laisse-t-on les villes, qu'une vague de parfums vous étouffe. Dans cet éternel printemps où les gens, par les avantages du climat, vivent heureux, joyeux et contents, sous un soleil doux et bénin, il semble que la vie s'enchaîne avec la nature, que Dieu se voit dans les mille manifestations de cette grandeur. Oui, merveilleux mélange de choses et d'êtres ! Les gens sont généralement très accueillants, généreux, cordiaux et affables. Ils sourient sans effort, ils s'expriment sans arrière-pensée. L'âme haïtienne est chaude, vibrante, indolente, sentimentale, sensible et gaie.

Le grand air, les beaux parcs, les vallées tendres et vertes, l'eau courante où l'on jette à l'aventure des herbes que le laboureur arrache de ses champs, le ciel bleu, la verdure, la sereine nature, ce champ infini de richesse, peuplé d'oiseaux de toutes sortes, tout cela invite à vivre.

Le poète contemple, au milieu de tant de douces choses, ce poème de Dieu dans l'extase.

Les vallées se réjouissent dans la saison des roses, elles se

parent comme une nymphe féerique. L'homme de la pensée, le soir venu, au faite d'une crête, dans l'ivresse de cette ambiance poétique, cherche l'ombre du beau, tandis qu'autour de lui, des oiseaux volent et chantent.

Il écoute, sous le feuillage touffu des arbres, les rires éclatants qui montent des villages voisins, les chansons improvisées des travailleurs des champs, les échos qui roulent dans l'espace. Oui, c'est dans cette extase que l'esprit s'égaie et se réjouit. Le bonheur n'est sûrement pas dans nos salles de théâtre, dans nos banques et dans les folles réjouissances, mais dans la nature, dans ses éléments, dans ses douces exubérances que Dieu bénit et préserve.

Combien de marins, dit Victor Hugo, combien de capitaines, qui sont déjà partis joyeux pour les courses lointaines, dans le but de trouver le bonheur dans les plaisirs mondains, dans les fastes et dans les débauches! Cependant, dans ce morne horizon, que d'illusions se sont évanouies!

Combien ont disparu dans une mer sans fond, par une nuit sans lune, sous l'aveugle océan qui noie grands et petits!

Haïti est un pays de parler français. C'est le seul pays du continent qui parle la langue de Molière comme langue officielle.

Le Français, et ceux qui parlent la langue de la Sorbonne, se retrouvent chez eux, quand ils foulent notre sol.

Une littérature abondante s'y développe sous l'influence des classiques français. Beaucoup de nos grands esprits ont été formés dans différentes villes de la France, de l'Angleterre, de l'Allemagne, des Etats-Unis et autres. Haïti possède actuellement ses universités où ses enfants se préparent autant qu'ailleurs. Les liens se resserrent chaque jour davantage entre nos milieux et le monde extérieur, où les Haïtiens puisent ce qui leur manque. A vous lecteurs, auxquels j'ai l'honneur de décrire en quelques lignes ce faible tableau de notre douce Haïti, tableau éteint à tous points de vue, car pour le peindre dans ses mille beautés, il faudrait écrire des milliers de livres, je présente maintenant quelques aspects du problème dont ce chapitre porte le nom.

En effet, le monde a assisté, effrayé, au massacre de dix

mille Haïtiens par les agents et les affidés du général Trujillo, président de la Dominicanie, où l'on parle la langue de Cervantès. Excepté du temps où l'humanité était dominée par des brigands dits féodaux, qui vivaient alors sans loi et sans principes, jamais on n'a vu des scènes semblables.

Depuis des siècles, malgré la mauvaise volonté des hommes à s'entendre pour leur tranquillité réciproque, on n'a jamais cessé de proclamer le droit des gens, soit par des accords entre peuples, soit par des institutions dites internationales. On a pu quand même établir des lois de justice pour la protection des gens.

Quoiqu'on dise, le Christianisme, avec ses principes élevés, malgré ses grandes déformations, dues à des défenseurs mal inspirés, a pu adoucir en partie les aspects barbares des institutions humaines et a permis à l'homme d'avoir une idée plus élevée de ses semblables. Le droit international, par contre, autant que le droit national de chaque peuple, sous des aspects divers, a connu un élan plus fort, plus juste, plus logique, un sens plus humain.

Des accords, consentis par toutes les nations civilisées, ont été signés pour garantir les ressortissants de plusieurs pays.

Même pendant la guerre la plus affreuse que le monde ait connue, c'est-à-dire, celle de 1914, les principes humains ont été appliqués, observés, pour sauver même les prisonniers de guerre. Le monde a connu des bouleversements politiques, des renversements de régimes, des massacres de rois; des violences révolutionnaires de tous genres, et là, encore, on a observé le droit des gens. La piraterie, la course à travers les mers, les hordes de brigands, d'assassins, ont su aussi observer, malgré leur caractère illégal, le droit des gens. Cependant, un pays, orgueilleux d'appartenir à la race blanche, prétendant être l'héritier d'une belle civilisation, dont on fait parade, a massacré dix mille sujets d'un pays ami!

Le spectacle, dont nous parlons, a surpris le monde.

On peut se demander avec angoisse, quels sont les mobiles et les causes profondes de ces massacres caractéristiques! Les assassins ont allégué des raisons pour justifier cette tuerie, mais ces raisons, par le fait même de leur manque de base juridique,

semblent être destinées à tomber dans le ridicule. N'y a-t-il pas d'autres motifs que nous ignorons, mais que nous soupçonnons, dans cette malheureuse affaire? Oui, il faut admettre l'hypothèse d'un plan étudié, prémédité à l'avance par un état-major, qui l'a mis à exécution quand le moment lui était favorable. Si les ouvriers haïtiens, comme on le prétend dans les milieux dominicains, étaient indésirables, il existe des lois écrites dans la Charte de chaque nation, reconnues d'utilité internationale, qu'on pourrait, le cas échéant, appliquer à nos nationaux.

C'eût été moins scandaleux, et plus compréhensible.

D'ailleurs, il y aurait lieu d'admettre les principes d'expulsion que personne ne contesterait.

C'eût été une chose logique, basée sur des principes solides et indéniables, qui auraient pu, tout au moins, sauver les apparences. Non. Soyons à la page, comme on dit dans le langage courant, et disons les choses avec franchise.

Il a fallu que Trujillo trouvât un prétexte quelconque pour justifier ce qu'il avait longuement préparé dans l'ombre. Le moment était venu de provoquer Haïti par une lâcheté singulière. Derrière ce massacre, il y eut d'autres buts.

Trujillo a toujours nourri dans son cœur, l'ambition de faire la conquête d'Haïti. Il semble, à coup sûr, que l'occasion lui était belle. Tout était prêt pour envahir notre territoire, après les sanglants événements, si le gouvernement haïtien avait réagi, par des représailles violentes, pour répondre, dans une certaine mesure, aux violences dominicaines.

Le général Trujillo, président de la République voisine d'Haïti, est un homme qui couve de grandes ambitions.

Il a maintes fois manifesté, autant que nous croyions savoir, le désir de se proclamer empereur et de devenir le Napoléon de l'Amérique entière. Il a la folie des grandeurs et la manie de domination. Selon la conception d'un petit clan de dominicains espagnolisés qui a pris le nom de blanc, tout en gardant, bien entendu, les traits très prononcés de la race noire dont la masse de ce pays est composée, Haïti doit être placée sous la direction de ce petit clan, afin de pouvoir, selon lui, civiliser les Haïtiens, sous la domination desquels la Dominicanie s'était trouvée placée pendant plus de vingt-cinq ans.

Pour justifier notre avance, remontons à l'histoire.

Toussaint Louverture, général noir, nommé par la France, gouverneur de l'île entière, sans coup férir, prit possession de la partie espagnole, au nom de la Métropole.

Sous le gouvernement de Toussaint Louverture, dont les Dominicains avaient une peur à mourir, l'île entière connut pour la première fois, dans l'histoire de la colonisation européenne, l'unité politique. L'Espagne, elle-même, malgré ses protestations réitérées, avait fini, à la longue, par admettre le fait accompli. Cet état de choses avait duré cependant quelque temps. La mauvaise politique coloniale de l'époque avait préparé, par la zizanie et l'incompréhension, les relais d'une nouvelle rupture entre les deux parties.

Napoléon I^{er}, qui ne rêvait que domination à outrance, sans s'occuper de l'avenir, creusa de sa propre main, la tombe de la belle politique de Toussaint Louverture.

L'île fut à nouveau divisée en deux parties. Plus tard, après la proclamation de l'indépendance d'Haïti et son détachement définitif de la France, un de nos présidents du nom de Boyer, par une politique habile, menée avec souplesse, prit possession, à son tour, de la partie appelée la Dominicanie, que l'Espagne, après une guerre civile déchirante, avait définitivement perdue.

Boyer proclama cette devise : un seul peuple, uni et indivisible. Les Dominicains avaient compris, dans l'intérêt même des deux peuples, issus d'une même origine de race mélangée, qu'il fallait qu'il y eût qu'un seul gouvernement pour mener à bien les destinées de la race.

Passons sur la gabegie et les erreurs que les Haïtiens eux-mêmes ont commises par naïveté et par inexpérience politique, et considérons les faits dans leur ensemble. Après un acte si solennel, après un acte historique, il fallait, coûte que coûte, préparer le chemin de l'avenir par une politique d'adaptation et jeter les bases d'une évolution harmonieuse.

L'étroitesse d'esprit des hommes de cette unité, la division, l'envie, l'incompréhension, les préjugés de caste, la bêtise des clans, tout cela contribua à affaiblir la belle réalisation de Boyer. L'île fut à nouveau divisée en deux républiques, l'une de parler espagnol, l'autre de parler français.

Depuis, on n'a jamais cessé de se haïr mutuellement.

Un jour, peut-être, d'autres événements nous donneront raison ou tort. Jamais les rapports dominicano-haïtiens n'ont été aussi tendus. Pendant qu'en Haïti, quelques hommes de mauvaise volonté redoublent d'efforts pour faire triompher le personnalisme incohérent et tentent de mettre sur pied des principes d'ordre particulier et matériel, Trujillo, chef actuel de la nation voisine, lance des assauts farouches contre le prestige haïtien.

Toutefois, ce qu'il convient surtout de souligner, c'est la nature éminemment hypocrite des milieux dominicains et leur façon de procéder que d'aucuns, peut-être mal informés, peuvent s'efforcer de minimiser, mais dont il est trop évident qu'elle se développe dans une atmosphère de tension qui rend impossible toute tentative de solution juste et équitable de la question.

Nul aujourd'hui n'oserait contester qu'entre Haïti de M. Vincent et la Dominicanie de M. Trujillo, s'étaient établis des rapports de confiance qui résultaient des intérêts moraux et matériels, communs aux deux pays, tels que les échanges commerciaux, multipliés en très peu de temps, les visites officielles, les contacts directs des valeurs intellectuelles des deux nations. Mais vu l'allure des choses, malgré les efforts qui ont été faits de part et d'autre pour établir des bases idéologiques et permanentes, et aussi, ce me semble, pour établir l'identité de certains points de vue touchant l'organisation de la paix dans le bassin des Caraïbes, les choses ont pris nouvellement un caractère inquiétant pour l'avenir.

Ce serait pourtant mal servir les intérêts d'Haïti que de lui céler le rapprochement qui s'est opéré entre elle et la Dominicanie. Les réalités nous donnent des preuves évidentes du contraire. Du fait de la petitesse de nos méthodes politiques et économiques, du caractère suranné de ces méthodes, les effets pernicieux des incidents survenus dans les villes de Monte-Cristi, Lajabon et autres, et en territoire dominicain, et enfin, des désordres politiques et sociaux que nous supportons actuellement en fonctions de ces incidents, nous ont valu un amoindrissement de prestige que nous ne paraissions pas encore comprendre dans toute son étendue.

Il suffit, pour le constater, d'observer les terribles péripéties de l'exode haïtien à travers les vallées dominicaines, gardées par des troupes qui sont aux ordres immédiats des affidés du gouvernement de ce pays.

A qui imputer ce revirement que nous déplorons sincèrement? Il est impossible de mettre au compte des deux peuples ces péripéties. Ce sont les clans des deux côtés qui en sont responsables. Leurs intérêts communs exigent une entente durable. Il faut l'attribuer à l'influence qu'exercent certaines puissances étrangères sur l'esprit de M. Trujillo, dans le but de troubler la paix dans le continent américain.

Il est possible qu'il s'y prête comme un instrument docile pour donner cours à leurs visées expansionistes.

Il serait, j'en suis sûr, le premier, victime de cette politique. Le Président Trujillo possède des dons de vedette théâtrale qu'il ignore lui-même, mais qui n'en sont pas moins authentiques. Son extraordinaire brusquerie, son âme vaniteuse, son don de mise en scène, tout cela nous permet de le juger avec plus de sévérité. Faut-il s'étonner que tant de rumeurs agitent les couloirs autour des conditions dans lesquelles se poursuivent les négociations en cours.

On assiste évidemment à une brusque rupture des relations morales entre les deux peuples; tout au moins, par les faits sanglants que nous connaissons, on peut se permettre de l'affirmer.

D'autre part, la crainte des mêmes dangers continue de soulever les mêmes inquiétudes, sans parler davantage de la menace, malheureusement non écartée, pour le moment du moins, d'un conflit armé entre les deux Etats qui se partagent le territoire de l'île. Ce que, paraît-il, cherche M. Trujillo.

Il croit naïvement qu'avec quatre ou cinq avions qu'il possède, il pourra un jour nous écraser et occuper notre territoire. Qu'il essaie, il verra combien sa folie lui coûtera cher. L'esprit guerrier haïtien n'est pas tout à fait mort.

Toutes ces menaces, toutes ces provocations, procèdent d'un manque de bon sens des Dominicains.

Une guerre entre Haïti et la Dominique, dans les circons-

tañces actuelles serait, pour les deux nations, un véritable désastre.

D'ailleurs, les États-Unis, qui se préoccupent avec raison des tournants historiques de la politique générale du continent, désapprouveraient cette guerre.

Je crois, sans crainte d'être contredit, que c'est l'influence de ce pays qui a désarmé en partie Trujillo dans ses desseins guerriers. Les généraux sont généralement comme des coqs. Il y en a qui, aussitôt qu'ils se sentent forts, se lancent dans une aventure de conquête. Trujillo semble vouloir essayer ses éperons. Dans cette partie du monde, on s'occupe beaucoup de jeux de coq. Il semble que, du côté dominicain, on voie les choses sous cet angle. Pourtant, on n'improvise pas la victoire. On part quelquefois en conquérant et on est à la fin conquis. On se croit déjà vainqueur et, souvent, on est battu. Comme il serait beau pour les peuples de s'entendre; de s'aimer, de se donner la main et de vivre en bonne entente.

Que pourrait-on désirer de mieux que de voir l'harmonie régner dans les rapports entre nations! Cependant, il faut constater, avec regret, combien sont précaires les bonnes amitiés qui devraient exister entre elles.

Le canon, le monstre de la démocratie, l'anéantissement de toutes les libertés, proclame avec force son règne ténébreux, s'étend comme une contagion sur toutes les contrées habitées par des hommes. On voit sa gueule grande ouverte sur les tribunes des peuples où la pensée devrait prendre place.

Il porte sa bouche sur les masses inoffensives, il parle avec arrogance, tout prêt à vomir ce qu'il contient. La démoralisation des coutumes humaines, la démagogie des uns, la mauvaise foi des autres, tout cela semble nous conduire sur une pente dangereuse.

Nous avons parlé tout à l'heure du général Trujillo, auteur, sinon animateur du massacre de nos frères; maintenant, il nous reste à parler de la conduite de notre gouvernement dans cette malheureuse affaire.

Il est un fait certain que le gouvernement haïtien a sa part de responsabilité dans les tragiques événements que nous nous efforçons de souligner.

Ce qui étonne le plus les Haïtiens, tant à l'étranger qu'à Haïti, c'est que les milieux dirigeants de notre pays n'aient pas cru devoir dénoncer le massacre et mettre l'opinion au courant de ce qui venait de se passer de l'autre côté de la frontière. Ce qui nous humilie davantage, c'est qu'il a fallu que ce fût un gouvernement étranger qui ait pris l'initiative, après un mois d'étouffement de la part de notre gouvernement, de dénoncer à l'opinion internationale, un fait sans précédent dans l'histoire de l'humanité! Honte au gouvernement de Vincent!

C'est Washington, disons-le bien haut, qui a cru devoir mettre en lumière ce que la conscience des dirigeants haïtiens crût bon de passer sous silence! Dès maintenant, si les hommes qui avaient la responsabilité du pouvoir, avaient un brin de dignité, ils devraient s'effacer, dans un geste unanime, du monde politique haïtien. C'eût été moins fâcheux, moins scandaleux.

Un gouvernement qui se place à un rang aussi inférieur, n'est pas digne de continuer à représenter un peuple dont l'histoire est pleine de traits de fierté.

Non, au contraire, Vincent s'est entêté à gouverner ce peuple auquel, par son imprévoyance, il a contribué à augmenter les pleurs et la misère. Quelles sont les raisons qui ont forcé M. Vincent et consort à garder le silence sur les événements de cette importance? Nous les ignorons.

Ce que nous pouvons affirmer, c'est que le gouvernement haïtien a gardé le silence pendant un long mois sur le massacre de 10.000 de ses sujets! Aucun acte de dignité, aucun geste, rien! Cette passivité, ce silence, a un air de complicité que les gens du bon sens admettent volontiers.

On ne saurait s'y méprendre. Un jour, peut-être, la lumière sera faite sur les causes de cette complicité éclatante, alors, on pourra être fixé.

Dans le désordre actuel du monde, une crise politique dans le continent américain aurait pour effet de troubler la paix générale, de mettre en cause les principes de la démocratie profondément ébranlée par l'esprit de conquête qui s'est emparé de certains hommes de notre époque.

Quel que soit, en effet, l'affaiblissement récent de certaines positions extérieures de notre pays, quel que soit même

l'apparente indifférence que l'on affecte çà et là à l'égard d'Haïti, il n'en demeure pas moins un fait dont on doit tenir compte : Haïti, tôt ou tard, réagira.

Qu'Haïti, par exemple, privée d'une force nécessaire, accepte un règlement de la question par des moyens pacifiques, cela n'implique nullement que la blessure qu'on a faite à ses flancs soit guérie. Que l'on continue, malgré le nombre élevé des Haïtiens massacrés en territoire dominicain, d'assurer la continuité de la *Cordialité*, mot vain dans ces circonstances, puisqu'il ne répond pas à la réalité, qu'on se laisse entraîner par la politique de clans, les relations entre les deux nations, demeurent pour le moins tendues et aiguës. Cette position cruciale de notre pays, jointe au jeu de ses institutions, l'expose au plus grave péril ! La Dominicanie possède à peine un million d'habitants.

Le dernier recensement de sa population, en 1935, en portait le nombre à 900.000 habitants. Son sol cependant est aussi fertile que celui d'Haïti. Sa masse populaire est moins noire que celle de notre pays. Mais, si on cherche l'origine des deux peuples, on arrivera vite à la conclusion qu'ils sont de la même descendance, c'est-à-dire mélangés de Noir, Blanc et Peau-Rouge ou Caraïbes.

Malheureusement, le pays dominicain est gouverné par une petite minorité d'Espagnols assimilés, naturalisés, dont les enfants issus du père blanc et de la négresse ou du nègre et de la blanche, prennent le titre de blanc, mot très en vogue dans ce pays.

L'industrie de la canne à sucre y étant plus développée qu'en Haïti, beaucoup de paysans haïtiens, souvent invités par les majordomes des grands centres sucriers, traversent la frontière dans l'espoir de faire fortune.

Ils s'engagent pour un certain temps, puis ou ils reviennent chez eux, ou ils s'engagent pour d'autres travaux que les Dominicains, par paresse, refusent de faire.

Beaucoup de ces majordomes, au lieu de payer, comme il a été convenu, les salaires prévus, se sont soustraits à leurs engagements. De là, vient la lutte et les différends entre les deux groupes d'ouvriers. Les paysans haïtiens, une fois pris

dans ce piège, sont obligés de marcher, faute de quoi ils sont renvoyés. L'ouvrier dominicain proprement dit, voit dans l'ouvrier haïtien, un concurrent redoutable qui l'empêche de formuler des revendications de salaires pour améliorer son sort. De là, viennent certains frottements entre les deux éléments. Mais il ne faut pas confondre ce cas particulier avec celui qui nous occupe.

Le massacre récent des Haïtiens en Dominicanie a des causes profondes. Le gouvernement dominicain cherchait, il y avait longtemps, un prétexte pour attaquer Haïti.

Or, selon les nouvelles qui nous sont parvenues, il est établi que beaucoup d'agents de ce gouvernement avaient pris part à ce massacre. Remarquez, en passant, qu'aucun Dominicain n'a été tué. Dans ces drames sanglants, on n'a épargné ni femmes, ni enfants. Les malheureux Haïtiens, cruellement mutilés, soit par la mitrailleuse, soit à l'arme blanche, furent jetés aux requins! C'est la seule sépulture que ces barbares ont donnée à nos frères!

Il ne faut pas oublier que la plupart des Haïtiens qui ont été ainsi victimes de ces hordes nomades, étaient des fermiers, des gens qui avaient des intérêts considérables dans la contrée qu'ils occupaient. Les éléments dominicains, selon la consigne, se sont emparés des biens que nos nationaux avaient légalement acquis.

La passivité du gouvernement haïtien devant tous ces scandales, pose une question de haute importance. Un jour, il faudra que le peuple en demande compte à Vincent et aux autres responsables. On ne peut trouver un spectacle plus accablant.

Les Haïtiens qui sont hors de la frontière sont livrés à toutes sortes d'outrages, sans une force derrière eux qui les protège.

Vincent donne l'impression d'une nullité absolue.

Or, il n'est pas concevable que des choses de cette nature ait lieu. 10.000 citoyens d'un pays, lâchement massacrés sans que ce pays fasse un geste digne de lui, c'est désolant!

Mais ce qui est plus scandaleux, c'est que M. Vincent n'a

jamais cessé dans ses communiqués journaliers de proclamer l'amitié qu'il professe à l'égard de son ami Trujillo.

Sûrement, il avait reçu l'ordre du gouvernement dominicain de garder le secret sur le massacre de nos frères.

Haïti doit se montrer à la hauteur de sa tâche. Elle doit pouvoir poser clairement la question de la responsabilité. Les complices du massacre énorme de nos concitoyens doivent un jour répondre, devant le tribunal qui les jugera, des responsabilités qui leur incombent.

Il faut que nous connaissions la cause, mais dans la lumière et dans la logique, de ce silence coupable. Nous devons savoir le motif pour lequel le gouvernement haïtien n'a pas pris position dès le premier jour, contre cet assassinat en masse. M. Vincent a voulu être président, dans le seul but de s'étaler au pouvoir et de donner de l'importance à sa personne, et non pas dans le but de défendre les intérêts vitaux de la nation.

Si Haïti ne fait pas un geste correspondant à ses traditions, devant un fait semblable, elle perdra aux yeux du monde toute considération. Dans la dignité, sans haine, sans vengeance, il doit y avoir une opinion qui demande que la lumière soit faite et que les responsables soient punis selon nos codes et nos lois.

Maintenant, tout le monde a peur, personne ne bouge. Cependant, près de cinquante-deux officiers de l'armée haïtienne ont été condamnés pour conspiration contre le pouvoir légal; heureusement les peines de mort n'ont pas été mises à l'exécution, autrement, ce serait la fin de la petite garde de Haïti!

Révolution, non. Acte de dignité, oui. Le sang de nos frères, déjà diminués par ce massacre, doit être pour nous précieux. Evitons par tous les moyens de le répandre. Trujillo semble avoir été désigné par le hasard, pour étendre sa main de fer sur ce malheureux peuple.

Les dictatures, pour se maintenir au pouvoir, sont capables de tout. Il faut donner satisfaction à son opinion publique. Le sang est l'élément préféré par les dictateurs.

C'est un élément d'équilibre pour certains pays arriérés, c'est une séduction pour les masses peu évoluées.

Nous vivons dans une époque où les dictateurs sont portés en triomphe comme des enfants prédestinés à qui s'ouvrent les voies où se consume le péché. Si on prend la peine de tracer leurs silhouettes théâtrales, on en déduit que leur venue sur la scène du monde est en rapport avec les légions de ténèbres. Mais la dictature n'est qu'une conséquence du désordre et de l'anarchie.

C'est un régime qui tient son existence du crime et de l'assassinat. Il est rare qu'un dictateur, sous quelque climat qu'il se trouve, fasse du bon travail, sans répandre le sang du prochain. Il semble que le sang reste, pour toujours, le signe victorieux de ce régime si malsain.

Les dictateurs ne voient que guerres, tueries, oppressions, abus, assassinats, troubles et bassesses.

Cependant, pris dans leur ensemble, ils sont tous capons, ils craignent de mourir quand le moment est venu, ils se font accompagner de forces nombreuses, ils s'entourent de canons, de mitrailleuses tant ils ont la conscience chargée. Est-ce qu'il n'y a pas d'espace dans le monde, assez de terres, encore non habitées, parfois riches et fertiles, où tout le monde pourrait s'agiter?

Si au lieu de se déchirer, comme cela se voit un peu partout, les hommes avaient un peu de bon sens, beaucoup de problèmes qui, à vues humaines, paraissent compliqués, trouveraient dans leur maison, leur juste solution. On s'arrête à des questions de détail, mais tout en continuant à se haïr mutuellement. La paix paraît être impossible entre les hommes. On la veut quand on est accablé de malheurs, quand le sang monte jusqu'au parvis des temples.

L'heure fatale va sonner pour les peuples.

Les hommes qui rêvent des empires, des domaines, des dominations, se sont mis déjà à l'œuvre pour préparer le chemin de la destruction des petits et des faibles.

La civilisation est en train de s'éventrer. Elle prépare les armes de sa mort. Déjà, on l'a vidée de son contenu, en la dépouillant de ses charmes, sous l'hypocrisie la plus grande. Que les Haïtiens en prennent note.

La tuerie en masse de dix mille citoyens d'Haïti en Dominique a provoqué, naturellement, dans différents pays civilisés des réactions diverses suivant le tempérament de chacun et les positions prises par chaque pays sur le terrain de la politique internationale et parfois sur le terrain de la politique intérieure. Nous pensons qu'il importe de faire connaître les causes principales de ce conflit qui a mis aux prises les deux pays qui se partagent le territoire de l'île.

Pour autant que nous croyons savoir, qu'on le veuille ou non, ces événements marquent une nouvelle étape dans l'évolution du régime dictatorial, établi des deux côtés de la frontière.

Jusqu'à ce que l'on connaisse les faits exacts qui ont déterminé le général Trujillo à armer des bandes de pillards pour assassiner lâchement, sans aucune provocation de la part des victimes, 10.000 nationaux d'une nation, y compris femmes et enfants, jusqu'à ce que l'enquête, menée par le gouvernement dominicain lui-même, assisté de trois nations médiatrices, appelées d'urgence par le gouvernement haïtien : les Etats-Unis, le Mexique et Cuba, ait abouti, il convient de nous en tenir aux faits que nous connaissons, afin d'éclairer l'opinion nationale et internationale pour qu'elle puisse mieux en apprécier la portée.

Or, de ces faits tels que nous les connaissons, se dégage clairement la constatation que, en dépit des traités existants entre les deux Etats, traités qui tendent à garantir, dans la mesure du possible, le droit réciproque de leurs ressortissants, le gouvernement dominicain est dans une situation d'évidente complicité. Nous ne comprenons pas qu'un gouvernement régulier permette qu'un massacre de ce genre ait lieu sur son territoire, sans se soucier des conséquences graves qui pourraient en résulter.

Ce qui a surpris davantage le monde entier, c'est que les assassins, tout en gardant, selon la mode courante, le titre de civilisés, n'ont pas cru devoir donner une sépulture à ces milliers de corps mutilés par la mitrailleuse, qu'ils ont préféré jeter aux requins ! Le gouvernement haïtien, avec lequel le gouvernement dominicain entretient des relations dites cordiales,

n'a pas été, pour autant que nous croyons savoir, mis au courant de ce qui allait se produire.

La tuerie fut foudroyante et surprenante. Tandis que le général Trujillo et M. Sténio Vincent, présidents respectifs des deux républiques, s'efforçaient, sous un voile mystérieux, de maintenir, coûte que coûte, une cordialité de crocodiles, dont notre grand Vincent fait parade, pour mieux tromper l'opinion nationale, des conciliabules se tramaient en silence contre la vie d'Haïti.

Diverses rumeurs, impossibles à contrôler parce que la censure, établie par les deux dictateurs, empêche l'opinion haïtienne autant que dominicaine d'être éclairée sur elles, circulaient à l'origine de cette affaire. En effet, il existait une vieille querelle de frontière entre les deux Etats. Cela datait de plusieurs années. L'occupation américaine semble avoir contribué en partie à l'établissement de rapports plus solides entre les deux partis adverses. Un traité, en effet, fut signé en 1925 ou 1926 par M. Borno, alors président de la République d'Haïti, pour délimiter les frontières discutées. Tout le monde paraissait en être satisfait. Les événements, cependant, ont précipité les choses.

Borno quitte la présidence, Vincent lui succède.

Vincent, plus tard, est reçu triomphalement par son *grand Ami* qui lui fait toutes sortes de fêtes pour l'éblouir et pour le séduire. Trujillo, à son tour, lui rend la visite avec un déploiement de luxe jamais vu. Des liens fermes, tout au moins en apparence, s'établissent entre les deux hommes d'Etat.

La rumba était telle, que les deux frères jumeaux se sont mis d'accord pour aspirer au prix Nobel de la paix, prix qu'ils n'ont évidemment pas eu. Les visites officielles se multiplient, des discours de bon aloi sont prononcés, la danse de l'hypocrisie reprend de plus belle. Vincent, enivré de tant de réceptions pompeuses, cède à son voisin, plus malin que lui, quatre-vingt mille hectares de terre du territoire haïtien qu'il avait juré, lors de son élection présidentielle, de respecter.

Les Chambres sont dissoutes, des sénateurs qui ont osé protester contre la trahison, sont brutalement révoqués, d'autres envoyés en prison, où ils ont péri. Jolibois en est un exemple

vivant. La plus grande rue de Port-au-Prince, capitale d'Haïti, est baptisée du nom d'avenue du Général Trujillo.

L'enivrement, la petitesse, la sottise, sont à leur comble. Trujillo, voyant son triomphe éclatant auprès de son *grand Ami*, son fidèle serviteur, embrasse le drapeau haïtien et proclame son attachement aux vieilles traditions de l'amitié.

Les réfugiés politiques, qui fuyaient la colère féroce de l'ogre dominicain, ce général tout-puissant, pour chercher un refuge en territoire haïtien, sont accablés, persécutés, tués par les affidés du président Trujillo. Cordialité à tout prix, même au prix des sacrifices les plus sanglants!...

Tout respirait Trujillo dans les hauts lieux. Pourtant, en dessous, des effusions de sang se préparaient!

Il a fallu un bouc émissaire pour calmer la colère de ces dieux tropicaux, enivrés de gloire. Ce sont les femmes haïtiennes et leurs enfants qui devaient payer, de leur vie, la cordialité des deux dictateurs! Le peuple, accablé des ennuis et des vastes chagrins qui accablent son existence brumeuse, s'enfonce de plus en plus dans la boue et dans la misère. Papa Vincent, comme on l'appelle couramment, surtout ses flatteurs, plane comme une alouette sur les volontés, les vœux, les conseils les plus chers.

Vincent aime la louange des fleurs et les baisers des choses muettes!... La sottise, l'erreur, le péché, occupent les esprits et travaillent les corps. Oui, le péché est têtue, les repentirs sont lâches! dit le poète.

Fêtes, bamboches, discours, inondent le palais, les lieux publics, tandis que le boxeur dominicain, ce dangereux fauve, le cœur gonflé d'orgueil, prépare en silence la tombe de dix mille des nôtres! Ce cauchemar est plein de choses inconnues!...

Haïti est devenue une victime qu'on fait cuire au milieu des sabbats. Quel profit avons-nous tiré de toutes ces réceptions, ces embrassements, ces vœux de crocodile prononcés, défendus, au moment même où les requins dévoraient les femmes, les enfants et les hommes haïtiens lâchement assassinés par une force armée! Pleurs, deuils, douleurs, remords, humiliations, inquiétudes, vexations cinglantes, voilà ce que nous avons reçu de la politique personnaliste de M. Vincent.

Quand il a pris le pouvoir, au moment précis où les Américains s'en allaient, il avait une occasion qui ne se présentait à aucun autre de réaliser une œuvre de grande envergure; pour cela, il fallait qu'il eût une vision claire des besoins de Haïti.

Les Américains avaient tout préparé pour établir une base de progrès ordonné, d'accord avec nos nécessités nationales.

En ceci, les Dominicains ont été beaucoup plus intelligents que les Haïtiens. Ils ont profité de la présence des Yankee pour organiser leurs forces terrestres, aériennes et autres.

Aujourd'hui, si minime soit-elle, ils peuvent compter sur une aviation pour défendre leur territoire.

Vincent monte au pouvoir, sans programme, comme la plupart de nos grands seigneurs, et s'y installe sans rien comprendre aux grandes nécessités de l'heure.

On voit naître des fantômes, des colères de boxeur qui, dans le crépuscule sombre, ont étendu leurs ailes funèbres sur les gens bien disposés et ont coupé les ponts de concorde qui eussent servi de liens entre les diverses forces dont le pays dispose actuellement, pour une œuvre utile et féconde.

On croyait avec raison, en 1930, quand M. Vincent prit le pouvoir aux acclamations de la foule en liesse à cause du départ des Américains, qu'il était un phare allumé sur nos citadelles, capable de tracer le chemin à suivre. Cependant, l'expérience nous a montré qu'il n'était qu'un bois de sapin vert, couvert de feuilles, sous lequel des lacs de sang, hantés par les mauvais esprits, ont trouvé place. Nous avons été tous déçus de ces gestions administratives. Notre Phœbus s'est plu à adorer les statues, à évoluer dans des cortèges, avec une agilité remarquable.

Notre Cybèle, fertile en produits académiques, s'est laissée courber l'échine par le renard dominicain. Il lui a trouvé un poids très à propos. Haïti n'a pas besoin de louves au cœur gonflé de tendresse qui abreuve l'Univers de ses tétines tendres; elle a besoin d'un homme ou des hommes robustes d'esprit, prévoyants, bons, généreux, intelligents, ayant pour devise le droit et la liberté.

Nous étions en droit d'être fiers de cet échantillon de notre culture, de cette beauté que nous pourrions nommer notre roi;

car c'est le fruit pur de notre élite instruite, chair de notre chair, sang de notre sang.

Mais les morsures que nous avons reçues de sa politique maladroite, sont encore profondes dans notre chair vivante pour que nous nous perdions dans des flatteries.

Les déboires de cette politique méchante qui a conduit Haïti à l'humiliation que l'on connaît, sont dûs en partie à la politique de clans et de caste que notre président s'est empressé de mener aussitôt qu'il eût pris le pouvoir.

C'est là l'erreur de beaucoup d'Haïtiens à la couleur de M. Vincent. C'est ce qui a fait la faiblesse d'Haïti, c'est ce qui fera son malheur. Tout chef d'Etat, appelé à gouverner Haïti, qu'il soit jais, ou jaune, qui y fait une politique de classe ou de caste voilée, ne fera que collaborer à tenir le pays dans la boue. M. Vincent a voulu s'entendre avec Trujillo, dans le but de maintenir les privilèges d'un groupe de possédants haïtiens, appelés fils des affranchis qui essayent, quoique convaincus du ridicule de leur œuvre, de rester fidèles aux vieilles traditions, établies par les colons, leurs oppresseurs.

C'est cette tactique malheureuse, menée par un petit clan composé d'inconscients et d'inconvertis, qui a provoqué les terribles guerres civiles dont le pays a tant souffert.

Ni les mulâtres, ni les Noirs qui ont défilé sur la scène de la politique nationale, n'ont jamais compris la portée d'une politique d'unité et d'ensemble que les circonstances de la position géographique d'Haïti nous oblige à mener pour donner au pays l'âme dont il a besoin pour sa stabilité sociale, politique et économique.

Les Dominicains, non seulement, comme nous le disons par ailleurs, se croient mulâtres, titre d'ailleurs sans importance, mais ils veulent à tout prix prendre le titre de Blanc, comme si le mot Blanc s'expliquait par lui-même.

Les mulâtres haïtiens, si on peut les appeler ainsi, n'ont jamais voulu comprendre les choses de l'histoire d'Haïti.

Beaucoup, sauf exceptions, car il y en a qui ont été et sont de vrais patriotes dans le sens le plus large du mot, ont donné des coups dans le vide. Au lieu de chercher à relever

la masse, point de départ de toute politique éclairée, on s'accroche à vivre de routines et de tromperie.

Est-il une autre base de progrès chez un peuple que l'organisation intelligente de la masse? La politique de la plupart de nos gouvernants a été une politique d'opportunité et de chantage. Le chantage des clans nous a conduit à l'humiliation de 1915, à celle du mois d'octobre écoulé de 1937, où l'on a massacré 10.000 de nos sujets. Nous avons assez de cette politique malheureuse.

Il faut que tout le monde le comprenne ainsi. Il importe que tous disent : assez! assez! Le pays est fatigué de sottises, d'aberrations de toutes sortes. Nous avons devant nous un noir tableau, plein d'épouvante! Les monstruosité enlaidissent nos vallées de beautés.

Ces corps tordus, ces êtres rampants doivent comprendre qu'il est temps qu'Haïti s'enveloppe d'airain et qu'elle prenne l'aspect d'un dieu implacable dans la puissance de ses droits souverains pour défendre ses prérogatives. Nous traînons encore l'hérédité du vice paternel. Mettez de côté, messieurs, vos laideurs d'hérédité, changez d'attitude si vous ne voulez pas être esclaves d'un autre.

Vivre est une grande richesse, mais vivre libre et heureux est un grand bonheur. Nous devons vivre dans la dignité, dans l'abondance et dans l'indépendance. Il semble que le démon ait fait des trous secrets à notre barque par où fuient les fruits des travaux de nos années de sueurs et d'efforts.

La haine est un ivrogne au fond d'une caverne, dit Baudelaire. Chavirons son navire, arrêtons son cours.

Dans certaines couches de notre société, elle a encore des racines profondes. Ses ténèbres vides, ses cohortes de vengeance, ses bras rouges et criminels, remplissent nos maisons de sang et de larmes.

Il ne faut pas pressurer les enfants de la patrie, multiplier les hydres de la misère, créer des fantômes qui les épouvantent. M. Vincent va bientôt laisser le pouvoir, mais il laissera le peuple dans ses caveaux, avec l'innombrable tristesse qu'il lui a laissé en partage.

C'est ce qu'il a su faire, c'est ce qu'il nous a légué.

Il y a des coins où il n'entre jamais un rayon de lumière. Le soleil bienfaisant heurte contre d'épaisses murailles que sa puissance n'arrive pas encore à percer. Tombons ces murs de Jéricho, brisons ces entraves pour que le soleil entre et pénètre dans nos vallées. Combattons la nuit, cette maussade hôtesse! Nous sommes semblables à un tableau qu'un dieu moqueur condamne à peindre dans les ténèbres.

Toutefois, les circonstances internationales sont telles, que si les Haïtiens veulent maintenir l'autorité de leur pays et préserver son indépendance même, ils sont dans l'obligation absolue de ne pas se fier aux précédents et de ne pas différer les mesures nécessaires pour le sauvegarder.

Il est arrivé au cours de notre histoire que l'étranger intervint ouvertement dans nos affaires intérieures. Il s'est produit toujours un sursaut haïtien violent, radical, qui a donné lieu aux auteurs de ces interventions de les regretter. Mais nous ne pouvons pas en dire autant de cette génération de veules qui nous gouverne actuellement. Ethnographiquement, en effet, Haïti, avec ses quatre millions et demi d'habitants, est loin de représenter en Amérique le point central de tous les grands rendez-vous internationaux et le point convergent des communications générales. Une foi irraisonnée dans les destinées de la patrie, n'est pas de mise. Pour la sauver, pour sauver cette civilisation que nos grands hommes ont voulu forger, nos compatriotes doivent, de toute nécessité, faire taire en eux la voix des intérêts particuliers, les manies et l'idiotisme de caste pour forger une nation nouvelle, avec une physionomie nouvelle.

Les 750.000 dollars auxquels le général Trujillo a cru souscrire en vue de réparer les dégâts et les ravages de ses troupes, après le massacre scandaleux du mois d'octobre de 1937, ne représentent, aux yeux de l'opinion haïtienne, qu'une dérision. Haïti ne saurait accepter, pour ses dix mille sujets sauvagement massacrés, cette somme dérisoire.

Nos nationaux ont été, après la grande tuerie du 2 octobre, dépouillés en outre de leurs biens légalement acquis. Pas même pour une vie haïtienne, cette somme, encore impayée, ne saurait suffire. La vie d'un homme ne s'achète pas par quelques milliers de dollars. Il eût été préférable, si notre pays avait été

en mesure de le faire, de se faire crânement payer par une occupation militaire d'une ou deux provinces de la Dominicanie. M. Vincent n'est pas l'homme d'une entreprise semblable. Il n'est sûrement pas à la hauteur.

Le seul moyen de nous faire comprendre auprès des Dominicains, dans des circonstances pareilles, c'est de répondre par la force. Mais ce n'est sûrement pas avec la garde d'Haïti, dans les conditions actuelles, que nous ferons respecter nos nationaux et nos frontières. Nous ne saurons être compris que quand nous aurons une force capable de faire réfléchir l'ennemi. Pensons au sort de l'Ethiopie qui s'était remise corps et âme à la sainteté des traités, à sa Majesté la Société des Nations, à la bonne foi des hommes ! Pensons à son écrasement momentané, à ses défaites morales, quand elle a voulu se défendre avec énergie à Genève !

Pensons aux aides souterraines que l'Italie a reçues de certaine démocratie pour faire la conquête de ce pays millénaire ! Les traités ne sont que des métaphores du vampire. Le droit, le vrai droit, de tout temps, c'est la force. Si Dieu n'avait pas donné aux bêtes féroces des moyens de se défendre, elles auraient eu évidemment raison de l'accuser de partialité, mais tel n'est pas le cas.

Chacun a à sa portée des moyens de défense. Tant pis pour les sots ! Si les Haïtiens, par snobisme, croient à la vertu des traités, ils se trompent misérablement. La danse de la dictature, de la grandeur, de la domination est en vogue.

Beaucoup de possédés, qui gouvernent malheureusement certaines parties du monde, ne rêvent que cela.

Peut-on croire, sans se tromper naïvement, à tous les tapages de cordialité de M. Trujillo, cordialité mentionnée mille fois dans ses lettres à son compère Vincent ?

A-t-il vraiment désiré sincèrement une entente avec Haïti ? Non. Nous ne le croyons pas. Il s'est appuyé sur Vincent, parce qu'il voyait en lui, l'homme qui convenait le mieux à sa politique de baïonnettes. Il voulait assassiner en territoire haïtien, pour la honte et la confusion de notre peuple, qui croit pratiquer tous les principes de la démocratie, ses propres concitoyens qui fuyaient sa colère.

Il a bien ridiculisé notre grand Vincent.

Ces réfugiés politiques, en fuyant leur patrie pour aller chercher un refuge en Haïti, accueillante, hospitalière, qui ouvrait toutes grandes ses portes à tous ceux qui y frappaient, pensaient à cette partie de Pétion où s'exerçait une vraie hospitalité, où les hommes honnêtes étaient heureux.

Mais quelle fut leur déception! Le bras du dieu du sang s'est étendu jusque sur les recoins d'Haïti pour les repêcher. M. Vincent est le seul responsable de ce que nous dénonçons. C'est lui qui a mis tout en œuvre pour que son *grand Ami* ait pleine satisfaction.

Honte à notre démocratie actuelle! Des réfugiés politiques, selon les lois établies, pourvu qu'ils s'abstiennent de toute propagande susceptible de créer un malentendu entre le gouvernement qui leur donne l'hospitalité et celui d'où ils viennent, doivent jouir de la protection de tous.

Je crois que c'est la première fois que nous avons eu à constater semblables bévues. Haïti n'a jamais connu ces outrages à ses lois hospitalières. Souhaitons que ce soit la dernière. M. Vincent a agi de la sorte parce qu'il attendait le réciproque de son terrible voisin. Les dictateurs sont des copains et des dieux du même empire. Ces anges de mauvais augure n'apparaissent quelquefois à la surface de la terre que pour faire du mal. Ces Jupiter manchots et boiteux cherchent leur salut dans la nuit. Et, en fait de récompense aux persécutions auxquelles s'étaient livrés les affidés de M. Vincent contre les réfugiés politiques dominicains, Trujillo a répondu par un massacre en masse de nos nationaux, puis il s'est retranché derrière des termes vagues, promettant de punir les coupables qui étaient ses propres soldats. Que notre président se soit trompé de bonne foi, ou qu'il ait fait cela pour se maintenir au pouvoir, aux dépens de tout et de tous, nous ne pouvons que lui reprocher sa conduite coupable.

J'étais le premier à féliciter M. Vincent, lors de son investiture de premier magistrat de la République de Haïti; je croyais que sa culture avait suffisamment d'ampleur et d'envergure pour tirer notre pays du marasme où le sort l'a placé,

mais à la lumière des événements, je finis par admettre que je m'étais gravement trompé.

Je crois que cette impression est générale chez les Haïtiens. La politique de clans, toujours attentatoire et funeste à la vie nationale, s'est installée avec pompes au pouvoir.

Les sentiments de caste se sont vite réveillés, avec des appétits voraces.

Les grandes œuvres que les Américains avaient commencées, sont restées au point mort.

Les Américains peut-être, avec l'assistance des Haïtiens, auraient mieux fait, s'ils n'avaient pas rencontré une hostilité farouche des hommes-clans qui agissaient plutôt dans l'intention de défendre leurs propres intérêts que ceux de la nation. Les routes qu'ils avaient construites avec l'argent haïtien, pendant l'occupation sont, la plupart, dans un état déplorable. Des crédits immenses ont été votés par la Chambre des députés pour les routes publiques, mais ceux-ci n'ont pas été dépensés pour cet objet.

Des impôts arbitraires ont été imposés aux contribuables, des cartes d'identité ont été créées et mises en vente à prix exagéré. Est-ce là le point de départ d'une politique avisée? Est-ce qu'un gouvernement ou, pour mieux dire, un pays, peut s'accommoder ainsi à vivre de ces petits à-côtés sans créer les organes de puissance dont une nation a besoin? Il y a des remèdes en puissance pour tous les problèmes haïtiens. C'est par l'organisation des forces productives du pays que l'on parviendra à forger les voies du salut de la nation.

Organisons notre industrie, c'est ainsi que nous travaillerons à la prospérité de tous. Un pays ne peut pas vivre tout le temps avec des caisses vides, un chômage chronique qui mine les couches humbles et nuit au développement normal du commerce. M. Vincent n'a rien créé qui soit digne d'être mentionné. Entouré de flatteurs et non de patriotes, on le pousse à droite et à gauche, tantôt dans le mal le plus grand, tantôt dans un mal moins dangereux. Lorsqu'un aveugle conduit un aveugle, tous deux tombent dans le puits. Trujillo connaissait cet état de choses, il savait bien que son *grand Ami*, son collègue intime, était terriblement embarrassé.

Il connaissait, certes, les ennuis auxquels les émissaires de M. Vincent, envoyés à l'étranger pour faire des emprunts au nom de la nation, s'étaient exposés. Nos chefs d'Etat ne voient et ne pensent trouver leur salut que dans cette voie. On ne peut pas, on ne pourra pas, résoudre les problèmes haïtiens par des emprunts faits à l'étranger. Nous avons de grands problèmes à résoudre. Tels que ceux de l'aviation, de la marine, de l'armée sont à l'ordre du jour. Pour les envisager et y mettre la main, il faudra un budget qui puise ses ressources non des cartes d'identité et des impôts sur l'exportation, grave erreur puisque nous exportons peu, mais des moyens d'un ordre nouveau.

Faire des emprunts à tout venant, pour entreprendre tels ou tels travaux, sans créer des sources de revenus susceptibles d'alimenter les caisses de l'Etat, c'est travailler contre la réalité, contre la nation et contre l'avenir d'Haïti. C'est une résignation, certes, qui force à marcher à pas lents vers un horizon incertain.

Il faut que les Haïtiens mettent dans leur tête cette maxime : l'histoire n'a jamais été faite par les parlements ou les traités, elle a toujours été faite par des hommes. Le régime haïtien, tel qu'il est institué, vient de subir un cuisant échec. Il eût été sage, au départ des Américains, que l'héritier qui devait leur succéder, fit appel aux forces saines du pays pour tracer, d'un commun accord, le vaste programme qui devait consister à relever la bannière nationale. Sans ces forces, il est impossible d'établir l'équilibre politique et d'envisager un travail sérieux.

Or, rien n'a servi à éclairer les esprits. Le fatalisme s'est imposé et s'est emparé du peuple dont le niveau de vie tombe vers le chaos et vers le personnalisme qui anéantit tout.

A côté des apôtres du chaos et du personnalisme, il y a des égoïsmes bourgeois qui attendent le salut du profit sans effort. Ainsi, c'est la ruine de la classe paysanne, de l'artisanat, c'est le chômage pesant sur les ouvriers, à tel point qu'ils se voient obligés d'émigrer à l'étranger.

Les affaires sont paralysées, le commerce fermé, la santé publique compromise par la pauvreté. Il y a des enfants qui traînent une vie languissante, parce qu'ils n'ont pas de quoi

manger. Leur développement est aussi compromis par suite de cette pauvreté et d'une sous-alimentation.

Il est donc utile de combattre, car c'est cet état d'esprit qui préconise la résignation et qui nous mène à un véritable défaitisme, même militaire. On a dit à notre peuple que son avenir consiste à admirer les actes des autres, mais sans les réaliser lui-même.

On limite son ambition pour l'habituer à se contenter d'un niveau modeste et nul. Non, non, nous ne sourions accepter cet état de choses sans nous révolter.

Il faut refaire Haïti sur des bases nouvelles. Faisons-en un peuple fier et conscient de lui-même.

Il faut l'obliger à mesurer, par son effort intérieur dans l'unité, sa valeur propre comparée à celle des autres peuples du monde pour lui enlever ce sentiment d'infériorité qu'on lui a imposé. Il convient que ses forces vitales se réveillent.

Il doit y avoir au moins, dans les premiers mouvements d'évolution, une base sûre : à savoir que toute société organisée a besoin d'une pensée dirigeante, d'un idéal, d'un principe, d'une action directrice, d'un centre vers lequel puissent converger, comme les diamètres d'une circonférence, les aspirations, les idées et les méthodes les plus diverses.

La plus géniale des inventions bienfaisantes est certainement la liberté. D'ailleurs, ce n'est pas une invention, c'est un don du ciel. M. Vincent a mis en vacances la raison, la vérité et il a paralysé la marche de la justice.

Vincent a longtemps plongé ses doigts troublants dans l'épaisseur de la crinière lourde du peuple haïtien. On veut dormir, faire dormir, dans un sommeil douteux comme celui de la mort, l'âme haïtienne. En attendant, Haïti se noie et s'amoindrit de plus en plus.

Elle obéit au malheur comme une prédestinée, martyre docile, innocente, condamnée, dont les douleurs attisent le supplice!

Dans ses jupons remplis de vent, elle cherche à ensevelir sa tête endolorie et respire comme une fleur flétrie sous les sabots de ses quelques enfants!

Les desseins manifestes des Dominicains

Le 16 décembre 1937, sous la plume de M. Raphaël Dameron, parut, dans le journal appelé *Listin Dario*, publié à Santo Domingo, capitale de la Dominique, ce qui suit :

« Jamais, dit-il, comme durant l'administration actuelle, la possibilité d'une guerre ne nous a paru plus éloignée entre ce pays et le nôtre. Non à cause des manifestations partielles de cordialité reçues d'Haïti, mais parce que, présentement, nous sommes en conditions de ne pas craindre un nouvel attentat à la souveraineté nationale et à l'intégrité du sol dominicain, de la part de nos anciens bourreaux d'Occident; Haïti, pour plus d'une raison, a été pour nous une menace inquiétante, une espèce d'ogre mauvais et ténébreux. »

Voilà, en vérité, qui illustre bien ce que nous avons exposé dans d'autres pages de ce livre. Les desseins dominicains sont manifestes. Le journal *Listin Dario* exprime, certes, l'opinion des milieux officiels de ce pays. On peut affirmer, sans être contredit, que c'est l'organe même de M. Trujillo.

Le 18 décembre, dans le même journal, tandis que le général Trujillo faisait des déclarations véhémentes sur sa bonne foi, son innocence, sur les événements qui ont mis aux prises les deux peuples voisins, M. Eduardo Matos Diaz, secrétaire général de l'Athénée dominicaine, débuta ainsi : « Ouvrons l'histoire avec un esprit clair, repassons ses pages et à de courts intervalles, nous découvrons les plus tragiques événements dont furent victimes nos paisibles citoyens, assiégés continuellement par la férocité du cannibalisme de nos voisins d'Occident, ambitieux affamés de chair humaine, buveurs de sang, superstitieux, sauvages et fiers dans leur méchanceté! »

Citons pourtant ce passage caractéristique de l'article injurieux : « Mais les temps ont changé. Le paysan dominicain sait maintenant défendre ce qu'il a et conserver ses coutumes humaines, il sait reconquérir ce qu'il a perdu et peut répondre à l'agression par l'agression et exterminer si l'extermination est nécessaire comme moyen inévitable de combattre la sauva-

gerie et la méchanceté sur son propre sol... » Puis il ajouta : « Ce n'est pas la justice internationale, ni la médiation, ni même l'entente directe avec notre gouvernement qui devra apporter une solution à cet incident, mais bien l'effort persévérant d'Haïti pour respecter la chose d'autrui, pour rectifier les erreurs, pour satisfaire nos désirs de paix, pour s'éduquer et se civiliser et se mettre à la hauteur qui lui correspond par le lieu géographique qu'elle occupe.

Eh bien ! que son sang soit africain, l'Afrique est très loin dans l'espace et la barbarie n'a pas de place dans notre continent. » Oui, hélas ! on ne saurait mieux manifester la haine cachée et l'état d'esprit de ces milieux.

Dans ces circonstances tragiques, il vaudrait mieux parfois se taire sur certaines grandes questions.

Parler de la barbarie d'un autre pays, en ayant les mains toutes rouges de sang, respirant l'odeur des chairs humaines en putréfaction dans les ravines, dans les égouts, coupés en morceaux, hommes, femmes et enfants, c'est oser beaucoup !

Le cynisme a quelque chose d'insolent. Les Dominicains crânent maintenant et cherchent à justifier leurs crimes en prenant l'habit de l'ange et de l'innocent.

Le tigre, quoi qu'il fasse, est toujours le tigre. Son instinct est de se baigner dans le sang. Nos lecteurs peuvent bien, sans grands efforts, d'une manière irréfutable, établir la vérité sur la nature du cannibalisme, de la sauvagerie dont nous sommes accusés par les organes de presse officielle dominicaine.

6.000 vies humaines, sans compter les blessés, attaqués barbarement par des bandes armées ! Cela en dit long, n'est-ce pas, chers lecteurs ?

La voix de l'histoire, voix éloquente, est là pour éclairer dans une certaine mesure l'opinion internationale, sur les desseins de ces massacreurs *civilisés*.

La Dominicanie n'a pas le droit, en conscience, de tenir à notre adresse un langage semblable. Les faits sont là, ils parlent d'eux-mêmes.

Voilà encore une voix plus autorisée : celle de M. Trujillo lui-même. Dans la nuit du massacre, le 1^{er} octobre 1937, le général aux grands éperons, prononça un discours dans un bal qui

avait été organisé en son honneur à Lajabon, dans lequel il déclara en substance : « Je suis venu à la frontière pour voir ce que je pourrais faire pour les Dominicains qui habitent cette région. J'ai appris que les Haïtiens voulaient prendre des vivres et du bétail à nos populations. Je trouve que notre population serait plus heureuse si nous pouvions nous débarrasser des Haïtiens. Selon moi, il faut employer les moyens forts. »

A peine eût-il fini de prononcer ces mots, que la tuerie commença sur un rythme accéléré. Continuons à donner des preuves de l'hypocrisie de cet homme.

Ce n'est un secret pour personne, la part qu'a prise Trujillo dans ces sanglantes tragédies où périt un nombre infini des nôtres. C'est pourquoi nous demeurons convaincus que le principal artisan du drame était Trujillo lui-même.

Voici quelques passages d'une lettre qu'il a envoyée à l'intention de son *grand ami* Vincent, président d'Haïti, à l'origine de cette affaire. L'impression que le massacre avait produite dans le monde était énorme. Jamais on n'avait vu spectacle semblable. Voici des traits de la lettre en question :

« Le Président de la République Ciudad-Trijillo, Districto de Santo Domingo, 21 octobre 1937.

« Monsieur le Licencié Henrique Jimenez, E. E. et ministre plénipotentiaire de la République dominicaine, Port-au-Prince, Haïti.

« Estimé Ami,

« Après l'incident survenu à la frontière du nord au début du mois d'octobre, incident qui me surprit et dont les faits s'éclaircissent chaque jour pour mettre en pleine lumière la conduite des coupables, qu'ils soient civils ou militaires, mon gouvernement, accomplissant un devoir d'amitié envers le peuple et le gouvernement haïtiens, devoir qu'il considère comme sacré, s'est empressé de réprover les faits dénoncés au moment même de l'effervescence, et j'ai confiance que cette situation deviendra tellement clair qu'on pourra établir la responsabilité de ces coupables. Malgré mes efforts personnels et ceux de mon gouvernement pour éviter tout esprit d'animosité, tendant à

ébranler les cordiales relations existant entre le gouvernement dominicain et le gouvernement haïtien, auquel je suis uni par des liens indestructibles, je ne peux vous cacher que j'ai vu avec une véritable peine les moyens que mettent en jeu certains éléments des deux gouvernements pour créer la division et la haine entre les deux peuples, éléments dont les fins ultérieures sont parfaitement connues de mon gouvernement.

« On m'a fait savoir que le gouvernement haïtien, aussi bien que certains secteurs de ce peuple ami, arrivent à considérer que les efforts que j'ai faits pour organiser une petite armée, dans le dessein exclusif de garantir la paix et le progrès dans mon pays, l'ont été dans des idées de conquête, m'attribuent des ambitions que ni l'esprit du peuple dominicain, ni le mien n'ont jamais tolérées...

« Mon désir est que, en votre qualité d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, et comme dépositaire de ma confiance, vous vous rendiez auprès de mon *grand ami*, l'honorable Président Vincent, et vous lui exprimiez mon regret, etc. »

Trujillo est un homme terriblement malin. Pour sortir de la boue où il s'était enfoncé jusqu'au cou, il a fallu jouer la comédie. Sa lettre, que nous citons ci-dessus, est semblable à celle que Napoléon avait envoyée en 1801 à Toussaint Louverture, accompagnée de troupes et d'une flotte considérable qui mirent l'île à feu et à sang.

Quand on veut tromper les sots, on trouve toujours des prétextes à faire valoir pour endormir leur esprit.

Nous ne comprenons pas que le général se soit permis de parler des « éléments ennemis » quand lui-même, selon les dires de témoins authentiques, ordonna cette tuerie en masse.

Il avait l'intention, paraît-il, de faire traîner les choses en longueur, confiant que son *grand ami*, son complice, saurait garder le silence sur ces graves événements.

Ainsi, il se serait moqué du peuple haïtien avec un scandale sans borne. Le silence du gouvernement haïtien sur ce massacre épouvantable, silence gardé jusqu'à ce que Washington eût dénoncé les faits, nous permet de croire que M. Vincent était de connivence avec le général Trujillo. Car, aussitôt après, quoique

l'opinion nationale haïtienne, toujours mal renseignée, fût très montée contre les Dominicains, notre président Vincent n'a jamais cessé de proclamer à la face du monde, par des communiqués périodiques, rendus publics, son attachement, son amitié, sa cordialité à l'égard de son collègue.

Beaucoup d'Haïtiens, non des moindres, qui osèrent protester contre la passivité du gouvernement haïtien, furent persécutés, malmenés, emprisonnés, disparus. Il ne fallait pas protester contre les actes de Trujillo. Ce geste constituait, aux yeux de M. Vincent, un délit digne de punition ! La honte, le remords, l'écrasante réalité, les vagues terreurs de ces affreuses nuits, la douleur des milliers de familles haïtiennes éplorées, les sanglots étouffés par la peur d'être suspect, soulevaient la colère de notre tout-puissant Seigneur et maître.

Si, en dernier lieu, M. Vincent a pris position contre les faits constatés, c'est parce qu'il ne pouvait pas faire autrement.

L'opinion nationale d'Haïti était, du reste, au courant de ce qui s'était passé au delà de la frontière.

Il fallait donc, à présent, donner certaines satisfactions aux exigences de l'heure. Il a eu, malgré tout, le cynisme de rester au pouvoir ! La politique personnaliste s'aigrit et s'irrite au moindre geste de désapprobation du peuple.

(Beaucoup d'attentats ont eu lieu. Des militaires ont été abattus en pleine rue, des civils appréhendés, jugés, condamnés. On a ajouté du sang au sang, des cadavres aux cadavres ! Haïti n'avait pas assez saigné ; il fallait provoquer, chez ceux qui étaient attristés, des pleurs et des larmes ! Le poing crispé dans l'ombre, la vengeance déversant son fiel, on est arrivé à tenir le peuple dans une sorte de soumission honteuse. Le cynisme et l'orgueil se sont faits les capitaines du peuple opprimé, avec une haine implacable qu'on eût pris pour de la folie.

Les gens avaient peur de sortir dans la rue, le soir venu. On chuchotait à voix basse, car on craignait d'être surpris par un agent du dictateur.)

Cependant, en haut lieu, on piétinait dans la boue, derrière une muraille immense de brouillard. Haïti, si fière dans le passé, était devenue un vil bétail sous la main du superbe Pyrrus, dans

l'anxiété du lendemain incertain ! Les familles haïtiennes s'abreuyaient de pleurs comme une délaissée.

Oui, les charmes de l'horreur n'enivrent que les cyniques. Les dirigeants d'Haïti ont rafraîchi l'enfer, allumé des flambeaux autour des tombes, avec des chœurs aux voix discordantes.

Le peuple s'abreuve de l'antique erreur, cet éternel lombric, errant sans force parmi d'insatiables aspics !

Au dernier moment, vu l'obstination de Trujillo à donner satisfaction aux justes réclamations haïtiennes, S. Ex. Mgr Silvani, nonce du pape en Haïti et en Dominicanie, intervint pour décider cet ogre à réparer les dommages et les ravages qu'il avait causés au peuple d'Haïti tout entier.

Ni les pressions des Etats-Unis, médiateurs, ni la morale de la Convention Condra, rien n'avait pu exercer sur la résistance du grand ami de Vincent une influence quelconque.

Il avait vu son plan échouer. Car Haïti, privée de la force nécessaire pour faire une guerre en règle, au lieu de répondre par la force, dut se plier aux formules des traités, marcher à la remorque des événements comme une orpheline qui n'a ni voix, ni puissance, ni volonté, ni autorité.

Nous considérons, sans exagération, que les Haïtiens victimes du massacre ont perdu au bas mot une vingtaine de millions de Gourdes. C'est pourquoi nous avons dit par ailleurs qu'Haïti ne pourrait pas accepter cette somme de 750.000 dollars pour les réparations, devant la mort de 5 à 6.000 de ses sujets.

On parle dans les milieux haïtiens d'une victoire de M. Vincent; nous ne la voyons pas.

Il y avait, parmi nos frères massacrés, des gens qui étaient pères de plusieurs enfants. Beaucoup étaient des fermiers qui possédaient de vastes champs de canne à sucre.

Leurs maisons, leurs bestiaux, ont été mis à sac.

Il y en a qui avaient des affaires en banque, des comptes-courants dans les entreprises privées, des plantations de café, des boutiques d'alimentation, des magasins, non moins importants. Rendons hommages aux témoignages de S. Ex. l'Evêque JeanJean, docteur en théologie, philosophie, membre de la Lé-

gion d'Honneur, Français de naissance, élevé à Paris, homme cultivé et de talent.

Il fit venir à son bureau, au Cap-Haïtien, des réfugiés blessés qu'il interrogea pour savoir le nombre exact des tués dans la seule ville de Lajabon.

Il apprit avec horreur que 3.000 Haïtiens y avaient été massacrés. L'évêque est bien renseigné sur les événements, peut-être mieux que les pouvoirs publics, puisque le gouvernement délègue, en la personne des prêtres, un pouvoir étendu et pour le recensement, et pour l'enseignement, et pour tout. Ce sont les Eglises protestantes et catholiques en Dominicanie, surtout, les missionnaires américains, auxquels appartient l'honneur d'avoir rendu à la justice sa véritable place. Selon les dires de ces missionnaires, le nombre d'Haïtiens morts ou massacrés dépassa dix mille.

Ce sont eux qui ont aidé le gouvernement de Washington à réunir, consigner les faits sur place, pour avoir une idée exacte des morts et des blessés. Cette tuerie a eu lieu en plusieurs villes dominicaines. C'était un ordre général, qui avait été donné par quelqu'un de puissant, pour qu'il y ait eu tant d'Haïtiens massacrés. Je crois, sans exagérer, qu'il doit y avoir 150.000 Haïtiens qui habitent ce pays.

Aucun Haïtien ne comprendra jamais la signification du silence de M. Vincent. Or, cacher un événement de cette nature pendant plus d'un mois à l'opinion publique, le seul juge des intérêts de la nation, c'est proclamer publiquement sa complicité. M. Vincent ne peut pas avoir la conscience tranquille. Le sang de ses frères réclame contre lui la justice de Dieu et la justice humaine.

Les flatteurs de M. Vincent s'efforcent de lui attribuer une grande victoire. Ce n'est d'ailleurs pas la valeur morale de la Convention Condra, comme nous avons dit par ailleurs, ni celle des autres traités, signés par les nations américaines à Santiago de Chili, ni l'amitié de Trujillo pour son grand ami Vincent, ni rien de tout cela qui a déterminé les Dominicains à accepter, dans les conditions que nous connaissons, la demande de réparations présentée par le gouvernement haïtien; c'est seulement l'effet déplorable et pénible impression d'horreur dont le monde

frémissait, qui a plié ces hommes de couteaux à donner satisfaction à la demande de tant de puissances, dont les bons offices ont été demandés quand tout espoir paraissait pour toujours perdu.

La Convention de Condra n'a pas pu empêcher, pourtant, la guerre entre la Bolivie et le Paraguay. Trujillo savait en outre que cet accord existait. Mais il savait une autre chose beaucoup plus importante : Haïti, à ses yeux, n'était pas prête à faire une guerre pour défendre son honneur.

Il savait qu'avec la garde de Haïti, sans chef, sans armes, sans équipes, une guerre eût été pour Haïti un désastre. Tandis que M. Vincent persécutait ses ennemis, avec la haine de l'éléphant, Trujillo s'armait jusqu'aux dents ; il s'achetait des avions, des armes défensives, il créait des cadres dans l'armée qu'il incarnait, il entraînait ses troupes sous les yeux aveugles de Vincent.

Quand les Américains ont quitté la Dominicanie, les Dominicains ont compris qu'il fallait s'arranger avec eux pour qu'ils leur laissassent quelques appareils. Ils se sont dépêchés d'envoyer des étudiants aux Etats-Unis pour apprendre à conduire les appareils qu'ils avaient achetés aux Américains. Il y eut tout au moins une compréhension, un sentiment de nécessité qui se manifesta chez les hommes responsables. Ils pensaient d'abord à garantir leurs frontières, pour attaquer plus tard.

En Haïti, au contraire, la première chose que M. Vincent a faite en s'installant au pouvoir, ce fut de persécuter à outrance l'homme qui avait le mieux défendu, pendant l'occupation militaire des Etats-Unis, les intérêts d'Haïti : Jolibois.

Ainsi, aucune idée des besoins impérieux de la nation.

Des gabegies succèdent aux gabegies. Pas de rationalisme, pas de raisonnement. Les meilleurs des Haïtiens ont été partout traqués, menacés, réduits au silence, par la persécution ou par la prison.

La défaite d'Haïti est grande. La poudre a parlé sur les confins haïtiano-dominicains. Le bellicisme de Trujillo, comme un démon, a su prendre toutes les formes. Dans cette symphonie de cordialité, aux termes toujours voilés, on a vu quelque chose d'étonnant : résignation à tout prix.

Haïti, sans armes et sans soldats, sans chef en qui, on pourrait avoir confiance, avalait goutte à goutte, jusqu'à la lie, la coupe du déshonneur. Si la même équipe qui nous a conduits tant de fois au bord de l'abîme continue à nous gouverner, l'avenir d'Haïti est bien sombre!

La force est la meilleure base de la paix et d'entente entre voisins. Tout doit être fait pour assurer à la nation une force qui fasse réfléchir ses ennemis. Ainsi, on ne doit laisser passer aucune occasion d'essayer de faire disparaître de notre ambiance les causes du marasme actuel. Il faut faire d'Haïti une entité indépendante et redoutable.

Nous devons tenir compte des leçons que nous avons reçues du massacre de nos nationaux pour corriger les erreurs du passé, et parvenir à une nouvelle conception de nous-mêmes.

Nous avons été victimes d'une agression non provoquée; nous en avons subi de lourdes pertes.

Est-ce que nous pourrions accepter cet affront avec la résignation de M. Vincent? Ne s'agit-il pas du prestige d'Haïti, pays des fils de Toussaint Louverture, qui a su forger une histoire à son peuple et à sa race?

Pour autant que nous le sachions, nous ne sommes pas animés d'un esprit guerrier avec ou sans force, vis-à-vis de nos voisins; mais il y a des aiguillons dont les pointes sont brûlantes et humiliantes; il faut pouvoir les esquiver.

Nous devons être en mesure de pouvoir exiger un jour des comptes des tueurs de nos frères.

Si M. Vincent, pour une raison quelconque, veut continuer dans sa voie aveugle, on lui fera voir le contraire. Vincent n'est pas Haïti; il n'incarne pas les aspirations du peuple.

Il peut sans doute incarner un clan, une caste, pour laquelle la leçon du massacre a dû être une déception mordante...

C'est une petite clique d'aveugles qui essaye, semble-t-il, d'entraîner la destinée d'Haïti dans le rouage des chimères de nuances. Toussaint Louverture, Dessalines, Christophe n'avaient d'autres ambitions que celle de créer une nation forte, avec une physionomie propre.

Ils faisaient une œuvre nettement raciale, sans tricherie, avec le haut idéal du relèvement social de leurs frères de race,

sans tenir compte des préjugés et des contingences adverses. Ce qui a donné une valeur de premier ordre à leur œuvre, c'est qu'ils voulaient rester tels qu'ils étaient, sans jamais songer à se convertir en lézard ou couleuvre.

Ce qui crée la mauvaise foi, la méfiance, par conséquent, le manque de patriotisme, ce sont ces chimères de classe.

M. Vincent a cru pouvoir trouver le salut des siens dans le programme politique de M. Trujillo, qui l'a roulé et déçu. Car ce dernier a la conviction qu'il n'appartient pas à la nuance de M. Vincent.

Pour mieux anéantir les forces haïtiennes, et réussir dans cette politique personnaliste, menée avec grand étalage jusqu'au faite du pouvoir, tous les hommes de valeur qui avaient été élus par le peuple lors des élections de 1930, si je ne me trompe pas, ont été révoqués par Vincent et remplacés par des créatures soumises au Président.

Nous avons été d'autant plus surpris de voir l'attitude de la Chambre en face des événements dont nous parlons.

On a vu une assemblée, inconsciente de ses devoirs, céder aux caprices d'un homme qui foulait sous ses pieds tout ce que Haïti avait de prestige. Une Chambre, dans l'exercice de ses fonctions souveraines, doit pouvoir prendre ses responsabilités quand la nation est attaquée dans sa partie intime.

L'Assemblée nationale était muette. Elle recevait les ordres de son chef, auquel elle est toute dévouée.

La raison de ce silence, car tout était silence chez nous, c'est que beaucoup de députés avaient reçu leur mandat du papa Vincent, dont ils craignaient la fureur.

Les membres d'une assemblée ne sont soumis qu'aux intérêts publics, et non pas aux injonctions d'un président.

Les députés et sénateurs d'un pays, s'ils veulent avec honneur remplir leur mission, doivent avoir une véritable idée de leurs responsabilités. Chez nous, surtout depuis que M. Vincent est au pouvoir, il s'est passé des choses surprenantes.

Il n'y a pas une force corruptrice qui soit plus dangereuse que la misère. Avec les révocations anticonstitutionnelles pratiquées par cette politique que nous dénonçons ici, nombreux

ont été ceux qui ont préféré mettre de côté les intérêts de la nation pour sauver le pot-à-feu.

La Chambre n'est pas un organe qui doit obéir aveuglément aux directives d'un seul homme. Sa mission est au-dessus des intérêts particuliers.

Même à l'étranger, les gens s'étonnent de voir l'attitude haïtienne. Je fus interpellé par un écrivain français après une conférence que j'ai prononcée sur les événements dominicano-haïtiens, dans une grande salle de Paris.

— Monsieur, me dit-il, est-il possible que les descendants de Toussaint Louverture aient accepté avec cette résignation les piles dominicaines? Où est la valeur guerrière dont vous faisiez l'admiration du monde en d'autres temps?

« Ce grand homme qui a battu les troupes les plus victorieuses de l'Europe, vous le faites pleurer dans sa tombe. »

Vraiment, j'ai eu quelque embarras à lui répondre.

Eh! oui, voilà où nous en sommes! Le poids de Vincent pèse sur Haïti au point de l'étouffer, et sur l'ensemble de ses activités, au point d'en compromettre le souffle, de chavirer la barque et de noyer les survivants.

Au dogme de l'Etat conformiste et incompetent, lequel a cours forcé depuis la grande défaite que nous avons subie, un autre dogme d'Etat, réformiste et réaliste, doit se substituer peu à peu.

Nous savons que la liberté haïtienne est muselée par la dictature de notre dieu tropical. Le régime sous lequel vit actuellement notre pays, est un régime de censures et de mensonges officiels, le régime d'état de siège et d'alarme. Car c'est ainsi que se manifeste l'œuvre des dictateurs.

D'ailleurs, sur les plans psychologique, politique et autres, le cas de notre Président est indiscutablement le plus complexe de l'époque, voire le plus paradoxal.

Il a sapé par principe et affaibli par mollesse.

Son plan de dressage est un plan qui est dans les rêves, sans vie, sans forme, sans base, sans commencement, sans fin.

Pour se rendre compte de ce qui se passe autour de nous, il faut bien considérer le misérable ramassis d'idées qui sert malheureusement à bâcler ce qu'on appelle programme du per-

sonnalisme ; puis comment, de temps en temps, celui-ci est figolé et torpillé. On doit surtout regarder les choses de près pour estimer, à leur juste valeur, les publications de programmes qui ne s'appuient sur rien.

Aussitôt que commence à poindre, dans la cervelle de ces « as » des discours, le soupçon que le bon peuple veut, par un geste quelconque, se débarrasser de ses maîtres tyranniques et s'échapper des harnais du vieux char du personalisme, on lui répond pour le consoler, par des répressions, des tueries, des emprisonnements. On a fini, à force d'expériences et de déceptions, par croire que la bourgeoisie actuelle, taillée en brèche par l'inertie, est incapable de forger un Etat avec ses bases cohérentes et ses prérogatives indépendantes.

Notre bourgeoisie ne voit dans les hauts postes de l'Etat qu'un but : maintenir les privilèges acquis et vivre à leurs dépens.

M. Vincent est un gros malin à la façon de Machiavel qui, n'ayant rien compris aux grands besoins de la nation, la regarde avec un peu de camouflage, sans essayer de s'initier en quoi que ce soit. Le charlatanisme ne manque pas, en cette époque de démagogie, et s'y fraye un chemin. Pour faire quelque chose à la tête d'une nation, il faut croire au préalable à la mission de celle-ci, à la grandeur de son histoire, et se montrer, à tous égards, d'un désintéressement parfait. Il faut aussi savoir s'imposer une dure morale, très noble d'ailleurs par certains côtés : la morale de l'effort, du courage, de la volonté, du sacrifice, la morale du vrai chef, dont toute l'ambition doit consister à servir, toujours prêt à pardonner les fautes adverses, sans toutefois tolérer le désordre. La grandeur d'un bon chef n'est pas d'opprimer ses sujets. La grande vertu est dans l'oubli. Poursuivre l'ennemi jusqu'au bord de la tombe, c'est se montrer inférieur à tous égards.

Qu'est-ce donc qu'une action politique qui n'est pas appuyée par la force ? Ici, je parle de la force nationale organisée ; je ne parle pas de la force organisée pour protéger une dictature quelconque. Nous répétons qu'une action politique de caractère général doit s'appuyer sur la force. Autrement, c'est poussière, fumée et vide.

Malheur aux peuples qui comptent sur les traités pour sauvegarder leurs libertés nationales!

On ne peut pas se faire respecter par la bonne foi des hommes. Quand on compte sur la vertu des accords pour faire respecter ses frontières, on se casse le nez, on paye de sa propre chair, de son propre sang. Ne vous fiez pas, Haïtiens, au brocard des échos vides; fiez-vous au tangible, au vrai.

Les traités sont des harpons que les matelots diplomatiques lancent avec habileté pour pêcher les étourdis dans les eaux sales. Beaucoup de traités, surtout ceux qui sont sortis de la guerre de 1914, ont été déchirés. On a renoncé aux nobles principes sur lesquels des millions d'hommes, avec un peu de bonne foi, pourraient s'appuyer.

Je parle ici de la Société des Nations.

Si on était parvenu à faire triompher ses grands principes, il y aurait une chance sur mille de sauvegarder la liberté des peuples. On préfère marcher comme des tigres sur des millions de cadavres abattus, pour satisfaire aux caprices de l'orgueil, aux ambitions des impérialistes.

La paix est un objet très précieux, mais aussi très fragile. On la désire, parce qu'on a peur d'être battu par un autre. Les fabriques de canons travaillent sans relâche, les équipes se succèdent, on crée des impôts, des misères, du chômage, des drames, des prostitutions, des désordres sociaux, des folies, des chimères, que sais-je?... Ainsi, on creuse des tombes pour les enfants que nous voyons naître de notre sang. La fraternité des peuples, vain mot que l'on prononce avec des cadences académiques, entend au fond de son tombeau chanter ses funérailles, au son des cloches, par les lions de la civilisation.

Sortez, Haïtiens, de votre inertie. Tâchez de tirer une conséquence de vos misères. Cessons d'être des héros d'Homère qui s'insultent ponctuellement dans leurs intempérances verbales, mais soyons des héros de l'histoire qui travaillent pour un but. Bannissons les baisers de la hyène et du chacal, cessons d'être des nourrissons délateurs. Nos querelles ne doivent pas se vider dans le sang et dans les bagarres. Guérissons-les par des remèdes issus de la pensée. Haïti se sauvera par votre union, votre travail, votre technique et votre compréhension.

Le déclin de la bourgeoisie haïtienne

Nous ne cherchons pas à approfondir les médiocres, voire les ténébreuses raisons de la conduite de ceux qui se disent grands potentats de la nation, et qui ont accepté d'un cœur léger le massacre de nos frères en Dominicanie. Elle semble, hélas! symboliser l'attitude actuelle du petit clan bourgeois, en face du vaste désastre que vient de subir notre peuple, lequel retentit d'un bout à l'autre du pays. Contrairement à ce que l'on prétend, s'affirme, en face des perspectives sombres qui se dessinent à l'horizon, un état d'engourdissement de plus en plus évident.

Les dieux malfaisants rendent fous ceux qu'ils veulent perdre, affirme le proverbe latin. Le déclin de cette bourgeoisie inféconde est tel, qu'il est permis de croire qu'elle a démissionné du rôle de direction qu'elle a assumé dans ce pays depuis tantôt cent ans. C'est avec un aveuglement complet des intérêts les plus élémentaires de la nation, et c'est avec une méconnaissance de l'avenir du pays, que la bourgeoisie, qui a manipulé les affaires de l'Etat jusqu'à présent, s'acharne à se maintenir en selle contre vents et marées, dans le seul but de sauvegarder des privilèges particuliers. L'ouvrier n'a pas de préjugés qui ne cèdent pas à une expérience nouvelle.

Les paysans, jusqu'ici, restent confinés dans leur vie simple, s'occupant de leurs terres et travaillant pour la grandeur de la nation. La classe moyenne en Haïti, s'il en existe, à quelques exceptions près, vit sur un stock inaliénable et à peu près inaltérable d'idées reçues. Ce qui en fait le fond, c'est qu'aujourd'hui, elle sent de jour en jour lui échapper le régime de la facilité, de la camaraderie veule et de l'égoïsme; la rivalité entre les diverses fractions du monde politique a toujours été soigneusement exploitée par cette bourgeoisie maligne qui veut, coûte que coûte, garder un héritage sacré qu'elle croit venir des ancêtres. Il faut éclairer cette bourgeoisie, la tirer de son engourdissement, pour qu'elle remplisse sa mission dans le cadre des possibilités nationales. Ce serait dangereux pour Haïti que ce clan à privilèges devienne puissamment riche au milieu d'une masse trop appauvrie.

Il faut établir la part des choses. La richesse d'une collectivité doit être répartie équitablement par une coopération honnête, basée sur l'équité et sur la compréhension. Que deviendrait d'ici quelques siècles Haïti, si sa masse d'ouvriers était livrée à la misère, qu'un dix pour cent de sa population s'était enrichie énormément? Ce serait un genre d'esclavage défiguré, ce serait l'anéantissement de tout sentiment national, l'oubli de l'histoire si héroïquement faite. Il est dans l'intérêt de la bourgeoisie que la masse soit éduquée, qu'elle participe à l'exploitation des moyens dont dispose le pays, car, tôt ou tard, viendrait le réveil qui mettrait tout en cause, détruirait les privilèges par des moyens violents que nos bourgeois gourmets ne soupçonnent même pas. On assisterait à l'écroulement de cette petite minorité dépourvue d'humanité, à son écrasement brutal, et au dépouillement des moyens dont elle fait parade. La religion n'a pas appris certes aux patrons à respecter, chez l'ouvrier, la dignité humaine, et à le traiter avec justice et équité... Les conséquences désastreuses du régime économique moderne sont immenses. Le redoutable conflit dans la société par l'affluence de la richesse dans les mains du petit nombre, à côté de l'indigence de la multitude, est né de la mauvaise foi. L'Eglise catholique, avec son action, avec sa doctrine, n'a rien fait pour améliorer le mal qui ronge la société.

L'Etat, avec son gouvernement et ses lois, n'a pas su non plus établir entre patrons et ouvriers l'entente nécessaire pour une vie de paix et de compréhension. La cause? C'est parce que les banquiers, les hommes d'affaires, parmi eux beaucoup de Jésuites, ont galvanisé les principes de Jésus, et le christianisme des adorateurs du veau d'or, est de l'hérésie. Le Christ crucifié pour l'amour des pauvres n'est pas connu dans les milieux bourgeois, qui n'ont pour les déshérités de la terre que du mépris. On a l'habitude de forcer les ouvriers à vivre de slogans, de paroles saintes, sans qu'aucune action les accompagne; ce sont des remous en profondeur qui travaillent dans le sens contraire. On a trop tendance à payer ceux qui travaillent avec des mots, en les exploitant copieusement; cet état de choses doit finir.

Ce n'est pas la peine de crier au communisme quand ceux

qui détiennent les ressources du monde se donnent la bonne vie, vivant dans la débauche, dans la dissolution, à côté de ceux qui mangent à peine à leur faim.

Il faut que nos bourgeois sachent que leur situation d'exploiteurs ne pourra pas indéfiniment durer.

Tout en étant liés au cléricanisme, au jésuitisme financier, une des sociétés les plus puissantes du monde au point de vue des finances, ils se sont montrés jusqu'ici incapables de pratiquer la plus petite parcelle de charité, d'amour, même la compréhension la plus élémentaire. Chaque bourgeois haïtien possède une demi-douzaine de domestiques qu'il expolitera sans aucune humanité. A ces misérables naufragés, on donne, pour le travail d'esclave qu'ils font, la nourriture, les habits hors d'usage que la patronne de la maison cesse de porter, un logement misérable, les tenant à un rang d'infériorité scandaleuse. Voilà en quoi consiste le christianisme de ces messieurs et dames qui communient tous les jours, qui prennent l'hostie devant le prêtre, agenouillés comme des saints, mais qui restent cependant des loups ravisseurs. Dans ce fouillis de désordre et d'injustice, armé de dents de carcan, on trouve un tas de gens soi-disant bien pensants, qui mettent d'humanité dans leur poche et qui mettent la lumière dont ils se croient dépositaires dans la cave, dans un lieu obscur.

Il y a, en effet, une double responsabilité qui incombe aux gens dits éclairés, avec des oripeaux chrétiens, mais qui, cependant, en face de la réalité des grands problèmes humains, se sont montrés inférieurs à leur tâche. Il faut éviter ce procédé fâcheux de sauver la face des choses par un opium moins dangereux. On a constaté que l'homme, en maintes circonstances, a la tendance d'opprimer ses semblables, d'en faire ses esclaves, sa chose et son bétail; mais, tout en faisant cette constatation d'ordre biologique, certes, lois et mystères qui dépassent notre intelligence, il reste quand même un fait : que les peuples qui ont lutté et luttent pour améliorer leur sort, ont droit au bénéfice de leurs travaux. L'exploitation d'une façon ou d'une autre est pratiquée chez les hommes, car le monde n'est pas encore parvenu à cette haute conception de moralité qui lui permettrait de considérer ses semblables comme lui-même. Le

jour où cette parole du Christ aura été comprise, par les peuples ou par les individus : « Ne faites pas aux autres ce que vous ne voudriez pas qu'on vous fit », alors, de ce jour-là, la face des choses changerait automatiquement. C'est le mauvais côté de la religion organisée selon les hommes : prêcher la vérité en pratiquant le mensonge, qui n'a rien à voir avec l'Évangile du Christ, qui est un monde à part.

C'est certainement une complète incapacité de leur part de penser que, en fonction d'Haïti de demain, avec ses grandes nécessités présentes, que cela pourra continuer. La plus grande partie de la bourgeoisie haïtienne n'a rien appris de la défaite d'une politique féodale, liée avec le clergé qui exerce sans conteste sa domination sur ce clan, dont il tire de grands profits au détriment de la masse. L'improduction fait jour dans les milieux où s'agite ce monde, qui marche à la remorque de la bêtise. Elle est passablement cléricale, et tout naturellement favorable à l'augmentation des prêtres en Haïti; car, croit-elle, c'est le seul moyen de sauvegarder les patrimoines des privilégiés si idolâtrément caressés. Elle attend des temps meilleurs où la victoire de son clan sera assurée par sa communion avec le jésuitisme, refuge des exploités et des inféconds; elle croit naïvement que cette victoire du cléricisme ramènerait l'état de choses auquel elle aspire, c'est-à-dire sucer toute une collectivité sans lui donner rien du tout.

L'imagination lui manque, la vigueur intellectuelle aussi, pour se rendre compte que ses illusions sont fondées sur des nuages. C'est le comble de l'esprit conservateur, qui veut garder un musée des fantômes perdus avec le temps qui court, dans la poussière des événements. Son attitude dans les événements de 1937, lors du massacre des nationaux haïtiens par les Dominicains, est fonction de ce comportement imbécile. Pour autant qu'elle veut passer pour gardienne d'un patrimoine qui ne lui appartient pas, elle a l'inimitié et l'antipathie des hommes qui voient le problème national sous un autre aspect. Cette mauvaise foi, née de l'incompréhension rétive, ne changera rien au déroulement de l'histoire; elle ne saurait, si peu que ce soit, empêcher demain qu'une révolution nationale s'accomplisse dans l'ordre et dans le travail.

Elle n'aura pour résultat que de mettre définitivement hors du jeu, la classe qui aurait fait montre de cette résistance obtuse aux leçons des événements.

Il est impossible à l'heure actuelle, vu les changements qui se sont produits dans le monde entier, qu'une entité nationale reste attachée aux vieilles méthodes de la féodalité si aimée du clergé. Les idées comme les principes sont une contagion; pour peu qu'ils nous plaisent, nous en subissons les conséquences. De graves problèmes se posent aux peuples comme aux individus. Haïti ne peut pas rester en dehors des choses qui se passent dans le monde actuellement. Ce serait un suicide. La bourgeoisie haïtienne, accoutumée à vivre de routines et de sobriquets, n'a pas l'air de comprendre toute la portée du grand mouvement de principes et de changements qui se produit actuellement dans les quatre coins du globe. Il faut créer.

La création est l'image de la vitalité. « Qui ne ramasse pas avec moi, dit le Christ, se disperse. » Qui vit en marge des grandes idées, replié sur lui-même, entouré de pompes et d'apparences, se réduit lui-même, car il arrive un moment où tout ce qui n'est pas stable est emporté avec fracas dans le tourbillon des événements. Le travail, l'organisation d'une collectivité, dépendent de l'esprit créateur de ceux qui la mènent.

La bourgeoisie doit reconnaître que ses gestions, en face des affaires de l'Etat, ont été stériles. Comment doter une nation des moyens de vie quand la stérilité est manifeste? Aucun progrès n'est possible chez un peuple où la masse est écartée de la vie nationale. La marge qui sépare la masse de la bourgeoisie est immense. Dans le domaine de l'art comme dans le domaine de la culture, la production de ce clan conducteur est presque nul.

Pleine de préjugés, sans vitalité, limitée, sans horizons, elle n'a fait que piétiner et se perdre dans un maquis de fatras dont les flots ont presque étouffé la nation.

Qui eût pu croire qu'après la proclamation de l'indépendance d'Haïti, en 1804, la nation allait prendre cette allure fâcheuse d'inaction et de néant? L'origine de tout cela est certainement en rapport avec les directives qu'a prises la politique haïtienne. Au lieu de s'inspirer des données et des résultats

des principes de Toussaint Louverture, père de la nation haïtienne, car il est incontestable que c'est lui qui a forgé l'âme d'Haïti, pour arriver à cette conclusion, on s'est inspiré des idées de chefs sans programme, d'ambitieux et d'opportunistes, dont les seules visées, c'est d'assouvir la haine d'un clan ou d'une caste, mais dépourvus de toutes conditions d'éducateur et d'organisateur. « Mangeons, buvons, car demain nous mourrons, se disent ces messieurs. Tant pis pour la barque si elle coule. Nous avons l'argent, nous avons les couvents, les Pères du Saint-Esprit, la danse, le boire, le manger; nous avons des écrivains qui répètent ce que leurs ennemis ont écrit, sans rien créer eux-mêmes; nous avons de belles et spacieuses demeures... A quoi bon nous tracasser, nous fendre la tête pour des questions d'organisation de masse que nous méprisons et que nous haïssons? »

Le langage des sots, évidemment... Un peuple ou un groupe d'individus qui pense ainsi, prépare sa propre tombe. L'esprit de jouissance perd les hommes. Quand on s'y livre sans discernement, on perd le sens de la réalité et on va au-devant du malheur.

Il semble que chacun de nos bourgeois soit décidé à se conduire en héros, dans l'aisance, richesse, honneur, gloire, aurolé de prétention et d'improduction. On peut dire que la religion s'allie avec les méchants, tout au moins avec ceux qui exploitent et oppriment le faible. Le malheur s'accroît sous les pieds de ceux qui ne tiennent compte de rien. Il faut supprimer ce paradis de pleurs, pour que l'éden aux grandes étoiles soit la patrie de tous.

La bourgeoisie est ingrate, car, ayant supplanté ceux qui ont droit à l'héritage des aïeux, par un tour de main coupable, elle a ajouté des maux d'un genre tout nouveau à ses frères, qu'elle dépouille comme des brigands et des inconscients.

Elle dit : « Tout est bien. Nous vivons jusqu'à ce que la mort nous rajeunisse... Qu'importe que la masse s'instruise ou non? » Eh bien! non. J'appelle ces messieurs, qui ont dévalisé les Haïtiens de leurs moyens, des créanciers de l'infortune et de l'iniquité.

Ils ne connaissent pas l'histoire que nos pères ont forgée par leur sang, parce qu'ils ont voulu plutôt souffrir que de traî-

ner le boulet de leurs bourreaux, que de voir leurs frères vivre sous l'esclavage infâme des tyrans de l'Europe. Les hommes et femmes qu'ils ont libérés ont droit nécessairement à la justice sociale. Le forçat libéré est retombé sous un régime ignoble dont nos pères redoutaient les effets, car c'est un régime d'exploitation systématique de l'ignorant par le demi-éclairé.

Si la bourgeoisie haïtienne avait le sens des choses, en s'emparant des leviers de commande, elle aurait dû comprendre que l'histoire n'a pas été faite par elle, ni pour elle, mais pour la masse.

Elle s'installe dans le domaine des autres. Ceux qui ont institué la nation étaient de simples hommes, issus de la masse, dont le seul but était de chasser l'étranger du pays.

Tandis que ces héros, ces pionniers de la première heure de l'histoire d'Haïti, se querellaient comme des béliers avec l'ennemi, les aïeux de cette bourgeoisie profiteuse dormaient tranquillement dans leurs hamacs, et par surcroît conspiraient contre le peuple, contre ceux qui avaient compris qu'il ne fallait pas s'entendre avec le dragon belliqueux dont le fleuve d'injures était en train de noyer toutes les valeurs haïtiennes.

Il faut donc que la bourgeoisie occupe la place qui lui revient dans la masse, et non hors d'elle; il faut qu'on lui fasse comprendre que la nation a besoin de tous ses enfants pour former son armure, pour le redressement auquel nous aspirons. La collaboration est du domaine de l'intelligence. L'égoïsme et la malignité dont ces messieurs font preuve, pourraient un jour se tourner contre eux dans des conditions tragiques et dramatiques; or, il est impossible d'exploiter toujours l'ignorant sans qu'une réaction se produise. Puisqu'il est encore temps qu'on remédie aux maux qui rongent Haïti, faisons-le avec compréhension et discernement, mais dans la justice.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE

| | |
|-----------------------|---|
| Aperçu du livre | 5 |
|-----------------------|---|

CHAPITRE PREMIER

| | |
|---|----|
| Le début de l'évolution haïtienne. L'intervention américaine dans les affaires d'Haïti, en 1915 | 11 |
|---|----|

CHAPITRE II

| | |
|--|----|
| Les principales causes des maux d'Haïti. Considération de caractère général de l'état social haïtien | 29 |
|--|----|

CHAPITRE III

| | |
|--|----|
| Les conditions de vie du pays, les tergiversations des dirigeants, les péripéties auxquelles le pays fut soumis. | 42 |
|--|----|

CHAPITRE IV

- L'idéal d'Haïti. Sa mission au Bassin des Caraïbes. Son rayon d'action. Possibilités en fonction de cette mission. Nationalisme. La déformation de nos enfants. L'égarement de nos concitoyens 47

CHAPITRE V

- L'état féodal. L'esprit de caste, à tendance aristocratique. Divorce entre le gouvernement et le peuple. Faiblesse de Haïti. Des réformes qui s'imposent 69

CHAPITRE VI

- Le danger pour les Etats faibles de se dépouiller de leurs moyens de défense. Nécessité de garantir ses frontières. 93

CHAPITRE VII

- La mission d'Haïti vis-à-vis des Noirs d'Afrique et d'Amérique. L'œuvre commune à faire 97

CHAPITRE VIII

- L'aspect commercial, la politique extérieure. Ses possibilités. 103

CHAPITRE IX

- L'intervention de l'armée dans les luttes politiques du pays. Les conséquences qui en découlent. L'état financier. Les emprunts faits au nom de la nation et contre la nation. Le besoin d'une monnaie or pour les échanges internationaux 109

CHAPITRE X

- Marine; finance; économie. De l'ordre à mettre dans ce domaine. Les lois méchamment appliquées au nom de la démocratie 125

CHAPITRE XI

L'éducation de la famille; perspective d'avenir; mesures salu-
taires dans le domaine social. La formation omni-
bus aux séminaires religieux de jeunes gens des deux
sexes 143

CHAPITRE XII

Le clergé en Haïti. Les diverses mesures qui s'imposent
dans ce domaine. L'influence cléricale contraire aux
intérêts haïtiens. Séparation de l'Eglise et de l'Etat.
L'état du budget national partagé entre le gouverne-
ment et le clergé. Population. Droit. Mariage. L'égare-
ment de la masse haïtienne; déformation de l'élite;
le Concordat; ses exigences et ses conclusions 149

CHAPITRE XIII

Les forces et les cerveaux du pays à mettre en valeur.
Rivalités de nuances, et les bêtises d'origine politique
de clans. Affaiblissement du pays par cette même poli-
tique 181

CHAPITRE XIV

Etat social; mesures indispensables; lutter contre la lutte
de classe par des lois adéquates; le rejet des formes
surannées; caisse agricole; banques; orientation nou-
velle; corporation 200

CHAPITRE XV

L'affaire Dominicano-Haïtienne; le massacre des Haïtiens
en Dominicanie 219

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE
CINQ EXEMPLAIRES SUR PAPIER MARAIS
NUMÉROTÉS DE UN A CINQ
CENT EXEMPLAIRES SUR PAPIER COUCHÉ
NUMÉROTÉS DE SIX A CENT SIX
ET QUATRE CENTS EXEMPLAIRES
SUR PAPIER SURGLACÉ
NUMÉROTÉS DE CENT SEPT A CINQ CENT SEPT

N° 238

